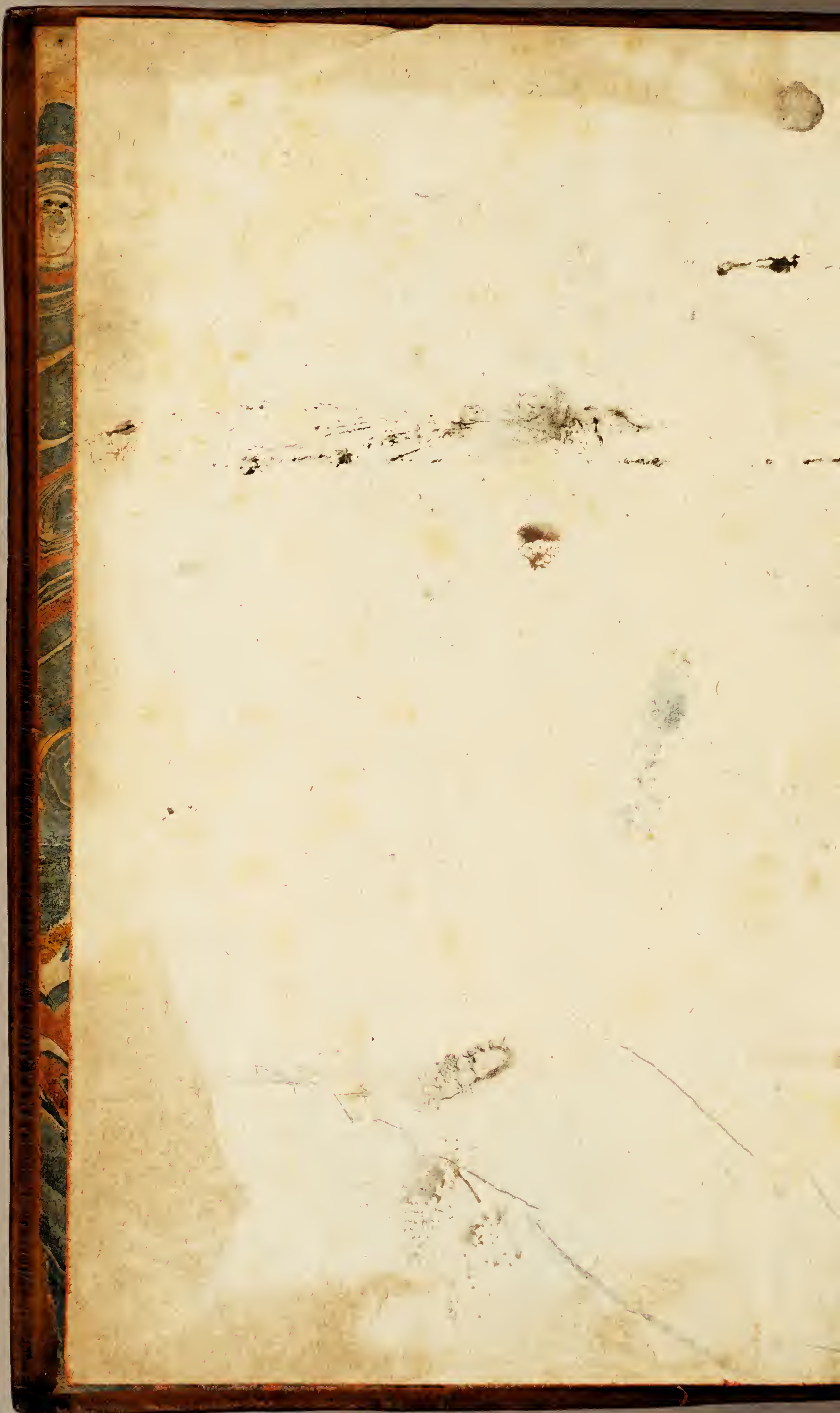

GAUDEO.





*Lettre d'un Banquier de Londres, à M *** à Anvers.*

De Londres le 2 Novembre 1777.

DANS le cours d'une ſeſſion du Parlement, il n'eſt gueres poſſible, Monſieur, que je vous rende un compte bien ſuivi des grandes affaires qui s'y traitent, & dont les détails ne ſont parfaitement connus que quand ils paroiſſent dans les Recueils Parlementaires. C'eſt ſeulement alors qu'on peut y donner une entiere croyance, parce que leurs Editeurs s'attachent à vérifier ce que la Gazette du matin ou du ſoir ne s'embarraſſe que de publier, & parce que les Orateurs eux-mêmes prennent ſouvent la peine de retoucher les diſcours donnés ſous leurs noms : délicateſſe à laquelle on ne peut qu'applaudir. Comme il eſt d'ailleurs quelques-uns de ces débats qui paroîtroient dans votre Journal à une diſtance trop éloignée du tems où ils ont eu lieu, relativement à l'importance des objets ſur leſquels ils roulent, & que même vous ſerez obligé en général de les abréger beaucoup, je choiſirai ceux qui me paroîtront les plus eſſentiels à connoître à cauſe de leur liaiſon avec les affaires du jour, & je les mettrai *in extenſo* ſous vos yeux, comme j'ai déjà

fait de celui dans lequel on a discuté le Bill pour la levée des matelots. Vous allez en lire un aujourd'hui qui sera repris dès les premieres séances de la session à laquelle nous touchons ; ce qui ne permet pas d'en différer la lecture, & dont l'objet est des plus intéressans, puisqu'il est question d'une entreprise aussi délicate & aussi importante que celle de mettre le commerce d'Afrique sur un nouveau pied, & d'en changer toute l'administration, conséquemment à la nouvelle face que les suites de la guerre d'Amérique auront fait prendre aux affaires générales du commerce. Ce n'est point de moi que vous apprendrez combien toutes les Nations Européennes, qui ont des Colonies, sont intéressées à connoître les desseins & les calculs des Anglois, relativement à toutes les branches d'industrie & de culture qui proviennent ou peuvent provenir du commerce propre à cette quatrieme partie du globe. Je me bornerai à vous donner une traduction fidele du discours *prononcé par M. Temple Luttrell dans les débats du* 28 *Mai* 1777, *concernant les établissemens Anglois en Afrique.*

Ce discours, par la vérité, l'étendue & l'importance des faits, a eu les suffrages des personnes qui connoissent le mieux la matiere, tant du parti des Ministres que de celui de l'Opposition.

M. LUTTREL saisissant l'occasion des plaintes portées contre les Directeurs actuels du

Comité d'Afrique, & que le Bureau des plantations venoit de mettre sous les yeux de la Chambre des Communes, a censuré d'abord les Commissaires du Commerce & des Plantations, sur ce qu'ils rendoient un compte imparfait & partiel qui n'embrassoit gueres que le quart du commerce d'Afrique, considéré dans son entier, relativement à l'étendue du territoire & de la côte, & aux profits, quoique la pétition du Parlement à la Couronne; pour avoir les éclaircissemens nécessaires à l'examen du commerce d'Afrique, fût conçue dans les termes les moins équivoques & les plus pressans. » Ce commerce, poursuivit-il, est un objet de la premiere importance pour la Grande-Bretagne; & ce n'est point la décadence de nos autres branches de commerce dans toutes les parties du monde qui doit nous le faire négliger. Lorsque je considere combien ce commerce est essentiel à notre revenu national, à la vente de plusieurs articles de nos importations de l'Inde & de nos Manufactures intérieures, à notre Navigation marchande, à notre Puissance maritime, & à l'existence de nos Isles d'Amérique; je ne puis assez m'étonner que nos Ministres n'aient pas déjà, depuis long-tems, apporté les plus sérieuses attentions à un objet de cette importance. C'est une négligence qui me paroît, non seulement une imprudence, mais une faute impardonnable «.

» Le commerce d'Angleterre en Afrique (en ſuivant les Baies & les Caps ſans nombre qui s'y trouvent) s'étend dans une eſpace de trois mille lieues, depuis le port de Salé dans les Etats de Maroc, juſqu'au Cap de Bonne Eſpérance. L'époque où nous avons commencé à traiter avec les Habitans de ce Pays, ne remonte pas plus haut que le règne d'Elizabeth. Il fut établi une Compagnie au Sénégal & à Gambie, avec divers privileges excluſifs, ſous les règnes de Jacques I. & de Charles I. Pendant le Protectorat, des Négocians particuliers furent encouragés à y faire un commerce général & libre. Il fut conſtruit un fort à Cormantine ſur la Côte d'or, & un autre ſur la riviere Gambie.

Peu après la reſtauration, il ſe forma une Compagnie ſous le titre de Compagnie royale d'Afrique, dont le Duc d'Yorck fut nommé Gouverneur. Mais les défiances, les inſultes & les déprédations des Hollandois, firent le plus grand tort à la nouvelle Compagnie, & ne contribuerent pas peu à notre premiere rupture avec les Provinces-Unies. Ruyter, & d'autres habiles Marins de cette République, détruiſirent nos forts & nos établiſſemens; & les ſuites de leurs hoſtilités furent ſi funeſtes, que la paix de 1667, ne répara que très-imparfaitement les dommages ſoufferts par nos Négocians. Lors de notre ſeconde guerre avec la Hollande, en 1673,

la Compagnie unie se pressa d'abandonner ses droits & ses possessions à une nouvelle Société de Marchands faisant le commerce d'Amérique, qui étoit aussi sous les auspices du Duc d'York, en qualité de Gouverneur.

En 1697, le Parlement rendit libre le commerce d'Afrique à tous les sujets Britanniques en général. La derniere Compagnie se trouvant en 1730 dans des embarras pécuniaires, l'Administration alloua une somme de 10,000 liv. pour entretenir les forts & les factoreries. En 1749, & dans les deux années suivantes, au moyen d'un arrangement fait avec la Compagnie Royale d'Afrique, une Compagnie de Marchands libres, sous la direction d'un Comité, fut mise en possession de ses effets & de ses forts, depuis le port de Salé jusqu'au cap de Bonne-Espérance; & ce commerce fut ouvert à tous les sujets Britanniques.

La partie de la côte qui s'étend du Cap Blanc au Cap Rouge, a été cédée à la Couronne par un Acte du Parlement passé en 1765; & du Cap Rouge au Cap de Bonne-Espérance, tout ce qu'il y a de forts est resté sous la direction du Comité. La loi ne souffre point que ses membres fassent le commerce comme société unie, & ils ne doivent pas non plus le faire en leur qualité distincte de membres du Comité, soit directement ou indirectement. Des neuf Membres qui composent le Comité, il y en a trois pour Londres, trois

pour Brîſtol, & trois pour Liverpool. Ces Villes ſont les ſeules qui commercent dans cette partie du monde. Le commerce de Lancaſtre ſe réduit à très-peu de choſe «.

» L'Acte de 1749 ordonne que les Membres de ce Comité ſoient choiſis annuellement par des perſonnes faiſant le commerce, ou ayant intention de *commercer en Afrique*. En vertu de cet Acte, tout homme intereſſé pour 40 shellings dans le commerce, a le droit de donner ſon ſuffrage ; mais des artifices indirects & une influence vénale, ſont cauſe que les Négocians réels, & ceux qui ſeroient le plus en état de faire un bon choix, n'en ont pas la faculté. Ce choix dépend des ſuffrages accidentels d'une clique de gens corrompus & de vils mercenaires. Voilà pourquoi en 1772 il n'y avoit pas moins de 145 noms ſur le regiſtre des Bourgeois de Londres faiſant le commerce en Afrique, parmi leſquels on n'en auroit pas trouvé cent qui euſſent jamais été intéreſſés à aucun vaiſſeau d'Afrique. Encore ſur ce nombre n'y en avoit-il pas cinquante qui eûſſent la moindre part dans le commerce d'Afrique, au tems des élections «.

» En 1771, on ajouta, en un ſeul jour, à la liſte, 194 bourgeois de Londres, dont pluſieurs étoient Membres du Parlement, d'autres Directeurs de la Compagnie des Indes, un aſſez bon nombre de Cabaretiers, Cordonniers, Bouchers, Barbiers, Allumeurs, Pâtiſſiers, Mineurs & autres gens ſans réſidence & ſans

occupation connue, ce qui fait certainement un mêlange curieux de commerçans «.

» Le commerce de la Côte d'Ivoire & de la Côte d'Or, qui est l'objet le plus immédiat de l'Administration du Comité, est prodigieusement tombé depuis quelques années, tandis que le commerce d'Afrique au Sud de la Côte d'Or, a singulierement prospéré. Vers le commencement du règne actuel, & jusqu'à l'année 1771 inclusivement, il s'est encore prodigieusement augmenté. A cette époque, le commerce général d'Afrique produisoit à la Grande-Bretagne, environ deux millions sterl. par (*a*) an : il employoit, année commune, 50,000 tonneaux de bâtimens, qui faisoient plusieurs voyages dans l'année ; & il fournissoit à nos Colonies plus de 40,000 esclaves. De 1735 à 1763, il a été envoyé de la Côte d'Or seule aux Colonies Angloises, année moyenne, 13,000 negres ; & en 1752 Liverpool envoya 32 gros vaisseaux à la Côte d'Or. Il en étoit parti du même port 58 pour tout le commerce d'Afrique ; & ces 32 bâtimens ont transporté 8,230 negres «.

» En 1771, notre commerce général d'Afrique étoit parvenu au plus haut point de prospérité, 195 bâtimens y étoient employés de la Grande-Bretagne, outre 60 à 70 du Continent de l'Amérique Septentrionale ; & quoique sur ce nombre il y en eût en-

(*a*) Par la voie & au moyen des Isles à sucre.

viron 106 de Liverpool, on n'en put charger que 14 à la Côte d'Or ; & ces 14 bâtimens ne procurerent que 3,400 esclaves. On peut évaluer à 6,000, au plus, le nombre d'esclaves que nous achetons tous les ans à la Côte d'Or, sans compter ceux de Benin & de Callabar, qui sont souvent conduits vers le Nord-Ouest pour en augmenter le prix «.

» La quantité d'or transportée en Angleterre, du tems de la Compagnie Royale d'Afrique, montoit à près d'un demi million sterl. par an, pour 120 à 150,000 onces; mais les choses sont tellement changées, relativement à cet article, qu'aujourd'hui nous sommes obligés de porter de l'or aux marchés d'Afrique. Le commerce d'Ivoire s'est pareillement réduit à rien. En 1749, lors de l'établissement du Comité, l'or coutoit sur la côte, moins de 42 shellings l'once : il y vaut à présent le double. Un bon Negre Anamaboe étoit estimé 9 à 10 liv. sterling, & vendu dans les Isles de l'Amérique Britanniques 29 à 30 liv. sterl. L'année derniere un pareil esclave coutoit, de la premiere main, 27 liv. 18 shellings, & il étoit vendu à la Jamaïque 69 à 70 liv. argent du pays (environ 50 livres sterl.) «.

» Il y a onze forts sur la Côte d'Or, entre le Cap Apolonia & la riviere Lagos. Suivant l'opinion de beaucoup de personnes sensées, trois de ces forts sont absolument inutiles,

ī ce n'eſt comme des marques de poſſeſſion ; & deux n'ont été, juſqu'à préſent, que trop nuiſibles à notre commerce. Le Parlement octroye régulierement, depuis pluſieurs années, 13,000 & ſouvent 15,000 liv. ſt. par an, pour entretenir ces forts, qui, ſelon le dernier rapport du Capitaine Cornwallis, continuent d'être en ruine & hors d'état de défenſe, quelques uns n'ayant ni artillerie, ni munitions, quoiqu'ils aient couté à la nation, depuis la diſſolution de la derniere Compagnie, plus de 360,000 liv. ſterl. «.

» Au lieu de nous attirer la conſidération & le reſpect des Naturels du Pays & des Européens rivaux qui ont des garniſons & des comptoirs à une portée de canon de ces établiſſemens, ils ne ſont pour eux qu'un objet de ridicule & de mépris. Ils ont été ſur-tout employés à ſervir de magaſins pour la pire eſpece de monopole faite par les Officiers publics de la Compagnie, ſous le voile de l'autorité légiſlatrice, & plutôt pour la deſtruction que pour la protection & la ſauvegarde du libre Négociant Britannique «.

» Je ſuis très-ſûr qu'une dépenſe d'un peu plus de 1000 liv. ſterl. par an, pour chaque fort, l'un portant l'autre, montant à la ſomme de 7 à 8000 liv. pour les ſeuls forts d'une néceſſité réelle, ſeroit plus que ſuffiſante, en raiſon de leur ſituation & de leur grandeur actuelles. Je vois avec peine faire de nouvelles avances d'argent qui doivent être

employées en marchandises à la discrétion de ces monopoleurs, & encourager de si énormes abus. Ils n'ont jamais été autorisés à anticiper sur les octrois annuels du Parlement, qui, à la vérité, auroit du, il y a long-tems, réprimer leur témérité, à moins qu'on ne lui eût produit des comptes plus satisfaisans des dépenses précédentes. Les Employés du Comité prétendent avoir à réclamer un reliquat de balance de près de 20,000 liv. sterl. Si vous leur remettez l'argent qu'ils sollicitent, il est aisé de concevoir à quels objets il sera appliqué; il n'y aura pas un shelling d'employé à l'entretien des forts & des établissemens «.

» Les Comités d'Afrique (j'entens par le Comité les Directeurs en général du commerce d'Afrique, quels qu'ils aient été depuis vingt-six ans, & sans prétendre particulierement accuser, ni disculper aucun de ceux qui sont actuellement en place, & dont la conduite est maintenant soumise à l'examen de la Chambre, en conséquence du rapport qui est sur le Bureau.) Les Comités d'Afrique, dis-je, ont agi contre les devoirs de leur place ; ils ont certainement été les fauteurs du mal, s'ils n'en ont pas été les *principaux auteurs* ; ils ont mal entendu la teneur & l'esprit de l'Acte, qui étoit d'ailleurs *ridiculement libellé.* Ils ont dénaturé la véritable idée de la légiflation ; ils ont agi d'une maniere directement contraire aux intérêts réels de la

Nation ; & ils ont preſque anéanti notre commerce. Un ſyſtême auſſi deſtructif ne peut être trop tôt abandonné «.

» Je croirois que ce que nous avons de mieux à faire aujourd'hui, que nous touchons à la fin d'une ſeſſion, ſeroit une motion préparatoire, tendante à annuller l'année prochaine l'Acte de 1749, & à préſenter un nouveau Bill au Parlement, pour établir le commerce d'Afrique ſur des principes de politique qui puiſſent le rendre auſſi humain, auſſi équitable que la nature de ce commerce peut le permettre, relativement aux Negres, avantageux à l'Armateur & à notre commerce général, & favorable à la proſpérité de nos îles de l'Amérique «.

» Pour cet effet, je ne vois pas de meilleur moyen que de créer & d'établir deux Compagnies diſtinctes qui commerceroient ſur un fonds commun. Une Compagnie pour les Nations & les Diſtricts du Nord qui ſuivent la Religion de Mahomet, celles ſur-tout qui parlent certains Dialectes Moreſques, dérivés tous de la Langue Arabe, & qui occupent une étendue de côte d'environ 2000 milles, depuis le port de Salé juſqu'à la riviere Saint Paul ; l'autre Compagnie commenceroit de ladite riviere Saint Paul, & s'étendroit juſqu'à la riviere de Lagos, qui comprend toute la côte d'Ivoire avec toute la côte d'Or, & qui renferme le plus Méridional de nos forts à Widah. Ce diſtrict ſeroit peut-être la plus

riche & la plus importante partie de notre commerce avec l'Afrique, & formeroit une étendue de près de 2,000 milles de l'Oueſt à l'Eſt. A l'égard du reſte de ce Continent, qui comprend Bonny, les deux Calabars, la baſſe Guinée en général, & qui va juſqu'au cap, formant encore une côte de plus de 4,000 milles, il ſeroit entierement libre, tel qu'il l'eſt aujourd'hui «.

» Par cet arrangement, il y auroit une émulation avantageuſe entre les deux Compagnies créées pour le même objet; & la liberté du commerce au Sud, ne feroit qu'aiguillonner l'activité de ces Compagnies, en même tems qu'elle ſerviroit de frein à l'une d'elles ou à toutes les deux enſemble, en les forçant à ſe contenter d'un profit raiſonnable dans leur commerce. Je ſuis certain que la ſaine politique nous portera à une réforme à peu-près ſemblable à celle que je propoſe, ou à une liberté de commerce indiſtincte pour tous les Armateurs d'une extrémité à l'autre du vaſte continent de l'Afrique, d'après l'état actuel des contrées Septentrionales de la haute Guinée, conſidérées, tant du côté de la politique que de la géographie. Je crois qu'on ne pourra relever juſqu'à un certain point notre commerce d'Afrique, qu'à force de travail, d'induſtrie & de grandes reſſources collectives, ainſi que de protection & d'encouragement de la part du Gouvernement. Je ſuis perſuadé que ce commerce, conſidéré conſti-

tutionellement, feroit bien plus furement & beaucoup mieux conduit pour l'intérêt public, s'il étoit fous la direction d'une Compagnie commerçante, avec des fonds réunis, qu'en le mettant fous l'administration des Commiffaires du Commerçe & des Plantations, ou fous celle d'un Secrétaire d'Etat; jamais on ne me perfuadera qu'une telle adminiftration ait amélioré ou étendu notre commerce du côté de Sénégambie. Auparavant nous avions des ftations, des magafins & des communications ouvertes pour beaucoup d'articles de commerce, jufqu'à 200 lieues, en remontant la riviere de Gambie, avec dix-fept comptoirs. Ils font tombés avec la derniere Compagnie Royale d'Afrique, & je ne fache pas qu'aucun d'eux ait été recouvré par les foins des Miniftres de la Couronne «.

» Le commerce de Sénégambie eft bien loin de ce qu'il devroit être; après avoir coûté à la nation, en établiffement civil & militaire, en extraordinaires, en artillerie, &c. &c. depuis 1766 (inclufivement) près de 180,000 liv. fterl. Sur la côte d'Or, & dans l'intérieur de ce pays, vous aviez autrefois des routes de communication de 6 à 800 milles de longueur, coupées dans des défilés & des bois très-épais. Ces routes étoient au nombre de cinq, & à la fin de chaque journée de chemin (d'environ dix à douze lieues) on trouvoit des maifons où

l'on pouvoit se reposer & se rafraîchir, & sur lesquelles des pavillons Britanniques étoient élevés. La plupart de ces routes sont aujourd'hui rompues & les maisons abandonnées tombent en ruine. Il n'y a presque plus de communication entre les Européens & les Naturels de l'intérieur des terres. Les guerres qui ont subsisté les années dernieres entre les Etats Confédérés près la côte de la mer, & les Souverains des pays intérieurs (guerres qui quelquefois aussi ont été suscitées & aggravées par la mauvaise conduite & la basse politique des Facteurs Anglois & Hollandois); ces guerres, dis-je, ont mis le commerce d'Afrique dans une position si hazardeuse, qu'il ne peut être relevé que par un capital de fonds réunis, qu'il faudroit employer à mettre nos forts en bon état, & à rétablir dans cette partie du monde notre pouvoir & notre crédit, en même tems qu'on persuaderoit aux Hollandois de concourir avec nous à rendre libre le commerce avec les Africains, pour l'avantage mutuel de toutes les parties «.

» On pourra alléguer que le commerce des Negres est contraire aux principes de la Religion & de la nature; mais considérons que si nous sommes obligés de conserver & de maintenir nos Colonies, ce qui ne peut se faire que par des Negres Africains, il vaut certainement mieux nous fournir nous-mêmes de ces Negres, que de les acheter par l'en-

remise des Facteurs François, Hollandois & Danois. Le nombre des Negres doit naturellement diminuer de beaucoup, si nous ne nous servons que de ceux qui naîssent dans la servitude, & de Noirs déjà façonnés & établis dans nos îles à sucre. Cependant quelque dur que l'état d'un Esclave Negre puisse paroître d'abord à un Anglois zelé pour la liberté, je le trouve beaucoup moins à plaindre (même en considérant son état de nature & son droit de naissance local) qu'un pauvre matelot pressé en Angleterre. La prison du Negre n'est pas aussi resserrée, sa discipline n'est pas aussi sévére : il est nourri tout aussi bien, & son travail en général est moins fatiguant; mais sans insister plus longtems sur cet objet, vous ne seriez surement pas fâchés d'avoir de l'or, des gommes, de l'ivoire, de la cire, des bois de teinture, &c. dans la plus grande abondance «.

» J'ai toujours vu que le commerce d'Afrique enlevoit une grande quantité de nos marchandises de l'Inde, des laines & des quincailleries d'Angleterre, &c. Il y a eu un tems où il circuloit dans la Grande-Bretagne 400,000 guinées, provenant de l'or apporté ici par la Compagnie d'Afrique : je crois que c'est de là que cette monnoye a d'abord tiré sa dénomination. Elles étoient distinguées des autres guinées courantes par la figure d'un Eléphant «.

» Loin que nous puissions nous flatter que

le commerce d'Afrique fleuriffe jamais fo
le régime actuel, je fuis fûr qu'il lui eft in
poffible de fubfifter plus long-tems fans ur
réforme totale. La chute des Compagnies d
fonds unis n'a été occafionnée par aucun
imprudence de leur part. La derniere Com
pagnie Royale d'Afrique commença avec u
peu plus que cent onze mille liv. fterling, &
les appels qui furvinrent ne furent pas fo
confidérables ; cependant elle dépenfa e
Afrique, de maniere ou d'autre, & au gran
avancement de fes intérêts & de ceux de l
Grande-Bretagne, plus de 1,400,000 liv
Lorfque le commerce fut rendu libre à tou
les Armateurs, fous Guillaume III, la Com
pagnie donnoit un dividende de quarant
pour cent fur fon premier fonds. Le com-
merce d'Afrique eft trop compliqué, tro
volumineux, trop diffus pour être dirigé pa
des Miniftres. Dailleurs un Bureau Minifté-
riel de Commiffaires eft fujet à des incerti-
tudes & à des variations continuelles ; & notre
Bureau de Commerce & de Plantations a
déja plus d'affaires qu'il n'en peut fuivre «.

Les autres Etats civilifés de l'Europe font
conftitués très différemment du nôtre. Chez
eux, un Gouvernement central agit avec
vigueur & célérité jufqu'à fes extrémités. Nul
autre pouvoir coercitif n'y peut opérer dans
les communications réciproques de commerce
que celui des Secrétaires d'Etat, des Am-
baffadeurs, des Confuls, &c. Dans les affaires
de

de la Grande-Bretagne, conduites d'après les principes du commerce avec nombre de Nations Sauvages de l'Afrique, il n'eſt pas beſoin de l'entremiſe des Miniſtres de la Couronne. Ils doivent ſe contenter d'être les gardiens publics de nos droits contre l'inimitié & les empietemens des autres Etats de l'Europe, qui commercent en concurrence, & de protéger notre navigation ſur mer. Examinons actuellement à quel point les Miniſtres d'aujourd'hui ont rempli ou négligé cette obligation «.

Le fort d'Albreda, ſur la riviere de Gambie, nous fut cédé par le Traité de Paris en 1763, lorſque toutes les dépendances du Sénégal furent cédées à la Grande-Bretagne; c'eſt une poſſeſſion qui nous appartient, ainſi que j'offre de le prouver à la Chambre, ſi le fait eſt (*a*) nié. On a ſouffert que les François continuâſſent à occuper ce fort; & depuis ce tems là ils y font un commerce très lucratif «.

» En 1772, un vaiſſeau ſortit d'Albreda pour le compte de la France, avec une cargaiſon plus conſidérable qu'aucun vaiſſeau Anglois n'en avoit jamais eu «.

(*a*) On ſeroit curieux de voir comment M. *Luttrel* prouveroit cette aſſertion. Tous les François qui ont fréquenté ces pays, ont toujours cru qu'Albreda ſur la riviere de Gambie, étoit une dépendance de Gorée & non de la riviere du Sénégal.

» Il paroît, par le rapport fait aujourd'hui à la Chambre, que les Hollandois usent de violence pour empêcher notre commerce avec les Portugais; & ces mêmes Portugais qui passent pour nos alliés & nos bons amis, confisquent continuellement nos vaisseaux & nos cargaisons lorsqu'ils touchent à leurs établissemens. En 1773, le sloop l'*Aventure*, Capitaine Windsor, se trouvant près des attérages de Zingzing, & ayant quatre pieds d'eau à fond de calle, fit un signal de détresse. On lui permit de retirer ses marchandises, & d'étancher sa voie d'eau; mais aussitôt que les matelots descendirent à terre, ils furent arrêtés & conduits en prison, où deux d'entr'eux moururent de mauvais traitemens; le reste fut envoyé quelque tems après à Gambie, mais tous les effets des propriétaires, qui montoient à plus de 2,000 liv., furent perdus sans retour «.

» Un des vaisseaux de guerre de Sa Majesté, mis en commission par notre Commandant en chef dans cette station, a reçu dernierement sur ces parages un outrage encore plus révoltant. Il fut contraint de toucher à un établissement Portugais, où il fut pris, & tout l'équipage emprisonné; le Capitaine qui, comme je l'ai appris, avoit passé à ce poste de celui de premier Lieutenant de la frégate du Roi *la Pallas*, est arrivé depuis peu en Angleterre de Lisbonne; mais je crois que son équipage est toujours

ifonnier en Afrique. Ce fait, pris dans toute s circonftances, eft peut-être plus atroce icore que celui de la prife du *Morning-tar* par les Efpagnols à la côte de Mofuito. On affure que le prétexte a été à peuès le même, & qu'on avoit pris ce vaiffeau our un Pirate, ou pour un Corfaire Américain «.

» Il eft du devoir du Parlement de prendre ns délai quelques mefures pour l'accroiffeent du commerce général d'Afrique, comme ie reffource qui puiffe fauver les débris de Empire Britannique, lorfque l'Amérique e nous appartiendra plus. Si l'on approuve projet de deux Compagnies, tel que je ii expofé, peut-être que nos Miniftres, en endant les efclaves attachés aux forts, les rts, les établiffemens & les autres effets qui opartiennent au Public, pourront non feuleent le foulager des octrois annuels pour Afrique, mais même faire un arrangeent pour l'entiere liquidation de l'arrérage ctuel de la dette, vis-à-vis du Comité & e fes Employés. A tout événement, je deiande la permiffion de faire cette motion que regarde comme le feul projet falutaire qui uiffe être adopté avant la prorogation du arlement. Cependant fi dans l'état actuel es affaires, ma propofition pouvoit empêier la difculpation des Membres du Comité ctuel d'Afrique, je défire qu'on ne prenne

une décision sur ma proposition, qu'apr
que l'affaire du Comité aura été terminée

ALORS M. Luttrell porta sa motion qu
étoit de supplier Sa Majesté d'ordonner a
Bureau du Commerce & des Plantations d'exa
miner les plans & projets, qui dans le cours d
l'Eté (1777), pourront lui être remis pou
mieux entretenir les forts, & pour conserver
augmenter & étendre le commerce généra
d'Afrique, depuis le port de Salé, dans la Bar
barie Méridionale, jusqu'au Cap de Bonne
Espérance, & de faire à la Chambre, a
commencement de la prochaine session, l
rapport des projets ou plans que lesdits Com
missaires jugeront les plus propres à rempli
cet objet.

M. Viner se leva, & après avoir fait le plu
grand éloge de la description que M. Luttrel
venoit de faire du commerce Anglois en Afri
que, il fut d'avis qu'on formât sur le champ u
Comité sur le rapport & les pétitions remi
à la Chambre & reçus par elle. Il ajouta qu
lorsque cette partie de l'information seroi
terminée, il auroit la satisfaction d'appuye
la motion de M. Luttrell, & qu'il ne dou
toit pas qu'elle ne fût reçue unanimement

M. Gascoyne, quoique Commissaire d
Commerce, rendit témoignage de l'exactitud
avec laquelle M. Luttrell venoit de traite
les affaires de l'Afrique en général; & il ap

prouva sa proposition. Il est à remarquer que M. Gascoyne a prodigieusement travaillé sur cette matiere, & il est peut-être le seul Ministre ou Sous-Ministre qui ait pris la peine de faire une étude approfondie du commerce de cette partie du monde.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 5 *Novembre.*

ON ATTENDOIT, Monsieur, une Gazette de la Cour qui confirmât les grands avantages remportés en Amérique par les diverses armées Angloises, & dont le bruit s'étoit répandu depuis quelques jours. Enfin il en a paru une le samedi premier Novembre, chargée de dépêches de quatre à cinq Généraux Anglois dans le Nord, & dans le Sud du Général Howe, du Vice-Amiral son frere, du Général Burgoyne, du Général Carlton du Lieutenant-Colonel Saint-Léger, & du Général Macleane & cependant les longs détails qu'elles contiennent, n'ont fait qu'accroître les incertitudes, irriter la soif des nouvelles ainsi que l'humeur des Ministres contre la lenteur des Frégates messageres chargées de tout ce qu'ils ont de grand & d'important à apprendre à la Nation, & qui se contentent de faire annoncer leur arrivée & les glorieuses nouvelles qu'elles apportent, par les charettes mâtées qui les saluent en passant.

» Que nous apprennent les deux Freres

par leurs lettres, dont la plus récente est du 30 Août » ?

» On voit dans celle du Général Howe, qu'i ne s'est déterminé que le 30 Juillet, au sixiem jour de sa navigation, à chercher la Baye de Chésapeak, & lorsqu'il a été devant les Cap du Delaware où sans doute il n'a pas osé entrer. — Qu'il a eu ensuite une navigation longue & pénible, & qu'il n'a atteint que le 25 Août le lieu de son débarquement, l'ennemi étant alors près de Philadelphie. — Que vers le 30 l'ennemi avoit pris une position où il seroit difficile de le forcer à une action générale, même quand ce seroit pour sauver Philadelphie : aveu qui fait voir que, suivant M. Howe, les Américains ne doivent pas regarder la perte de Philadelphie comme le dernier des malheurs ; & par où il prononce lui-même la condamnation de son plan de Campagne ».

Il y joint une copie de la proclamation dont il s'est fait précéder, comme ailleurs, & qui produira le même effet : prieres qu'on n'écoute point, menaces dont on se moque, & promesses décriées par l'indigne conduite de ses troupes par-tout où il a passé.

» Le Lord Vice-Amiral donne le démenti dans la sienne au Général son frere. Suivant celui ci, c'est *sur des avis reçus le 30, lorsqu'il étoit entre les Caps du Delaware qu'il a jugé plus à propos d'aller à la Baye de Chésapeak*; mais au dire de l'Amiral, *la destination de*

la flotte étoit pour les Caps de la Virginie, quoique son Frere n'ait pris cependant qu'après coup la résolution de s'y rendre, & l'*ayant jugé plus à propos*. — Il est visible que cette variante nous décèle une premiere tentative manquée par le fleuve Delaware ».

Voilà tout ce que contiennent d'essentiel les lettres des deux Freres, tandis que tout Londres retentit du bruit d'une défaite générale de Washington, & de la prise de Philadelphie. Il est vrai que les dates sont différentes, puisque, si l'on peut regarder comme authentique une lettre de Washington au Congrès, l'événement, seulement d'une affaire de poste, est du 11 Septembre. Cette lettre (*a*) qui est révoquée en doute par la circonstance de la blessure du Marquis de la Fayette que l'on assure être à l'armée du Nord, n'annonce au surplus qu'un avantage préparatoire à la prise de Philadelphie qui, suivant M. Howe, n'est pas le revers que craignent le plus les Américains, & dont il ne résulteroit que plus d'acharnement à la guerre de leur part.

Tout ce que le Chevalier Howe mande donc d'agréable, c'est qu'après les dépenses énormes de cette troisieme campagne, après

(*a*) Milord Germaine vient de faire publier ses remerciemens au Maire de Liverpool, de qui il a reçû la Gazette de New-York où est cette lettre de M. Washington. Ainsi il n'est plus possible de croire cette lettre supposée.

l'énorme ravage que les maladies du climat ont fait dans ſon armée, & un voyage très-long & très-fatigant, de près de 35 jours, il a eu le bonheur enfin de débarquer ſes troupes ſans qu'elles aient été exterminées.

La lettre du Général Burgoyne eſt datée du Camp en face de Saratoga le 20 Août. Il débute par apprendre à Mylord Germaine qu'il a fait 18 milles en 16 jours. *Chi và piano và ſano*; mais malgré tout le ſens qui abonde dans ce vieux dicton Italien, ce *piano* là ne prendra point l'Amérique à revers. Tout a manqué à M. Burgoyne : tout l'a contrarié : tout a trompé ſes calculs : les élémens même ont conſpiré contre lui. — Vous avez lu, Monſieur, dans ma lettre du 18 Octobre dernier (N°. XXIX) un tableau de la difficulté des marches en Amérique; c'eſt exactement tout ce que M. Burgoyne en écrit. Mais il ſe garde de dire que, tandis qu'avec des peines extrêmes, & après quinze jours du travail le plus opiniâtre, il avoit la douleur de voir qu'il n'y avoit que dix bateaux d'arrivés, on lui brûloit par centaines ceux qu'il a laiſſés ſur les Lacs.

Pour mieux décrire l'impoſſibilité où il a été d'entretenir ſa communication avec le Fort George, il convient que le cordon qu'il a formé eſt beaucoup plus long que ne le comportoit la force de ſon armée; il voit des *impoſſibilités phyſiques*, dont juſques-là il paroît qu'il s'étoit peu douté; & enfin pour

ſoutenir l'averſion qu'il a jurée aux marches
retrogrades, il ſe décide à faire ſurprendre
un poſte ennemi, où abondent les proviſions
de tout genre, & qui lui permettra d'oublier
des magaſins un peu trop éloignés (l'Angleterre
& l'Irlande, par exemple) pour que
ſes ſubſiſtances ſoient régulièrement aſſurées.
Un détachement de cinq cents hommes, bien
composé, bien commandé, bien muni d'artillerie,
marche à la découverte de cette terre
promiſe appellée *Bennington*. Il fait lui-même
un mouvement le 14 Août, pour
ſeconder de loin cette tentative. On apprend
que l'ennemi étoit plus fort à Bennington
qu'on n'avoit cru d'abord; il y envoye un
renfort de troupes d'elite. Mais le Commandant
de ſon détachement donne dans un
piege groſſier, dans le même piege où ſe ſont
laiſſés prendre tant de gens d'eſprit, à la Cour
de Londres ſur-tout c'eſt-à-dire, qu'il croit
au retour ſincere des Américains de qui on
a extorqué des ſoumiſſions & des ſermens
de fidélité. Il eſt trahi par des guides qu'il
avoit pris ſur la route, pour lui faire connoître
le pays & les gens; *il avoit eu l'imprudence*,
c'eſt M. Burgoyne qui parle, *de laiſſer en liberté ceux qui avoient prêté le ſerment d'allégeance. Sa crédulité & leur ſcélérateſſe causerent ſon premier malheur. Ils l'engagent dans un chemin qu'il ne pouvoit pas connoître. Ils avertiſſent de ſa marche*, les autres nouveaux
convertis leurs freres; & *ceux de qui on avoit reçu les ſermens, furent les premiers qui*

tirerent sur lui, qui lui tuerent beaucoup d *monde, qui le firent prisonnier.* D'un autr côté le Lieutenant Colonel Breyman, à l tête du renfort, est obligé de faire retirer *s* *troupes victorieuses* en laissant deux pieces de ca non derriere lui. Les Sauvages se retirent d même & aussi le Capitaine Fraser, avec une pa tie de sa compagnie, & beaucoup de Provin ciaux & de Canadiens. Ce sont tous ce honnêtes fuyards là, que M. Burgoyne appell *Conquering-Troops*, troupes victorieuses. — Il songe avec peine que l'ennemi appeller cette retraite une déroute, qu'il fera sonne bien haut la prise de quatre pieces de canon mais *cela mis à part*, poursuit-il, ils ont pe de sujet de se féliciter ; car leur perte do avoir été du double au rapport de ceux de habitans qui les ont vus enterrer leurs morts On sait pourquoi ses *troupes victorieuse* n'étoient pas restées pour les compter elles mêmes. Ce qui le désole sur-tout, c'est d dépendre encore de ses magasins éloignés & de n'avoir pas pu enlever les troupeaux gra de Bennington, n'ayant des subsistances qu pour quatre jours.

Tout cela ne l'empêche pas de promettr des merveilles, comme s'il avoit encore deu ou trois mois de campagne devant lui, ave toute sécurité pour son cordon de cent lieues & même de parler de l'assistance que peu lui donner le Général Howe, qui sembl l'avoir entiérement oublié, & qui je crois auroit beaucoup plus facilité la jonction de

deux armées, s'il eût continué d'occuper les Jerſeys & les plaines Blanches, que cela ne lui ſera poſſible, même quand il prendroit Philadelphie.

Le Lieutenant-Colonel Saint-Léger, ſur l'expédition collatérale de qui M. Burgoyne avoit tant compté, lui écrivoit le 11 Août, pour le preſſer de favoriſer par une diverſion le deſſein qu'il avoit de joindre l'une ou l'autre des grandes armées. Il lui vantoit le bonheur qu'il venoit d'avoir le 5 de remporter une victoire complette dans laquelle il avoit tué 400 ennemis, & dans ce nombre, preſque tous les principaux moteurs de la rébellion. Il craignoit cependant que ſa jonction avec M. Burgoyne ne fût coupée par des troupes reglées. Il ne dit rien ſur ſes progrès dans le ſiege du fort Stanwix ou Schuyler; mais le Général Carlton a pris la peine d'éclaircir tous les doutes à ce ſujet dans une lettre que les Miniſtres ont reçue auſſi de lui. Il les informe qu'après avoir renoncé à ce ſiege, M. de Saint-Léger a repris la route de Montréal pour venir ſe joindre au Général Burgoyne par les lacs. Il pourra rencontrer en chemin les Américains qui ont enlevé près de Ticondérago le 16 Septembre une partie du cinquante-troiſieme régiment, & qui ont brûlé au portage tous les batteaux du Général Burgoyne.

Enfin voici la grande nouvelle de l'armée du Général Burgoyne. Ce ne ſont plus ſes détachemens, qui ſe ſont meſurés avec l'en-

nemi : c'eſt lui-même dans une action du 19 Sept. qui a duré depuis midi juſqu'à la nuit cloſe, ce qui peut faire près de neuf heures. Il y a bien du ſingulier dans les quatre mots de détail envoyés de Ticondérago le 30 Septembre à M. le Chevalier Carlton par M. le Général Macleane, ſur un rapport verbal.

Il avoit reçu le matin du 30 la nouvelle de cette bataille du 19, par un exprès du Général Burgoyne qui la lui a racontée ; c'eſt exactement la relation de Sozie dans Amphitrion. Cette innovation dans les uſages de la guerre chez les Modernes, étonne ici tout le monde. On ſe demande comment M. Burgoyne, qui écrit avec une ſi belle facilité, s'eſt abſtenu de le faire dans une occaſion ſi glorieuſe pour lui ? Si ſon triomphe n'a pas été rendu avec toutes les nuances propres à en faire ſortir l'éclat, c'eſt entièrement ſa faute. Mais d'après l'expoſé *verbal* de ſon courier, l'avantage ne peut pas avoir été auſſi grand qu'on ſe le feroit imaginé d'abord. On augure que ſi le terrein étoit ſi contraire aux troupes Britanniques, que trois régimens ſeulement aient pu déployer tout leur courage, la perte des Anglois doit être de beaucoup plus que 350 tués & de 150 bleſſés.

Le récit verbal dit que les Rébelles ſe *ſont retirés dans leur camp* à une demi-lieue du champ de bataille. Ils avoient donc fait ce chemin pour marcher à M. Burgoyne ; ils l'ont attaqué ſur un terrein déſa-

vantageux, & le combat n'a cessé qu'après la fin du jour. Il a fait compter les six cens morts des ennemis, quand il n'y voyoit plus assez clair pour reconnoître les siens propres. Oh, certainement la victoire a été achetée bien cherement par le Général Anglois; & c'est la raison pour laquelle son courier n'avoit ni relation écrite, ni liste de tués & de blessés.

Je fais une derniere observation sur les onze journées de route de ce Messager qui étoit chargé de faire passer en Angleterre la nouvelle d'un événement si intéressant. Si, du champ de bataille jusqu'à Ticondérago, il a voyagé onze jours, combien en faudra-t-il au Général Burgoyne, quand il aura renoncé à sa jonction, pour retourner lui-même à Ticondérago avec les débris de son armée? Certainement ce sera pour lui une route de plus de vingt-cinq jours: on peut donc rabattre ce nombre de jours de la durée de sa campagne, dont le plus long terme seroit jusqu'au premier Novembre. Par conséquent, il est impossible qu'une fois le mois d'Octobre arrivé, il ait songé à poursuivre son projet de jonction. Ainsi, à compter du 19 Septembre, jour de l'action, il n'avoit plus que onze ou douze jours dans lesquels il pût tenter d'agir; & à compter du premier ou du 5 Octobre, le systême défensif de l'armée Américaine aura pu, en toute sécurité, devenir offensif, pour le harceler dans une marche rétrograde de

près d'un mois de route au milieu de toutes les difficultés dont il a fait lui-même un si hideux tableau.

Si le Miniſtere Anglois, Monſieur, n'eſt pas très aſſuré que ſon Général s'emparera de Philadelphie, il n'aura pû voir, ſans une vive inquiétude, que la nouvelle qui s'en eſt généralement répandue ait fait hauſſer ſur le champ les fonds publics de deux pour cent. C'eſt toute la faveur qu'il pouvoit eſperer de l'événement le plus déciſif de cette campagne & de la guerre; qui ſeroit bien plutôt la jonction des deux armées, que la priſe même de Philadelphie. Cette priſe ne ſe confirmant point ſous quelques jours, les fonds baiſſeront beaucoup plus qu'ils n'ont hauſſé, & ce déſaſtre arrivera préciſément au moment où il ſeroit le plus intéreſſant que leur crédit ſe relevât pour faciliter le ſuccès de l'opération de finances de Milord North. Sans doute que Milord Germaine a ſenti le danger de cette joie hâtive, car il n'a point voulu avoir l'air de donner de la conſiſtance à un eſpoir qui n'eſt peut-être pas des mieux fondés, quelque plaiſir qu'un certain parti paroiſſe trouver à s'en nourrir. Pluſieurs Marchands de Londres ſe ſont rendus le 4 au matin chez ce Lord, pour lui demander ſi on pouvoit donner croyance au bruit répandu dès la veille, de la défaite de Washington. La réponſe de ce Miniſtre a été: » qu'on n'en avoit point reçu

e nouvelle (*a*) autentique, & qu'ainſi il ne
ouvoit point aſſurer le fait ; mais qu'il
royoit qu'il pouvoit y avoir quelque choſe
e cela: qu'au ſurplus on attendoit d'un mo-
ent à l'autre des nouvelles du Général
owe «. Dans des circonſtances où une jouiſ-
nce prématurée ſe pardonneroit aiſément
des Miniſtres en qui on n'a jamais repris
ne modeſtie exceſſive, un langage ſi mo-
éré décele l'intérêt qu'ils attachent au main-
en du crédit public, de préférence même
ux avantages momentanés qui pourroient ac-
élérer le ſuccès de leurs futures opérations.
our faciliter leurs recrues en Allemagne &
n Angleterre, pour amortir le zele des
trangers pour la cauſe Américaine, il eſt
on qu'une nouvelle auſſi importante que
prife de Philadelphie ſe répande & s'accré-
ite, dût elle même ne ſubſiſter que quinze
urs; mais le déſordre qui ſe mettroit dans
s fonds publics, lorſque l'artifice ſeroit dé-
ouvert, ſur-tout le grand projet de finances
'où dépend la campagne prochaine étant
rêt à éclore, porteroit à tout le ſyſtême
e la guerre, un coup ſi terrible qu'il ſeroit
eut-être impoſſible de la remettre jamais
r pied. Voilà ce qui vous explique la mer-
eilleuſe circonſpection de Milord Germaine
ans ſa réponſe aux Marchands. Sa ſimpli-

(*a*) Il n'en avoit connoiſſance que par la Gazette
e New-York.

cité convenoit parfaitement à un homm d'Etat, qui n'a que sa part dans le soin qu prend le Conseil en général pour ménage le crédit. Vous allez voir à présent, Monsieur comment le Ministre de la finance, dont c'e l'affaire principale, travaille à regénérer l confiance & à donner aux actions une fa veur indépendante du sort journalier de armes en Amérique. Le même esprit de sa gesse inspire l'un & l'autre chacun selo la nature du département dont il est charge

Apologie de Milord North.

» Le Parti de l'Opposition a voulu fair courir le bruit que le Lord North songeoi à se retirer; quoique cette nouvelle n'ait pas l moindre fondement. Ce même Parti l'accus aussi d'indolence & de négligence; mais i y a de l'injustice dans ces reproches, & il portent à faux. Ce Ministre n'est indolen que sur un point dont on ne peut pas lu faire un crime; c'est qu'il se soucie fort pe de salarier des Ecrivains mercenaires pou chanter ses louanges «.

» Le Lord North a pris les rênes de l'Ad ministration dans un tems où la faction se passionnant pour les vues d'intérêt person nel de ses chefs, & échauffée par les pré jugés du vulgaire, ne respiroit que ven geance & carnage. Ce Lord, par l'honnêteté de ses sentimens & par son habileté dan les débats Parlementaires, a soutenu ave fermet

rmeté le fyftême Miniftériel, lorfque ceux
: fes collegues, qui aujourd'hui cenfurent
n indolence, eûffent mieux aimé fe fouf-
aire obfcurément au danger. L'efprit de
Cour, perdu alors dans l'yvreffe du faux
atriotifme, avoit laiffé l'animofité & la li-
nce prendre tant d'empire, qu'il n'y avoit
ie la modération, la patience & la pru-
ence la plus foutenue qui pûffent fauver
Conftitution d'un naufrage univerfel. La
ierre Américaine, femblable aux éruptions
une maladie dont les germes ont été long-
ms cachés dans le fyftême vital, pourroît
en n'être pas auffi fatale à l'Angleterre que
os Politiques affectent de l'appréhender. Il
eut un tems (& ce tems n'eft pas bien
oigné) où le mal menaçoit de fe manifef-
r beaucoup plus près du cœur de l'Etat.
es auteurs de la guerre Américaine font
ux qui ont jetté les premiers germes de
mal, & qui ont empêché le Miniftre de
xtirper dès fon principe. Il eft certain que
Lord North a fait tout ce qui étoit au
uvoir d'un Miniftre habile & zelé pour la
onftitution. Actuellement il lui faut de la
gueur : actuellement la Nation doit fentir
befoin; & elle ne confondra pas la vi-
ieur avec la tyrannie & la foif du fang.
: public peut donc être fûr qu'il en fera
is dans toutes les opérations néceffaires de
Etat «.

» L'ordre que le Lord North a rétabli

dans les affaires de l'Inde, a conſervé à la Grande-Bretagne ce vaſte & précieux pays. Il a ſauvé à la Compagnie la honte d'un *ſuicide*, & il a mis un frein aux emportemens déſordonnés de l'eſprit d'agiotage. Les richeſſes immenſes que nous poſſédons actuellement dans l'Inde en matieres d'or & d'argent, doivent nous cauſer autant de ſurpriſe & de joie, qu'elles ſont capables d'étonner & d'inquiéter les étrangers. Trois millions ſterling dans le Tréſor de Calcuta, avec un revenu qui s'accroît ſans ceſſe & une armée de troupes reglées montant à 70,000 hommes dans l'Inde, indépendamment de la faculté de monopoliſer tout le commerce de cette vaſte contrée lorſque nous le voudrons, tels ſont les avantages dont la Grande-Bretagne a l'obligation au Lord North qu'on accuſe de tant d'indolence. Ce ſont là les vraies raiſons qui ont empêché juſqu'ici les Cours d'Eſpagne & de France de ſe joindre ouvertement aux Rébelles de l'Amérique. Avec de ſi immenſes reſſources, ſi on ſait les mettre à profit, l'Angleterre fera la loi aux Américains, & l'Etat ſe verra ſoulagé de ſes charges.

» Le public peut donc être certain que le Lord North, loin d'avoir intention de ſe retirer, eſt actuellement occupé d'un arrangement qui, en donnant à l'Etat toute l'aiſance & la ſécurité déſirables, confondra ſes ennemis par-tout où il peut en avoir, & placera

on nom parmi ceux des plus grands Miniſtres «.
Je ne doute nuellement, Monſieur, que
e morceau ne ſoit de Mylord North lui-
iême, puiſqu'il ne permet point qu'on lui
ippoſe des Ecrivains payés pour chanter
s louanges. Il ſeroit difficile qu'une plume
arfaitement déſintéreſſée eût traité auſſi
iſertement cette matiere. Vous y aurez
emarqué ſans doute des vues de monopole
u commerce entier de l'Aſie, parfaitement
ſorties à celles de M. Luttrel ſur celui de
Afrique, qui ont fait le ſujet de la premiere
artie de ma lettre. La faction miniſtérielle
'aujourd'hui ſe flatte de pouvoir chaſſer de
Aſie toutes les autres Puiſſances. La faction
ppoſée qui lui ſuccédera, compte étendre ſa
omination ſur toutes les côtes d'Afrique, &
i faire un nouvel Empire à l'Angleterre qui
ndemniſe de la perte de celui d'Amérique.
oilà de raiſonnables motifs de conſolation
our nous tous, ſi la faction aujourd'hui do-
inante, vient à être totalement chaſſée
Amérique, où nous pourrons au moins nous
fugier quand il arrivera à l'une où à l'autre
ſe perſuader qu'elle doit auſſi regner ſeule
i Europe.

P. S. du 7 Novembre.

Je voudrois bien, Monſieur, avoir quel-
ies choſe de poſitif à vous mander ſur
ffaire du 11 Septembre entre le Chevalier

Howe & M. Washington. La lettre de ce dernier, copiée de la Gazette Royaliſte de New-York du 22 Septembre, eſt encore la ſeule autorité ſur laquelle cette nouvelle ſoit fondée. Tout l'art de la critique a été déployé par le parti de l'oppoſition, pour démontrer que cette piece avoit été fabriquée à Londres. Pour moi, je conſens à la croire vraie, pourvû qu'il me ſoit permis de calculer les effets que le Gouvernement peut attendre de ce premier ſuccès de ſon armée, ſur le nouveau théâtre où doivent briller les talens de M. le Chevalier Howe. J'ai déja eu l'honneur de vous faire obſerver, d'après le jugement porté par ce Général lui-même, que M. Washington ſacrifieroit jusqu'à la défenſe de Philadelphie, pour ne point ſe laiſſer forcer à une action générale. En conſéquence, ainſi que le débite le parti Miniſtériel, M. Washington ſe ſera retiré ſur *German-Town.* Cette place eſt ſur la route qui conduit à *Reading* où ſont les magaſins des Américains; & elle lui aſſure ſes communications avec la Virginie, le Maryland, la Penſylvanie & la Nouvelle-York. De ce quartier Général, où on peut imaginer qu'il ſera auſſi bien retranché qu'il l'étoit au camp de *Bound brook* dans les Jerſeys, M. Washington verra ſans inquiétude l'armée Angloiſe établie à Philadelphie. Il l'y tiendra bloquée pendant tout l'Hyver,

: dans des allarmes continuelles : il lui en-
:vera tous ſes fourageurs, & harcelera ſans
eſſe, comme il l'a fait dans les Jerſeys,
:s partis que le Chevalier Howe voudra
ıettre en campagne, pour procurer des ſub-
ſtances aux ſix ou ſept mille hommes avec
eſquels il ſera renfermé dans Philadelphie.
'ous concevez, Monſieur, que de pareilles
orces ne ſuffiront pas à M. le Chevalier
Iowe pour agir offenſivement dans un pays
ù il eſt entouré d'ennemis. Vous allez juger
ous même s'il eſt poſſible qu'il en ait de
lus conſidérables. Il étoit déjà très-affoibli
orſqu'il a dû ſe mettre en marche pour
rendre la route de Philadelphie. On a vu
ar les rapports des Adjudants généraux,
u'il y avoit juſqu'à neuf cents hommes ma-
ıdes de la dyſſenterie après le débarque-
ıent, & qu'il en étoit mort deux cents des
ıtigues de la navigation de la Baye de Che-
ıpeak, qui a duré dix-ſept jours. Joignez
ce nombre celui de ſes tués & bleſſés, tant
ans ſa marche, que dans l'action du 11
: dans celles qui l'ont dû ſuivre, avant qu'il
it pû percer juſqu'à Philadelphie. Joignez
encore ce qu'il doit laiſſer de troupes de-
uis le lieu de ſon débarquement juſqu'à
'hiladelphie pour garder un cordon de vingt
eues ; & vous verrez qu'à peine lui reſtera-t-il
x ou ſept mille hommes pour occuper cette
'ille.

Quant au Général Burgoyne, le parti mêm de la Cour frémit de l'embarras extrême où il a du se trouver par le manque de provisions, indépendament de tout ce que se arrieres-gardes & avant-gardes ont souffer dans des escarmouches continuelles avec le Américains qui n'ont cessé de les harceler. Le bruit qui s'étoit répandu, & que plu d'un Ambassadeur Britannique avoit essayé d'accréditer en pays Etranger, de la défection du Général Shuyler avec 1,500 hommes à ses ordres, s'est trouvé n'être qu'une fausseté inventée pour le succès de quelque opération d'agiotage. Les Ministres n'en ont plus parlé, comme d'une nouvelle dont il attendissent la confirmation, depuis qu'ils ont reçu une dépêche particuliere du Général Howe, qui leur mandoit qu'il avoit lu une gazette, imprimée à Baltimore en date du 25 Août, dans laquelle étoient quatre lettres de M. Schuyler an Congrès, datées du 12 & du 16 Août. Suivant la derniere de ces lettres le Général Schuyler, assisté de M. Conway, commandoit les deux mille Américains qui avoient si heureusement défen du le 16 les magasins de Bennington, & c'est à lui que sont restées les deux pieces de canon laissées par les *troupes victorieuses* du Colonel Bremen. Dans cette occasion les Américains, ajoutent les mêmes lettres, ont fait des prodiges de valeur la bayonnette au bout du fusil. On

ſſure que dans l'affaire du poſte de *Still-Vater* avec le Général Burgoyne, qui doit tre celle du 19 Septembre, un *certain* Ar-old voyant que ſes troupes ſouffroient eaucoup du feu de 5 pieces de canon, ſe nit à la tête de deux cents hommes de onne volonté, & que marchant droit la batterie, ils l'emporterent l'épée à la nain. Le ſixieme régiment d'infanterie An-loiſe, qui la défendoit, fut preſque entiere-nent taillé en pieces. Toutes ces diſgraces ſont l'autant plus fâcheuſes pour M. Burgoyne, ue des ſuccès eûſſenr été inutiles pour l'objet le ſa campagne. En effet, quand même il uroit réuſſi à diſperſer l'armée d'Arnold à pénétrer plus avant par la riviere d'Hud-on, non ſeulement cette même armée d'Ar-old auroit été ſe rallier ſur ſa route à 'ek'skill où ſe trouvoit le Général Putnam vec quatre brigades, & dans un pays lont la force naturelle a été augmentée ar de prodigieux travaux; mais à ſon rand étonnement, il auroit vû au-deſ-us des *Highlands* une nouvelle Marine Américaine qui s'y eſt formée depuis que les Anglois ſont les maîtres de l'entrée de la iviere d'Hudſon. Les bois, les agrès, l'ar-illerie, &c. y ont été conduits par terre de a nouvelle Angleterre, & trois gros vaiſſeaux onſtruits ſur le lieu même par les Améri-cains, y ont attendu tout l'été les troupes

qu'on ſuppoſoit que le Général Clinton devoit envoyer de New-York par la rivière d'Hudſon pour faciliter les progrès du Général Burgoyne. Les Miniſtres ont eu la premiere nouvelle de l'exiſtence de cette marine par une lettre particuliere du Lord Howe ; & depuis ce tems-là, ils affectent de dire que le plus ſage parti que M. Burgoyne puiſſe prendre, eſt de reſter à Albany. Mais croyez-vous, Monſieur, qu'il puiſſe eſpérer d'y paſſer un hiver bien tranquille? Sa ſituation, pendant huit grands mois, ſera des plus déplorables. Il ne pourra ſe procurer du dehors ni une charge de bois pour chauffer ſes ſoldats, ni les proviſions les plus indiſpenſables, que par le moyen de détachemens qui ſeront ſans ceſſe harcelés par l'ennemi. Il ne ſera pas en repos un ſeul inſtant dans ſes quartiers. Ses troupes continuellement ſur le qui-vive, ſeront ruinées par les ſeules fatigues du ſervice avant le retour de la belle ſaiſon; & d'une brillante armée de ſept mille hommes avec laquelle il eſt parti du Canada, à peine lui en reſtera-t-il ſept cents avec leſquels il puiſſe eſpérer d'y retourner. Voilà les fruits merveilleux de la réſolution qu'on lui ſuppoſe d'hiverner à Albany & dont les Miniſtres ſe montrent diſpoſés à lui ſavoir gré. Mais s'il n'a pas réuſſi, même à s'ouvrir une route juſqu'à Albany pour y trouver un ſi funeſte aſyle, il n'eſt pas poſſible de ſe peindre les dangers

les maux qui l'assailleront de toutes parts.
'ans sa marche rétrograde il sera poursuivi
ar une armée victorieuse ; & à chaque pas,
rêté par de nouveaux Corps de Milices de
nouvelle Angleterre qui accourront de
outes parts pour le tourmenter dans sa route.
aura une marche de plus de cent milles
trente lieues) à faire au milieu du feu de
ennemi, dans un pays, où suivant son propre
veu, il n'a pu faire que dix-huit milles,
six lieues) en quinze jours. Supposez-le
rivé aux lacs avec ce qu'il aura pû sauver
hommes du milieu de tant de périls & de
tigues, dans quelle affreuse perplexité ne
trouvera-t il pas, s'il est vrai que les Amé-
cains lui aient brûlé les 150 batteaux qu'il
avoit laissés, & que depuis cette expédi-
on qui doit être de la fin d'Août, toute
ommunication se trouve coupée entre Ticon-
érago & le Canada ? Il est très-douteux qu'il
mene en tout plus de 500 hommes à Quebec.
el sera le sort de la seconde expédition
ntée, d'après les idées de Mylord Germaine,
our prendre l'Amérique à revers.

J'ai vu dans une lettre d'Amérique que
Congrès voulant témoigner à M. de la
oche-Fermoy, Colonel étranger (un de
eux qui ont signé l'arrêté du Conseil de
uerre pour abandonner Ticondérago) la
tisfaction qu'il avoit de ses services, venoit
lui faire donner une gratification de huit
ents piastres, & que cet Officier a été élevé

en même tems au grade de Général Provincial.

P. S. du 12 Novembre.

Il doit être conſtant, Monſieur, que le Général Washington, après l'affaire du 11 Septembre, a laiſſé libre au Général Howe l'accès de Philadelphie. La Cour n'a point encore reçu de nouvelles des deux Freres, mais il en vient de toutes les parties de l'Amérique & du Congrès même qui ne permettent plus de douter de l'événement. Le Congrès s'eſt retiré à Trenton de l'autre côté du Delaware, & M. Washington s'eſt placé avec ſon armée de maniere à défendre les Forts & les Chevaux de friſe qui juſqu'ici ont empêché les Vaiſſeaux du Roi de remonter ce fleuve. D'après une relation de cette journée du 11 publiée par le Congrès, on peut juger qu'elle a été très-vive, & que la perte des Anglois eſt même plus conſidérable que celle des Américains, ſur-tout en Officiers. M. le Chevalier Howe avoit dirigé ſa marche de maniere à ſe mettre entre Washington & Philadelphie; mais c'eſt ce que l'habileté de l'autre l'a empêché d'effectuer. Le Miniſtere paroît en être très-mécontent: on parle de rappeller les deux Freres, comme incapables de mener cette guerre à une prompte & heureuſe fin. Le Général Burgoyne, quoiqu'il ait manqué ſa jonction ne ſera pas traité avec autant de ſévérité. Si

es opérations ne ſont pas du *bon genre*,
n trouve ſes proclamations du *bon ton*,
arce que la fanfaronade à été conſtament
uſqu'ici le ton du miniſtere. Vous verrez
ans les Gazettes des détails curieux ſur
expédition infructueuſe du Colonel Anglois
aint-Léger, contre qui les Sauvages, ſes
lliés, ont levé la Hache : ſur la ſurpriſe
'un poſte près de Ticondérago, & ſur la
auſſe attaque de ce fort le 16 Septembre
ar les Américains : ſur le mouvement que
e Général Putnam a fait, avec cinq ou ſix
nille Américains du poſte de Peck's-Kill ſur
a riviere d'Hudſon à Eliſabeth-Town, pour
outenir M. Washington ; & enfin ſur l'affaire
u 19 Septembre à *Still - Water*, entre le
Général Burgoyne & *un certain* Arnold qui
'eſt retiré après l'action dans ſon Camp, ſur
ne Iſle ſituée au confluent des rivieres *Moack*
& de *Hudſon*. Je me borne à vous obſerver
ue tous ces événemens annoncent une cam-
agne qui pourra ſe prolonger très-avant
ans l'hiver, & dont l'iſſue eſt tout au moins
ort douteuſe pour les armes Britanniques.
l paroît que la guerre parlementaire, de
a ſeſſion qui va s'ouvrir ne ſera pas moins
nimée, quoique dans cette guerre-ci la Cour
it le droit de compter ſur des triomphes
lus certains. Le Célèbre M. Edmond Burke
ient d'écrire aux Officiers municipaux de la
ille de Briſtol dont il eſt le repréſentant,
our les aſſurer que tout le parti de la *minorité*

agira avec un concert & des efforts dignes de l'uniformité des ſentimens & des principes des honêtes gens qui le compoſent. Il vient de ſe tenir à *Wincheſter* une aſſemblée du même parti, préſidée par le Duc de *Portland*, & où ont aſſiſté le Duc de Bolton & pluſieurs autres perſonnages de diſtinction. L'objet de l'aſſemblée, étoit de célébrer l'anniverſaire de la naiſſance de Guillaume III, reſtaurateur de la liberté. On y a bû les ſantés de tous les Membres de la minorité dans les deux Chambres; ainſi il faut eſpérer qu'un ſi beau vœu s'accompliſſant, aucun accès de goutte n'empêchera Mylord Chatham de faire retentir la Chambre des Lords du Tonnerre de ſon éloquence & de ſes prophéties, & que les Miniſtres ſouhaiteront vainement des enrouemens & des Rhumes, à tous les autres valeureux champions de la cauſe Américaine.

Je finirai ce dernier *Poſtſcriptum* par un article de politique. Un certain parti en porte les rafinemens à un excès qui ne ſe peut concevoir. En Amérique il trouve le moyen de faire parvenir au Général Washington & au Congrès des lettres qui ſuppoſent des intelligences entre l'armée du Roi & ceux des Chefs Américains qui ont les plus grands droits ſur la confiance de leurs compatriotes, ainſi que cela vient encore d'arriver au Général Sullivan. Ici, tandis que d'un côté, il affecte d'être ſatisfait des procédés généreux & honêtes de la Cour de France, il trouve le moyen de

aire remplir les papiers de Londres, d'Edimbourg, &c. de plaintes de marchands Anglois contre le ministere François au sujets des prises Américaines; afin que la Nation Angloise ait toujours la France en vue, comme lui faisant indirectement la guerre, & qu'elle donne plus volontiers les sommes immenses qui vont lui être demandées pour une quatrieme campagne en Amérique. Exciter sans cesse cette sourde fermentation parmi le peuple Anglois comme le plus sûr moyen de faire ses fonds pour la guerre, est la grande occupation de ce parti; il rapporte, il sacrifie tout, à ce but, & jusqu'à son propre honneur. Vous allez lire une lettre, prétendue écrite de Bordeaux, & que je copie mot pour mot d'un papier Anglois, où elle a été imprimée en Langue Françoise, pour qu'elle eût moins l'air d'une fiction. Il n'étoit pas possible d'offrir au peuple Anglois, un tableau des sentimens de ses émules, plus capable d'accroître & d'aigrir son ancienne animosité contre eux. Il sert trop bien les vues intéressées des amis dn ministere, pour qu'on puisse en chercher ailleurs les auteurs.

Lettre de Bordeaux en date du 2 Octobre 1777, d'après la copie en Langue Françoise, du LONDON, EVENING, POST, *du* 11 *Octobre*, *N°*. 8,682.

» La conduite présente de notre Nation déterminera sa condition future. Si la France

procure par son aide & son adresse l'indépen-
dance de vos Colonies maltraitées, son pou-
voir sera établi, l'Angleterre ne sera jama
plus en état de lui nuire. Pour nous aveugle
& pour nous priver de cette occasion im
prévue, précieuse & étonnante, votre Minis
tere Anglois invente mille stratagêmes ridi
cules, & une infinité de menteries & d'ex
pédiens stupides. Jaloux de notre aggrandis
sement & de la perte de l'Amérique, dan
sa frayeur, il nous menace d'une guerre qu'i
n'ose pas entreprendre; il se sert de l'argen
& de la flaterie; il fait des remontrances &
des promesses. L'Ambassadeur d'Angleterre
subtil & bien instruit, caresse des hommes
& une Nation que votre cour voudroit sacri-
fier, & ce qu'il y a de plus plaisant & de plus
méprisable, il fait des protestations d'une
amitié perpétuelle. Mais fiez vous à moi, les
François ne sont pas des fous & des sots,
& ne veulent pas être dupés & intimidés
par votre Ministere tremblant, téméraire &
embarrassé ».

FIN.

AVIS.

*U*N *second & un troisieme* Postscrip-
um *devoient se trouver joints à la Lettre*
u Banquier N°. XXX.

L'un est daté du 30 Octobre.

L'autre du premier Novembre.

Ils sont chacun sur une feuille volante.

Le Relieur doit avoir soin de les placer
uivant cette indication, sans s'arrêter
ux numéros *des pages:*

Celui qui porte pour titre Second
ostscript., *est bien numeroté* ccv,
cvj, ccvij, ccviij.

L'autre, intitulé Troisieme Postscript.
est mal. Il faut substituer ccix & ccx
ux chiffres qui y sont.

*Lettre d'un Banquier de Londres à M.*** à Anvers.*

De Londres le 17 Novembre 1777.

Vous n'avez point ignoré, Monfieur, vénement des papiers volés à deux Députés néricains, dans un Hôtel de Berlin. Il a quelque tems qu'il fut annoncé dans ites les Gazettes ; & on en parla comme in fait que la Cour de Londres n'oferoit int avouer. Pour moi, un peu inftruit : l'exemple du paffé, je ne fais pas ce e certaines Cours n'avoueroient point, and elles y trouvent leur avantage. La ité eft que les papiers en queftion ne uvoient être d'aucune utilité au Miniftere Londres, & qu'ils ont été reftitués. Ce fut point dans un jardin qu'on les ra-ıffa, comme le bruit en a couru : ils furent pportés à l'Hôtel, environ une heure rès le vol, & de la part, dit-on, du niftre Britannique, M. Elliot. On ajoute e cette reftitution a été accompagnée d'ex-cations & d'excufes, d'après lefquelles on roit droit de croire que quelqu'un de ces ndits de Cour, qui, fur un fimple mouve-ent de colere de Henri II, partirent ur aller maffacrer le Saint Archevêque

Thomas Becket, ſe feroient chargés, contr
le gré du cœur honnête de M. Elliot, d'exé
cuter un vœu indiſcret de ſa bouche. S
jamais le parti de l'Oppoſition peut force
les Miniſtres à produire au Parlement l
liſte de leurs dépenſes ſecrettes, vous vou
ſouviendrez de voir au chapitre de Berlin
pour l'année 1777, combien il a été rem
bourſé à M. Elliot pour payer un ſervic
qu'on a jugé lui être ſi important, & don
ſa Cour a tiré ſi peu de profit. On m'a aſ
ſuré que cette demi-heure de ſtérile jouiſ
ſance lui a couté mille ducats. Quoiqu'il e
ſoit, la reſtitution de la totalité a été faite
ou du moins c'étoit l'intention de M. Elliot
s'il eſt vrai qu'un Mémoire écrit en langue La
tine, dont vous allez lire ici une traduction
étoit du nombre. Il vous eſt indifférent de ſavoi
comment il ſe fera échappé de la liaſſe: ſi c'eſ
dans l'aller ou dans le retour; ou par quelle voi
il m'eſt parvenu. Sa teneur, qui ſeule peu
vous intéreſſer, ne vous fera connoître qu'un
choſe avec certitude; c'eſt que ce n'eſt pa
M. Elliot qui lui a donné cours ſur la place
L'intitulé pourra vous intriguer avec plu
de raiſon : *Rogitantium potentiſſimæ*. Il vou
fait entendre que diverſes Princeſſes on
demandé à l'Auteur, & même avec inſtance
à être inſtruites par lui de l'état actuel de
troubles de l'Amérique, & que c'eſt pou
une d'entr'elles que ce Mémoire eſt écrit
J'aurois de la peine à deviner pour laquelle

iſque le titre *potentiſſimæ* convient également
outes les Têtes couronnées, dans les pays
leur domination. J'imagine plus aiſément
aquelle il ne s'adreſſe pas. L'Auteur reſ-
cte trop, ſans doute, les liens du ſang,
ur avoir cherché à émouvoir celui de
unſwick en faveur d'un pays qui a ce nom
horreur. Mais s'il n'eſt pas poſſible qu'il
eu en vue la Reine de Pruſſe ou la Reine
Angleterre, ce ſera quelqu'autre Princeſſe ou
eine ſur le Globe: ce ſera une Souveraine
uée de trop d'eſprit & de ſens, pour
oire que treize Colonies d'une Nation qui
dit libre, s'en ſoient ſéparées ſans quel-
e juſte ſujet de mécontentement: une Sou-
raine qui ſe ſera laſſée d'entendre un Am-
ſſadeur ou Miniſtre Britannique traiter de
igands & de canaille une ſociété de trois mil-
ons d'hommes: une Souveraine enfin, dont le
eur généreux & tendre aura été plus d'une
s déchiré par la joie mercenaire & barbare
ec laquelle ce même Ambaſſadeur ſera venu
annoncer l'inutile & déteſtable carnage de
ſemblables & de ſes freres. Quelle que ſoit
tte Perſonne Auguſte, Electrice, Princeſſe
gnante, Impératrice ou Reine, qui aura
ulu apprendre de la bouche d'un Député des
néricains l'origine de leurs maux & l'état
tuel de leurs affaires, c'eſt, à coup ſûr, une
inceſſe qui a l'ame ſenſible & grande, & qui
ériteroit les hommages de l'univers. Je me la
préſente abaiſſant du haut de ſon trône un re-

gard encourageant & attentif ſur un vertueu
Enée qui porte ſa patrie dans ſon cœur
& de qui je crois entendre ce début ſi nai
& ſi touchant :

Infandum regina jubes renovare dolorem.

MÉMOIRE DEMANDÉ.

» LA querelle de la Grande-Bretagne ave les Etats-unis de l'Amérique Septentrionale dans ſon origine & dans ſes progrès, eſ le phénomêne le plus extraordinaire & l plus intéreſſant des Annales du monde. Deu ſiecles ne ſe ſont pas encore écoulés depui que les premiers Emigrans aborderent à l Nouvelle-Angleterre, pour ſe ſouſtraire à l tyrannie de la Puiſſance avec laquelle leur deſcendans ſont aujourd'hui en guerre. Il y acheterent une étendue immenſe de terrei que leur vendirent les Propriétaires légitimes quoique Sauvages, de ce pays ; & après de efforts incroyables de travail, de courag & de perſévérance, ils vinrent à bout d défricher & de cultiver des déſerts affreux malgré les difficultés & les dangers que leu oppoſoient à chaque pas & la rigueur d climat, & l'éloignement des lieux, & ſur-tout les incurſions d'un grand nombre d'en-nemis barbares contre leſquels la Grande-Bretagne ne leur a jamais donné la moindre aſſiſtance «.

» D'autres cauſes amenerent l'établiſſe-ment de nouvelles Colonies Britanniques dans

même partie du globe ; & ces Colonies, nsi que celles de la Nouvelle-Angleterre, oandonnées à leurs seuls efforts & à leurs ropres ressources, eurent à surmonter tous s obstacles qui s'opposoient à leur établiss-ment naissant, n'étant nullement assistées ar le Gouvernement de la Mere-Patrie, ui à peine songeoit à elles. Il survint quel-ues variations dans les Constitutions civiles e plusieurs Colonies Angloises en Amérique: les s'accorderent cependant en ce point, ue chaque Colonie avoit sa législature par-culiere, & que chaque habitant, soit par i-même, soit par un Représentant, jouiss-oit du privilege d'accorder une portion de propriété pour le soutien du Gouverne-ment, & de participer au pouvoir de faire s loix par lesquelles il étoit gouverné ; ar ces droits étoient regardés comme la afe de la Constitution Angloise & du pri-ilege que tout Anglois libre apporte en aissant. Il est donc bien certain que ce 'étoit pas pour perdre ces droits, mais our se les assûrer, que les nouveaux Colons e l'Amérique avoient quitté leur premiere atrie «.

» Quelques années s'écoulerent avant que accroissement rapide des Colonistes eût attiré attention du Gouvernement & excité sa lousie. Leur commerce, qui jusques là avoit té libre avec toutes les Nations, fut assujetti un monopole Anglois ; & la Cour de

Londres imagina d'y faire plusieurs restrictions & innovations qui ne s'accordoient pas tout-à-fait avec les privileges dont le peuple d'Angleterre jouissoit. Néanmoins les Colonies se soumirent à ces nouveaux reglemens, parce qu'ils paroissoient tendre au bien général, & que d'ailleurs leur attachement sans bornes pour la Métropole, & leur confiance entiere dans son administration, ne leur permettoient pas de suspecter la droiture de ses vues, ou de prévoir les suites de pareilles entreprises. Elles regardoient comme sacrés les liens de consanguinité, de réciprocité, d'intérêts & de conformité dans la Religion, l'idiome & les mœurs qui les unissoient à la Mere-Patrie, & elles ne cesserent de rendre à la Nation Angloise tous les services que les enfans les plus respectueux ont coutume de rendre à la Mere la plus méritante. Elles achetoient la plus grande partie de ses diverses Manufactures; & en retour elles versoient dans son sein tout le produit de leur agriculture, de leurs pêcheries & du commerce pénible & détourné qui leur étoit laissé. Elles supportoient toutes les dépenses de leurs divers Gouvernemens civils : elles se défendoient contre les Sauvages ennemis; & elles assistoient la métropole dans toutes ses guerres avec les Puissances de l'Europe «.

» En 1745, elles conquirent Louisbourg, la seule place que la Grande-Bretagne ait

à restituer pour parvenir à la paix d'Aix-
-Chapelle «.

» Les grands services qu'elles rendirent
ns la derniere guerre, ont été plus d'une
s reconnus publiquement par le Roi &
Parlement de la Grande-Bretagne. Leurs
rmateurs sur-tout ont contribué à ruiner
commerce de la France par mer : les ma-
iots des Colonies ont équipé une partie
nsidérable de la Marine Angloise ; & leurs
oupes ont composé une portion importante
s armées employées, non seulement sur
continent de l'Amérique, mais encore
ntre les Isles des Indes Occidentales : ar-
ées qui subsisterent principalement par les
cours de ces Colonies «.

» La Grande-Bretagne, ainsi secourue,
urrie & enrichie, étoit devenue, à la fin
la derniere guerre, un objet de jalousie
de terreur pour ses voisins ; mais bien-
t énorgueillie de son opulence & de son
uvoir, elle prit hautement la résolution
changer le systême de sa politique à l'égard
e ses Colonies. Son Parlement, représentant
peuple de la Grande-Bretagne & non pas
elui de l'Amérique, imposa une nouvelle &
urde taxe sur les Colonistes ; & prétendit
autement au droit de *les lier dans tous les*
s quelconques, prétention despotique & non
oins fatale aux libertés générales de la
onstitution Angloise, qu'aux privileges des
hartres Américaines «.

» Les Coloniſtes ayant nié ce prétendu droi il s'enſuivit de nouveaux griefs & de nou velles inſultes & provocations de la pa du Gouvernement de la Grande-Bretagne Ses Miniſtres ayant enfin employé de troupes pour décider la querelle, & ayan commencé des hoſtilités contre les Co loniſtes, qui vivoient en paix & qui n'avoien rien à ſe reprocher, ceux-ci ne trouveren de ſûreté pour eux que dans la réſiſtance Mais ils y étoient ſi peu préparés, & il étoient ſi éloignés de chercher à ſe ſépare de la Métropole, que la poudre manquoi entierement à l'armée raſſemblée ſous le ordres du Général Washington, & que tou eſſentiel qu'étoit cet article pour la guerre il ne ſe trouva pas dans les magaſins à poudre ſix coups à tirer pour chaque ſol dat. Le zele & le courage ſans exemple de Coloniſtes triompherent néanmoins de difficul tés qui paroiſſoient inſurmontables; & quoi que manquant de magaſins, d'argent, de crédit, de munitions & d'alliances, ils tinrent l'armée Angloiſe aſſiegée pendant près d'un an, & ils l'obligerent enfin à évacuer la Ville de Boſton dont elle s'étoit emparée par ſurpriſe «.

» Mais telle étoit la modération des Colonies, que toutes les miſeres de la guerre ne les empecherent pas de reſter fidelles à Sa Majeſté Britannique & de lui adreſſer de

nouveau les pétitions les plus respectueuses
pour obtenir paix, liberté & sureté «.

Ces supplications ayant été rejettées avec
dédain, plusieurs de leurs Villes, brulées
sans nécessité, les Sauvages & les Negres
excités aux déprédations & aux hostilités
les plus barbares, & diverses escadres &
armées de troupes Britanniques & Allemandes,
envoyées pour porter le carnage &
la désolation en Amérique, & réduire
ses Habitans aux horreurs d'une soumission
sans restrictions, les Colonies se virent alors
forcées par la raison, par la justice & par
la premiere de toutes les loix, la conservation
de soi-même, de renoncer à toute
obéissance envers une Puissance qui au lieu
de les protéger, ne s'attachoit qu'à les détruire,
& en conséquence elles se déclarerent Etats
libres & indépendans «.

» Depuis cette époque, le Général Howe,
suivi des soldats & des vaisseaux chassés de
Boston, assisté des troupes qui avoient été
défaites devant Charles-Town, ainsi que
de celles avec lesquelles le Lord Dunmore
s'étoit retiré de la Virginie, & encore avec
un renfort considérable d'Anglois & d'Allemands
(formant en forces de terre & de
mer un armement beaucoup plus redoutable
qu'aucun de ceux que l'Angleterre
eût, de mémoire d'homme, fait sortir de
ses ports) s'empara de New-York & de
Rhode-Island. Profitant ensuite de l'expira-

tion des enrôlemens de l'armée Américaine, il prit le parti dangereux de s'éloigner de ses vaisseaux & de marcher vers Philadelphie. Sa témérité lui couta la perte de près de deux mille hommes, & il a été contraint d'abandonner toute la Province du Nouveau Jersey, à l'exception des petits villages de Brunswick & d'Amboy où les troupes Angloises, enveloppées par l'armée Américaine, souffrent (*a*) la plus grande détresse, n'ayant ni quartiers, ni provisions, ni bois de chauffage, &c. Il a aussi été obligé de rappeller de Rhode-Island deux brigades de ses troupes, qui probablement n'auront pas tardé à être suivies de toutes les autres «.

Tel a dû être l'état de l'armée du Général Howe au premier Mars 1777. Les troupes levées par le Congrès, & montant à cent quatre bataillons d'Infanterie & à trois mille hommes de Cavalerie, étoient pour la plupart enrôlées, & la plus grande partie de ces troupes étoit déja en marche pour joindre le Général Washington, ou l'armée qui devoit s'assembler sous Ticondérago. Les frégates des Etats-unis étoient prêtes à être équipées & à appareiller : le Congrès s'étoit ajourné de Baltimore à Philadelphie ; enfin tout le peuple étoit unanimement déterminé à défendre sa liberté «.

« Ainsi la Grande-Bretagne n'a pas à se glorifier de ses succès sur terre & encore

(*a*) Ce Mémoire doit avoir été écrit vers la fin de Février 1777.

oins fur mer, élément fur lequel on croyoit
e rien ne pouvoit lui réfifter. Avec une
tte de près de cent vaiffeaux de guerre
ns les mers Américaines, fon commerce
prodigieufement fouffert ; & les Arma-
urs Américains lui ont fait pour près de
ois millions fterling de prifes dans le cours
l'année derniere «.
» Malgré cela, les Américains manquent
folument de quantité de chofes dont ils
t le plus grand befoin. Ils ont une côte
aritime de quinze cents milles d'étendue
léfendre contre les attaques d'une flotte
mbreufe & formidable, qui dirigera fes
treprifes contre les places où elle eft le
oins attendue & où on peut le moins lui
ifter. La Grande-Bretagne eft en paix avec
refte du monde : elle a une infinité de
fources & beaucoup de crédit : elle a déja
s à fon fervice près de trente mille Al-
nands auxiliaires ; & il peut fe faire qu'elle
obtienne encore davantage. Il eft donc
poffible à une Puiffance beaucoup inférieure
lui réfifter, d'autant plus que la guerre
ut traîner en longueur pendant plufieurs
nées, & que fa durée doit néceffairement
ttre dans la plus grande détreffe les mal-
ureufes Colonies qui font le théâtre de
te guerre «.
» Ainfi, à moins que quelque grande Puif-
ce de l'Europe n'ait la générofité de fe
clarer en faveur de la liberté & du bon-
ur des Américains, & de s'employer pour

arrêter le dangereux pouvoir de la Grand
Bretagne & décider la querelle, il eſt
craindre que les Coloniſtes ne finiſſent par êt
ſubjugués; ou bien qu'eux mêmes ils
trouvent qu'il eſt plus ſage de ſe ſoumett
aux conditions que la Grande-Bretagne
manquera par de leur propoſer, que d'en
durer toutes les horreurs qu'entraîne to
jours une longue guerre «.

JE NE doute point, Monſieur, que vo
n'ayez reconnu dans ce récit cette ſimplici
noble & cette lumineuſe préciſion qui, pa
tout où elles ſe rencontrent, conſtituent le ca
ractere diſtinctif du vrai. Mais ce morceau n
fait que vous rappeller les premieres cauſes d
cette grande querelle; & il ne vous a donn
qu'un ſimple apperçu de la ſituation actuel
du malheureux peuple, dont ſon iſſue fixer
le ſort. Je ſuis en état de vous faire voi
la ſcène de plus près, & de ſorte que vou
puiſſiez diſtinguer les uns des autres, le
groupes de perſonnages qui y figurent. Dan
les grandes révolutions, il n'y a rien qu
l'œil de l'obſervateur ne doive ſaiſir, ſur
tout de ce qui peut le mener à la connoi
ſance des premiers mobiles des événemens
Or, je n'en ſache point de plus capable d'
conduire que celle des différens partis en
tre leſquels tout un pays ſe partage, & de
intérêts diſtincts d'où ils ſont dérivés & pa
leſquels ils ſubſiſtent. On en compte cin

Amérique, qui s'y ſont maintenus juſ-
à préſent, depuis la naiſſance des troubles
ſous leſquels on peut claſſer tous les Ha-
ans en général de ce vaſte Continent.
regarde cette diviſion comme un des
ps de lumiere les plus néceſſaires à l'effet
tableau. Elle ſervira autant au ſpécula-
r pour percer dans l'avenir par les con-
uences qu'indiquent les diſpoſitions des
rits, qu'à l'Hiſtorien, pour rapporter les
s à leurs plus véritables cauſes.

ractères politiques des Américains, tracés par un des leurs.

» Les Américains, relativement à leurs
actères politiques, peuvent ſe diviſer en
q claſſes : en Torys outrés : en Torys
derés : en Whigs chancellans : en Whigs
bonds & en Whigs réfléchis «.

» I. *Les Torys outrés* prêchent une ſou-
ſion abſolue envers la Grande.Bretagne.
ſe réjouiſſent de tous les malheurs qui
ivent aux Etats unis. Ils forgent des men-
ges pour tromper & intimider le peuple
éricain. Ils accréditent l'argent frappé
ec l'image de la *Bête*, & en même tems
uſent de tous les artifices poſſibles pour
crier les eſpeces du Congrès & des Aſ-
nblées. Ils ne peuvent, ſans frémir, en-
dre nommer le Congrès ou le Général
ashington. Il n'y a point de manœuvres

qui leur paroiffent trop viles dès qu'il s'agi d'outrager ou de trahir les partifans de l'Amé rique. Ils trouvent des charmes à l'efclavag & ils ne fe forment pas la plus légere idé des douceurs de la liberté «.

» II. *Les Torys moderés* voudroient qu les Colonies fuffent remifes dans l'état o elles étoient en 1763. Différents refforts le font agir: les uns font en liaifon avec de gens placés par l'ancien Gouvernement d'autres font reftés attachés à la pompe & à la hiérarchie de l'Eglife d'Angleterre plufieurs enfin ont confervé une paffion dé mefurée pour toutes les frivolités que notr commerce avec la Grande-Bretagne a introduites parmi nous. A cet égard, ils reffemblent aux Enfans d'Ifrael, qui difoient *nous nous reffouvenons des poiffons que nou mangions en Egipte : les concombres, les melons les poireaux, les oignons & l'ail nous reviennent dans l'efprit ; & maintenant notre âme ef dans la langueur, nous ne voyons que mann fous nos yeux.* Numb. XI. 5. 6. Ils croyen acheter trop cher la liberté lorfqu'il fau la payer de la privation paffagere du thé du caffé, du fucre, du vin & du rum. Le mouton, le bœuf, le pain, le lait, les fruits toutes ces productions de notre pays, quoique excellentes, *ne font rien du tout à leur yeux.* Enfin, ce qui caractérife principalement un Tory moderé, c'eft qu'il détefte

peuple de la Nouvelle-Angleterre, &
ı'il aime tous les Torys outrés «.

» III. *Les Whigs chancellans* parlent du
ouvoir de l'Angleterre, comme ſi l'Etre-
ıprême eût délégué ſa toute Puiſſance à
tte Iſle. Ils ſe ſont fait une fauſſe idée de
puiſſance & des reſſources de l'Amérique.
a perte de quelques chaſſeurs dans une eſ-
rmouche, ou d'un fort ou d'un village,
ur fait croire auſſi-tôt que la querelle eſt
cidée, & que l'Amérique eſt ſubjuguée.
s trouvent fort bon que nous ayons ar-
oré l'indépendance, pourvu que nous puiſ-
ons la conſerver. Ils ſe lamentent conti-
ıellement ſur les dépenſes de la guerre.
-t-on perdu un village ou un fort, ils
fuſent de recevoir la monnoie Américaine,
ils courent ſe cacher dans quelque canton
oigné pour y trouver leur ſureté; mais à
premiere nouvelle d'une victoire, ils ſor-
nt de leurs tanieres, ils font les braves,
ils ſe montrent tout étonnés qu'on ait
mais pu redouter un ſeul inſtant le pou-
oir de la Grande-Bretagne. Un Whig chan-
lant, admis dans les Conſeils d'Amérique,
it plus à ſes intérêts que dix Torys outrés:
général l'avarice eſt le principe de cette
éſolution «.

» IV. La violence des *Whigs furibonds*
it tout autant à la cauſe de la liberté
ıe les frayeurs des Whigs chancelans. Ils

ſe perſuadent que la deſtruction de l'armée de Howe eſt un objet de moindre importance que la découverte & le châtiment du Tory le plus obſcur. Suivant eux les formes ordinaires de la juſtice ne doivent point être ſuivies à l'égard d'un Tory criminel; & un homme qui s'aviſe ſeulement de parler contre notre commune défenſe, mérite d'être haché, écorché, & brulé vif. Enfin ce ſont tous des poltrons, qui ſous le prétexte de fonctions à remplir ou d'une famille malade, s'obſtinent à reſter dans leurs foyers lorſque l'honneur les appelle aux champs de Mars pour faire face à l'ennemi. Malheur à l'Etat ou à la République gouvernée par de pareils hommes «.

» V. *Les Whigs réfléchis* défendent la cauſe de la liberté par principe. Les diſgraces ne les abbatent point, & les avantages que nous remportons ſur nos ennemis ne les rendent pas plus confians. Ils nourriſſent une haine implacable pour la Cour de la Grande-Bretagne. Ils préféreroient l'anéantiſſement du Continent à une réconciliation; & ils renonceroient plutôt à leur exiſtence qu'à leur chere indépendance. Ils ont une confiance ſans bornes dans la juſtice divine, & ils croient fermement qu'il y a autant de folie que d'impiété à croire que la Grande-Bretagne puiſſe jamais ſubjuguer l'Amérique. Ils ſont amis de l'ordre & d'une bonne adminiſtra-

tion

n; ils sont justes & humains dans l'exer-
e du pouvoir; enfin ils sont persuadés que
perte des biens, des amis & même de la
, n'est rien en comparaison de la perte
la liberté. Cette classe d'hommes est la
le de qui l'Amérique doive attendre des
vices réels, & dans les Conseils & dans
armées: elle est la seule qui puisse operer
salut «.

Ce 21 Novembre.

L'OUVERTURE du Parlement vient de se
re, quoique le Roi n'eût aucunes nou-
les d'Amérique à annoncer à ses peuples.
s'est rendu très-tard à la Chambre des
rds, sans doute pour attendre le plus
il seroit possible, & toujours dans l'espoir
il arriveroit quelques dépêches des Géné-
x. On assure que Milord Mansfield, qui
seul des Ministres a eu le courage de se
irger de la composition du discours, en
oit fait approuver trois dans le Comité
la veille, & que le Roi les a apportés
is trois au Parlement. Il y en avoit un
angé pour les nouvelles favorables d'Amé-
ue: un autre pour les mauvaises, & un
isieme pour le cas où il n'en seroit venu
ucune espece. C'est ce dernier que le
i a lu, & dont l'effet direct a été une baisse
deux pour cent des fonds publics. Je
us en envoye une traduction littérale, qui
a accompagnée du précis des débats les

plus intéreſſans chez les Pairs & chez l
Communes.

Très-gracieux Diſcours de Sa Majeſté au deux Chambres du Parlement, le Jeudi 2 Novembre 1777.

MILORDS ET MESSIEURS,

» Il eſt bien ſatisfaiſant pour moi de pou voir reclamer les conſeils & l'appui de mo Parlement dans une conjoncture où la con tinuation de la rébellion en Amérique demande la plus ſérieuſe attention de m part. J'ai fait un fidele & vigoureux uſag des moyens que vous avez mis en mes mai pour réprimer & faire ceſſer cette révolte & je ſuis pleinement perſuadé, comme le dois, que l'habileté & le courage de m Généraux, ainſi que l'ardeur & l'intrépidi de mes troupes, tant ſur terre que ſur me aidés des ſecours de la divine Providenc les meneront à d'importans ſuccès. Ma dans la confiance où je ſuis que vous re connoîtrez vous-mêmes que nous ne pou vons pas nous diſpenſer de nous prépar aux opérations ultérieures, que les évén mens imprévus de la guerre & l'opiniâtre des Rebelles pourront rendre néceſſaire je m'occupe à cet effet de prendre les me ſures convenables pour tenir mes forces d terre complettes ſur le pied de l'établiſſ

nt actuel ; & si je me voyois contraint de
augmenter, en faisant quelque nouveau
ité, je ne doute point que votre zele &
re esprit patriotique ne me mettent en
d'en remplir les engagemens «.

J'ai reçu de la part des Puissances étran-
es des assurances réitérées de leurs dis-
itions pacifiques. Quoiqu'on ne puisse for-
aucun doute sur les miennes, comme
s les conjonctures actuelles, les arme-
ns continuent dans les Ports de France
d'Espagne, j'ai cru qu'il étoit à propos
faire des augmentations considérables
s mes forces navales, tant pour tenir
Royaumes dans un état respectable de
té, que pour assurer une protection suf-
nte au grand commerce que font mes
ts ; & comme, d'un côté, je suis bien
ain que la paix de l'Europe ne sera point
blée par moi, de l'autre aussi, je veux
jours être le fidele gardien de l'honneur
la Couronne de la Grande-Bretagne «.

Messieurs de la Chambre des Communes.

J'ai ordonné de mettre sous vos yeux
estimations relatives à l'année prochaine.
divers objets de dépense, dont je viens
vous faire voir la nécessité, demandent
ispensablement d'abondans subsides. Rien
peut adoucir la peine intérieure avec la-
lle je vois que mes fideles peuples au-
t de fortes charges à supporter, si ce

n'eſt l'entiere conviction où je ſuis, qu'ell
ſont néceſſaires à la proſpérité & aux int
rêts les plus eſſentiels de mon Royaume

Milords & Meſſieurs.

» Je ſuivrai avec perſévérance & ferme
le plan de conduite dans lequel nous ſomm
engagés, pour parvenir au rétabliſſement
l'eſpece de ſubordination conſtitutionel
que je ſuis réſolu, Dieu aidant, de mai
tenir dans les diverſes parties de mes D
maines. Mais je n'en ſerai pas pour ce
moins attentif à ſaiſir l'occaſion de mett
fin à l'effuſion du ſang de mes ſujets & a
calamités dont l'état de guerre eſt inſépar
ble; & je perſiſte à eſpérer que des Peupl
ſéduits & malheureux ſe rangeront de no
veau aux devoirs de leur allégeance: que
ſouvenir de leur bonheur paſſé, le regr
de ce qu'ils ont perdu, & le ſentiment
leurs ſouffrances actuelles ſous le deſpotiſm
& la tyrannie de leurs Chefs, rallumero
dans leurs cœurs une vraie & loyale affe
tion pour leur Souverain, & l'attacheme
qu'ils doivent à la Mere-Patrie; & qu'av
le concours & l'appui de mon Parlement
me mettront en état d'accomplir ce que
regarderai comme le plus grand bonhe
de ma vie & l'événement le plus glorieu
de mon regne, lorque j'aurai réuſſi à fai
rentrer mes Colonies Américaines dans

ıiſſance de la paix, de l'ordre & d'une nfiance mutuelle «.

écis des débats du 20 Novembre, jour de l'ouverture de la ſeſſion dans les deux Chambres du Parlement.

Chambre des Pairs.

Le Lord Percy porta la motion d'une reſſe de remerciements au Roi, & de félitations ſur la naiſſance d'une Princeſſe. mme ce Seigneur eſt arrivé depuis peu l'Amérique, & que l'on a ſuppoſé qu'il ıit eu de vifs démêlés avec le Général we, il eſt vraiſemblable qu'il a été choiſi le Miniſtere pour propoſer l'adreſſe, mme pouvant le plus en impoſer au parti l'Oppoſition. En effet, il s'eſt attaché à re le tableau le plus flatteur de l'état acel des affaires en Amérique, & il a ſurıt appuyé ſur le mérite & les talens ſupéurs des Généraux, aſſurant qu'il n'héſitoit int à en tirer le préſage le plus infailli- d'une prompte & heureuſe concluſion s troubles actuels. Sa motion fut ſecondée r le Lord Cheſterfield.

Le Lord Coventry répondit à l'un & à utre, en déclarant, qu'après avoir murent réfléchi ſur la condnite & ſur le plan s Miniſtres, il étoit convaincu que la Cour urſuivoit des fins criminelles par des ies encore plus criminelles, & qu'il oſoit

annoncer que l'Etat touchoit à une ruine iné-
vitable.

Après lui se leva Milord Chatham, dont le début roula sur les infirmités qui l'éloi-gnoient malgré lui du service de son pays. Bientôt il entama les affaires politiques dans un discours dont voici les principaux traits.

» On vous propose, Milords, de faire des remerciements au Roi ; mais ce sont des avis qu'il lui faut & non des compliments. — Le discours que Sa Majesté vient de vous faire entendre, ne vous apprend pas la moindre nouvelle, ne vous donne pas la moindre lueur d'espoir. — Les formidables préparatifs de la Maison de Bourbon, la sanction palpable qu'elle donne aux Emissaires de l'Amérique, vous annoncent clairement ses intentions hostiles. — Tout ce que le Roi peut nous dire pour nous rassurer sur ce point, c'est qu'il *espere* que cette Maison ne nous fera point de mal. — Si cependant la France & l'Espagne ont résolu de nous attaquer, sommes-nous en état de leur résister ? Nous n'avons pas actuellement plus de cinq mille hommes de troupes effectives en Angleterre : pas vingt vaisseaux de ligne armés : le port de Lisbonne qui étoit pour nous un asyle, nous est fermé ; enfin, je ne vois de toutes parts qu'une ruine inévitable. — Je voudrois savoir à quel service nos armées sont actuellement employées. Enseignent-elles aux Américains l'art de la guerre ? Ap-

nent-elles d'eux la morale ou bien des
chers Allemands leur métier? — Il y a
doute des factieux en Amérique, mais
a aussi des gens honnêtes qui sont ani-
du plus pur patriotisme. — Si j'étois
éricain, je ne poserois jamais les armes,
que je verrois des Etrangers employés
s mon pays moins à le subjuguer qu'à
détruire. — Aucun des Lords, qui com-
ent cette Chambre, n'est plus pénétré
moi des principes de justice & d'huma-
é; quoique j'insiste pour des mesures pa-
ques, je suis cependant d'avis que la
mission des Américains à l'Acte de
igation doit être la base de la réconci-
ion. — Il conclut en demandant que
resse de félicitation fût suivie d'une adresse
*is & de supplication au Roi de faire promp-
ent cesser les hostilités en Amérique* «.

Le Lord Sandwich parla ensuite, & il fit
r à la Chambre tout le vuide du discours
Milord Chatham: » qui nous donne ici,
-il, des mots pour des raisons. Il vous
serve, poursuivit le Lord Sandwich,
e la Maison de Bourbon est unie contre
us; mais est-ce une chose qu'il nous soit
ssible de savoir? Pouvons nous faire au-
ment que d'en croire les Ministres sur
rs paroles? Ils professent hautement une
itié sincere pour notre Cour; par quels
oyens pouvons nous être assurés qu'ils
nsent autrement qu'ils ne parlent? Milord

Chatham prétend que nous ne résisterion[s] point à une invasion étrangere, parce qu[e] nous n'avons pas cinq mille hommes d[e] troupes effectives, ni vingt vaisseaux de lign[e] armés, & moi je puis assurer à la Chambr[e] que dans nos ports actuellement il n'y a pa[s] moins de 42 vaisseaux de ligne en commis[-]sion ou prêts à y être mis : que 35 de ce nombre ont leurs équipages complets, & que trois jours suffiroient pour suppléer aux autres ce qui leur manque. — Il est donc visible, ce fut par où finit Milord Sandwich, que de si frivoles présages sur nos nouveaux dangers, ne partent que de gens mal intentionnés pour ce pays.

Le Lord Sherley prenant la défense de Milord Chatham, observa en réponse, que plus d'une fois le Parlement avoit été trompé par de faux exposés. Il rappella un exemple du tems de la Reine Anne, lorsque son époux, le Prince George de Dannemark, grand Amiral d'Angleterre, (dont Milord Sandwich remplit les fonctions comme premier Commissaire du Bureau) avoit été surpris assurant au Parlement une chose contraire à la vérité, sans doute d'après les rapports trompeurs de ses subalternes. Mylord Sandwich, ajouta-t-il, n'est pas exempt de la même erreur, ainsi on est libre de refuser une foi implicite à ses assertions. (Le Lord Sherley eut l'honnêteté de ne pas rappeller à la Chambre que dans une des der-

es Sessions Mylord Sandwich avoit lui-
ne osé avouer qu'il avoit trompé le Parle-
t de dessein prémédité. On a trouvé
-adroit de sa part de s'être servi de
emple du Grand Amiral époux de la
ne Anne).
e Lord Suffolk, le Duc de Grafton,
larquis de Carmarthen, & le Lord Camb-
, tous du parti de l'Opposition, parlerent
, & la séance dura jusqu'à près de mi-
Le projet d'adresse fut approuvé par
voix contre 26. Pluralité 58.

Chambre des Communes.

a motion de l'adresse fut faite par le
l Hyde, & secondée par le Chevalier
ert Elliolt, qui marqua un étonnement
de la plus vive indignation contre ceux
ouvoient épouser la cause des Rebelles.—
it en félicitant l'Angleterre sur l'étendue
es ressources, bien capables, dit-il, d'ef-
er complettement la réduction de l'Amé-
e. Il assura que les Manufacturiers An-
étoient plus occupés que jamais (mais
dit point en même-tems que c'est qu'il
illent dans tous les genres, pour les
elles, comme avant la guerre, par la
de contrebande, & avec l'article des
s de plus); que les produits des Douanes
ient point diminués, (c'est ce qu'on verra
'état du fonds d'amortissement) & que
rces navales de l'Angleterre pourroient

ſe meſurer ſans crainte avec celles de l
France & de l'Eſpagne ſi elles oſoient pren
dre part à la querelle Américaine.

Le Lord Grainville (neveu du Comt
Temple) ſe leva pour exhorter les Miniſtr
à s'occuper de former plutôt des liens d'amiti
pour les cœurs des Américains , que de
chaînes d'eſclavage. Il y joignit cette obſe
vation, que ſi des Généraux d'un talent
d'une expérience reconnus, après trois année
des plus ſerieux efforts , ſe trouvoient encor
auſſi éloignés du but déſiré, de réduire l'Am
rique, il falloit qu'il y eût quelque vice dar
le plan de l'adminiſtration , ou ce qui l
paroiſſoit plus croyable, quelque obſtacle dar
la choſe même, qu'il fut impoſſible de ſu
monter. Il conclut en propoſant pour mod
fication à l'adreſſe, que le Roi ſeroit ſuppli
de faire ceſſer les hoſtilités, comme le ſe
moyen de rétablir la paix, & de faire claire
ment déterminer les droits reſpectifs d
deux pays.

Cette motion fut ſecondée par le Lor
George *Cavendish*, qui fit voir combien pe
s'accordoient enſemble les ſentimens d'hu
manité du diſcours du Roi, & la conduite d
ſes Miniſtres. Il rappella les vaines promeſſe
faites par le Roi il y a deux ans, en obſervar
que les Miniſtres ne cherchoient qu'à pallie
les maux au lieu d'y porter de vrais remedes
que dans tout l'été dernier les Corſaires Amé
ricains avoient infeſté les côtes Britanniques

u'au point de se faire redouter même par
ouvernement, & de faire regarder comme
essaires, les fortifications du port de
olin, qui jusqu'ici n'avoient jamais servi,
ne dans les guerres avec les ennemis
urels & invétérés de l'Angleterre. Il ajouta
chaque campagne ne faisoit que reculer
in de la guerre, & qu'il lui répugnoit
ement d'apprendre les succès de l'un ou
autre parti, puisqu'ils n'amenoient jamais
la ruine de plus chers intérêts de la
on.

e Colonel *Johnston* exhorta la Chambre
point porter le vote décisif de vaincre
de mourir, avant que d'avoir reçu des
istres quelque lueur d'information sur
t actuel des affaires. Il la pria de se
uader qu'il n'existoit point de factions,
ue des deux parts on ne devoit agir &
er que d'après ses vrais sentimens & ses
cipes. — Il fit un triste tableau de la
niere campagne en Amérique, & il in-
sur la défaite du Général Burgoyne. —
ſura que les Américains avoient été pouſ-
à l'indépendance, par la nécessité où ils
nt vus de demander du secours aux étran-
. Il donna les plus grands éloges aux
éraux Anglois & sur-tout au Lord Howe,
il peignit le courage & les fatigues dans
avigation de la Baye de Chesapeak, sous
couleurs qui doivent faire regarder ce Lord
me le Général de mer le plus brave & le plus
érimenté. On a appris par-là, que Mylord

Howe, a fait dans les momens les plus cr tiques de cette expédition le service de simpl matelot, qu'on le voyoit toujours en avant dans une Chaloupe, en veste & en grande culottes, la sonde à la main. — Si avec d pareils Généraux, ajouta-t-il, nous n'avor point de succès à espérer, c'est que notr entreprise est vicieuse par le fonds, & qu' y a des obstacles dont il est impossible d triompher. Ici il fit une courte digressio pour s'appuyer de l'exemple de l'Espagne & de sa séparation d'avec les Provinces Unies, par la mauvaise conduite du fils d Charles V. dont les conquêtes s'étoier étendus sur différentes parties du globe, qui avoit porté ses découvertes jusqu'à ses ex trémités les plus reculées. Il rappella qu Philippe II. étoit aussi l'inventeur des em prunts hypotéqués sur des droits à lever, qu'ensuite il avoit rompu ses engagemen Il observa à cette occasion qu'on pouvo juger de la situation allarmante de l'Angle terre par l'intérêt exhorbitant de l'argent, que c'étoit le gouvernement qui faisoit ac tuellement tout son commerce. — Pour con clusion il forma le vœu de voir les différen de l'Amérique s'accommoder, sur le pied o étoient les choses en 1760.

M. *Wilkes* rappella l'évacuation de Boston & compara le Chevalier Howe à Mahome fuyant de la Mecque. — Il déclara que le premieres nouvelles qu'il comptoit recevoi d'Amérique, feroient que ce Général étoi

onnier dans Philadelphie, qu'il ne tarde-
pas à évacuer aussi honteusement que
ton. — Sur l'article des protestations
nitié de la France, il apprit à la Chambre
nme un fait dont il pouvoit répondre,
les deux Corsaires qui ont livré combat
Corsaire le Druide, étoient entrés pour
adouber dans le port de l'Orient où on
avoit fourni, des magasins du Roi de
nce, tout ce qui leur étoit nécessaire. —
ajouta que l'Angleterre ne conserveroit
long-tems l'amitié du Portugal, qu'il
oit être sur le point d'entrer dans le pacte
famille. — Il censura vivement la procla-
ion publiée par le Général Burgoyne,
osoit parler de Charité Chrétienne, en
me-tems qu'il se permettoit des atrocités
t l'humanité devoit rougir.

Le Colonel *Johnston*, fut appuyé par
lderman Bull & par le Chevalier Phi-
pe Jennengs, qui dit que visiblement les
nistres vouloient continuer la guerre jus-
à ce qu'il ne restât plus en Angleterre
seule guinée, ni un seul Américain en
nérique.

L'Avocat Adair, du même parti, observa
suivant l'ancien usage, le premier jour
ne Session étoit celui où le Ministre infor-
it la nation de l'état de ses affaires. —
is qu'aujourd'hui il outrageoit la Cham-
par un silence affecté, dont il ne pou-
t rendre aucune bonne raison.

Le Lord *North*, après avoir fait entendre

qu'il n'avoit pas compté être obligé
parler dès la premiere séance, déclara qu
s'y voyoit forcé par M. l'Avocat Adair
mais qu'il se contenteroit de lui répondre
que depuis vingt ans, qu'il venoit à la Chamb
il ne se souvenoit point que jamais le Minist
eût regardé comme son obligation de fai
un commentaire sur le discours du Roi. —
Il justifia M. Burgoyne sur les accusatio
d'atrocités, avancées contre lui par M. Wi
kes, & il assura la Chambre que les Sauvag
étoient commandés par des Officiers Anglo
à qui il étoit enjoint d'empêcher les exc
dont on se plaignoit. — Il ajouta que si o
s'étoit décidé à employer le secours de c
barbares, c'est qu'on avoit vu les Américai
occupés à se les attacher pour le même usag
Il répondit à la Chambre qu'elle seroit sur
ment satisfaite, de la maniere dont M. Bu
goyne sauroit lui faire envisager sa conduit
& se défendre contre ses accusateurs. —
protesta de son desir sincere de la paix
mais en ajoutant que le moment d'y song
seroit celui de la victoire — Il fit voir qu'
seroit absurde de commencer par faire cess
les hostilités, puisque ce seroit passer con
damnation vis-à-vis des Américains, à qu
les Généraux avoient ordre d'accorder cett
suspension lorsqu'ils le jugeroient nécessaire.—
Il avoua qu'on ne savoit rien de certain de
dernieres opérations, aucune dépêche n'étan
venue du Chevalier Howe, depuis celle

es après ſon débarquement aux ſources
a riviere d'Elk.
elativement aux Puiſſances Etrangeres,
ſura la Chambre, qu'autant qu'il pouvoit
uger, & d'après les informations qu'il
it priſes, ce n'étoit point l'intérêt, &
l ne croyoit point que ce fût l'intention
la France ou de l'Eſpagne d'entrer en
rre avec l'Angleterre. --- Mais que ces
ſſances jugeant à propos de tenir de grands
emens en état dans leurs divers ports, il
it jugé qu'il convenoit de mettre l'An-
erre ſur un pied égal de défenſe, pour
enir en garde contre la poſſibilité d'une
que. --- Que le langage de la Cour de
nce n'étoit nullement celui de la guerre:
quand elle s'étoit exprimée d'une maniere
ivoque, on avoit obtenu par de preſſantes
ontrances, les explications convenables.---
e la France avoit donné les ordres les
s poſitifs pour défendre de prêter aucun
ui aux Américains. ---Que deux priſes
duites à Nantes comme venant de Saint-
ſtache avoient été rendus aux propriétaires
glois, par l'ordre de la Cour de France;
que de cette conduite du Miniſtere François
toit réſulté, qu'il ne s'étoit plus commis
uis de nouvelles déprédations ſur les Côtes
tanniques. M. Burke, M. Fox, & le Co-
el Barré, du parti de l'oppoſition, & le
rd Germaine de celui des Miniſtres, ont
lé auſſi dans ces débats, dont l'iſſue a

été en faveur du Miniſtere. On a compt
243 voix pour l'adreſſe contre 86, ce qu
a donné une pluralité de 157.

JE N'AI, Monſieur, qu'une courte obſer-
vation à vous faire, & ſur le diſcours d
Roi, & ſur les débats qu'il a occaſionnés
Le Roi ſe montre dans les diſpoſitions d'aug
menter le nombre des troupes étrangeres qu'i
a fait paſſer en Amérique. Mylord Chathan
déclare que s'il étoit Américain, il ne poſe
roit jamais les armes que les troupes étran
geres n'euſſent été retirées. Ce même Lor
ne veut point qu'il ſoit queſtion de récon
ciliation avec les Américains, qu'auparavan
ils ne ſe ſoient ſoumis à l'acte de navigation
M. le Colonel Johnſton borne ſes vœux e
leur faveur à les voir rétablis dans l'état o
ils étoient en 1760.

Ne vous paroit-il pas, Monſieur, d'aprè
ce conflit d'opinions, que ni l'un ni l'autr
parti en Angleterre ne juge ſainement de
diſpoſitions actuelles des eſprits en Améri-
que depuis que l'indépendance y eſt déclarée
& que même quand le Miniſtere changeroit
la réunion n'en deviendroit pas plus prati-
cable avec ceux qui voudroient les aſtreindr
à l'acte de navigation, qu'elle ne l'eſt aujour-
d'hui avec le parti qui a réſolu de les ſou-
mettre par le ſecours des troupes étrangeres?

J'ai l'honneur d'être, &c.

FIN.

*tre d'un Banquier de Londres à M.*** à Anvers.*

De Londres le 9 Décembre 1777.

eu ce matin, Monfieur, la vifite d'un ien, qui m'étoit adreffé par mon Cor-dant d'Embden, & que j'ai régalé de es taffes de thé, avec tout le plaifir us pouvez imaginer, après l'avoir bien que ce n'étoit point du thé acheté Compagnie Angloife des Indes. Ce eur eft parti de Bofton le 24 Octobre : une courte relâche à Embden, & il u ici en toute diligence avec une *Ga-xtraordinaire de Bofton*, datée de la de fon départ. Son premier foin, à entré chez moi, a été de faire por-z un Imprimeur la Gazette en queftion, nain aura bien pullulé, je vous affure. avoit un double exemplaire dont il a agréable déjeuner que j'ai eu le bon-e lui donner. Je vais fur le champ n traduire les principaux articles; & e, par le zele que j'y mets, que vous ez reçus affez tôt pour entendre l'é-*in-folio* de détails des armées An-de Howe & de Clinton qui com-la *Gazette extraordinaire de la Cour*,

publiée ici le 2 de ce mois, & dont le
nistère Britannique fera ensorte que l'
rope ne perde pas une ligne. Il ne sera
si jaloux de l'instruire, ni si prolixe sur
tains autres événemens qui se sont passés d
le Nord; mais je veux vous faire lire la
zette de Boston ; ce sera comme si v
aviez assisté à mon déjeuner Bostonien.

Gazette extraordinaire de Boston, du 2
Octobre 1777.

N.° I. *Précis des opérations des armées*
pectives en Amérique en 1777, *du mois*
janvier au mois d'Octobre.

» A la fin de la derniere campagne (
Janvier 1777) le Général Howe voyant
cantonnemens rompus, jugea nécessaire
rassembler son armée à Brunswick &
environs. Retranché & couvert de tous côt
il fut quelque tems inaccessible au
néral Washington, qui se contenta, p
dant que son armée se recrutoit, de repo
ser les fourageurs de M. Howe, de harce
ses postes extérieurs, &c. On croit généra
ment ici que le premier dessein de M. Ho
étoit de pénétrer jusqu'à Philadelphie par
Jerseys, & qu'il l'avoit tenté sérieusemen
mais soit qu'il ait jugé dès le commencem
que ce projet étoit impraticable, ou q
l'épreuve il s'en soit convaincu, le fait
qu'il s'est retiré à l'Isle de Staten, & q

le milieu de l'Eté il a embarqué ses
es, ses munitions, &c. & qu'après une
ie & fatigante navigation, il est arrivé
baie de Chésapeak où il a débarqué dans
viere d'Elk, & ensuite fait marcher son
e vers la riviere Brandywine «
M. Howe a fait tous les efforts imagi-
s pour tromper son antagoniste; mais
ci avoit travaillé de bonne heure à faire
er ses projets; & avec cette pénétration
ui est particuliere, il avoit prévu que
ords du fleuve Delaware seroient le
théâtre de la guerre. C'est dans ces
ons que le Général Washington à mar-
l'ennemi & l'a combattu; mais quoi-
nos troupes n'ayent point manqué de
ge, ni nos Officiers de conduite, il eût
vantageux qu'elles eussent plus d'ensem-
t de fermeté en chargeant & de vi-
é en se formant, ce qu'aucunes troupes
euvent acquérir que dans une suite de
actions. Ce défaut nous a fait perdre
rrein qui a couté cher aux Anglois,
ue d'après les comptes les plus mo-
, leurs tués & blessés se sont montés
ux mille, tandis que nos états ne por-
pas les nôtres au-dessus de la moitié.
qu'il en soit, d'après la tournure que
hoses avoient prise, il falloit que de
Howe & de M. Washington l'un restât
ître du pays & l'autre se maintint dans
lle. Or, M. Washington a préféré de

posséder le pays, & de ne point abandonner un poste très-fort sur le Delaware, où le passage est si bien défendu par les chevaux de frise, que les Anglois y ont déja perdu un vaisseau de 64 canons, que deux autres ont été repoussés en s'efforçant de pénétrer jusqu'à la Ville, & qu'enfin jusqu'ici la flotte entiere n'a pas pu en approcher «.

» La seconde action importante s'est passée à German-Town ou auprès : l'ennemi y avoit été attaqué, rompu & repoussé. Enfin les lauriers de la victoire alloient couronner le héros Américain, lorsqu'un malheureux événement les lui arracha. Une division qui formoit le corps de réserve de l'armée, eut ordre d'avancer plus près pour soutenir des compagnons vainqueurs ; mais elle s'égara dans un brouillard épais, augmenté de la fumée de l'artillerie & de celle de quelques chaumes auxquels le Général Howe avoit fait mettre le feu. Il s'ensuivit un désordre parmi nos troupes qui les força à la retraite. L'ennemi en profita pour se rallier, & ayant recouvré son artillerie il rentra dans ses lignes. Il y eut de part & d'autre quelques Généraux & Officiers supérieurs tués & blessés. Cependant dans toute cette action, qui a duré plus de deux heures, nous n'avons perdu en Officiers ou soldats tués, blessés & manquans, que sept cent hommes ; & c'est le sentiment de tous les gens capables d'en juger, qu'il ne faudroit pas plus de deux

ctoires semblables encore au Général Howe
ur déconcerter entierement tout son plan.
n sait que par le nombre des tués, des
essés & des désertions, une armée qui n'a
s la facilité de se recruter à mesure,
puise prodigieusement. Il en est tout au-
ement de notre côté. Nos soldats, qui
nt dans leur pays, pleins de santé & de
solution, savent que si un d'eux est tué, il
viendra deux autres venger sa mort, &
s armées, en campagne, s'accroissent par
lliers «.

» Il est vrai que l'ennemi tire un grand
antage de ses vaisseaux. Nous venons de
ir les Généraux Vaughan & Tryon remon-
la riviere d'Hudson, suivis de quelques
oupes Irlandoises & Allemandes, & avec
atre mille hommes en attaquer cinq cent,
ant qu'on eût pu envoyer à ceux-ci du
nfort. Aux dépens de beaucoup de sang
nglois, ils ont emporté le fort Montgom-
ery & un passage fortifié sur cette riviere.
'après cet événement, nous avons été obli-
s de détruire deux gros bâtimens du Con-
ient. On dit aussi qu'ils ont poussé encore
us loin, & qu'ils ont enlevé ou entrepris
enlever des bestiaux, & brulé quelques mai-
ns. Le Général Putnam, avec un nombre
Américains égal aux leurs, arrive sur eux
r derriere, tandis que le Général Gates,
étant débarrassé de ses prisonniers, &
yant détaché quatre mille hommes pour

reprendre Ticondérago, eſt en marche pour Albany. Il eſt à croire qu'il ne ſouffrira point que ces barbares échapent au châtiment qu'ils ont mérité. Pendant ce tems-là, le Général Parſons a ordre d'inveſtir la Ville de New-York ; & d'un autre côté, huit mille hommes commandés par le Général Spencer, ſont arrivés à leur rendez-vous, d'où ils partiront pour aller reprendre New-Port dans l'Iſle de Rhode-Iſland. Les Etats du Sud, c'eſt-à-dire les deux Carolines & la Virginie, jouiſſent d'une parfaite tranquillité, n'étant nullement inquiétées par l'ennemi. Leur population s'accroît ſenſiblement chaque année : elles ſont en état de recruter l'armée de ce côté-là ; de même que la ruche du Nord envoie des eſſaims de toutes parts, tant pour défendre nos propres frontieres, que pour équiper nos vaiſſeaux de guerre & nos Corſaires ; au point que ſi nos marins ne s'occupoient que de la courſe, nous ferions un tort infini au commerce de la Grande Bretagne, tout en nous enrichiſſant. Mais ſeulement dans l'état où ſont les choſes, il arrive des quantités de priſes très riches dans nos ports «.

» Il eſt vrai que les Etats du centre, ceux d'York, du Nouveau Jerſey, du Maryland & de Philadelphie, ſouffrent actuellement de la préſence de deux ou trois armées ; mais ce ſont des pays jeunes, vigoureux & fertiles ; & lorſque nous aurons repouſſés nos envahiſſeurs, comme nous oſons l'eſperer

l'aide de Dieu, ces pays auront bien-
epris leur reſſort «.
près avoir ainſi promené nos regards
out le continent d'un bout à l'autre, &
apprécié la poſition des armées de Was-
ton & de Howe dans le Sud, arrêtons
e attention ſur le Nord reſplandiſſant
urd'hui du nouveau luſtre qu'y ont acquis
armes Américaines «.
Une armée Britannique, qu'on avoit
pluſieurs années à former, aſſiſtée de
Alliés, eſt partie bien approviſionnée,
Canada, dès le commencement du Prin-
, ſans que nous euſſions imaginé qu'il
oit des forces ſi redoutables dans cette
e de l'Amérique. Elle a inveſti notre
reſſe de Ticondérago, la clef des Etats
Nouvelle Angleterre. Le tems & d'exac-
recherches nous apprendront comment
ſt fait que cette importante forterеſſe,
y avoit une garniſon de près de cinq
e hommes, bien armés & équipés, aux
es du Général Saint Clair, ſe ſoit ren-
preſque ſans avoir été attaquée; & com-
t en un inſtant, notre pays ſe trouva
ert à l'armée du Général Burgoyne &
cruels inſtigateurs, tandis que nos braves
nts ſe retiroient devant eux, auſſi cour-
és contre leur propre Général que contre
i des ennemis. Mais la milice, compoſée
a partie la plus riche du peuple, avoit
ervé tout ſon courage. Elle ſe voyoit

menacée de perdre, ſans retour, tout l
bonheur qui peut attacher à la vie ; ell
s'eſt miſe en campagne avec un redouble
ment de zele & d'ardeur. Le Congrès
auſſitôt rappellé le Général Saint Clair, &
a nommé à ſa place le Général Gates pou
marcher à la tête de ces braves combattan
à qui il ne manquoit que de bons Officier
pour les conduire à la victoire «.

» M. Gates rallia notre armée diſperſée
& les troupes avoient mis une telle con
fiance dans cet habile Commandant, qu
quand il ordonnoit de s'arrêter dans le mo-
ment où l'on étoit le plus animé, tous le
corps de l'armée & de la milice devenoien
immobiles. Pendant ce tems-là Burgoyne
enflé de ſes premiers ſuccès, ſouffroit que
les Antropophages & les Canadiens, ſi même
il ne les y excitoit pas, maſſacraſſent les
malheureux Habitans à meſure qu'il s'avan-
çoit dans le pays, prenant les airs & le
ton d'un conquérant, juſqu'au point de qua-
lifier *troupes victorieuſes* des corps de ſon
armée qui avoient honteuſement lâché
pied devant nous, en abandonnant leurs
canons & leurs équipages. Le premier pré-
ſage du ſort qui l'attendoit ſe manifeſta par
l'échec qu'il reçut au fort Schuyler (Stanwix)
poſte important ſur la riviere de Mohawk.
Un certain Colonel Saint Leger, ſuivi d'un
ramaſſis d'Anglois, de Waldeckois & de
Sauvages, eſſuya une vive ſortie, & ſes gens

ırent diſperſés par cette garniſon peu nom-
reuſe mais brave, aux ordres du Colonel
Granſweldt, ſoutenu du Général Harker-
ıan qui s'approchoit. La fuite de Saint Leger
evoit faire rentrer en lui-même le Général
urgoyne, s'il eût été aſſez ſage pour pro-
ter de cet événement qui l'avertiſſoit du
anger de ſa ſituation «.

» Peu après un détachement d'environ
eux mille cinq cent Anglois, &c. fut en-
oyé par Burgoyne pour prendre poſte à
ennington, avec des ordres conçus dans
ı ſtile vraiment riſible, comme une occa-
on qui s'offroit de pénétrer dans le pays.
es troupes bien armées, bien diſciplinées,
ſont arrêtées à pluſieurs milles de leur deſ-
ıation, & s'y ſont retranchées. Un parti
milice, aux ordres du brave Général
arks, aidé d'un corps de trois cent hommes
s troupes continentales du bataillon du
olonel Warner, les a attaquées *deux fois*;
ırs lignes ont été emportées, & ils ont
rdu la moitié de leur monde, tant en tués
'en priſonniers; (l'ennemi convient de
ılle hommes). Cette action a été ſuivie
ıne autre plus importante ſur les hauteurs
Bémus, à quarante mille environ d'Al-
ny, & la nuit ſeule empêcha les Améri-
ns de remporter une nouvelle victoire. Le
rnier effort de l'armée déconcertée de Bur-
yne, a été d'attaquer les diviſions de la
ıche & du centre de l'armée du Général

Gates, (*a*) qui étoient commandées par les Généraux *Lincoln* & *Arnold*. Cette action, quoique malheureusement remarquable par la blessure de ces braves Généraux, a mis le comble à la gloire des armes américaines, car elle a couté la vie au Général *Frazer*, ainsi qu'à un grand nombre d'Anglois. La division composée de l'élite des troupes britanniques, s'est retirée en désordre & avec une perte considérable. Les ennemis ont été poursuivis dans leurs lignes : leur hôpital composé de trois cent malades & blessés, est tombé entre nos mains. On s'est emparé pareillement du bagage d'un bataillon Allemand. Le camp a été détruit, & le régiment dispersé. «

» Nous ne devons point oublier de dire que, pendant toutes ces opérations, nos troupes légères ont continuellement harcelé l'arriere garde & les flancs de l'ennemi, interceptant ses convois, détruisant ses magasins, les repoussant tous les jours, & faisant prisonniers ses gardes, jusqu'au moment que voyant ses troupes harassées & épuisées par le service le plus rude, par l'épée, la famine ou la captivité, ce fier conquérant de l'Amérique a commencé à sentir les durs effets de sa témérité. Celui qui, peu de semaines auparavant, avoit osé, dans un pompeux ma-

(*a*) Gates est le Commandant général : Arnold & Lincoln sont les Lieutenans généraux.

ste, proscrire comme d'infâmes traîtres,
plus respectables habitans du pays, s'est
enfin lui-même à leur merci. Il menaçoit
faire éprouver, *avec la grace de Dieu*, la
ce de ses armes, sur toute l'étendue de
mérique. Il annonçoit le fer & le feu aux
ples livrés à ses brigandages. Ses menaces
t retombées sur sa tête : de dix mille
nmes partis avec lui du Canada, il n'y en
as eu moins de quatre mille tués, pris ou
persés avant la capitulation. Sa conduite
rudente a valu au reste de son armée,
miliation de *mettre bas les armes*, comme
remis lui-même *son épée* entre les mains
son vainqueur. «

Nous avons lieu d'esperer que le Gé-
l Howe aura le même sort que son
djuteur. Car l'Armée du Nord n'a plus
qui l'empêche de partir pour traverser
Jerseys & se joindre au Général Was-
gton «.

Que chacun se demande à présent com-
t il recevroit l'insinuation de traiter avec
rande Bretagne aux termes qui nous sont
crits par ce Peuple orgueilleux & cruel.
: l'Angleterre fût-elle victorieuse dans
e l'étendue de l'Amérique, eussions-
été chassés des bords de l'Océan jus-
u monde Occidental, & de là repoussés
ne dans les régions les plus reculées du
d ; quand toutes nos armées seroient
sées, toutes nos troupes reglées pri-

fonnieres de guerre, nos milices formeroien de nouvelles armées; elles iroient attaque les tyrans en bataille rangée, & elles expi reroient avec la *liberté dans les champs d l'honneur*, ou bien une victoire complett affureroit à jamais leur exiftence, *comme Peu ple indépendant.* Ces généreux fentimens n peuvent que s'exalter dans nos cœurs de plu en plus ulcerés de l'arrogance des plus ba bares des ennemis, quand nous voyon l'impreffion terrible que fait fur eux le fuc cès de nos armes accordé par le Ciel à l juftice de notre caufe «.

» Telle eft la vraie fituation des affaires dan l'Amérique Septentrionale. Nous fomme furs de n'avoir point altéré la vérité des faits & fi l'on nous fait ce reproche relativemen au récit des événemens qui nous font favo rables, ce fera plutôt pour les avoir atté nués qu'exagerés «.

N.° II. *Aux enfans de la patrie.*

» Que tous les vrais Américains fe féli citent fur le plus important & le plus glorieux fuccès de leurs armes dans le départemen du nord! L'armée de Burgoyne n'eft plus; du moins en tant qu'armée, elle a difparu de l'Amérique. Elle s'eft rendue jufqu'au der nier homme au Général Gates, fous les con ditions portées dans la convention publiée par la préfente Gazette. Cette armée qui

bord étoit composée de près de dix mille
mmes, se trouvoit réduite au nombre d'en-
on six mille. Les conditions qu'on lui a
es sont magnifiques & généreuses, si l'on
nsidere qu'elle étoit absolument & tota-
nent en notre pouvoir, & si l'on réfléchit
la façon dont Burgoyne avoit fait la
erre. Mais ne vaut-il pas mieux que nous
chions par excès de bonté & de compassion,
par trop de sévérité, même lorsque la
du talion & de la conservation de soi-
me, pouvoit paroître l'exiger? «
» L'histoire ne parle d'aucune nation qui
t emporté sur l'Amérique, par le courage
a résolution pour le maintien de ses droits,
même que par l'indulgence & la noblesse
c lesquelles, en tant d'occasions, elle a
té ses oppresseurs & ses meurtriers, lorsqu'elle
elle les a eu réduits. Une telle conduite
moins ne tournera point au désavantage
nos affaires, & elle ne donnera point une
inion défavorable de nous aux Puissances
ropéennes. «
» Nos forteresses & toutes les choses sur
quelles nous fondions notre principal ap-
, nous avoient été enlevés avec une faci-
surprenante, par l'ennemi, depuis le
mmencement de cette guerre, à l'exception
Bunkershill. Mais en revanche la divine
ovidence nous a soutenus & conservés par
secours sur lesquels nous comptions le
ins. Privés de nos forteresses, il nous a

fallu apprendre à rencontrer l'ennemi en pleine campagne ; & la plupart des grands avantages que nous avons obtenus, ont été précédés de la perte de ces mêmes forts. Lorsque Ticonderago a été rendu à l'ennemi d'une maniere si étrange, (oui, étrange, & c'est le terme convenable, jusqu'à ce que cette affaire ait été éclaircie par une autorité compétente) le peuple des Etats septentrionaux avoit le cœur navré de ce triste événement; mais son courage n'en étoit point abbatu. Il a senti l'effet que cette perte devoit produire pour quelque tems en Europe ; & il savoit qu'une retraite aussi précipitée, autoriseroit une façon de penser assez équivoque sur l'armée la plus brave. Nous avons vu en même tems notre pays ouvert aux incursions d'une armée de dix mille hommes, énorgueillie d'une conquête si aisée, prête à être augmentée des mécontens qui se trouvoient parmi nous, & à être aidée de diverses manieres par les Américains neutres & craintifs, ainsi que par les districts qui avoisinoient cette armée, & qui sont tombés tout aussitôt en son pouvoir. Au milieu de tant de contrariétés, le peuple de cet Etat ne manquoit ni de résolution ni de fermeté, non plus que ceux qui se trouvoient à la tête des affaires. On ne s'occupa uniquement qu'à mettre en campagne la milice, pour faire face à l'ennemi. Les vagabons & les pauvres avoient été enrôlés auparavant dans la milice continen-

ale : mais dans ce moment-ci on vit cette
nilice composée des Propriétaires les plus à
eur aise. Burgoyne crut que tout le pays lui
toit ouvert, & il mit en œuvre tous les
noyens possibles pour profiter de l'occasion.
Avec son corps principal il dirigea sa marche
ers Albany. Son aîle droite commandée par
aint Léger, traversa le lac Ontario & le
ays de Mohawk, espérant prendre d'emblée
e fort Stanwix, (Schuyler) & joindre Bur-
oyne à Albany. Le Colonel Baum, avec
aîle gauche, gagna le pays appellé les *Grants*.
Le Général Hackerman fut envoyé avec 500
ommes de milice, pour renforcer la garnison
e Stanwix. Il ne put point parvenir jusqu'au
ort, mais sur la route il attaqua un corps
onsidérable d'ennemis & de Sauvages, & en
ua un si grand nombre, qu'il affoiblit con-
idérablement ce corps. Hackerman déploya
utant d'habileté que de bravoure. Grains-
elot qui commandoit dans le fort, en fit
utant. Le courage de ces deux Officiers,
uva ce poste important, & rompit les des-
ins de l'aîle droite des ennemis, qui se
etirerent sur le lac Ontario, avec perte &
récipitation. L'Etat de la Nouvelle Hamp-
ire ayant envoyé son contingent à l'armée
ontinentale, leva une brigade de milice.
arts, vieux militaire, qui s'étoit distingué
Trentown & à Princetown, mais qui par
ne singuliere fatalité, avoit été oublié dans
distribution des grades, fut revêtu du

commandement. Comme il avoit peu de confiance dans les chefs qui commandoient alors l'armée ſeptentrionale, il demanda au Gouvernement de cet Etat des ordres plus étendus, & qui lui permiſſent d'agir avec l'armée continentale, ou indépendamment d'elle, ſelon qu'il le croiroit plus à propos pour la défenſe des frontieres du nord. Heureuſement que cette permiſſion lui fut accordée, quoique dans d'autres circonſtances cela eût pu avoir de mauvaiſes ſuites. Préciſément avant que le Colonel Baum fût parti pour Bennington, Schuyler ou Saint Clair, (ces deux Généraux ont été révoqués) ordonna à Starks de partir de Grants pour gagner Albany. Starks prit ſur lui de ne pas exécuter cet ordre, étant déterminé à défendre le poſte important de Bennington & les grands magaſins publics qui s'y trouvoient. On en porta des plaintes au Congrès ; mais avant qu'elles euſſent pu avoir aucun effet, il remporta la victoire la plus complette & la plus brillante : il tua ou prit aux ennemis huit à neuf cent hommes, & détruiſit entièrement leur aîle gauche. Il avoit été joint par le Colonel Wenner & une compagnie de Découvreurs des Montagnes vertes, à la ſolde du Continent. Tout ce corps faiſoit plus de quinze cent hommes. Les ennemis, en y comprenant le renfort qu'ils reçurent, étoient en auſſi grand nombre. Ils étoient retranchés & avoient beaucoup d'excellentes piéces de campagne.

Starks

ks n'en avoit point, & cependant il osa
ıttaquer dans un tems où l'armée conti-
ale ne savoit en quel endroit tenir ferme;
ses dispositions avec tout le sang froid
e jugement possible, & il les exécuta
un courage & une ardeur qui lui feront
ıonneur immortel. «
Cet événement changea la face de nos
res, & porta à Burgoyne un coup dont
ı pu se relever. Dans une occasion si heu-
e, *Gates* avoit pris le commandement de
ıée du nord, à la place de Saint-Clair
qué. Les milices accouroient vers lui de
es parts, & montroient la plus grande
ır. Un corps de ces milices prit plusieurs
s voisins de Ticonderago, enleva à nos
mis un grand nombre de nos prisonniers,
: beaucoup sur eux, détruisit leurs ba-
:, &c.
ırgoyne commença alors à s'appercevoir
s'étoit trop avanturé dans un pays dont
les habitans étoient soldats. Il se trou-
avancé au-delà de Saratoga: il lui étoit
ffible de continuer sa marche jusqu'à
ıy; & c'étoit envain qu'il cherchoit à
ader, lui qui a publié avec tant d'em-
, qu'il n'aimoit point les mouvemens
grades. Cependant il fit un effort pour
d'embarras, & il trouva moyen de
: ses principales forces contre une seule
e notre armée, commandée par l'in-
e Arnold; mais il fut repoussé avec

une perte confidérable. Il fit une feconde tentative, dans laquelle *Arnold* fit des prodiges d'habileté & de valeur en entran dans fes lignes, qui furent emportées, & où (*a*) Burgoyne eut beaucoup d'homme tués & prefque tout fon bagage pris. L'ennemi fe retira dans un camp fortifié fur fe derrieres.

Arnold & Lincoln, autre excellent Officier général de l'Etat de Maffachufets, ont ét bleffés tous les deux à la jambe dans cette action mais il y a lieu d'efpérer qu'ils gueriron fans amputation, à la grande joie de tou ceux qui connoiffent leur mérite. Le cam de Burgoyne ayant été invefti de toute parts, ce Général fanfaron fe voyant dénu de provifions & fans aucun efpoir de fecour prit le parti de fe rendre. Quand fes yeu avoient commencé à s'ouvrir, & que peur avoit chaffé la fierté de fon cœur, avoit écrit une lettre au Général Clinton New-York. Dans la réponfe qui eft tomb entre nos mains, Clinton lui dit : je *ne pu point prendre fur moi de donner aucun avis de rien ordonner. Je fouhaite de tout mon cœ que vous ayez le bonheur de vous en tirer* «.

» Cependant ce même Clinton fe douta que nos poftes fur la riviere d'Hudfon d voient être affoiblis par les détachemens e

(*a*) On a dit que Burgoyne avoit été bleffé da cette affaire. Ce fait ne s'eft point vérifié

oyés aux deux armées, & ayant l'intention
ans doute de tenter quelque diversion en
aveur de Burgoyne, ses troupes, parties
e New-York, surprirent *Peekshill*, le fort
Montgommery, &c. & brulerent & saccagerent
out de la maniere la plus cruelle sur les
ords de cette riviere, pendant que Gates
ccordoit les conditions les plus généreuses
Burgoyne vaincu, & dédaignant d'abuser
e la position défesperée où se trouvoit
e Général. — Mais à présent on va songer
arrêter ces incursions, & Washington, s'il
a besoin, pourra recevoir, avant qu'il
it peu, des renforts considérables de l'ar-
ée du Nord. Dans l'affaire de Brandywine
a diminué l'armée de Howe de 3,000
ommes. Dans l'attaque à *Germain-Town*
ontre un corps d'ennemis considérable,
ous étions sur le point de les envelopper tous:
owe étoit prêt à donner ordre aux siens
e se retirer à Chester; mais un brouillard
ais s'étant elevé tout-à coup, la division du
énéral Gréen, qui arrivoit par derriere, a été
ise pour un corps d'ennemis, & ce n'est
e la confusion occasionnée par cette mé-
ise, qui a sauvé les troupes du Roi. Il
vrai que Howe, par des marches & contre-
arches aux environs de Philadelphie, &
sant semblant de vouloir en venir à une
taille générale, a trouvé le moyen de jet-
r un corps de troupes dans cette Ville.
ais on s'attendoit à cet événement, & en

conséquence on en avoit retiré, quelque tems auparavant, presque tous les effets de quelque prix qu'il pouvoit y avoir, & le Congrès s'étoit transporté à *York-Town*. Ce n'est que le 25 au soir que le Congrès est parti de la Ville, & sans aucune précipitation, ce qui fait bien voir qu'il n'avoit pas grand peur. Au surplus il est difficile que Howe conserve long-tems cette Place. Il n'a pas encore pu détruire les chevaux (*a*) de frise dans la riviere Delawarre, ni faire avancer les batteries dans la proximité de ces mêmes chevaux de frise. Il a déja vu périr un fort vaisseau de guerre qui avoit essayé d'y passer; on nous assure aujourd'hui que deux autres frégates, qui avoient fait la même tentative, ont éprouvé le même sort, & que Howe paroissoit se disposer à une retraite. Il circule même des lettres, arrivées tout récemment du Sud, qui portent que l'ennemi avoit perdu 17 vaisseaux en tentant de s'ouvrir un passage pour aller à Philadelphie, & qu'il étoit tombé entre nos mains, à cette occasion, une batterie flottante de 8 canons, & plus de 100 hommes. Si Howe ne peut point ouvrir la riviere à l'armée navale de son frere, qui a quitté la baie de Chésapeak pour venir le joindre à Philadelphie par le Delawarre, il faudra absolument

(*a*) C'est le Docteur Benjamin Franklin qui a donné le projet de ces chevaux de frise.

qu'il fe retire. Son armée ne fauroit être approvifionnée par aucun autre canal. Mais quoiqu'il en foit, la ruine totale de l'armée du Canada ne pourra pas manquer de lui devenir fatale. Il faudroit qu'il eut un bonheur tout particulier pour tenir longtems contre les forces réunies de nos Etats. La fimple nouvelle du fort de Burgoyne conflernera & le Chevalier Howe & fon armée; elle répandra parmi eux tous des inquiétudes extrêmes pour trouver des quartiers d'hyver furs, en même tems qu'elle enflammera plus que jamais l'ardeur &le courage de Washington & de fes troupes. Quel effet ne produira pas auffi ce fuperbe événement fur la Cour & la Nation Britannique? Y fongera-t-on à envoyer une autre armée de dix mille hommes en Amérique? Quelle figure vont faire les Ambaffadeurs & Miniftres Anglois dans les différentes Cours de l'Europe, où ils n'ont ceffé de nous décrier par les plus groffiers menfonges? Les diverfes Puiffances Européennes héfiteront-elles à préfent à nous trouver dignes d'occuper un rang parmi elles?

Nous avons lieu de croire que le détail de nos fuccès confondra le Miniftere Britannique, qu'il divifera la nation, qu'il occafionnera de juftes clameurs contre les Promoteurs de la guerre, qu'il empêchera que des forces plus confidérables ne viennent remplacer l'armée de Burgoyne dont, au

ſurplus, le Miniſtere Anglois peut faire ce qu'il lui plaira en Europe. Les Princes Allemands verront s'il leur convient d'épuiſer leur pays & de s'expoſer à mille dangers futurs dans leurs propres foyers, pour nous faire une guerre qui tourne ſi peu à leur gloire. Ils n'auront pas grande peine à compter les Soldats qui leur ſeront rendus chez eux avec la liberté de les ſervir dans d'autres guerres. S'il s'en embarque un ſur cent pour retourner en Europe, ce ſera tout au plus. La Heſſe nous a envoyé des parens & des amis qui ſe plaiſent chez nous & qui y reſteront pour nous aider à chaſſer juſqu'au dernier Anglois d'Amérique.

L'embarras où nous avons été pour le crédit de notre papier monnoye paroît être aujourd'hui à ſon terme, & j'eſpere qu'il diminuera chaque jour. C'eſt l'heureux & prompt effet que nous avons droit d'attendre de nos ſuccès ; & notre crédit va ſe rétablir de même en Europe. Perſonne ne peut douter des reſſources de ce continent pour acquitter une dette plus conſiderable que celle que nous avons contractée, & depuis que, graces au Ciel, nous ſommes aujourd'hui plus que jamais dans le cas de faire de nouveaux efforts avec plénitude de confiance, nous eſpérons que les Etats Européens qui trouveront leur intérêt à nous prêter de l'argent, nous en procureront en abondance pour ſoutenir de ſi glorieux com-

encemens. Nous sommes dans un pays qui us fournit d'excellens Soldats ; nous avons terrein immense & des sources de commerce qui doivent s'augmenter continuellement : nous sommes remplis d'honneur, nous l'avons prouvé en liquidant toutes s dettes avec les particuliers Anglois. Estune base de crédit plus solide que celle-là ?

P. S. Il arrive dans l'instant des nouvelles îches des parties Méridionales. Dans l'acon du 4 Octobre, le Général *Agnew* de rmée de Howe a été tué. — Le sieur Wilm *Erskin* blessé mortellement. — *Kniphau-i*, Commandant en chef des troupes Allemandes blessé à la main. --- Les Anglois ont un grand nombre de tués & blessés. --- eur perte en tout est beaucoup plus grande e la nôtre. --- Washington, par les renforts 'il a reçus, est plus fort qu'il ne l'étoit ant la bataille, de sorte que nous attenons à chaque instant la nouvelle d'une autre tion.

Vous remarquerez, Monsieur, dans les épêches dont la Gazette extraordinaire de Cour a donné des extraits, que le Général Iowe commençoit à douter le 21 Octobre ı'on pût réussir à retirer les chevaux de ise qui obstruent le Delaware. Il dit à la fin u cinquieme *alinea* de la lettre de cette ate : *la difficulté d'approcher de* FORT-ISLAND *rend la réduction plus difficile qu'on ne l'au-*

roit cru quand nous sommes arrivés ici. Il n'est pas possible de retirer les chevaux de frise d'en-haut, qu'auparavant on n'ait pris le poste de Fort-Island qui gêne le passage sur la riviere.

Le même Général, dans sa lettre du 25 Octobre, rend compte d'une tentative infructueuse qu'il a fait faire le 22 pour emporter d'assaut le poste de *Redbank* qui garde *Fort-Island*. Les deux Commandans de son détachement y ont été grievement blessés. Il convient d'y avoir perdu plusieurs braves Officiers; le Colonel Linsing a ramené le lendemain les débris de ce corps à Philadelphie, sans pouvoir emporter le Colonel Donop, non plus que beaucoup d'autres blessés. Il annonce aussi la perte de l'*Augusta*, vaisseau de 64 canons, ainsi que de la frégate le *Merlin* de 18, qui s'est échoué. L'*Augusta* a sauté en l'air & son explosion a du en endommager beaucoup d'autres.

Le Lord Vice-Amiral Howe, dans sa lettre du même jour, rend compte de sa pénible navigation du fond de la Baye de Chesapeak jusqu'à la riviere Delaware, de 20 jours de durée, & des vains & coûteux efforts qu'il a faits pour passer par la double ligne de chevaux de frise, & soutenir les attaques dirigées par son frere contre le *Fort-Island* & les postes qui le défendent, & dans une desquelles (celle du 22) un corps de Hessois a été repoussé.

Enfin, vous distinguerez dans ce fatras

critures, une relation de l'expédition du
or-Général Vaughan sur la riviere d'Hud-
, contre la ville d'*Esopus* qu'il qualifie de
aire de toute la détestable canaille de ce
s, & qu'il se vante d'avoir réduite en
dres sans laisser une seule maison sur
d. C'est contre ce brûleur de villes que
che le brave Général Gates, plein de la
ardente résolution de le châtier comme
mérite.

Dans toutes les dépêches qui composent
gros recueil, vous compterez quantité
fficiers de marque Anglois ou Allemands
ou blessés, & parmi les tués, le Briga-
général Campbell; mais vous n'y verrez
un seul mot sur le Général Burgoyne.
comme il est impossible que M. Howe
pas eu occasion d'en parler, ainsi que
Clinton, vous en conclurez très-justement
ce qui peut le concerner a été retranché
par les Ministres.

C'est une preuve manifeste qu'ils n'igno-
point le malheureux sort de ce général
e son armée; ils auront redouté l'effet de
ce qui auroit pu être dit de Burgoyne
ses Collegues, lorsque son aventure sera
lique. Mais vous conviendrez qu'ils sont
mal adroits d'avoir lâché les relations
avantages remportés dans diverses autres
ies, & entre autres de la prise de Phi-
lphie, avant les fâcheuses nouvelles de
mée de Burgoyne. Ils eussent bien mieux

fait, je crois, de commencer par avouer le mal, & de garder les nouvelles favorables pour relever enfuite les courages abbattus; mais peut-être auffi qu'eux-mêmes, ils ne jugent pas la prife de Philadelphie comme fort importante, & qu'allarmés par le fort douteux de l'armée de Howe, ils ne mettent pas une très grande différence entre les deux événemens.

Ne croyez pas cette derniere opinion auffi bifarre qu'elle le paroît. Les fonds publics auroient dû hauffer le 2 Décembre, par la nouvelle autentique que les Miniftres ont donnée de la prife de Philadelphie, apportée par le Major Cuyler; & au contraire ils ont baiffé; ce qui eft bien une preuve que le public éclairé ne trouve pas que ce triomphe ait mis les chofes dans une fituation fort réjouiffante.

N°. III. *TRADUCTION littérale de la lettr[e] par laquelle le Général anglois HENRI CLIN[-]TON, faifoit favoir au Général JOHN BUR[-]GOYNE, qu'il ne pouvoit point l'affifter ni d[e] fes fecours, ni de fes confeils, & lui fouhaitoi[t] de fe tirer du mauvais pas où il le voyoit.*

Du Fort Montgommery le 8 Octobre 1777

(a) » *Nous y voici :* & il n'y a plus qu[e] *Gates* entre vous & moi. Je défire fincerement

---

(a) Ces mots font en langue Françoife.

ce petit ſuccès que nous avons obtenu, ſſe faciliter vos opérations. En réponſe à re lettre du 28 (*b*) Septembre, par C. C. t ce que je puis vous dire, c'eſt que je ſe point me haſarder à donner des ordres, nême des avis, pour des raiſons ſenſibles. ſouhaite de tout mon cœur que les choſes ent bien pour vous. (J wish you *ſucceſs.*) «

Signé, Henri CLINTON.

Général Burgoyne.

TTRE d'envoi de l'Officier Américain *George Clinton*, au Général *Putnam.*

De New Windſor le 11 *Octobre* 1777.

» Mon cher Général;

» Au moyen d'une forte doſe d'émétique j'ai fait prendre à l'Eſpion anglois, il a du une petite olive d'argent, d'où j'ai tiré lettre du Général *Clinton* au Général *Bur-ne.* Je vous en envoye ci-joint une copie le. Je ſuis, &c. «

'ous voyez, Monſieur, qu'il n'eſt point i déſavantageux pour les Américains, n certain parti avoit voulu le faire en-

) C'étoit neuf jours après l'affaire dans laquelle ld avoit remporté un ſi glorieux avantage ſur le éral Burgoyne, & qui a été déciſive contre lui, réduiſant aux dernieres extrémités.

tendre par de plates ironies, d'avoir, parm leurs Généraux, des Apoticaires. Il est b qu'un Général d'armée sache donner l'ém tique à propos, & la dose nécessaire. Chapelier *Barton* a enlevé le Général *Presco* pour prendre à son aise la mesure de cet *bonne tête*. Le Jacquet *Arnold* a démonté *Bu goyne*. Nous saurons un jour de quelle pr fession ou métier est le Général *Gates*. attendant, vous allez le juger par ses œuvre Je crois que des deux méthodes, c'est la pl sûre.

N°. IV. *Lettre du Général HORATIO GATES à l'honorable Président du Conseil de l'Ét de la Baye de Massachusets.*

D'Albany le 19 Octobre 1777.

Monsieur;

» Vous concevez aisément avec quel pl sir j'envoye à votre honorable Conseil copie ci-jointe d'une convention par laque le Général Burgoyne s'est rendu à moi av toute son armée, le 17 de ce mois. Cet armée est actuellement en route pour Bosto Elle est escortée d'une garde suffisante milices, sous les ordres du Général *Glover* du Général *Whipple*, qui lui feront fourn toutes les subsistances nécessaires penda cette marche. Je suis si excessivement o cupé de hâter le prompt départ de l'armé pour arrêter dans leur cours, les attroc

utés que le Général *Vaughan* exerce sur
viere de Hudson, que j'ai à peine le tems
vous faire savoir que la jambe de mon ami
Général *Lincoln*, est en bon état, & de
s renouveller les assurances du respect
c lequel, &c.

Signé, Horatio GATES.

V. *Articles de convention entre le Lieutenant-Général* Burgoyne *& le Major-Général* Gates, *signés au Camp de Saratoga le 16 Octobre 1777.*

°. Les troupes aux ordres du Lieutenant-
néral Burgoyne sortiront de leur Camp
c les honneurs de la guerre & l'artillerie
retranchemens. Elles marcheront jusqu'au
d de la riviere à l'endroit où étoit l'ancien
rt : les armes & l'artillerie seront laissées
cet endroit ; & sur l'ordre donné par les
iciers les armes seront mises en faisceaux.
2°. — Le passage libre sera accordé à
mée aux ordres du Lieutenant-Général
rgoyne pour retourner dans la Grande-
etagne sous la condition de ne plus servir
is l'Amérique Septentrionale, tant que
era la contestation actuelle ; & ce sera
is le port de Boston qu'entreront les bâti-
ns de transport destinés à recevoir les trou-
lorsque le Général Howe aura donné
ordres à cet effet.

3°. S'il venoit à se faire quelque cartel au

moyen duquel l'armée aux ordres du Génér
Burgoyne, ou partie d'icelle fût échangé
l'Article II, feroit nul jufqu'à la concurren
de cet échange.

4°. L'armée aux ordres du Lieutenan
Général Burgoyne, fe rendra à la Baye
Maffachufets par le chemin le plus court
le plus facile & le plus convenable,
elle fera cantonnée, foit dans Bofton
foit auffi à portée qu'il fera poffible
pour qu'il n'y ait point de délai au départ d
troupes, lorfque les bâtimens de tranfpo
feront arrivés pour les recevoir.

5°. Pendant leur marche & dans leur can
tonnement, il fera fourni des fubfiftanc
auxdites troupes, par les ordres du Génér
Gates, au même prix la ration que pour
propre armée; & s'il eft poffible, les chevau
des Officiers & ceux des charois &c. auront
fourage au prix ordinaire.

6°. On laiffera aux Officiers leurs voiture
chevaux de fomme & autres: il ne leur fe
fait aucune moleftation ni vifite de bagage
le Lieutenant Général Burgoyne donnant
parole d'honneur qu'il n'y a point de mun
tions d'armée cachées dans iceux. De fo
côté auffi, le Major Général Gates prendr
les mefures convenables pour que le préfen
article foit duement exécuté. Si dans la rout
il manquoit quelque voiture pour le tranf
port des bagages des Officiers, le pays leu
en fournira s'il eft poffible, au prix ordinair

7°. Pendant la marche de l'armée & dan

; cantonnemens dans la Baye de Maſſa-
uſets, les Officiers, autant que les cir-
nſtances le permettront, ne ſe ſépareront
int de leurs ſoldats. Les Officiers ſeront
gés ſelon leur rang; & on ne pourra point
s empêcher d'aſſembler leurs Soldats, pour
s rôles, les appels & autres objets de diſ-
pline.

8°. Tous les Corps quelconques de l'armée
ı Général Burgoyne, composés, ſoit de
atelots & de mariniers, ſoit d'ouvriers &
: voituriers, ſoit de compagnies franches,
tous gens ſuivant l'armée, de quelque pays
ı'ils ſoient, ſeront compris ſans aucune
ſtriction & dans le ſens le plus étendu, dans
s articles ci-deſſus, & regardés à tous égards
omme ſujets britanniques.

9°. Tous les Canadiens & gens apparte-
ıns à l'établiſſement du Canada, conſiſtans
ı matelots, bateliers, ouvriers, voituriers,
ompagnies franches, & tout ce qu'il peut y
voir, ſans dénomination particuliere, à la
ite de l'armée, auront la permiſſion de re-
ourner au Canada. Ils ſeront conduits auſſi-
ot par le chemin le plus court, au premier
oſte britannique ſur le lac George; il leur
ra fourni des proviſions de la même maniere
ı'aux autres troupes; & ils ſeront aſtreints
ux mêmes conditions de ne point ſervir du-
ant la préſente conteſtation, dans l'Amé-
ique ſeptentrionale.

10°. Il ſera donné ſur le champ des paſſe-

ports à trois Officiers qui ne pourront être d'un rang inférieur à celui de Capitaine, lesquels seront nommés par le Général Burgoyne pour porter ses dépêches au Chevalier Howe, au Chevalier Guy Carlton, ainsi qu'à la grande Bretagne, par la voie de New-Yorck. Et le Major Général Gates promet, sur la foi publique, que leurs dépêches ne seront point ouvertes. Les Officiers partiront aussitôt après avoir reçu leurs dépêches : ils iront par le chemin le plus court, & de la maniere la plus expéditive.

11°. Pendant le séjour des troupes à la Baye de Massachusets, les Officiers seront sur leur parole, & ils pourront porter leurs épées.

12°. Si l'armée aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, se voyoit dans la nécessité de faire venir du Canada les vêtemens & autres bagages qui y sont restés, il lui sera permis de le faire de la maniere la plus convenable, & les passeports nécessaires seront accordés à cet effet.

13°. Ces articles seront signés & échangés mutuellement demain matin à neuf heures ; & les troupes aux ordres du Lieutenant Général Burgoyne, partiront de leur camp à trois heures.

Signé JOHN BURGOYNE.

Au Camp de Saratoga le 16 *Octobre* 1777.

Troupes Angloises.	2442	Toute l'armée du Général Burgoyne étoit de 9,208 en partant du Canada.
Brunswikoises.	2198	
Canadiennes.	1400	
	6040	

37 canons. } Quatre Membres du Parlement au nombre des prisonniers.

» Aussi-tôt que cette capitulation a été nnue du peuple de Boston, (le 23 Octo-) il s'est porté en foule aux Eglises, pour ndre ses actions de graces au Dieu des mées. Le Révérend Docteur *Cooper*, sur vitation de l'Assemblée, a prononcé dans Chambre des Représentans, un discours s-pathétique & des plus capables de sou- ir le courage & le zèle de tous les défen- rs de la patrie. «

» Le soir l'hôtel du Sénat a été illuminé ordre de l'Assemblée générale; & cha- s'est empressé de mêler sa joie à la joie olique, à l'occasion d'un événement aussi rveilleux, & de la consolation que la di- e Providence a daigné accorder à la Ville Boston, si mal-à-propos mise en interdit l'Angleterre : bienfait qui consiste en ce deux puissantes armées angloises, dans révolution de vingt mois, auront, du de cette ville, *évacué* l'Amérique. «

P. S. du 10 *Décembre.*

» Vous êtes parfaitement inftruit, Monfieur, de tout ce qui s'eft paffé en Amérique jufqu'au 22 Octobre. Mais des détails fi férieux n'ont-ils pas fatigué votre attention? Après vous avoir fait lire cette longue & noire tragédie, jufqu'au dernier acte, pourquoi n'effayerois je pas de vous amufer d'une petite piéce un peu gaye, pour diffiper les fombres vapeurs qui doivent envelopper une imagination où fe réfléchiffent les nuages de fumée qui s'élevent de toute cette artillerie, de tous ces embrâfemens & de ces torrens de fang dont la terre & l'onde font teintes aujourd'hui en Amérique? Il me femble que pour rétablir l'équilibre de l'efprit, c'eft une reffource qui n'eft point à négliger, & qui a été heureufement imaginée pour rappeller les hommes aux utiles inftructions dont l'établiffement des théâtres eft le premier objet. Vous y confentez : le coup de fifflet eft donné, & les décorations changées. «

Vous ne favez peut-être pas, ou peut-être favez-vous, qu'il exifte ici une fociété politique appellée *Robinhood*, conftituée en tous points comme la Chambre baffe du Parlement. Les matieres d'état les plus importantes, s'y difcutent avec la même chaleur & la même fuite que dans cette partie du Sénat britannique, à cette feule différence près, que l'ordre & les bienféances y font communément mieux obfervés. J'avois été averti qu'un Capitaine

Milice anglois, qui perdit l'été dernier
n élection, & qui avoit été promener son
agrin ou son *spleen* aux courses de chevaux
France, dont il étoit arrivant, avoit
noncé dans la derniere assemblée du *Robin-*
od, que le lundi 8 Décembre, il feroit une
otion des plus intéressantes, à laquelle tous
s membres étoient invités d'assister. On ne
outoit point que ce voyageur patriote, ce
ouveau *Shelburne* n'eût fait dans sa tournée
elque découverte essentielle aux intérêts de
nation; qu'il n'apportât de Fontainebleau
ne liste exacte des armemens françois à Brest,
oulon & Rochefort, ou les secrets du Mi-
stère des foyers de l'Opera. Enfin il n'étoit
uit dans Londres, que de l'attente où l'on
oit sur les importans avis qu'il alloit donner.
ai eu aussi le désir de les entendre, jugeant
e j'en rapporterois au moins quelque amu-
ment. J'ai donc été à l'assemblée, comme
diteur bénévole; & j'en arrive, l'idée bien
mplie de tout ce que j'ai entendu, & que je
ois pouvoir vous rendre ici mot pour mot.

APRES que le Greffier eut lû les minutes
la derniere séance, & qu'on eut satisfait
l'ordre du jour, je vis se lever un jeune
omme d'assez bonne mine, dans l'habit uni-
rme & peu imposant du Corps d'Artillerie
la Cité de Londres. Il tira de sa poche
ne brochure couverte en papier rouge, du
rmat in-8°. & s'adressant au Président, sui-

vant l'uſage, il prononça ce diſcours, don
je n'ai pas perdu une parole.

» Monſieur le Préſident,

» Quoique je paroiſſe pour la ſeconde fois en uniforme dans cette reſpectable aſſemblée j'oſe attendre de ſon indulgence qu'elle ne m'en fera point de reproche. J'ai vingt raiſons à en donner, meilleures que celles de Milord Muſgrave, qui oſa ces jours derniers ſe préſenter dans le ſien à la Chambre des Communes : la premiere, c'eſt que je n'ai point actuellement d'autre habit à Londres, ne m'étant point fait ſuivre de mes équipages pour faire plus de diligence. Or, à moins que je n'eûſſe paru avec l'enduit épais des crotes de la route d'Abbeville, il m'auroit fallu renoncer au deſſein de vous communiquer le plutôt poſſible, des choſes que vous jugerez d'une importance incomparable. Vous me ferez grace des autres raiſons, pour que je puiſſe ſatisfaire plus promptement la curioſité que je vois déjà peinte dans tous les regards. Vous ſaurez donc que je ſuis parti le 3 Décembre de Paris, où il n'étoit queſtion que de la perte de l'armée de Burgoyne, dont la ville entiere de Londres ne tardera pas à être allarmée & conſternée. Mais voici qui va bien augmenter votre étonnement ; c'eſt que la nouvelle certaine en étoit arrivée en France avant le 13 Novembre, quoique à peine ici puiſſiez vous encore le croire, à la diſtance

e près de deux mois de l'événement. Voilà
omme nos Miniſtres ſont inſtruits, ou comme
s nous inſtruiſent, pour les ſommes immen-
s que nous leur prodiguons ſans ceſſe. Il y
déja près d'un mois, Meſſieurs, qu'on a
ui en France d'un ſpectacle ſous lequel étoit
alicieuſement voilée toute l'hiſtoire de nos
énéraux en Amérique, & du Général Bur-
oyne nommément, dans la campagne ac-
elle. Je ne parle point de la fameuſe joûte
s courſiers griſons, où le prix s'eſt donné
x plus longues oreilles. Quelqu'un des ho-
rables Membres qui m'écoutent, & qui
nt toujours prêts à rompre des lances pour
s Miniſtres, ne manqueroit pas de m'ob-
ver que nos Généraux ne ſont pas les ſeuls
mmes en place parmi nous, qu'on auroit
ulu mettre en ſcene dans cette fête arca-
enne; & on en inféreroit avec aſſez de
ſon, que la plaiſanterie ne tombant point
éciſément ſur la triſte nouvelle en queſtion,
cuſerois à tort le Miniſtere de nous l'avoir
ue ſi longtems cachée. Je ſens toute la
ce de cette objection; mais auſſi c'eſt avec
utres armes que j'attaque. Je parle d'une
èce jouée à Fontainebleau ſur le théâtre de
Cour, le Jeudi 13 Novembre, vingt-neuf
rs après que le Général Burgoyne s'eſt
ndu avec toute ſon armée, priſonnier du
énéral Gates. La voici cette Piéce. (il l'a
nt élevée pendant quelques ſecondes, &
murmure de ricannemens remplit l'aſſem-

blée) L'Auteur n'a oublié aucune des circonstances de la malheureuse catastrophe dont nous gémissons : elles y sont si clairement dépeintes, que tout ce que nous étions-là d'Anglois, nous n'aurions pû manquer de le comprendre, sans la fatale persuasion dont nous étions aveuglés, que l'Amérique seroit totalement subjuguée dans cette campagne. La Piéce en question est intitulée *MATROCO*, Drame burlesque, dont j'ai vû rire toute la Cour de France, sans que je pûsse me douter, ni peut-être elle-même, que c'étoit à nos dépens. Le héros du Drame est *Matroco*, Général fanfaron & bavard, homme à grands projets & de petite exécution, dont le casque est surmonté d'un Dindon qui fait la roue. Comment n'ai-je pas reconnu le Général Burgoyne sous cet emblême ? Comment le titre de *Drame burlesque* ne m'a-t-il pas mis sur la voie, en rappellant à mon idée notre guerre extravagante en Amérique ? « (Il lit)

» *Vous allez voir, Messieurs, Mesdames, tout* » *ce que vous allez voir.* « Cela vouloit dire que ceux-là entendent qui ont des oreilles.

» *La belle chose que d'être Chevalier!* M. Laujeon (c'est le nom de celui qui se donne pour l'Auteur) n'ignoroit point que John *Burgoyne* étoit parti de Londres avec la promesse d'être fait Chevalier s'il perçoit jusques à la Nouvelle York, ou au moins jusques à Albany, comme l'a été le Général Carlton pour s'être mainte-

nu dans le Canada, & le Général Howe pour avoir échangé la ville de Boston contre celle de New-York, sans avoir fait entre eux deux plus de seize millions sterling de dépenses. «

» Mais écoutez le vers qui suit «

» Un Officier, deux Officiers, trois Officiers ensemble.

» Et quelques pages après ces trois Officiers chantent sur l'air : *Nous sommes trois foux.* «

» Etoit-ce désigner assez clairement Carleton, Burgoyne & Howe, Généraux de nos trois principales armées ?

» Suivons. — *ont enlevé ma mie.* «

» Voyez comme il se moque de nos vains projets de conquête. «

» Et aussitôt cette outrageuse antiphrase :

Ma puissance s'étend au bout du monde.

» On voit qu'il a lû les Placards affichés en Allemagne pour les Recrues de nos Stipendiaires, & qu'il veut ridiculiser une Nation qui y étoit qualifiée *Souveraine du grand Empire d'Amérique*, ne l'ayant déjà plus. «

» Je n'ai encore lû, Monsieur le Président, que quatre lignes de la premiere page; & vous voyez qu'il n'y a pas un mot qui ne soit une satyre amere de nos extravagantes opérations. L'Auteur de ce prétendu *Drame burlesque* veut pourtant faire croire dans son Avertissement, *qu'il n'a eu d'autre but que celui de travestir les*

héros & héroïnes des Poëmes & Romans de Chevalerie; mais il nous montre du doigt, quelques lignes après, les êtres vivans qu'il avoi réellement en vue, quand il nous parle d*e géants fanfarons & brutaux*, *& de héros langoureux qui ne perdent jamais l'occasion de haranguer lorsqu'il faut agir; d'enchanteurs poltrons, que le moindre songe effarouche, & que l'étendue de leur puissance ne peut jamais rassurer.* Demandez à tous les Ecrivains que nos Ministres ont lâchés depuis quelques mois, contre le Lord & le Général Howe, si ce dernier trait ne peint pas merveilleusement la conduite des deux freres dans les Jerseys; & de l'un d'eux à Boston: dites-moi vous-même si le premier n'est pas calqué sur le *caractère romanesque* du Général Burgoyne, sur *ses sentimens exaltés*, sur *ses rodomontades*, sur tout le tissu enfin de chacune de ses nombreuses proclamations, dans lesquelles on a censuré jusqu'à l'*affectation des jeux de mots* que l'Auteur nous fait retrouver dans sa Piéce. «

» Je me contenterai de parcourir légérement ce bel ouvrage, ne doutant point qu'il ne me soit demandé, par délibération de la Chambre, pour être laissé sur le Bureau où chacun pourra l'examiner à loisir. Je passe donc à la scène seconde qui représente le Général Burgoyne environné des Chefs des Antropophages nos alliés en Amérique. M. Laujeon y a mis jusqu'à leurs vrais noms. *Bombifer*, *Engloutifer*,

cafer, *Grancompcremer*. Le faux Burgoyne a appellés dans ce vers de la premiere ſcène :

rs géans prouvez donc qu'à mon pouvoir tout céde.

paroiſſent ; il affecte de ne les avoir point pellés ; *Vous ai-je appellés ?* C'eſt exactement qu'a fait M. Burgoyne. Tout en employant r affreux miniſtere, il a nié qu'il eût voulu eufement les mettre en œuvre. «

Dans la ſcène IIIe. *Matroco* voit *Furion* entre d'un air agité ; & il lui dit :

ıs éclairer mon cœur du feu de ton génie.

'y a aucun des Membres de cette honorable nblée, qui ne ſoit en état de nommer le perıage que l'on veut cacher ſous le maſque *Furion* ; & je m'écrierai ici avec l'Auteur :

n'avons même pas l'eſpoir du qui-pro-quo.

vous ſemble-t'il pas entendre un de nos ds Miniſtres ; & M. Burgoyne, qui ſe diſent ton lamentable ;

on ſonge eſt le mien. Eh ! mon ſonge eſt le vôtre.

ſonge, Monſieur le Préſident, vous ne y méprenez pas, c'eſt le fameux projet ord Germaine de prendre l'Amérique à s, qui a échoué ſi honteuſement pour la de Bretagne. «

Je paſſe à la ſcène IVe. Les Géans que *oco* avoit envoyés en Aſie & en Afrique, i nous indique que nos projets de cons dans toutes les parties du monde, ne point ignorés de nos rivaux, ces géans,

dis-je, reparoiſſent tout à coup, & *Matr*
qui les a ſalués de ce compliment, *Bonnes t*
de mon armée, reçoit d'eux le conſeil de fa
un ſacrifice à la Lune, emblême de tous
projets chimériques, comme celui de no
guerre américaine.

» La ſcène VI du premier acte eſt, ſuiva
moi, une des plus méchantes. M. Lauje
s'eſt amuſé à peindre l'impatience avec
quelle l'Angleterre & l'Ecoſſe, qu'il bapt
des noms de *Vaporoſine* & de *Gloriane*, o
attendu pendant pluſieurs mois des nouvel
d'Amérique. — Remarquez l'adreſſe de
déguiſemens. *Vaporoſine* pour déſigner l'A
gleterre, *Gloriane* pour caractériſer l'Ecoſ
Pouvoit-il mieux choiſir pour ſe faire de
ner! Ces noms valent ſûrement bien *Albi*
& *Calédonie*. On leur apporte la Gazette,
quelle autre gazette que celle de notre mini
tère? Vous allez en juger. Les deux Pri
ceſſes, qui ſont des perſonnes honnêtes, ſo
du parti des Inſurgens. «

Ah! Princeſſe, c'eſt la Gazette!
Nos ſonges vont être éclaircis.
. . . .
Mettons-nous vite à la lecture:
Voyons ces héros de nos cœurs,
Soutenir dans chaque aventure,
Notre deviſe & nos couleurs. . . . .
Mon cœur! liſez, je vous en prie; . . .
La peur me prend.

GLORIANE.

Eh mais! pourquoi?
Et puis d'ailleurs, ma chere amie,
Vous ſavez mieux lire que moi.

» Trait ironique ſur la rivalité des connoiſ-
nces entre les deux Nations, & contre
Angleterre jalouſe de ce que les Lettres
nt cultivées avec plus de ſuccès en Ecoſſe. «

Cet article dit peu de choſe;
Paſſons, il ne parle pas d'eux.
Mais votre cœur, je le ſuppoſe,
Les attend à l'article deux.
Rien encor!...

GLORIANE.

Quoi rien? Je m'attriſte.

VAPOROSINE.

Mais ne ſongeant qu'à leur amour,
Ils n'ont pas envoyé la liſte
De leurs ſuccès de chaque jour.
Article trois; rien, rien. Au quatre!
Nos deux Héros ſont-ils perdus.

C'étoient Arnold & Washington «.

Comment! quatre jours ſans ſe battre!
Non, je ne les reconnois plus.

GLORIANE.

Article cinq.... Enfin, j'eſpère:
Voici ces noms tant attendus.

VAPOROSINE.

Ah! par plaisir, comptons, ma chere,
Les géans qu'ils ont pourfendus.

(*Elle lit.*)

Tous deux séduits par la douce espérance
De voir l'objet de leur ardeur,
Ont réuni leurs forces, leur vaillance,
Pour triompher de l'Enchanteur.
Mais leur défaite enfin leur ôte
Tout espoir de troubler son choix:
Et quand on compte sans son hôte,
On s'expose à compter deux fois.

LES DEUX PRINCESSES, *en pleurant.*

Je ne lirai plus la Gazette,
Elle m'a trop coûté de pleurs.

» Vous conviendrez, sans doute, Monsieur le Président, que voilà une scène entiere qui a été faite sur notre pauvre gazette ministérielle, & sur-tout quand je vous observerai que cette gazette étoit fausse d'un bout à l'autre, par un artifice de l'Enchanteur, qui avoit dit à la fin de la scène précédente: *pour humilier la fierté, j'ai le secours de la Gazette.* Voici comme il met le dernier trait à la ressemblance:

MATROCO à FURION, *à voix basse.*

Vois-tu l'effet de ma Gazette?

FURION, *à voix basse.*

Je vois l'effet de la Gazette.

ATROCO & FURION, *avec la plus grande joie.*

Que j'aime à voir couler leurs pleurs!
Amusons-nous de leurs douleurs.

» Jamais on n'a peint avec des couleurs s vraies, le détestable abus qui se fait si nmunément en Angleterre de la crédulité olique, par le moyen du papier public qui ible avoir le plus de droits à la confiance la Nation «.

» Admirez ces couplets-ci:

s voilà donc vaincus! que dira l'univers?
ır les héros il a les yeux ouverts:
e notre fuite il fait des gorges-chaudes.
rois voir à l'instant cent caillettes badaudes,
ı parfilant, se conter nos revers.

t cette chanson qu'un Nain
ntoit, dit-on, d'un air malin.

A vos Héros le pied glisse:
Dans peu (l'Amour) leur dira;
L'on vous en ratisse, tisse,
L'on vous en ratissera.

Si vous mettez *Gates* à la place de l'Amour, mot pour mot notre aventure «.

Je vois encore une foule de vers, qui t jamais été faits que pour nous «.

Jour de malheur!
Jour de douleur!
Jour où le jour nous blesse!

» A quel jour ce verſet lamentable con
vient-il mieux qu'au 16 Octobre 1777? «.

Je vous ai dit que Matroco
Leur fait répéter par l'écho :
Ils ont voulu,
Ils n'ont pas pu.

» M. Laujeon ſe mocque ici de la paſ
ſion connue de M. Burgoyne pour les ſpec
tacles, & des *Drames burleſques* qu'il a fai
jouer plus d'une fois par ſes troupes, dan
ſes diverſes campagnes en Amérique. Il avoi
une ſalle de ſpectacle montée à Boſton,
Quebec, &. Il a fait la clôture à Saratog
Je pourſuis :

Non je ne donnerois pas ça
D'un fier à bras que l'on roſſa,
Que l'on chaſſa,
Qui nous laiſſa
Son caſque & ſa maîtreſſe.

» Ailleurs, voici comme il dépeint l'armé
de Burgoyne :

Une partie a les menottes.

Puis celle du Colonel Saint Leger :

Les autres ont gagné pays.

» Il ne lui étoit gueres poſſible de mieu
caractériſer des *troupes victorieuſes*, dans l
ſtile du Général Burgoyne. «

» Reconnoiſſez, Monſieur le Préſident
dans le couplet que je vais vous lire, le di

urs que M. *Gates* n'aura pas manqué de
ir aux Canadiens, ſes priſonniers, en
congédiant «.

onnes ſans appui, vous devez reconnoître
Le droit que j'ai de vous parler en maître;
is je tourne ſur vous un regard de bonté:
ulez-vous échapper à la captivité?
Au lieu d'allarmer l'innocence,
iſſez-vous à nous pour prendre ſa défenſe.

» Etes-vous curieux de voir la lettre écrite
8 Octobre par le Général *Clinton* au Gé-
ral *Burgoyne*, à qui il notifie clairement
il ne peut point le ſecourir dans ſon em-
ras, & qu'il lui ſouhaite de pouvoir s'en
irer «.

T'as l'pied dans le margouilli,
Tir'ten, tir'ten, tir'tentaine;
T'as l'pied dans le margouilli,
Tir'ten, Heros, mon ami.

» Je ſuis ſur-tout étonné de la juſteſſe de
plication que voici:

GLORIANE s'écrie: *Rendez-nous nos Héros.*

» L'Auteur met ce vœu dans la bouche
Gloriane, (l'Ecoſſe) parce que la plupart
Officiers dans les armées Angloiſes &
ns tous les emplois en Amérique, ſont
Ecoſſois affamés, qui y ont été pren-
e du ſervice ſur l'eſpoir qu'on leur diſtri-
eroit les terres des Américains «.

» Enfin *Burgoyne* eſt pris au moment où, un poignard dans chaque main, il alloit im-moler à ſa rage la *sûreté* & la *liberté* enchaînées

» On lui crie :

D'un triomphe apparent, te voila tout bouffi :

Sur l'air, *le Port Mahon eſt pris*; air qui n' pas été choiſi ſans deſſein. «

» Une Fée ſort d'un buiſſon au milie d'une multitude allarmée du double ſacri-fice que *Matroco* ſe prépare à faire; & ell s'écrie :

Il eſt pétrifié!

» C'eſt le moment où *Burgoyne* a rend ſon épée, & juré de ne plus jouer de farce en Amérique. «

» Quelqu'un répond :

Je le prends pour meubler
Mon Cabinet d'hiſtoire naturelle.

» Ce dernier trait eſt le plus malin d tous. Il eſt dirigé contre un certain Lor cher à l'Ecoſſe, à qui on n'a point ceſſé ici d'at-tribuer le funeſte projet de notre déteſtabl guerre d'Amérique, & qui a, comme cha-cun ſait, un des plus riches cabinets d'hiſ-toire naturelle qu'il y ait en Europe «.

» Vous en avez aſſez entendu, Monſieu le Préſident, pour ne pouvoir point doute que la piece de *Matroco* ne ſoit un apo-logue ſatyrique ſur le Général Burgoyne & ſes conſorts. Je m'offre encore à prouver à l'honorable Aſſemblée, ſi elle le deſire, pa

les

regles les plus certaines de l'art étymo-
que & de la langue primitive appuyées de
torité de Ducange & de Spelman, &, s'il le
, de Bérofe & de Sanchoniaton, que *Ma-*
o & *Burgoyne* font un nom identique, feule-
nt un peu changé par une crafe, une
cope, & deux ou trois Epi-anti- &
athefes. Mais l'honorable Afſémblée
ive, fans doute, beaucoup plus furpre-
t que dans un intervale auſſi court que
gt-neuf jours, la nouvelle de la réduc-
de *Burgoyne* foit venue de Saratoga à
tainebleau, de forte que le vingt-neu-
ne ce rifible événement ait pu y être
fur la fcène françoife. Voici la folution
ce probléme ».

remierement, il eft encore plus furpre-
que nos Miniftres ayent éte jufqu'à
t & trois mois dans l'incertitude fur des
dont la nouvelle étoit parvenue dans
es les parties de l'Amérique & de l'Eu-
; tels que le débarquement à la baye
Chefapeak, l'entrée de l'armée du Roi
Philadelphie, & la défenfe des chevaux
ife du Delaware, par Washington, que
vu annoncés & affirmés fucceffivement,
gré les doutes que le filence de nos
ftres autorifoit, dans une feuille fran-
qui s'imprime à *Anvers*, fous le titre
faires de l'Angleterre & de l'Amérique. (*) «

(*) N°. XXXI. P. S. du 12 Nov.

» En fecond lieu, je ne prétends po
que la piece ait été compofée précifém
à l'inftant d'être jouée. Eft-ce qu'il n'y av
pas déja plufieurs mois que M. Burgoy
amufoit l'Europe de fes proclamation
Pour donner la perfection à fon tablea
l'Auteur n'aura eu que quelques traits à
ajouter, au moment de la repréfentati
Mais vous allez trouver cette poffibilité e
core bien plus fenfible par la conjectu
dont je vais l'appuyer. C'eft que j'ai
plus fortes raifons de croire que la pi
eft de *Benjamin Franklin*, & non pas
Poëte François qui y a mis fon nom. J'ai ent
du raifonner fur ce drame & fur fon préten
Auteur. On n'imaginoit point ce qu'il avoit
en vue de critiquer dans les mœurs préfen
où paffées. C'étoit une énigme, difoit-c
dont lui feul pouvoit dire le mot. Comm
le charmant Auteur d'Eglé, de Sylvie &
l'Amoureux de quinze ans, pouvoit-il av
conçu un plan auffi bifarre? Tout ce qui m'e
touroit enfin étoit à cent lieues de l'idée
l'Auteur, à l'exception, je me le rappelle tr
bien, d'un Militaire François que je jugeai ê
Miniftre de fa Cour en Allemagne. Lui fe
trouvoit tout Matroco délicieux, Il en ri
aux éclats: Il voyoit, il comprenoit ce q
échappoit à tous les autres; parce qu
étoit membre de la politique, & fans dou
dans le fecret. Il me vient encore une r
minifcence. Le jour de *Matroco* les bill

ſpectacle furent diſtribués moins largement
mi la ſuite de la Cour. On les réſerva pour
Etrangers, apparemment comme plus
à ſaiſir l'intention de cette *folie dra-*
ique. De tout cela je conclus qu'elle a
lement pour Auteur l'Ambaſſadeur
éricain à Paris, qui l'a tracée de la même
me dont il a fabriqué l'Edit du Roi de
ſſe pour aſſujettir ſes anciens Sujets en
gleterre aux mêmes entraves dont notre
lement a prétendu charger nos anciens
ets en Amérique. Vous n'êtes plus ſur-
à préſent que la nouvelle de la réduc-
de Burgoyne & de ſon armée ſoit ar-
e avec tant de rapidité à Paris. Tout ce
me reſte à dire ſur cela, c'eſt que le bon
t ſouffloit pour les Américains, tandis
vos girouettes vous faiſoient croire qu'il
ffloit pour vous; & que ſi vous faites bien,
s changerez vos girouettes. «

Je termine, Monſieur le Préſident, un
ours que l'honorable Aſſemblée aura
t-être trouvé trop long, quoique je n'aie
té que de nos intérêts les plus chers,
r leſquels je me ſens animé d'un zele
rriſſable. Et enfin je propoſe à l'hono-
e Aſſemblée qu'il ſoit écrit de ſa part
Docteur *Benjamin Franklin*, Député des
éricains à Paris, pour lui repréſenter
-humblement, au nom de la Société de
inhood, qu'il eût été plus conforme à ſes
ncipes généreux & honnêtes, & qu'il eût

bien plus efficacement manifesté sa fer
& constante opposition à ceux de nos M
nistres, qui ont osé faire ouvrir le Parlem
sans daigner nous donner la moindre n
tion sur l'état de nos affaires, s'il eût bi
voulu faire parvenir directement en Ang
terre la nouvelle qu'il a eue si rapideme
de l'anéantissement total de notre armée
de la métamorphose de son général,
lieu de chercher à nous l'apprendre par
voie détournée d'un drame énigmatiqu
dont toute l'expression de la musique de G
try ne pouvoit pas donner l'intelligence à
Auditoire où les *Œdipes* jouoient les *Daves*;
aussi pour le supplier de nous faire éprouver
gracieux effets de ses sentimens d'humanit
en nous donnant avis, avec le plus de c
lérité qu'il lui sera possible, de toutes
catastrophes semblables à celles de M. Bu
goyne, dont ses constituans lui feront pa
venir la connoissance, afin que la Socié
avise aux moyens d'arrêter l'effusion ult
rieure du sang anglois & américain, en o
tenant de la Cour de cesser au plutôt to
envoi de troupes en Amérique, puisqu'apr
l'avoir remplie de carnage & souillée de crime
elles finissent successivement par être obligé
de l'évacuer «.

John Pacifick (c'est le nom du Membre q
vient de parler) ayant déduit sa motion
elle fut appuyée par *Irénée Peace*, qui ajou

ux obſervations de ſon collegue, que le
couplet,

Ils ont voulu,
Ils n'ont pas pu,

pouvoit auſſi ſe rapporter à l'attaque infruc-
ueuſe du fort de *Redbank*, en avant des che-
vaux de friſe, le 22 Octobre, ſur la rivière
Delaware; & il offrit de prouver qu'il étoit
venu en vingt-trois jours en Europe, des avis
e parties de l'Amérique plus éloignées
ncore.

Sur le ſurplus du rapport de M. *Pacifick*,
dit: » Je n'héſite point à croire comme
mon digne confrere, que ſon Excellence
I. Benjamin Franklin, eſt l'auteur de la piéce
n queſtion. On m'a écrit de France, que
epuis peu, Piccini & Gluck y faiſoient
hiſme dans le corps diplomatique, & il me
aroît tout ſimple que Grétry ait voulu auſſi
voir ſon ambaſſadeur. «

Malchus Waroffice ſe leva pour s'oppoſer
la motion. » Je ne puis point, dit-il, être
e l'avis de l'honorable Membre qui ſou-
aite que nos Miniſtres ceſſent d'envoyer
es armées en Amérique, & qui veut qu'on
erche des moyens pour les en empêcher.
craint la continuation de la guerre en
mérique, ſur des motifs frivoles. Pour
oi, je penſe que nous réuſſirons dans
tte guerre; & je ne crois point qu'il ſoit
rmis d'en douter, depuis que j'ai entendu,
20 du mois dernier dans la Chambre-Haute,
ylord *Suffolk*, l'un des principaux Sécré-

taires d'Etat de notre Souverain, & de son Conseil le plus intime, déclarer sans détour, que les Allemands sont d'aussi braves soldats qu'on en puisse trouver en Europe, & qu'il pensoit *que peu de personnes en diroient autant des soldats François, ou prétendroient persuader qu'ils égalent en rien les Allemands.* Quand un des premiers Ministres d'un Roi Britannique tient publiquement un pareil langage, ce n'est pas à nous à l'arrêter dans la glorieuse carriere où il a eu le courage de s'engager «.

Mathews Contractor prit ensuite la parole. « Je suis, dit-il, de ce dernier avis, & avec d'autant plus de raison, je crois, que nous devons la confiance la plus entiere à l'ouverture que Mylord Sandwich, Ministre Suprême de notre redoutable marine, a faite le même jour & dans la même Chambre, en disant, avec cette noble franchise par laquelle il se fait toujours admirer, qu'il espéroit bien que *le tems viendroit où l'on pourroit obtenir de la France & de l'Espagne une réparation complette des insultes que nous pourrions en avoir reçues.* J'en conclus que nos Ministres sont sûrs de leur affaire, & qu'il faut les laisser agir avec pleine liberté ».

Hermes-Sly, entreprit de combattre l'opinion des deux derniers Membres. « C'est bien lestement, dit-il, donner carte blanche à des Ministres qui jusqu'ici se sont montrés si peu dignes de notre confiance. J'ai entendu distinctement M. Temple-Luttrell, le 26

u mois dernier, assurer la Chambre des
ommunes que nos Ministres ignorent le vrai
at actuel de l'Espagne : que cette Puissance
ui, à la vérité, n'a pas des forces considé-
bles au *Ferrol*, en a amassé de prodigieuses
Cartagene ; & qu'il ne faudroit pas.....
Ici, M. *Sly* fut interrompu brusquement
ar M. *Contractor* qui s'écria : je soutiens à
honorable Chambre, d'après M. le Cheva-
er *Hugues Pallifer*, Commissaire général de
otre marine à Portsmouth, & qui doit s'y
onnoître mieux que le Capitaine Luttrell, que
n'est point à *Carthagêne*, mais au *Ferrol* que
s Espagnols ont leurs principales forces.
Ce Membre se laissoit emporter à sa bouil-
nte vivacité, lorsque *Temper Concord*
vrit gravement l'avis suivant. « Je demande
e l'honorable Chambre fasse mettre dans
us les papiers publics un avis patriotique
x voyageurs Anglois de l'un & de l'autre
rti, pour engager ceux qui ont coutume
aller perdre leur tems & leur argent aux
urses de divers genres qui, depuis peu, se
nt établies en France, de pousser plutôt
rs excursions l'année prochaine jusqu'en
pagne, pour reconnoître par eux-mêmes,
c'est à *Carthagene* ou au *Ferrol* que sont
semblées les principales forces navales de
te couronne, vû qu'il est souverainement
entiel qu'un pareil doute soit éclairci pour
der les Ministres destinés à *guider* les futures
olutions du Sénat Britannique. «
Lorsqu'il eut fini, plusieurs voix s'éleve-

rent en criant ensemble, la *question*, la *question*. Cela vouloit dire qu'on desiroit que le Président prît les suffrages sur la premiere motion. Mais un M. *Scot Timberact*, connu pour être l'ame damnée d'un certain Ministre, prit un autre biais pour faire échouer le projet du parti contraire. Il proposa qu'au préalable la Chambre s'assurât s'il étoit question de nouveaux envois de troupes en Amérique, alléguant que peut être le Ministre n'avoit point cette intention, & que la Chambre se compromettroit par une démarche dont l'objet n'étoit pas assez évident. Son artifice lui réussit. On rejetta la motion du voyageur essoufflé M. John-Pacifick.

La négative passa à la pluralité de 157 voix, savoir 243 pour, 86 contre — exactement comme dans la séance du 20 Novembre à la Chambre des Communes.

JE NE finirai point, Monsieur, sans réparer une grossiere faute dans l'extrait des débats des Communes du 20 Novembre. Je vous ai nommé M. Grenville, neveu du Comte Temple, comme l'Auteur de l'avis pour la modification du projet d'adresse au Roi. C'est le Marquis de Granby que j'aurois du y (*) mettre; cette démarche a fait d'autant plus d'honneur à ce jeune & illustre Sénateur, que c'est son début dans le parti auquel il vient de se réunir.

J'ai l'honneur d'être, &c.

(*) Il a échappé une seconde faute, en ce que M. Grenville y est qualifié Lord.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M *** à Anvers.*

De Londres le 12 Décembre 1777.

JE vous fais mes remerciemens, Mon-
ır, de la prompte connoissance que vous
vez donnée de l'Arrêt du Conseil d'Etat
7 de ce mois, pour un emprunt de vingt-
1 millions par voie de loterie. Indé-
damment du plaisir que m'a fait cette opé-
on, sous le point de vue de la confiance
:lle trouvera chez l'Etranger, & par con-
ıent comme devant me fournir d'abon-
:es occasions d'être utile à mes amis &
a nation; je l'ai admirée encore dans
motifs qui m'ont paru mériter les applau-
mens de toutes les ames nobles & éle-
. Qu'il est satisfaisant de voir la vraie
ideur se manifester par les seuls carac-
: qui lui soient propres, & d'embrasser
coup d'œil toute la politique d'une
on puissante dans un seul acte de sa fran-
: & de sa fermeté!
eux Souverains, dont les peuples ne se
jamais observés avec plus d'anxiété
ıjourd'hui, viennent enfin de s'expli-
hautement sur les objets de leurs plus
ıses sollicitudes. Dans le court espace

de dix-sept jours ils ont appris successiv
ment à l'Europe à quelles résolutions
s'en tiennent par rapport à leurs vues r
pectives. Le 20 Novembre, le Min
tere Anglois, par l'organe de Geor
III, après avoir comme défié l'Univers
former aucuns doutes sur son désir de
paix, a donné pour raison des augment
tions considérables qu'il avoit arrêté de fai
dans ses forces navales, ceux qu'il ne pou
voit se défendre d'avoir sur les dispositio
pacifiques de la France & de l'Espagne
quoiqu'il convînt d'en avoir reçu de le
part des assurances réitérées. *Comme dans
conjonctures actuelles*, dit-il, *les armeme
CONTINUENT de se faire dans les ports
France & d'Espagne*, &c. Par ce mot (
continuent, le Monarque Britannique no
fait entendre qu'il s'étoit flatté vain
ment de faire cesser les armemens
question; & il semble que ce soit l'effet
tendu de la résolution dans laquelle il
montre, d'augmenter les siens considérabl
ment de son côté. Mais dans quelle erre
Milord Mansfield, que l'on dit être l'a
teur de ce discours, se sera-t-il laissé
duire, s'il a pu croire que cette déclarati

(*a*) Ce mot important ne se trouve point dans tou
les traductions qui ont paru de la Harangue; m
c'est sûrement une omission de la presse. Il est b
articulé dans le texte Anglois.

enaçante justifieroit aux yeux de l'Europe s murmures artificieusement suscités en Angeterre contre la conduite des Puissances la Maison de Bourbon à l'égard de l'Aérique : s'il s'est figuré que par là il convincroit la France de la duplicité dont plus un Ecrivain mercenaire de sa nation, a é lui faire l'injuste reproche ? Ces armeens se continuant au milieu des protestans d'amitié, & sans que de la part de la ance & de l'Espagne on osât les avouer, ngleterre, sans doute eût été fondée dans défiances, quelqu'injurieuses qu'elles fusnt pour l'honneur des deux Couronnes : r politique prenoit aux yeux du monde tier la couleur fausse & terne qui connt à l'ambition impuissante ; alors Milord orth acquéroit le droit de s'applaudir voir osé dire dans la Chambre des Comnes le 20 Novembre, *qu'en prenant un tain ton avec la France, lorsqu'elle s'exprit d'une maniere équivoque, on en obtenoit explications convenables.*

Mais le Ministere Anglois, dans la détresse il éprouve, n'aura point la stérile conation de voir ses émules oublier ce qu'ils vent à leur nation, ainsi qu'à eux-mêmes. sera envain qu'il aura mis dans la bouche son Souverain, & que lui-même il aura articuler des doutes offensans sur la sinité des puissances de la Maison de Bour-, & que par l'étalage de ses préparatifs

ils aura prétendu les empêcher de *continuer* leurs armemens, ou les forcer de s'avilir par une dissimulation que ses motifs rendroient doublement honteuse, puisque la nouvelle n'en est pas plutôt parvenue en France, que le Conseil d'Etat du Roi y a publié la résolution où est Sa Majesté de *CONTINUER encore les dépenses de précaution qu'elle avoit cru devoir ordonner*, & qui sont relatives *aux armemens considérables que d'autres Puissances se voyent obligées de faire*. Je ne puis point vous exprimer, Monsieur, avec quel plaisir j'ai vu ce mot de *continuer* si fierement & si sagement relevé dans l'Arrêt du Conseil du 7 Décembre. Cet acte de fermeté de la part du Ministère François, m'a rempli d'une admiration d'autant plus vive & plus douce, que j'y ai reconnu cette candeur & cette dignité, qui mieux que toutes les protestations, garantissent la sincérité de l'amour de la paix. C'est à présent que les Ministres Anglois, s'ils se connoissent aux vrais caractères de la haute politique, doivent être assûrés que la France & l'Espagne n'ont point le projet de troubler le repos de l'Europe. Ils regretteront, sans doute, d'avoir arraché à la France cette déclaration publique sur des résolutions dont elle s'étoit sûrement plus d'une fois expliquée en particulier, & qui, sans cet éclat, & si leurs ames eûssent été moins agitées par les contrariétés du sort, eûssent dû y porter la plus entiere convic-

on. Il nous fera aiſé de juger ſi ce coup
e lumiere les a réellement frappés, par les
ieſures qu'ils prendront pour l'exécution
u projet d'augmentation annoncée par le
oi. Milord *Sandwich* a dit le 2 Décem-
re, dans la Chambre des Pairs, que le
remier devoir d'un Chef de l'Amirauté
ant d'avoir toujours une flotte ſupérieure
toutes les forces que la France & l'Eſ-
igne pouvoient mettre à la mer, il avoit fait
mer en Angleterre, quand il avoit ſû qu'on
moit en France & en Eſpagne; que les
memens de ces deux Puiſſances ayant été
gmentés, ceux de l'Angleterre l'étoient
reillement; & que ſi ces Puiſſances vou-
ient *continuer* à armer, il *continueroit* auſſi
maniere à garder toujours la ſupériorité
'il croyoit avoir. On lui a démontré que
ur cela il faudroit qu'il eût dès à préſent
90 vaiſſeaux de ligne dont il venoit de
nvenir que l'armement prendroit une an-
e entiere, quoiqu'il prétendît en avoir déja
en état de mettre à la voile. S'il per-
e à laiſſer la Marine Angloiſe au degré
elle eſt aujourd'hui, & qui ſurement ne
leve pas au-deſſus des forces réunies de
Maiſon de Bourbon, ce ſera une preuve
ppante qu'il renonce à ſon projet d'aug-
ntation proportionelle, quoiqu'il ſoit dans
cas de l'effectuer depuis que la France
ublié ſi courageuſement ſa réſolution de
tinuer encore ſes dépenſes de précaution:

il sera visible que le Conseil Britanniqu
se voit forcé de rendre justice aux dis-
positions vraiment pacifiques des deux
Souverains. Voilà quel est le point de vue
Monsieur, sous lequel je voudrois vous faire
envisager les débats parlementaires dont vous
avez pu voir de longues traductions dans
la plupart des papiers publics. Leur longueur
nuit à l'étude qu'il seroit utile d'en faire. Il
doit être plus fructueux de démêler les vraies
intentions des deux partis dans de courts
extraits conçus d'après un objet déterminé,
que de promener des regards incertains sur
le vague des propos hazardés ou bizarres
qui remplissent la plupart de ces discours.
Je vais resserrer dans l'espace de quelques
pages la substance d'un volume de traduc-
tions, que peut-être vous n'auriez ni le tems
ni le courage de lire dans leur étendue. Je
laisserai de côté les objets qui me paroissent
ne tenir nullement au fond des affaires,
tels que la discussion sur l'effectif actuel des
troupes Angloises en Amérique : celle qui
a donné lieu aux plus scandaleux éclats
concernant les ordres émanés du Ministere
Anglois dans cette guerre & dans les précé-
dentes pour se faire une ressource de l'appétit
infernal des Sauvages, & que Milord Chatham,
avec un peu plus de bonne foi, auroit pu
terminer par ce seul mot : » j'ai fait manger
vos ennemis, & vous faites manger vos freres «.
Je ne m'étendrai pas davantage sur la ques-

n de la durée de la ſuſpenſion de l'Acte
Iabeas corpus* relativement à l'Amérique,
ſur les empriſonnemens des Américains.
dernier point, eſt celui de tous qui m'at-
heroit le plus pour rendre hommage aux
timens humains de Milord Shelburne,
à la généroſité avec laquelle lui ſeul a
gné parler pour les Etrangers pris en
nérique, ou en route pour s'y rendre,
qui partagent toutes les horreurs & toute
miſere des cachots où on laiſſe périr les
néricains. Je me permettrois d'obſerver
e l'Angleterre eût infiniment plus gagné
es renvoyer chez eux ſur leur parole,
reconnoiſſans d'un bon procédé, qu'à
r faire ſi cruellement éprouver les bar-
res effets de ſon reſſentiment, eſpece de
rtyre qui fait par-tout des milliers de nou-
ux proſélytes à la cauſe Américaine. Il
de fait que l'Amérique compte plus
Etrangers dans ſes armées aujourd'hui, que
nnée derniere. D'abord, c'étoit l'ennui
in trop long repos, ſeule maladie que
loutent les guerriers; c'étoit le goût do-
nant des armes qui les pouſſoit à cette
olution. Déſormais ils auront une paſſion
ſatisfaire leur vengeance. Celui qui eût
dé au déſir d'aller en Amérique, ſimple-
nt pour faire la guerre, y volera pour
faire aux Anglois. La querelle lui eſt de-
nue perſonnelle: ſon idée s'eſt exaltée:
n feu s'eſt communiqué: c'eſt une croiſade

pour l'honneur des militaires de l'Europ
entiere. Il en partira des essains, & de toute
parts, qui seront plus forts par leurs motif
encore, que par leur nombre. Il en eût ét
tout autrement si on eût vu revenir che
eux les Officiers pris par les Anglois, n
rapportant de leur campagne que le remord
d'avoir pu déplaire à une nation généreuse
& occupés de la crainte qu'on ne s'avisâ
de dire à leurs oreilles : *il a fait là une bell*
équipée. Ce seul mot, une fois lâché, réfroidissoit l'ardeur de tous ceux qui eûssent voulu
s'embarquer dans une pareille entreprise
Elle étoit, de ce moment, décriée comme
téméraire & romanesque; & l'idee n'en
seroit plus venue à personne. C'étoit un
moyen tout à la fois adroit & honnête
d'éteindre dans les principales parties de
l'Europe l'ardeur qui s'y étoit manifestée
pour cette expédition d'outre-mer. Il est
manqué sans retour. par une gaucherie impardonnable, quoique son efficacité fût plus
sure que celle des prétendues lettres que
font circuler certains Ministres ou Ambassadeurs Britanniques, par lesquelles il paroîtroit que le Congrès a mécontenté les Officiers de marque qui sont venus lui offrir
leurs services : artifice grossier, auquel personne ne peut se laisser prendre. En effet, le
Ministere de Londres n'a-t il pas lui-même garanti l'autenticité de la fameuse lettre de Washington du 11 Septembre, où il reconnoit

le Congrès a les plus grandes obliga-
ns, à la valeur & à l'habileté des Offi-
rs étrangers? Je le répete, l'Angleterre
fait plus ſagement en relâchant ſes pri-
niers Italiens, Polonois, François &
res, pour qu'ils pûſſent faire leurs rapports
-mêmes, qu'en leur prêtant une façon de
ſer démentie par le fait même de leur éter-
e & dure détention. Les Anglois voyagent
s tous les pays, & ils ne connoiſſent pas
nœurs de ceux qu'ils fréquentent le plus,
l'arme du ridicule a été de tous les tems
e qui s'eſt fait le plus redouter, comme
e qui porte les coups les plus ſenſibles
'ame : *mens eſt quæ diros ſentia tictus*. La
e captivité où ils retiennent leurs pri-
niers étrangers, occupera un rang diſtin-
ſur la longue liſte des fauſſes démarches
feront reprochées aux Miniſtres Anglois,
ar leſquelles ils ont ſi mal commencé
onduit cette guerre.

*vé des paſſages les plus remarquables des
)ébats Parlementaires, relativement aux in
iétudes de l'Angleterre ſur les armemens de
France & de l'Eſpagne.*

'hambre des Pairs, le 2 Décembre.

e Duc de *Richmond* ouvrit l'avis de
ander au Roi la communication de divers
ers & états des départemens des Miniſ-

tres, pour que la Chambre pût discuter l
2 Février avec une parfaite connoissanc
de cause, la vraie situation de la Nation ;
ce Seigneur ayant mentionné, dans le nom
bre, les états des forces de terre, tant Br
tanniques qu'étrangeres, employées au servi
de sa Majesté dans l'Amérique Septentric
nale avec les pertes qu'elles ont souffert
dans le cours de ce service, sa propositic
fut agréée par la Chambre.

Le Comte de *Chatham* observa qu'on négl
geoit quelques-unes des possessions les plus pr
cieuses de la Couronne de la Grande Breta
gne : qu'il savoit que les importantes garnisor
de Gibraltar & de Minorque étoient très-fo
bles, quoique ces places fûssent de la plus granc
conséquence pour l'Angleterre..... » Nou
n'avons, poursuivoit-il, pour défendre not
propre pays, que vingt vaisseaux de lign
Quelques personnes veulent en compter ving
cinq. Mais est-ce assez pour faire face au
forces navales de toute la Maison de Bourbon
On vous avoit dit que nous avions assez c
vaisseaux pour résister à toute attaque inc
pinée de la part de ces Puissances. Ma
quarante vaisseaux suffisent-ils ? Vous devrie
avoir trente ou trente cinq vaisseaux de lign
dans la Méditerranée, & une flotte form
dable dans les dunes, pour faire face au
Hollandois, s'ils venoient à rompre ave
vous...... Je demande qu'on nous donn

un état des garnifons de Gilbraltar &
Minorque.

JE vous demande, Monfieur, la permif-
de rappeller ici que j'ai porté pareille-
t à trente vaiffeaux la force des efcadres
l'Angleterre, en guerre avec la Maifon
Bourbon, feroit obligée d'entretenir dans
Méditerranée, je me réfere à ma lettre
2 Juin dernier, N°. XXIV).

e Lord *Sandwich*.... » Il y a maintenant
t cinq vaiffeaux de ligne complétement
pés, & déja onze de ce nombre en
; trente-cinq font tous prêts à faire voile,
autres peuvent appareiller en très-
de tems.... Nous n'avons pas befoin
e efcadre dans les dunes, puifque nous
devons rien craindre de la Hollande
eft intéreffée à être l'amie de l'Angleterre
ui ne peut ni ne veut nous nuire. [J'in-
ompérai ici, Mylord Sandwich par une
te obfervation, fur la fécurité qu'il mon-
par rapport aux Hollandois. S'ils font
çonnés d'affifter les Américains dans
rébellion, l'Angleterre a d'autant plus
ujet de fe mettre en garde contre eux,
s font liés envers elle par les traités, à des
gations de diverfes natures qui n'aftrei-
t pas également les autres Puiffances.
te de navigation, les a eu principalement
vue, en interdifant à l'Amérique toute
efpondance avec les Puiffances de l'Eu-

rope. Ils ont ſeuls obtenu, par un trait
le droit de pêcher ſur les côtes d'Angleterr
Les Anglois ont celui de viſiter tous leu
vaiſſeaux dans les Indes Occidentales, ſar
qu'ils puiſſent s'en plaindre. Enfin ils ſor
tenus à fournir des ſecours en troupes & e
vaiſſeaux en Angleterre dans les cas d'inv
ſion & de rébellion. Les ſujets de plainte
que la France & l'Eſpagne ont été injuſte
ment ſoupçonnés d'avoir donnés à l'Angle
terre dans l'affaire préſente, ſont certaine
ment beaucoup moins graves, que de la pa
d'un état qui lui eſt attaché par d'auſ
étroites obligations.] Nous ſerions fort emba
raſſés s'il nous falloit avoir dans la Méditer
ranée vingt-cinq vaiſſeaux; nous n'y e
avons jamais eu autant pendant la dernier
guerre, ni depuis le tems de Mathews &
Leſtock. Une eſcadre auſſi conſidérable étoi
néceſſaire alors à cauſe de la guerre d'Italie
A l'égard de la Maiſon de Bourbon je n
ſache pas qu'elle ait rien entrepris de nou
veau. Si le Lord Chatham croit que l
France ſoit ſur le point de nous déclare
la guerre, je puis le raſſurer en lui annon-
çant que nos forces navales ſont en état d
réſiſter à cette Puiſſance. Mais eſt-il à pro-
pos de jetter la nation dans des dépenſe
extraordinaires pour des appréhenſions chi-
mériques? D'ailleurs il ne faudroit qu'un
année pour augmenter notre marine de

ıuante à quatre-vingt-dix vaiſſeaux de
e. . . . .
.e Lord *Townshend*, pour lever tous les
ıtes ſur l'état de Gibraltar & de Minor-
, rendit compte des grandes augmenta-
ıs qui avoient été faites dans les ouvrages
ces deux fortereſſes. . . . . . .
.e Marquis *de Rockingham* fit à ce ſujet
:e obſervation : » On n'a point répondu
ıme il convenoit aux obſervations du
:d Chatham. Il a prétendu que l'état de
ɔleſſe de Gibraltar provenoit du petit
ıbre de troupes qui le défendoient. On
t contenté de dire que pluſieurs nouveaux
rages avoient été ajoutés aux fortifica-
ıs. Mais cette réponſe, loin de détruire
ɔjection, ne fait que lui prêter une nou-
e force; car plus il y a d'ouvrages dans
place, plus la garniſon en doit être forte.
ır la ſureté de Gibraltar, il faudroit & plus
fortifications & un plus grand nombre
troupes. . . . . . .
.e Duc de *Richmond* ajouta à ſa motion
demande d'un état des troupes, tant
angeres que Britanniques employées dans
garniſons de Gibraltar & de Minorque. . . .
'ai toujours, dit-il, montré beaucoup
npreſſement à accuſer les Miniſtres toutes
fois qu'ils ont paru vouloir refuſer de
ıner à cette Chambre les informations
ɔn leur demandoit; mais aujourd'hui je
r fait mes très-ſinceres remercimens ſur ce

qu'ils ont acquiefcé volontiers à mes pro-
pofitions qui ne tendent qu'à nous fai
obtenir ce que nous defirons tous, la pai
avec l'Amérique.

J'efpere que les papiers qui feront pro-
duits, & que les informations qu'on va pren-
dre fur l'état où fe trouve la nation, ouvr
ront les yeux du miniftere & de tout
royaume, & nous engageront à nous occu
per férieufement du foin de former un
grande alliance avec l'Amérique dont l'af
fiftance & la réunion nous mettront en éta
de braver tous les pactes de l'Europe. C'e
bien à jufte titre qu'on pourra donner
cette alliance le nom de *Pacte de Famille.*

Le Duc de *Bolton* demanda qu'on m
fous les yeux de la Chambre un état de
vaiffeaux en état de préparation pour l
fervice, préfumant que le Lord Sandwic
ne le refuferoit pas.

Le Lord *Sandwich* s'en défendit, attend
qu'il n'étoit pas convenable d'informer le
Etrangers de tous les détails des chantier
Anglois; & il dit qu'il efpéroit que le Du
de Bolton ne perfifteroit pas dans fa de-
mande.

Le Duc de *Bolton* adhéra à cette opinion
» Il fe permit feulement cette obfervation
Le Lord Sandwich nous avoit déclaré que
fi la marine étoit dans un état de foibleff
il ne l'annonceroit pas publiquement. J
crois en conféquence devoir retirer ma

pofition, car je regarde notre marine,
n pas comme formidable, mais comme
s-foible, s'il eft vrai, comme nous venons de
ntendre de la bouche de ce Lord, qu'en
de guerre avec la France, nous ne
urrions équiper une année que quatre-
gt dix vaiffeaux de ligne, tandis qu'il
us en faudroit cent cinquante.

Chambre des Communes, 2 Décembre.

M. *Fox*, après avoir demandé les mêmes
nmunications de papiers & d'états que
Duc de Richmond dans la Chambre des
irs, attaqua ainfi le Lord Germaine : il
a pas une feule promeffe, dit-il, une
le mefure, une feule prédiction ou fpé-
ation dans laquelle ce Miniftre ne fe foit
mpé. Il femble que le fort l'ait ainfi ar-
é. Ce Miniftre n'a répondu à toutes les
aques de fes Antagoniftes que par ces
ts : *il faut tirer du fang : on auroit dû tirer*
s de fang : nous n'avons pas encore affez de
g. Je le compare au Docteur Sangrado
nt les malades mouroient tous les jours
re fes mains pour être trop faignés, &
quel un de fes amis confeilla de ne plus
t faire ufage de la faignée. *Non certes*,
artit Sangrado, *j'ai fait un livre pour*
uver l'efficacité de la faignée dans tous les
; & fi, aujourd'hui, je quittois cette mé-
de, je ferois obligé d'abandonner mon livre.
n, quand toute la Ville devroit périr fous

ma lancette, il faut que je persiste à soutenir les principes que j'ai avancés dans mon ouvrage «.

Le Gouverneur *Pownal* condamna la conduite de l'Amérique, mais il dit que les mesures de coercition étoient impraticables: que tout ce qui restoit à faire aujourd'hui, c'étoit de reconnoître l'indépendance de l'Amérique, & que ce que l'on devoit souhaiter le plus ardemment étoit une union fondée sur des traités, une communication & une réciprocité d'intérêts telle qu'il en existe entre deux Etats Souverains.

Le Lord George *Germaine*, dans sa réponse à M. Fox, convint qu'il y avoit peu de succès, ou plutôt qu'il n'y en avoit point à attendre tant que l'Amérique resteroit unie & qu'elle persisteroit dans sa résistance. D'ailleurs, dit-il, quelque considérables que soient le pouvoir, la force & les ressources de l'Angleterre, elle n'en a pas assez pour rompre les projets de l'Amérique..... Il prétendit qu'on n'avoit échoué ou plutôt qu'on n'avoit manqué de réussir, que parce que le Ministere n'avoit pas été informé comme il convenoit. Il assura que tout ce qu'il avoit avancé en différentes fois, sur les choses de fait comme sur les choses possibles, étoit strictement vrai, relativement aux avis qu'il avoit reçus, & que s'il avoit été mal informé, il n'y avoit point de sa faute...... Le Lord Germaine conclut son discours d'une maniere fort étrange; car

quoiqu'il convînt que la conquête de
mérique fût impossible, il se déclara contre
négociation, & il dit que si l'Amérique
voit être regardée comme toute autre
ose qu'un Etat dépendant, il aimeroit
eux déclarer indépendantes les Colonies,
e de traiter avec elles ou de leur per-
ttre de prescrire des conditions.

Le 3 Décembre.

Le Lord George Germaine....... pria
Chambre de ne point se presser de blâmer
conduite du Général Burgoyne. » Car,
ce Lord, qu'elle qu'ait été l'issue de
e affaire, c'est moi qui en suis seul res-
sable. L'expédition a été sagement con-
ée, & j'ai tout lieu de croire qu'elle a
habilement exécutée....... Je suis prêt
e soumettre à toutes les informations
plaira à la Chambre de prendre sur
conduite...... & je suis bien sûr d'être
état de prouver, à la satisfaction de la
mbre, que relativement aux nouvelles
j'ai reçues ici, l'expédition, dans son
ort avec les autres opérations concertées,
t certainement réussi, si ces nouvelles
nt été conformes au véritable état des
s dans le pays «.

James *Luttrell* parla beaucoup de la
ritique & très-alarmante situation de
leterre, de la perte inévitable de l'A-
ue, & de ce qu'il en regardoit comme

la conféquence, la probabilité d'une ruptur immédiate avec les forces unies de toute les branches de la Maifon de Bourbon.

M. *Burke*...... » Que répond à tou cela le Lord Germaine? *Le Général*, dit-il *a fait fon devoir. Il s'eft trouvé dans une po fition où toute réfiftance devenoit inutile. Ma il ne mérite aucun reproche. Toute la faute do retomber fur moi.* Certainement le Lord Ger maine, lorfqu'il s'eft ainfi aventuré, auro dû aller auffi un peu plus loin, & nous com muniquer les inftructions en vertu defquelle le Général a agi. ..... Si, comme Re préfentans du Peuple, il eft de notre devo de prendre des informations fur la conduit de nos Officiers & Commandans de ter & de mer; s'il eft vrai qu'ils aient été bat tus, & fi les Miniftres prennent tout l blâme fur eux & paroiffent répondre de tou pourquoi ne nous fournit-on pas les moyen qui peuvent nous mettre en état de juger

Le Lord *North*...... » Comme M. Fo a dit que j'étois le *partner* des torts du Lor Germaine, s'il y en a eu à donner de pareill inftructions, je fuis prêt à être auffi le *partn* des conféquences qui en réfulteroient....

M. Fox demanda les inftructions donnée par le Secrétaire d'Etat pour les Coloni au Général Burgoyne. Cette propofitio fit naître un nouveau débat, qui dura ju qu'à minuit & un quart, & elle fut rejetté fans aller aux voix.

Le discours du Lord Germaine avoit frappé
Chambre d'étonnement, & à l'air stupé-
it de chacun des Membres, on eût cru
oir la contenance des Sénateurs Romains
rsqu'on vint annoncer au Sénat la défaite
e Cannes.

Après quelques instans de silence, le Co-
nel Barré prononça un discours plein d'in-
gnation & de mépris contre le Secrétaire-
Etat.

M. Burke remercia les Membres, qui
voient parlé avant lui, de lui avoir donné
tems de se remettre du trouble où l'avoit
tté la nouvelle donnée à la Chambre par
Lord Germaine. Puis il continua ainsi:
toute une armée forcée de mettre bas les
mes & de recevoir la loi de ses ennemis!
'est un événement si nouveau, que je doute
'on en trouve un second exemple dans les
nnales de tous les tems. L'effronterie avec la-
elle cette nouvelle a été annoncée, n'ex-
te pas moins de surprise que d'indigna-
on. L'ignorance a conduit toutes les opé-
tions qui ont été faites pendant le cours
cette expédition; mais cette ignorance
partient au Ministre du département d'A-
érique, & ne doit point être imputée au
énéral Burgoyne, dont la bonne conduite
bravoure & l'habileté, ne peuvent pas
ême être révoquées en doute. Le Lord Ger-
aine dira peut-être pour se justifier qu'il
a pas été informé comme il convenoit,

& que les nouvelles qu'il a reçues l'ont jetté dans l'erreur ; mais la Chambre croira-t-elle qu'une pareille excuſe puiſſe diminuer ſa faute ? Une faute qui entraîne après elle les ſuites les plus funeſtes pour l'honneur & les intérêts de la Nation ! Le Lord Germaine dit : *ſi quelqu'un a tort.* Comment ? ſi quelqu'un a tort ? Quoi ! lorſqu'une armée entiere eſt réduite à la néceſſité de mettre bas les armes & de ſe rendre priſonniere de guerre, on pourroit douter ſi quelqu'un a tort ? Quant au Général & à ſes troupes, je ſuis perſuadé qu'on ne peut rien leur reprocher, & que tout le blâme doit retomber ſur le Miniſtre, dont l'ignorance ſert plutôt à prouver ſon crime qu'à le diminuer. Les Américains ont toujours été repréſentés comme des poltrons ; mais rien n'eſt plus faux : j'en appelle à la conduite de Gates à l'égard du Général Burgoyne, & je la regarde comme une preuve authentique de la bravoure Américaine. Notre armée étoit entierement à la diſpoſition des Américains ; nous avions excité les Sauvages à les maſſacrer, eux, leurs femmes & leurs enfans, & cependant ces mêmes Américains ont pouſſé la généroſité juſqu'à donner à nos troupes la liberté de ſe retirer, à condition qu'ils ne porteroient jamais les armes contre l'Amérique Septentrionale.

M. le Solliciteur général a répliqué ainſi

M. Burke : « On ne peut difconvenir que a reddition de notre armée ne foit un grand nalheur ; mais il ne faut pas en conclure que ios affaires foient défefpérées. Nous avons eçu des échecs, cependant le courage naional nous a toujours rendus fupérieurs à ios difgraces. Un nouvel effort nous tirera nfailliblement du danger où nous nous rouvons aujourd'hui. Les Anglois ont toupurs montré de l'héroïfme dans l'adverfité, ; un triomphe affuré doit être la fuite & le rix de cette fermeté. Je defire donc qu'on e perde point courage. Plus d'une fois nous vons éprouvé de grandes difgraces dont ious avons tiré des avantages confidérables. \ Brihuega, le Général Stanhope fut conraint de mettre bas les armes & de fe renre prifonnier de guerre avec fon armée, ; cependant ce revers ne fervit qu'à donner lus d'ardeur à la nation qui bientôt fut éparé fa honte ».

M. Fox parla enfuite pour juftifier M. Burke au fujet de quelques expreffions qui ivoient échappé à M. le Solliciteur général, ; pour menacer le Lord George Germaine le faire *informer* contre lui.

Chambre des Pairs. 5 Décembre.

Le Duc de *Richmond* demanda qu'il fût préfenté une adreffe au Roi, pour le fupplier le faire mettre fous les yeux de la Chambre une copie des réfolutions des divers Confeils

de guerre aſſemblés pour les Officiers ſerva
en Amérique, depuis le premier Avril 177
juſqu'à la date des dernieres dépêches reçu
au Bureau de la Guerre. . . . . .

Le Lord *Chatham* appuyant cette motion
obſerva que comme l'accident de Burgoy
devoit être imputé à ceux qui avoient donn
le plan de l'expédition ; il étoit du devo
des Miniſtres ; non-ſeulement de ne poi
mal recevoir l'Officier priſonnier lors de ſo
retour en Angleterre, mais encore de
traiter d'une maniere encourageante. Da
le cours de mon Miniſtere, ajouta-t-il, j'ai v
de ſemblables déſaſtres ; & après m'être co
vaincu qu'il n'y avoit point de la faute d
Officiers, j'ai toujours été le premier à le
donner appui & protection. . . . Il conclu
à ce qu'il fût paſſé un Bill pour rappelle
de l'Amérique juſqu'au dernier Soldat ». . .

Le Lord *Littleton* combattit vivement le
propoſitions du Lord Chatham. Il fit voi
combien étoit abſurde celle de retirer le
troupes Britanniques des Colonies Rébelles
comme un préliminaire à la négociation &
à la paix. » Bien loin, dit-il », qu'il produiſî
l'effet qu'on s'en promet, je ſuis perſuad
que les Américains ſe moqueroient de nous
comment eſpéreroit-on qu'ils ſe ſoumiſſen
à notre acte de navigation après que nou
leur aurons appris nous mêmes que nou
n'avons pas la force de les contraindre ? —
J'ai entendu le Lord Chatham dire, que ſ

s Américains perſiſtoient dans leur projet
indépendance, après le rappel » de nos
oupes, il ſeroit le premier à ſe déclarer con-
'eux ». Que peut ſignifier un tel diſcours,
ion un aveu de l'impoſſibilité de les ſou-
ettre en évacuant les poſtes dont nous
ous ſommes emparés & qu'il ſeroit peut-être
npoſſible de jamais reprendre ? — Si on les
iſſoit ainſi les maîtres de ſuivre leur plan,
on-ſeulement ils ſeroient indépendans de
Métropole, mais dans vingt ans d'ici, &
rſqu'ils auroient monté leur marine, l'Em-
re de l'Amérique deviendroit une Puiſſance
ı premier ordre.....

» Vouloir abandonner le projet de ſoumet-
e l'Amérique, parce que nous avons reçu
ı échec ; c'eſt une idée qui ne peut man-
ıer de déplaire infiniment à la nation An-
loiſe? Que penſera la Maiſon de Bourbon
'une pareille puſillanimité ? N'en conclura-t-
lle pas que nous ſommes une nation énervée,
: que c'eſt pour elle le moment favorable
e nous faire éprouver les effets de ſa ven-
eance ?

Le Lord *Suffolk* obſerva qu'il falloit atten-
re la *confirmation* de l'événement du Géné-
al Burgoyne, avant de procéder à l'enquête
emandée, & que d'ailleurs il y avoit un
grand nombre de lettres & de papiers à
xaminer, qu'il ſeroit impoſſible de faire
ctuellement cette enquête, quand bien même
on ſeroit convaincu de ſa néceſſité.

Le Lord *Shelburne* apprit à la Chambre que
bruit courroit que l'Amérique avoit réſc
de ſe mettre ſous la protection de la Fran
& de l'Eſpagne. » J'eſpere cependant, a-t
ajouté, que cette nouvelle eſt fauſſe; mais
toute maniere l'Amérique eſt irrévocableme
perdue pour nous. La Maiſon de Bourb
n'a plus à préſent autre choſe à faire qu
mettre en mer ſes eſcadres pour prend
poſſeſſion de tous nos territoires dans l'Am
rique & dans ſes Iſles. Les Grandes-Ind
auront bientôt le même ſort. Je ne dou
point que nous ne puiſſions défendre les deu
petites Iſles de la Grande-Bretagne & d
l'Irlande, d'une maniere qui étonnera tout
l'Europe; mais quel en ſera le fruit? Nou
n'en ſerons pas moins un peuple mort &
rayé du nombre des Puiſſances de la terre
Quant aux relations de la Gazette de la Cour
j'y crois moins que jamais, depuis que je vois
par des rapports inconteſtables, qu'un batail
lon de Grenadiers Heſſois, l'élite des troupe
Allemandes, avec vingt-deux Officiers, a
été taillé en pieces devant un fort défendu
par 600 Américains, ſans que la Gazette
en queſtion ait dit un mot de cette nouvelle
Mylord Shelburne ajouta qu'il avoit lieu de
croire que la France ſavoit depuis long-tems
le déſaſtre du Général Burgoygne.

[Il ne ſera pas difficile de perſuader à
ce Lord & à ſon parti, que le Drame Burleſ-
que de Matroco, joué à Fontainebleau le

Novembre, étoit une repréſentation
lée de cet étrange & burleſque événe-
nt.

Le Lord *Cardiff* (fils du Comte de Bute)
convenu que les Américains n'avoient
oin que d'Officiers pour devenir des enne-
formidables. La France, a-t-il dit, leur
a fourni, & Dieu ſeul ſait ce qu'il en
ıltera.]

La France s'eſt conduite de la maniere
plus perfide en donnant du ſecours à
mérique. Si les Ports de ce Royaume
voient point été ouverts aux Corſaires
éricains, l'Amérique n'auroit pas été
état de pourſuivre avec tant de vigueur
hoſtilités contre nous. Le tems approche
il ſera néceſſaire de nous venger de ces
ltes.... Il finit par dire qu'il ne ſeroit
à propos dans le moment actuel, de mettre
inſtructions ſous les yeux de la Chambre.

Chambre des Communes, le 10 Décembre.

I. *Wilkes* propoſa la révocation de tous
actes paſſés relativement à l'Amérique
uis l'année 1763. Il s'étendit ſur le Bill
laratoire, & il fit voir que ce Bill étoit
rincipe des actes coercitifs qui l'avoient
i. Que rien n'étoit plus abſurde & plus
nſéquent que de chercher à ſe réconcilier
les Américains ſans faire connoître au-
ıvant qu'on étoit porté à ſacrifier tout
ui pouvoit s'oppoſer au rétabliſſement

de la paix, puisque les Colonies avo
déclaré que cet acte étoit la définition la
précise & la plus complette de la servit
Il finit par demander la révocation de to
les autres loix comme provenant du m
esprit & du même principe de tyrannie.

Le Lord *Beauchamp* prit la défense
ces actes parlementaires, en observant
la Grande-Bretagne avoit été obligée
donner une assertion déclaratoire de
anciens droits consistans dans la suprém
de la législation, & la dépendance & la su
dination civiles de ses Colonies. Ce L
ajouta que si quelque proposition de la na
de celle de M. Wilkes pouvoit devenir n
saire, ce n'étoit point là le moment
traiter cette question: que par conséquen
demandoit qu'il fût préalablement décid
dans le moment actuel il convenoit de
bérer sur la motion de M. Wilkes.

Le Lord *North* déclara qu'il étoit de l'
du Lord Beauchamp.... » S'il faut en cr
les Américains, dit-il, l'acte de navigatio
tous les autres actes, portant restricti
doivent disparoître devant leurs extrava
tes prétentions ».... Je ne désespere
encore de gagner l'Amérique : je me f
que j'aurai assez de forces dans le cour
la campagne prochaine pour pouvoir o
des conditions qui ne nous feront point d
ger à notre dignité, & que l'Amérique
contrainte d'accepter. Il ne convient d

de s'occuper dans ce moment-ci de la
ion de M. Wilkes; & je prie la Chambre
ſuſpendre ſon jugement juſqu'à ce que
ampagne ſoit finie, ou juſqu'à ce que
s ayons eu des nouvelles & des avis au-
ntiques d'après leſquels nous puiſſions
er nos délibérations.
I. *Fox*.... » Nous avons été malheureux
qu'en tout ; mais à entendre Mylord
th, il paroît que nous n'avons pas encore
ouvé aſſez de diſgraces ».....
ſept heures, la propoſition préalable
Lord Beauchamp paſſa à la pluralité de
-ſeize voix contre dix.
e Lord *Beauchamp* propoſa auſſi-tôt
ourner la Chambre au 20 Janvier pro-
n.
I. T. *Townshend* s'y oppoſa fortement,
outint que, dans les circonſtances ac-
les les ajournemens devoient être extrê-
nent courts, &, s'il étoit poſſible, d'un
à l'autre.
e Lord *Beauchamp* répondit que juſqu'au
Janvier il ne pouvoit rien arriver d'une
ure aſſez extraordinaire ou aſſez preſſée
r qu'on fût obligé de recourir ſur le
np à l'avis du Parlement.
I. *Coventry* parla vivement contre la
poſition. » Il eſt bien ſingulier, dit-il,
dans un tems de guerre civile, qui eſt
toutes les guerres la plus déplorable,
u'à la veille d'une rupture avec toutes

les branches de la Maiſon de Bourbon,
ennemie invétérée, on n'ait pas tenu le
lement aſſemblé plus de vingt jours a
de l'ajourner pour ſix ſemaines ».

M. *Burke* propoſa de modifier la mo
en ſupprimant le 20 Janvier, & en y
tituant à huitaine. Puis il ajouta : » je m
perçois que le Lord North veut abſolu
garder ſa place, quelque choſe qu'il arr
& que ſes batteries ſont toutes dreſſées,
que la Chambre ſe détermine à continue
guerre, ſoit qu'elle veuille entrer en n
ciation. Mais malgré toute ſa ſoupleſſe, c
ment peut il ſe flatter que l'Amérique ve
jamais traiter avec lui ou avec quelqu'u
ſes Collegues ? Quand même l'Amér
feroit diſpoſée à négocier, quand mêm
Lord North & ſes amis feroient tout p
à ſacrifier & à céder ce qu'on appelle le d
& la ſuprême autorité de l'Angleterre
doute fort que la négociation pût avoir au
ſuccès entre leurs mains.

Pluſieurs autres Membres du parti de l
poſition alléguerent qu'entre le 20 Jan
& le 2 Février il y auroit trop peu de t
pour examiner les papiers qui devoient
remis au Parlement : qu'il eût autant
ne les pas demander ; que d'ailleurs il y a
d'autres papiers encore que la Chambre
ſireroit de voir ; & qu'elle avoit d'autres p
poſitions importantes à faire, ce qui ne p
voit pas s'effectuer ſi l'ajournement avoit l

bſerverent auſſi que dans le cas de quel-
nouvelle fâcheuſe de l'Amérique ou
e rupture imprévue avec la France, le
pouvoit avoir beſoin de l'avis de ſon
ement, dont les Membres ſeroient pour
diſperſés, & la plupart à la campagne
y paſſer les fêtes.

e Lord *North* répondit, que toutes les
res ordinaires étoient plus avancées que
née derniere à pareil tems, & qu'à moins
uelqu'événement inopiné, elles ſeroient
s beaucoup plutôt. Il ajouta relativement
Amérique, » je ne crains point qu'il ſur-
ne quelque événement qui exige l'aſſiſ-
e du Parlement dans le cours du peu
emaines que nous ſerons ſéparés. Je ne
s pas non plus que la France ou l'Eſ-
ne aient la moindre intention de nous
eſter ; au ſurplus je me tiens ſur mes
es & je ſerai préparé à tout, pendant la
nce du Parlement, comme s'il étoit
tivement aſſemblé. Quant aux papiers
faut examiner, je ſuis bien ſûr que cette
ration n'exige pas autant de tems que
ques perſonnes ſe l'imaginent «.

I. *Fox* inſiſta ſur les intentions peu paci-
es de la Maiſon de Bourbon : il prétendit
lle n'attendoit qu'une occaſion favora-
pour ſe déclarer, & qu'elle ne manque-
pas de l'avoir dans les premieres nou-
es fâcheuſes qui arriveroient d'Amérique.

I. *Luttrell* opina qu'il falloit bien avoir

le tems de se livrer aux plaisirs domestiq
de la saison, & manger à loisir les pâtés
le *Pudding* de Noël, & que cette considé
tion l'emportoit sur toute autre dans l'ajo
nement du Parlement.

Le Lord *North* répondit qu'il n'avoit
un appétit épicurien à contenter; que l'é
de la nation demandoit la plus sérieuse co
sidération; & qu'il lui faudroit beaucoup
tems pour préparer les papiers. Il contin
en ces termes : » si d'après des informatio
bien sûres je vois que la nation ne soit point
état de faire face aux dépenses nécessaires po
la continuation de la guerre, je ne fe
point difficulté de faire aux Provinciaux qu
ques propositions de paix, sauf toujours
dignité de la nation, pourvu que la Chamb
m'autorise à cette démarche, & que p
conséquent je ne puisse point en être ren
responsable.

A dix heures la question pour l'ajourn
ment fut mise aux voix, & elle passa p
une majorité de 87 voix. Il y en eut 1
pour, & 68 contre.

En conséquence la Chambre fut ajourn
au 20 Janvier 1778.

Chambre des Pairs, le 11 *Décembre.*

Il fut fait une motion d'ajournement ju
qu'au Mardi 20 Janvier, qui fut combatt
par le Lord Abingdon. Ce Lord ajouta q
l'on avoit réglé les objets politiques, ma

e puiſque la Chambre avoit donné ſes
ns aux affaires, il falloit auſſi qu'elle s'oc-
pât des devoirs de l'humanité. On y a
nqué pourſuivi t-il ſur pluſieurs points à
gard des priſonniers Américains. Il en eſt
entre autres qui porte le caractere de la
s horrible cruauté. Un préjugé religieux
nne aux Américains une averſion invinci-
e pour la pratique de l'inoculation. Cepen-
nt on n'a pas héſité de mettre cinq pri-
nniers Américains dans la chambre même
une perſonne avoit été inoculée. C'eſt
procédé affreux & révoltant........
finit par demander qu'il fût préſenté une
reſſe au Roi pour le prier de faire mettre
us les yeux de la Chambre des copies
toutes les inſtructions données aux diffé-
ns Geoliers, relativement à la détention
s priſonniers Américains ; & auſſi des états
nombre de ceux qui ſont actuellement
priſon & de ceux qui y ſont morts.

La motion d'ajournement ayant été retirée,
lle du Lord Abingdon a paſſé d'une voix
anime.

La motion pour l'ajournement fut alors
nouvellée & combattue par le Lord Cha-
am, qui déſaprouva hautement que l'on pen-
à ſe ſéparer dans des circonſtances auſſi
itiques. Il s'éleva avec beaucoup de
aleur contre l'inſouciance des Miniſtres,
lativement à l'état de la Métropole entié-
ment dépourvue de défenſeurs. » Comme

l'Amérique, dit-il, a épuisé l'Angleterre
ses troupes réglées, il est nécessaire de
remplacer par la Milice. La guerre d'Am
rique exigera de nouveaux renforts d'homm
qu'il nous sera impossible de lever dans
trois royaumes. Delà les bruits qui se so
répandus que nous nous adresserions pour c
objet, à des Puissances Etrangeres. M
quelles sont celles qui nous fourniront d
troupes? Quelques personnes ont parlé
Dannemarck & de je ne sais quels autr
pays (c'est ainsi que ce Lord osa désign
le vaste & puissant Empire de Russie). C
pendant il faudra envoyer en Amérique d
renforts considérables. L'Angleterre est dé
tellement épuisée qu'elle manque absolume
de troupes réglées.

Quant à sa Marine, dans quel état es
elle? Malgré toutes les vanteries du premi
Lord de l'Amirauté, sommes nous seulemen
les maîtres dans la Manche? La chose e
au moins problématique. Le Bureau de l'Ami
rauté prétend que nous avons 35 vaisseaux d
ligne en état de faire le service intérieu
En admettant la vérité de cette assertion
qu'est-ce que cela en comparaison de ce qu
nous devrions avoir? Le nombre de no
Matelots n'est il pas infiniment au-dessous d
celui que nous avons employés autrefois. I
y en avoit 80000 au service actuel sous l
regne d'Elizabeth.

Le Duc de *Manchester* s'éleva aussi contre
la

proposition d'ajournement. » Quant au
oyen de veiller à la défense de la Métro-
le, il observa qu'on devoit faire peu de
nd sur la Milice. » Les Officiers qui com-
ndent ce corps, ajouta-t-il, ne sont plus
imés du même esprit qui les distinguoit
trefois. Mais la Milice a été négligée par
dministration, & voilà pourquoi ce corps
légénéré ».

» Où chercherons-nous des troupes pour
ursuivre la guerre d'Amérique ? L'Alle-
gne n'est plus disposée à en fournir. La
ssie est actuellement engagée dans une
erre avec la Porte, ou va l'être incessam-
nt. Cette Puissance, pendant la derniere
erre, a reconnu qu'elle n'avoit pas trop
toutes ses forces pour soutenir avec dignité
éputation de ses armes contre l'Empire
toman. Il seroit donc ridicule d'attendre
secours de la Russie.

Le Lord *Suffolk* appuya la motion d'ajour-
nent. » Je ne suis pas surpris, dit-il, que
Lord Chatham insiste sur la continuation
séances de cette Chambre, puisque c'est le
l endroit où il puisse se faire entendre. . . .
bon sens du public a engagé la nation à
tenir la guerre. Quant aux renforts, quoi-
il soit très-vrai que l'on nous a suscité
obstacles, relativement à ceux que nous
ns pu attendre d'Allemagne, ces obsta-
s peuvent encore se lever. D'ailleurs la
étropole même n'est point dépourvue de

troupes. Depuis deux jours le Gouverneme
a reçu les (*a*) offres les plus satisfaisan
relativement à des troupes nationales. Com
l'objet de la guerre est le maintien de la
prême autorité des droits fondamentaux
la Métropole, elle sera toujours souten
par la nation. Toutes les fois qu'il se p
sentera une occasion convenable de faire
paix, on doit s'attendre à voir le Gouv
nement offrir des conditions raisonnabl
Mais ce n'est point actuellement. Il faut q
la guerre soit poursuivie d'une maniere
faire sentir à l'Amérique son infériori
Lorsqu'elle en sera convaincue & qu'e
aura été réduite à un état plus humbl
c'est alors qu'il sera tems de regler des co
ditions compatibles avec la dignité de
Métropole.

Le Duc de *Richmond* combattit la m
tion....... » On a besoin, dit-il, d'
renfort de raison & de lumieres, & si que
que Ministre, dans cette Chambre, c
désigner aucun Lord *dont Sa Majesté n'écoute*
point les avis, ce Ministre, en tenant un
langage, se rend *coupable de la plus insolen*
présomption....... Il fut de l'avis du D
de Manchester, relativement au peu de s
cours que l'on doit attendre de la milice
» pour ce qui est, poursuivit-il, des offr

(*a*) La Ville de Manchester a offert de lever
ses dépens un corps de mille Volontaires Anglois,

e le Lord Suffolk fait ſonner ſi haut, ce
ſt qu'un roſeau fragile jetté à des mal-
ureux qui ſe noyent. Je ſuis perſuadé que
appui manquera au moment même où
en aura le plus grand beſoin. A quoi ſe
t montées les Compagnies franches levées
1745 par les Seigneurs? A dix bataillons
lement, d'environ ſept mille hommes. Ils
ent levés lorſque l'enthouſiaſme général
peuples étoit à ſon plus haut point.
elle différence de cette circonſtance à
at actuel des choſes?...... Notre armée
.mérique, qui étoit l'année derniere de
quante-cinq mille hommes, a été réduite
ingt cinq mille. Voilà un événement ré-
ment déſaſtreux : un malheur qui ne ſera
aré par aucune de ces *offres brillantes* qui
été faites ou que l'on pourra faire au
uvernement.....
l ne s'agit point de ſavoir ce que nous
drions faire, mais ce que nous pouvons
e. Sommes-nous en état de conquérir l'A-
ique? Non aſſurément. Nous y avons
oué de la maniere la plus pitoyable.
toit avant que nous éprouvaſſions de ſi
nds revers, que l'on pouvoit parler de
nent favorable pour offrir des condi-
s d'accommodement. Nous avons autre-
reclamé la ſuprématie ſur l'Ecoſſe, par
droit de conquête auſſi raiſonnable que
i en vertu duquel nous formons les
nes prétentions ſur l'Amérique. Cepen-

dant nos droits ont été mis de côté & l'*uni*
s'est faite. Si nous voulons traiter avec l'
mérique, il faut de même que nous renc
çions à toutes prétentions de suprémat
Il faut que nous abandonnions tout ce q
la tête exaltée de nos Dom Quichotte appe
les droits fondamentaux de la Metropole. L'i
dépendance des Colonies est la base sur
quelle nous devons traiter avec elles.
plus grand avantage qu'on puisse se p
mettre est une alliance ou un Pacte-d'uni
qui assure le bonheur des deux Pays....

Le Lord Shelburne s'opposa à l'ajourn
ment. La réduction de l'armée de Burgoy
& le déshonneur des armes Britanniq
qui en a été la suite, sont, dit-il, des fa
contre lesquels échoueront tous les sophism
de nos Ministres...... Cette catastrophe
été certifiée par quelques personnes dig
de foi, qui ont fait la traversée sur le *W*
wick. On a reçu une lettre du Géné
Fraser, qui contient cette phrase : *je ne*
point sur un lit de roses, cependant ce n
pas mon état particulier qui m'inquiette. Qu
ques uns des meilleurs Officiers avoient pré
ce qui est arrivé au Général Burgoyne,
ils lui avoient fait leurs remontrances; m
il a continué d'aller en avant sans auc
egard pour leurs avis, & il s'est perdu

Comment expliquer cette opiniâtreté
poursuivre une opération aussi extravagant
Par cette raison seule : les ordres envoyé

. Burgoyne étoient poſitifs. Il devoit avan-
r à quelque prix que ce fût. Les ordres
Général Howe & ceux de M. Clinton,
étoient pas poſitifs, mais ſubordonnés à
irs lumieres. Les conſéquences ont été
les qu'on devoit s'y attendre. Les inſtruc-
ons du Général Howe ne lui indiquant
int poſitivement de ſeconder le Général
rgoyne; il eſt allé à Philadelphie. M.
inton a envoyé à ſon ſecours 2,000
mmes, qui ſont arrivés après que l'armée
t mis bas les armes. Le Général Howe,
puis ſon arrivée à Philadelphie, a fait
mander à M. Clinton un renfort de 4,000
mmes. Il n'eſt pas vraiſemblable que M.
inton ſe ſoit dégarni d'un corps auſſi
nſidérable. S'il ne l'a point fait, quel
it être le ſort du Général Howe? Si au-
ntraire Clinton a envoyé le renfort, que
viendra-t-il lui même? Le Général Vau-
an a entrepris une expédition où il eſt
s-probable qu'il aura le même ſort que
Burgoyne. Mais quand il lui arriveroit
e, on ne doit pas le plaindre. L'homme qui
u la barbarie de réduire en cendres la Ville
Kingſton d'Eſopus, parce que, ſelon lui,
toit un repaire de *lâches coquins*, doit être
ni de ſes brigandages par la verge de la
ice.....
» Il eſt évident que l'ignorance des Mi-
tres a cauſé le malheur de M. Burgoyne.
eſt ſur celui qui a donné les ordres que

doit retomber le blâme : il doit être compta
de sa conduite. C'est lui qui doit payer
faute de sa tête s'il est trouvé coupab
& il ne doit avoir sa grace que sous la c
dition expresse *de découvrir toutes les pers*
nes qui l'ont appuyé de leur crédit pour le fa
entrer au service de son Souverain. «.

» Quant à l'état des garnisons en Am
rique, le Général Carleton n'a que tr
régimens à Quebec. Les dernieres nouvel
de Ticondérago ne parloient que des ma
dies cruelles qui regnoient parmi les troupe

» Comment les affaires ont-elles été co
duites ? La moindre harmonie a-t-elle règ
parmi les Officiers ? Au contraire, M. Cl
ton s'est montré jaloux du Général Burgoy
Le Général Howe n'a jamais eu de confian
dans M. Clinton, & M. Clinton a marq
la plus profonde indifférence pour tous c
Messieurs. Xénophon attribue le succès
sa fameuse retraite des *dix mille*, à la bon
harmonie qui regnoit dans l'armée, & a
égards que tous les Officiers & les Solda
avoient les uns pour les autres. Cet exemp
est exactement l'opposé de ce qui est arr
vé en Amérique «.

Quant aux termes de conciliation po
négocier la paix avec les Colonies, il n
doit point être question de la reconnoissanc
de l'indépendance, comme de tout préam
bule de reglement, que le corps des cond
tions n'ait été arrêté..... Le malheur d'u

faite peut produire un *bien* pour nous. Si
Amérique n'eût point eu ces brillans succès,
e se seroit jettée dans les bras de la France.
le auroit mieux aimé devenir une des
ssessions de nos ennemis, que de se sou-
ettre à notre tyrannie.......

La motion, pour l'ajournement, a passé
la pluralité de 47 voix contre 17.

Le précis que vous venez de lire, Mon-
ur, des débats des deux Chambres, dans
s séances qui ont précédé l'ajournement,
dique assez les objets des délibérations se-
ettes du Cabinet, pendant les vacations ac-
elles. Il est vraisemblable qu'elles ne sont
s fort tranquilles : le renversement total d'un
stême politique, entraîne nécessairement de
olens orages. De l'opinion dont le Conseil
itannique étoit parti d'abord, que trois
égimens de vieilles troupes pouvoient suffire
our réduire l'Amérique, on ne passe pas aisé-
ent à l'humiliant aveu qui vient d'être arra-
ié à Milord Germaine, que l'entreprise est
npraticable, même pour une armée de soi-
nte mille hommes. L'espoir annoncé si fière-
ent par le Lord North, de voir l'Amérique
ses pieds, ne s'est point changé, sans un fu-
eux effort de la nature, en une disposition à
ire des ouvertures d'accommodement, com-
e celle où se montre actuellement ce Lord,
us la seule condition de sa sûreté personnelle.

Permettez-moi, en paſſant, l'application d'
vers d'Ovide :

Pœnitet injuſti num denique Phinea belli.

Mais Phinée n'ouvre ſon ame au repenti
qu'après qu'une multitude des ſiens a éprou
la redoutable vengeance de Perſée ; non ſa
que le fils des Dieux leur eût crié, *auxiliun
quoniam cogitis ipſi. . . . . ab hoſte petam.*
pourrois tirer grand parti de cette alluſio
dont la juſteſſe en tous points vous paroîtro
frappante ; mais ma digreſſion eſt déja tro
longue. Peut-être aurai-je occaſion d'y rev
nir, pour vous peindre, ſous des couleurs pl
vives, le juſte & fier dédain avec lequel ſero
reçues les propoſitions de l'Angleterre, &
métamorphoſe du nouveau Phinée, lorſq
pétrifié à ſon tour, il n'exiſtera plus que comm
un exemple qui doit prouver à jamais, que le
intérêts de la ſouveraineté ſeroient mieux en
tendus, ſi les droits de l'humanité étoient plu
reſpectés.

Repréſentez-vous le trouble qui doit regne
dans le Conſeil, par l'oppoſition qui a éclat
entre la conduite de ſes Membres dans le
deux Chambres. Les communications de pa
piers, accordée avec aſſez de facilité pa
ceux de la Chambre des Pairs, ont été vive
ment conteſtées & refuſées par Milord North
dans celle des Communes. Voilà une diverſit
d'opinions tout-à-fait contraire à l'unité du
ſiſtême, & d'où il doit réſulter qu'il ne peu

roir aucune efficacité dans ſon exécution.
ıs jugez bien que le parti de la *minorité*
ra le plus grand avantage de cette diviſion,
ue les Miniſtres, s'ils gardent leurs places,
ont de rudes aſſauts à ſoutenir pendant le
e de la ſeſſion. On a déja dreſſé des bat-
es pour les attaquer, ſur le rappel du Gé-
l Carleton, motivé principalement par
némoire qu'il avoit envoyé pour démon-
l'impoſſibilité d'exécuter le projet qui a
oué entre les mains de ſon rival, & ſur la
e blanche dont le Chevalier Howe a fait
ſage ſi fatal au ſuccès des inſtructions limi-
de M. Burgoyne. Le 20 Janvier, mais
out le 2 Février, doivent être attendus de
les politiques, avec la plus grande impa-
ce.
uoiqu'il ne ſoit point arrivé de nouvelles
is celles de la tentative manquée le 22
bre, ſur le Fort de *Red-bank*, & qui a
é aux Heſſois 600 hommes & 22 Offi-
, il a percé quelques détails que la gazette
Cour avoit pareillement ſupprimés, ſur
oſition du Chevalier Howe dans Phila-
nie. Ce général a fait éclaircir (c'eſt-à-dire
ſter) tous les environs de la ville, à plu-
s milles à la ronde; & ſes ſoldats travail-
t à une vaſte enceinte qui les fatiguoit
ſivement. L'étendue des lignes ſera, dit-
conſidérable; & on craint qu'il n'ait pas
mbre d'hommes ſuffiſant pour garder dans
er un auſſi grand nombre d'ouvrages. On
te que ſon armée ne pouvoit plus guères

être que de neuf mille hommes, le 23 C
bre. Sur les ſeize mille avec leſquels il eſt
tant qu'il étoit parti de l'Iſle Staten, o
sûr qu'il en a perdu mille dans la navigat
qui a été des plus laborieuſes. Dans les div
affaires qu'il a eues, aux approches de P
delphie, juſqu'au 26 Septembre, les ca
les plus modérés, portent ſa perte à trois n
hommes : elle n'a pas été moindre dar
journée du 4 Octobre; & l'affaire de
bank le 22, lui en a couté mille de plus.
forces, en vieilles troupes, ne pouvoient
plus être, à cette date, que de huit à
mille hommes. L'eſcadre aux ordres de
frere, s'eſt-elle aſſez approchée de lui,
qu'il ait pû en tirer des corps de matelots
les faire ſervir ſur terre? c'eſt ce que l'o
ſait point encore. Mais il y a apparence
ne comptoit pas recevoir promptemen
ſecours, puiſqu'il a demandé à M. Clinto
renfort de quatre mille hommes, qu'il
avoir été difficile à celui-ci de lui envo
Quant au reſte des troupes angloiſes dans
mérique entiere, il s'en faut que le nombr
ſoit formidable. Il ne doit pas y avoir plu
trois mille Anglois ou Allemands dans le
nada, dont on prétend que les milices
très-favorablement diſpoſées pour les A
ricains. C'eſt ce qui fait craindre ici que q
que Partiſan de la Nouvelle-Angleterre
tente la même entrepriſe qu'Arnold
l'année 1775, & avec un ſuccès plus aſſu
vû l'expérience acquiſe par tous les bra

pagnons qui l'ont ſuivi dans cette haſar-
e expédition. Il ne peut pas y avoir plus
;,000 hommes à Rhode-Iſland, ſous les
es du Brigadier général Pigot. On en
pte 2000 à l'Iſle Staten, 1000 dans
longue, 4000 au plus dans l'Iſle de New-
, & 2000 avec le Général (*a*) Vaug-
, dans les *Highlands*, ſur la riviere d'Hud-
Le tout ne fait pas plus de 12 mille
nes, qui, ainſi épars, pourront offrir
nt de conquêtes faciles à l'armée victo-
e du Nord. Le nombre & le courage de
armée, peuvent ſe calculer d'après l'effet
a réduction de Burgoyne a dû produire
des eſprits exaltés & paſſionnés pour la
té, comme le ſont tous ceux de cette par-
e l'Amérique; c'eſt-à-dire qu'il eſt rai-
able de croire qu'elle ſera devenue tout-
ıp conſidérable, & qu'on peut en attendre
us grandes choſes. On en a vu un échan-
dans la défenſe du Fort *Red-banck*, ſur
viere Delaware, le 22 Octobre. Toute
ée de Washington avoit ſçu la veille que
énéral Burgoyne s'étoit rendu au Général
s, & elle avoit célébré ce glorieux évé-
nt, par des réjouiſſances dont cette ſu-
défenſe n'a pas fait la partie la moins
eſſante. Joignez-y le reſſentiment dont
ces peuples ſont animés contre les An-
, à cauſe des barbaries atroces auxquelles

Il s'eſt replié ſur New-York.

ceux-ci ont poussé les Sauvages, ainsi
contre le Général Vaughan, pour avoir im
toyablement brulé la ville de Kingston dan
district d'Esopus, & désolé tout le pays, & v
concevrez avec quel acharnement la guerr
sera continuée depuis les derniers événem
dont nous avons eu connoissance. Nous
pouvons point tarder à en apprendre
nouveaux. Plus ils se font attendre,
nous avons droit de croire qu'ils sont d
gréables au Gouvernement anglois, qui
peut guères les ignorer.

J'ai eu trop tard communication de d
lettres importantes des Généraux Américai
pour pouvoir vous les envoyer par le dern
ordinaire. Vous les lirez avec intérêt, à ca
de la connoissance qu'elles donnent de l'es
de résistance & de fermeté dont sont anin
les deux hommes sur qui roule aujourd'hui
sort de l'Amérique, celui de l'Angleterre,
peut-être aussi celui de bien d'autres pays.

I. *Lettre de Son Excellence le Géné WASHINGTON au Congrès, adressée l'honorable Jean HANCOK, Présiden* (sur l'affaire du 4 Octobre, à Germ Town).

Au Camp près le Moulin de Pembacker, le 5 Oct. 17

MONSIEUR,

» Ayant été informé par deux lettres int
ceptées, que le Général Howe avoit détac

: partie de ses forces, dans le dessein de
uire Billingsfort & les Forts sur la Dela-
re, je communiquai ces nouvelles à mes
iciers généraux : ils furent unanimement
vis qu'il s'offroit une occasion favorable
ttaquer les troupes qui étoient à German-
n & dans les environs, En conséquence
it convenu que l'attaque se feroit hier ma-
& l'on fit les dispositions suivantes : Les
isions de Sullivan & de Wayne, soutenues
la brigade de Conway, devoient entrer
s la Ville par le chemin du moulin Ches-
, tandis que le Général Armstrong avec
milices de Pensylvanie, descendroit le
min de Maharewory par les moulins de
ndecring, & se porteroit sur l'aîle gauche
es derrieres de l'ennemi. Les divisions de
een & de Stephens, soutenues par la bri-
e de Mac Douglas, devoient entrer en
ant un circuit par le chemin du Four à
ux, dans les maisons du Marché, & atta-
r l'aîle droite de l'armée angloise. Enfin
milices du Maryland & des Jerseys, sous
Généraux Smallwod & Freeman, devoient
cher par le vieux chemin d'Yorck, &
ber sur les derrieres de l'aîle droite. Le
d Stirling, avec les brigades de Nash &
Maxwell, devoient former un corps de
rve.

Nous nous mîmes en marche à sept heures
oir précédent, & au lever du soleil le len-
ain matin, un parti avancé du Général

Sullivan, tiré de la brigade de Conw
attaqua à Mount-Ring, près de la maiso
M. Allen, le piquet des ennemis, qui pli
le champ. Son corps principal, qui for
l'aile droite, suivant bientôt après, att
l'infanterie légère & les autres troupes
pées près du piquet, qu'il chassa de leur p
où elles laisserent leurs bagages. Elles se
rerent à une distance considérable, a
préalablement jetté dans la maison de
Chew, un parti qui étoit dans une posi
à ne pas être aisément forcé, & qui pou
par les fenêtres, nous causer beaucoup d'
barras, & arrêter nos progrès. «

» L'attaque de notre colonne de la gau
sous le Général Green, commença t
quarts d'heure après celle de la droite
fut pendant quelque tems également h
reuse; mais je ne puis pas entrer dans le
tail de ce qui s'est fait de ce côté, n'en ét
pas encore informé d'une maniere exact
certaine. «

» Il y eut dans la matinée un brouill
épais, qui nous empêcha de profiter de
avantages, autant que nous l'aurions fait s
cela. Cette circonstance, en nous cachan
véritable situation de l'ennemi, nous obli
d'agir avec plus de précaution & moins
célérité que nous n'eussions désiré, & do
le tems à l'ennemi de se remettre des eff
de la premiere secousse que nous lui avio
donnée; mais ce qui fut encore plus malhe

, elle ſervit à tenir nos différens partis
l'ignorance de leurs mouvemens reſpec-
& les empêcha d'agir de concert : elle
uſſi cauſe qu'ils ſe prirent mutuellement
ennemis; ce qui, plus que toute autre
e, a, je crois, contribué au malheur qui
vi. Au milieu des plus belles apparences,
ue tout donnoit les eſpérances les plus
ıſes de la victoire, les troupes commen-
ıt ſoudain à ſe retirer, & abandonnerent
rement le champ de bataille, malgré
les efforts que l'on pût faire pour les
r. «
Cependant on peut dire que dans cette
ée, il y a eu plus de malheur que de
«
Notre perte en hommes n'a pas été con-
ıble, & nous avons ramené toute notre
erie, à l'exception d'une piéce qui étoit
ntée. Cet événement ne rend pas la
ion de l'ennemi meilleure; & nos trou-
qui ne ſont point du tout découragées,
gagné ce que des troupes nouvelles ga-
t toujours à voir combattre. Nous avons
pendant pluſieurs bons Officiers tués &
ut bleſſés. Le Général Nash eſt au nom-
es bleſſés; & l'on déſeſpere de ſa vie.
tôt qu'il ſera poſſible d'avoir l'état de
perte, je l'enverrai. «
'our rendre juſtice au Général Sulli-
& à toute l'aîle droite de l'armée, dont
té à portée de voir la conduite, puiſ-

qu'elle agiſſoit précifément ſous mes y
j'ai le plaifir de vous informer que tou
général, Officiers & Soldats, ſe ſont con
avec une bravoure qui leur a fait le
grand honneur «.

J'ai l'honneur d'être, avec beau
de reſpect, &c.

George WASHINGTON

P. S. Je n'ai point encore reçu, con
je l'ai marqué, l'état de notre perte;
par ce que je viens d'apprendre du G
ral Green, je crains qu'elle ne ſoit
conſidérable que je n'avois penſé d'ab
On dit que la piece de canon, dont j'ai p
ci-deſſus, a été ramenée dans un chariot

Une autre lettre du 8 Octobre s'expr
ainſi : les ennemis, dans l'action du 4.
perdu les Officiers dont voici les noms
Général Agnew, tué; ainſi que les C
nels Abercombie, Bid Walcot, & le fils
Général de (*a*) Heiſter. Le Général K
phauſen (actuellement Général des Heſſ
a été bleſſé à la main. Un Officier, q
été laiſſé dans la Ville, y a vu arriver e
deux & trois cents chariots chargés de bleſ
Pluſieurs Quakers, qui étoient à l'aſſemb
annuelle, confirment les faits ci-deſſus,

(*a*) Ce Général eſt mort depuis peu dans ſa
trie où il étoit retourné.

ajout

ıtent que deux mille Heſſois ont été en-
rés ſur la Schuylkill, vers Cheſter, de-
s l'action, probablement pour aſſurer une
aite; notre perte eſt de ſept cent hommes,
principalemement en bleſſés & pris. Le Gé-
al Nash, des troupes de la Caroline Sep-
trionale, eſt mort de ſes bleſſures. Le
du Docteur Witherſpoon a été tué, deux
es-de-Camp bleſſés à mort. Witite &
rburne, de la famille du Général Sul-
n. Les Colonels Hancock, Stone, &
Lieutenant-Colonel Parker, de la Vir-
e, ſont compris auſſi dans les bleſſés.

*LETTRE du Général GATES au
ongrès, adreſſée à l'honorable Jean Han-
ck, Préſident.*

Au Quartier Général le 28 Octobre 1777.

V. *B.* Il eſt eſſentiel d'obſerver que M.
es écrivoit cette lettre près de ſept ſe-
nes avant la réduction de l'armée de M.
goyne, & que cette lettre, tirée du Jour-
le Penſylvanie, eſt très-autentique.]

MONSIEUR,

Votre Excellence trouvera dans le pa-
que j'ai l'honneur de lui adreſſer, la
e d'une lettre que j'ai reçue hier au
du Major Général Arnold. La honte
l'ennemi s'eſt couvert par ſa retraite

forcée du fort Schuyler (Stanwix) ajou
à la brillante & complette victoire remp
tée par le Général Stark & par le Colo
Warner à Bennington, répand le plus b
lustre sur les armes Américaines, & ter
par l'opprobre le plus aviliſſant, le nom
ennemis des Etats-unis. Les affreux maſſac
payés aux Sauvages par le Lieutenant G
néral Burgoyne, avant ſa défaite à Benni
ton, ſouilleront pour jamais l'honneur
armes Angloiſes. Dans une ſeule maiſ
ces monſtres ont fait une cruelle bouch
d'une famille entiere, composée du pe
de la mere & de ſix enfans; & cet élég
macaroni (*polite* MACARONI, qu'on pour
rendre en François, par *farot du bon t*
a donné dix piaſtres aux Sauvages p
chaque tête. La vengeance céleſte rése
ſans doute à des forfaits ſi atroces, le ju
châtiment qu'ils méritent.

J'ai l'honneur d'être, avec beauc
de reſpect, &c.

Signé, Horatio GATES.

J'AI vu, Monſieur, dans des lettres, r
ſuſpectes, écrites de Montréal, que les S
vages s'y promenent par les rues, port
de longues perches d'où pendent juſqu'à ſ
xante crânes américains enfilés, & la p
part de petits enfans. Ils s'arrêtent, a
ces hideux trophées, devant les maiſo

où ils esperent qu'on payera de quelques
illons les simulacres de leurs Orgies infer-
les, ce qu'ils obtiennent le plus souvent
l'horreur même qu'ils inspirent. — Mais
devine que ce tableau vous fait reculer
ffroi. Détournez les yeux de dessus les
pens de Méduse. Il n'appartient qu'à des
hers vivans de jouir d'un si affreux spec-
le ! Rabattons nous sur quelque idée qui
soit éloignée, *toto cœlo*, *totà terrà*. Il
en vient une tout à propos. Ne trouvez-
us pas très-singulier que le Général Gates,
t semaines avant la réduction de M. Bur-
yne, ait qualifié de *Macaroni* ce Général
glois, que vingt-neuf jours après son
nture, on sembleroit avoir joué à Fon-
ebleau sous le nom de *Matroco* ? Voilà
ore un rapprochement bien marqué à
dre aux preuves de l'identité des noms
Matroco & de *Burgoyne*.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 18 *Décembre*.

NFIN, Monsieur, les incrédules sont
vaincus : la réduction du Général Bur-
ne & de son armée, est un fait aujour-
i reconnu de toute la nation Angloise,
ne peut pas révoquer en doute une Ga-
de la Cour, publiée hier, avec la dé-
e du Général prisonnier à Milord George
naine.

Cette dépêche est datée d'*Albany* le Octobre; & M. Burgoyne n'y a point sisté sur le mérite de cette date, comm l'avoit fait dans une précédente lettre, observant qu'il la datoit de la riviere d'H son, & que c'étoit ce qu'il croyoit y me de plus intéressant. Celle-ci est fort long & eût pû l'être infiniment moins. S'il en croire M. Burgoyne, il auroit bien vo sans doute pouvoir se borner à ces d mots : *tout est perdu, hormis l'honneur*; mais l'auroit peut-être chicanné sur la mesure de honneur sauvé, comme sur celle de son talen c'est pour cela qu'il a rapporté jusqu'aux minutieux détails de sa catastrophe & des év ments qui l'avoient préparée depuis les prem jours de Septembre. Comme vous ver cette premiere piece tout au long dans gazettes, je me contenterai de vous co muniquer quelques observations qu'elles donné lieu de faire.

Après avoir retracé le tableau des ob cles de tout genre qu'il a eu à surmon dans sa marche, il se plaint d'avoir été talement abandonné par les Sauvages, a que par les Canadiens & les Provincia C'est ce qui donne beaucoup d'inquiét ici sur les dispositions actuelles des Ca diens. On est dans la plus grande appréh sion pour Quebec, où on sait qu'il n'est r que trois régimens, qui sont, je crois vingt-neuvieme, le trente-unieme, le tren

atrieme & les Emigrans Royaux de Mac
ean. Le tout, sur le pied actuel de l'effectif,
se monte peut-être pas à 1,500 hommes.
n assure qu'il y en avoit autant dans Ticon-
érago, & que le Général Powel, qui y
mmandoit, a eu ordre d'en faire sauter les
rtifications & de se retirer par les Lacs
Saint Jean. Mais ce n'est toujours que
ois mille hommes pour défendre la Province;
il faut savoir ce qui se sera passé à Ti-
ndérago, qui doit avoir été investi par le
énéral Stark, détaché de l'armée de Gates.
ais revenons à M. Burgoyne. Il met la
pitulation entierement sur le compte d'un
nseil extraordinaire, composé de tous ses
énéraux & Chefs de corps, qu'il a assemblés
13 Octobre. Il leur donne les plus grands
oges sur ce qu'ils ont courageusement re-
sé à M. Gates de mettre bas les armes dans
ır propre camp. Ce Général ayant consenti
e l'armée en sortiroit avec ses armes pour
aller poser au bord de la riviere, M.
irgoyne en conclud que dans son malheur,
a plutôt fait la loi à l'ennemi, qu'il ne
reçue de lui. Quant au projet qu'il avoit
passer sur le corps des Américains pour
gner Albany, il le prend en entier sur
-même, ajoutant qu'il ne s'est pas cru au-
risé à consulter à ce sujet, ayant les
dres les plus positifs d'hyverner dans cette
lle.

Ce sont ces ordres-là qui ont été deman-

dés dans le Parlement avec tant d'inſtan
par l'Oppoſition, & que le Miniſtre a refu
de communiquer. M. Burgoyne caracté
ſant ſes inſtructions *d'ordres abſolus*,
Parti contraire ne manquera pas de renc
veller ſes efforts pour les connoître, &
demander mêmes les inſtructions correſpo
dantes du Chevalier Howe, d'après leſquell
celui-ci a porté le ſiège de la guerre da
des parties d'où il étoit impoſſible que l
opérations ſe concertaſſent avec celles de M
Burgoyne.

Depuis le commencement du mois d'Aoû
M. Burgoyne n'avoit pas entendu parler d
Chevalier Howe, & il ne lui étoit parven
qu'une ſeule lettre du Général Clinton, date
du 10 Septembre, pour l'informer que l'a
taque du fort Montgommery ſe feroit ve
le 20. C'eſt ce Fort qui fut pris le 8 Octo
bre, & dont la priſe n'eût pas beaucou
aidé M. Burgoyne, puiſque dans la nouvel
que M. Clinton lui en donnoit le même jour
ce Général lui mandoit en réponſe à l
lettre du 28 Septembre, qu'il lui ſouhaito
de s'en tirer comme il pourroit.

Ce même jour, 8 Octobre, M. Burgoyn
avoit fait une marche rétrograde pour re
gagner Saratoga, où il ne put être établ
que le 10 avec ſon artillerie. Le 12, i
étoit informé, par des déſerteurs & de
priſonniers, de la priſe du fort de Mont-
gommery. La nouvelle qu'il en donna au

onſeil de guerre, ne l'empêcha point de cider qu'il falloit regagner au plutôt le George, ſi on pouvoit ſeulement déro- r une lieue de marche à la connoiſſance l'ennemi, ce qui fut reconnu impoſſible. tte circonſtance eſt très-aggravante contre Miniſtres qui ont donné les inſtructions. eſt viſible que tout ce qu'il a été ſſible à M. Clinton de faire pour faciliter xécution des ordres *abſolus* donnés à M. rgoyne, ne pouvoit lui être d'aucune lité, s'il ne lui venoit des ſecours de l'ar- e du Chevalier Howe. Mais celui ci, au con- ire, auroit attiré à lui, s'il l'avoit pu, ceux e Clinton a hazardé de faire marcher du côté M. Burgoyne, qui ne pouvoit les attendre e juſqu'au 12 Octobre.

Cependant M. Burgoyne étoit principale- nt occupé de l'armée de M. le Chevalier owe; & on voit qu'il ſe feroit peut-être cidé à reprendre la route du Canada, s'il voit craint qu'une armée auſſi forte que le du Général Gates, ne ſe portât toute tiere contre le Chevalier Howe.

M. Burgoyne ne pouvoit pas ignorer que ute l'armée du Chevalier Howe avoit quitté w-York pour aller à Philadelphie, par la ye de Chéſapeak, puiſqu'il n'a ceſſé d'avoir nouvelles de ce Général qu'au commen- nent d'Août, & qu'il a reçu du Géné- Clinton une lettre datée du 10 Septem-

bre. Ainſi il ſavoit très-bien que le Gén
ral Howe ne pouvoit pas lui envoyer
ſecours. Cela ne l'a pas empêché de te
ferme tant qu'il l'a pu : il a même redoul
d'efforts par cette conſidération, ainſi qu
le dit en ces termes : » *dans l'origine,*
ſuccès de mon expédition avoit été abandon
au hazard des circonſtances ; mais il pouv
s'en offrir quelqu'une où elle ſeroit néceſſaire
un ſeul objet, de ſorte quelle dût s'y ſacrifi
en entier. Par exemple, la réunion de l'arm
de M. Gates à celle de Washington, dans
moment critique, pouvoit décider du ſort de
guerre ; au lieu que ſi je manquois ma jonctio
avec Clinton ou ma retraite dans le Canada
il n'en réſultoit qu'un mal partiel.

D'après un expoſé ſi clair de la poſitio
où s'eſt trouvé M. Burgoyne, il ſera embar
raſſant pour le miniſtere de juſtifier des ordre
qu'un Général a pu prendre ſur lui d'inter
prêter quoiqu'ils fuſſent abſolus, qui l'on
pouſſé à une fauſſe application de ſes forces
pour avoir regardé ſon expédition plutô
comme collatérale que comme principale
& d'après leſquels il a compté faire une
diverſion favorable à celui même qui devoi
lui prêter des ſecours pour que la loi rigou-
reuſe qui lui étoit impoſée de percer juſqu'à
Albany, produiſit quelque effet utile au ſyſ-
tême général de la Campagne. Quand il a
vu que le Général Howe s'éloignoit de lui,
le projet de jonction ne lui a plus paru qu'un

ojet ſecondaire ; & comme il étoit plein
l'idée que la perte même de ſon armée
uvoit être utile au Général Howe, il s'eſt
umis au riſque de la perdre, tandis qu'il
: pu la ſauver en retournant au Canada,
s le moment où il avoit commencé à re-
nnoître l'impoſſibilité de la jonction. Il
viſible que tout le mal eſt venu des inſ-
ctions,

Il y a dans ſa relation une mauvaiſe note
un corps d'Allemands qui compoſoit ſa
erve à l'affaire du 7 Octobre. Le retran-
ment qu'elle défendoit, fut emporté
les Américains ; & jamais il ne fut poſſi-
d'obtenir de ces Allemands de le repren-
. Ce fut dans cette circonſtance que le
ur *Briemen*, un de leurs Lieutenant-Co-
els fut tué. Cette circonſtance jointe à
ucoup d'autres de même nature, donne
rement à connoître que les Allemands
t las de cette guerre. — Il eſt même cer-
que ce n'eſt qu'avec répugnance qu'ils
tent leur pays pour aller en Amérique.
détachement de recrues deſcendant le
ſer il y a quelques ſemaines, ſix hommes
erent de ſe ſauver en ſe jettant dans la
ere ; mais ils eurent le malheur de ſe
er : un ſeptieme alloit ſuivre ſes cama-
s, s'il n'eût été arrêté par ſon Officier
lui paſſa ſon épée au travers du corps.
Burgoyne fait beaucoup valoir qu'il s'eſt
du à des forces infiniment ſupérieures,

& sa consolation est que toute son arm
a pu compter celle des Américains, & q
a dans tous les compagnons de son infortu
autant de témoins que cette armée étoit
seize mille hommes. Il eût voulu, je cr
que tous les seize mille l'escortassent jusqu
Angleterre, tant furent vives & pressan
les représentations qu'il fit le 16 Octobre
Général Gates, sur ce qu'on venoit de
apprendre que pendant qu'on avoit traité
la capitulation, M. Gates avoit envoyé
détachement un corps considérable de s
armée. Il prétendoit que c'étoit une vio
tion de la suspension d'armes : & qu'on s'éc
toit des principes sur lesquelles le traité av
été entamé; puisqu'il paroîtroit s'être ren
à des forces moindres de seize mille homm
Le Général Gates a répondu à cette puér
chicanne, par une apostille remarquable, s
la capitulation. Il y a fait stipuler séparéme
que quoique le nom de M. Burgoyne ne s
trouvât point, il devoit être entendu que
Général y étoit compris aussi pleinement q
si son nom y eût été expressément articulé.
Pour l'honneur de M. Gates, il falloit q
le nom du Général Burgoyne fût porté to
au long au nombre des Anglois pleins de v
qui se sont soumis à la capitulation. Burgoy
cependant, dans sa dépêche à Milord Ge
maine, déclare qu'il ne saura s'il doit se fél
citer de n'avoir point été compté parmi l
morts, que quand sa conduite aura été jug

ſon Souverain, par les gens de ſa pro-
on, & par un Public anglois impartial.
ittendant, M. Gates a ſurement déja bu
d'une fois à ſa ſanté. Il eſt auſſi eſſentiel
gloire, que ſon priſonnier arrive bien
ant en Angleterre, qu'il l'étoit à celle de
Burgoyne de faire compter par ſon armée
ere, les ſeize mille hommes auxquels il
oit rendu.

ette dépêche de M. Burgoyne au Mi-
e, eût été, Monſieur, bien plus diſer-
ent diſcuté par les membres de l'oppo-
n, ſi le Parlement ſe fût trouvé aſſemblé
ur de la publication de la gazette, comme
voit l'être, dans l'ordre naturel des cho-
Mais les Miniſtres ont pris les devants, &
e avec aſſez peu de ſcrupule. D'abord
voient affecté de douter de l'événement;
oyant que cette ruſe manquoit ſon effet,
rd *Suffolk* donna ſa parole d'honneur que
'airs auroient de lui tous les éclairciſſe-
s qu'ils déſireroient, auſſitôt que les dé-
es qu'il étoit naturel d'attendre très-
ſamment de M. Burgoyne, ſeroient ar-
s. Mais a-t'il pris ſeulement la peine de
cacher qu'il n'avoit cherché qu'à les
per? Il n'a pas rougi de ſe déclarer hau-
nt dans la ſéance du 11 décembre, pour
rnement qui tiendra le Parlement ſé-
pendant près de ſix ſemaines. Auſſi a-t-il
idement tanſé, en pleine Chambre des
, par le Duc de Richemont, pour cette

baſſe ſupercherie, que ce Seigneur a quali
hautement de *Jockey ship*, (tour de Jaqu
Je vous avoue que cette mercuriale pa
mentaire, a ſeché mon fiel contre ce M
tre, pour l'indécent & injuſte propos qu'il
aujourd'hui d'avoir tenu ſur le Milit
François; puiſqu'à préſent on pour
dire, dans le langage du Duc de Richemo
que c'étoit un propos de *Jaquet*. Sur ce p
là, qui eſt-ce qui voudroit s'en fâcher, ou m
s'en ſouvenir?

Comme vous ſavez très-bien, Monſie
que le Miniſtère anglois ne ſe fait point
ſcrupule d'arranger à ſa guiſe les relation
lettres de ſes Généraux, qu'il eſt obligé
rendre publiques, vous ſerez ſans doute
pris que celle de M. Burgoyne ait l'air d'av
paru dans ſon intégrité, avec des allégati
qui tendent directement à faire condam
les ordres qu'il avoit reçus. Il eſt vrai
c'eſt une eſpèce de phénomène: mais
qu'ici les Généraux n'avoient pas eu la p
caution d'avertir les Miniſtres, (comme
aſſure que l'a fait M. Burgoyne par une le
ſéparée) qu'il envoyoit des duplicata de
relation, à pluſieurs de ſes amis, & en
autres au Comte de Derby, à Londres,
que ceux-ci ne manqueroient pas d'en re
tuer le texte, ſur le champ, par la voie
gazettes, ſi l'édition miniſtérielle n'étoit
parfaitement conforme à la ſienne. M. B
goyne ſeroit à blâmer d'avoir manqué

ndre cette précaution ; car il ne pouvoit
nt ignorer quelles ſommes immenſes a
ité l'expédition dont il étoit chargé, &
nbarras où ſera le Miniſtere pour faire les
ds d'une nouvelle campagne. Il n'étoit
nt encore parti d'Angleterre, lorſqu'on
nmençoit à voir que l'emprunt pour l'an-
: 1777, ne ſeroit point rempli. En
t il s'en eſt manqué d'un demi million,
on a été obligé de demander à la Banque.
ı dû juger de l'impoſſibilité où on ſe ver-
t, ſurtout après une campagne auſſi dé-
reuſe, autant du côté des freres Howe
: du ſien, & pour recruter les troupes
angeres, & pour en lever parmi la nation,
pour trouver de nouveaux crédits. Enfin
. pû imaginer auſſi, ne fût-ce que d'après
riſte expérience, que le Conſeil ne pouſſe-
t pas l'obſtination juſqu'à vouloir triom-
er d'une multitude de difficultés inſur-
ntables, & que ſa cataſtrophe feroit la
ture de cette malheureuſe guerre : or, il
oit, dans toutes les hypothèſes, le plus
nd intérêt à en repouſſer le blâme loin de
, & à prendre les meſures les plus cer-
nes pour que les vrais coupables ne pûſſent
nt eſpérer de ſe tirer d'affaire à ſes dé-
ıs. On peut dire qu'il a très-bien deviné,
ſque malgré l'air de déſintéreſſement, &
me de générosité, avec lequel Milord Ger-
ine a affecté de le diſculper dans la Cham-
: des Communes, & de prendre tout

fur fon compte, l'oppofition n'a point pû
tenir que les inftructions du Général fuf
communiquées à la Chambre ; d'où on p
conclure que le Miniftere trouveroit fort
que les torts fuffent compenfés. Mais fi
Burgoyne, comme il y a grande apparen
eft revenu dans fa patrie, avant la fin d
feffion, il fera furement lire, même au P
lement, la demande de cette communicat
fi importante à fa gloire ; & il eft plus natu
d'attendre cette démarche de fa part, que
croire avec Milord Suffolk, qu'il pourra s'é
chargé d'ouvertures de paix, de la part
Américains. Après ce qui lui eft arriv
comment peut-on imaginer qu'il fe rendr
porteur de propofitions qui, fi avantageu
qu'elles pûffent être, dans les circonftanc
actuelles, feroient pour jamais le défefp
& la honte de la nation, & lui feroient ét
nellement reprochés ?

Quant aux dépenfes que cette campag
de Burgoyne a coûtées, elles font effrayant
Le feul article des bateaux que les Amé
cains lui ont pris ou brulé, eft de cent mi
livres fterlings. On fait monter le tout à tr
millions ; (environ 70 millions tournois)
le compte n'en paroîtra point exagéré, fi o
fonge aux efforts prodigieux qu'il a fallu fair
aux nombreux tranfports des troupes, à un
marine montée fur les lacs, aux difficultés d
faire arriver fi loin des munitions & des fub
fiftances, &c. &c. L'artillere en fonte, qu

restée à M. Gates, est la plus belle qui
t jamais sortie de la Tour de Londres. Il
dans le nombre, des piéces de campagne
isées à transporter, que deux hommes peu-
nt en traîner une avec la plus grande
ilité : celles-là, au moins, n'auront pas
dé à arriver à l'armée de Washington.
Dans divers actions que M. Burgoyne
ivrées ou soutenues, il lui a été tué trois
s plus d'Officiers qu'il n'auroit dû en
rdre, vu le nombre des Soldats. Jamais
n'a vu de guerre poussée de part & d'autre
ec plus d'acharnement. Du côté des Amé-
ains, il y avoit quatre Régimens comman-
par des Curés de la nouvelle Angle-
re : ce sont ceux, qui sous la conduite
Arnold, ont emporté les retranchemens
le bataillon Allemand de Briemen a
isé de reprendre. Il est à croire que les
êques Anglois savoient cette anecdote,
sque le Duc de Richmond s'est vaine-
nt épuisé, le 20 Novembre, pour émou-
r leur pitié en faveur des pauvres Protes-
s Américains, & qu'il leur a si courageu-
nent reproché que l'idée seule d'invoquer
r commisération, excitoit les risées de
te la Chambre & leur paroissoit risible à
-mêmes.
Cependant, Monsieur, ces Américains
nt le sang coute si peu à l'Angleterre,
prévenu par les soins les plus généreux
s les besoins de leurs ennemis vaincus,

& qui depuis plus de douze jours ne vivoi
que de la chair de leurs chevaux morts
mourans de besoin. Les malades & les ble
ont été traités avec toute l'humanité &
attentions possibles. M. Burgoyne n'a
pu s'empêcher de s'en louer avec l'expr
sion de la plus vive reconnoissance dans
lettre à Mylord Derby. Le Chevalier Fr
cis Clarke, son Aide-de-Camp, mort
ses blessures dans la maison de M. Gate
a fait un legs considérable à une femme
confiance que ce Général avoit placée aup
de lui pour le soigner dans sa maladie.
Major Acland a éprouvé les mêmes égar
& il circule des lettres dans Londres écri
par cet Officier & par Myladi sa femm
qui donnent les plus grands éloges à l'hum
nité & à la générosité des Américains. L'
& l'autre étoient pourtant, entre tous
Officiers de l'armée de Burgoyne, ceux
avoient paru les poursuivre avec la haine
plus implacable. Comment le cri de la réco
noissance, si ce n'est pas le sentiment de
qu'on se doit à soi même, ne fait-il p
adoucir ici le rigoureux sort que subisse
depuis si long-tems les prisonniers dans
cachots d'Angleterre? Ils y périssent de froi
de misere & de faim; & dans une seule pris
chaque mois on en voit mourir des cent
nes. Celle de Forton près de Gosport a é
rompue le 2 Décembre au soir par trent
cinq de ces infortunés, donc une brûlan
agon

nie avoit apparemment redoublé les forces e défefpoir. Ils fe font répandus dans la npagne, fans fuivre de route certaine, s chercher aucun afyle, au milieu du pays plus peuplé d'Angleterre, comme s'ils ent été au fond des deferts de l'Afrique.... s que fais-je ici ? Une relation ! Lifez, nfieur, lifez la lettre. Elle eft imprimée s tous les papiers publics de ce pays ci, erfonne ne s'eft avifé de la contefter.

rait d'une lettre de Brockhurft près de Gofport, le 8 Decembre.

Je n'ai autre chofe de nouveau à vous rendre, finon que le 2 de ce mois au foir eft fait une chaffe dans notre voifinage qu'on n'en avoit jamais vu de femblable. eux dire une chaffe d'Américains. Trente-prifonniers s'étoient fauvés de la prifon orton à la brune & par une efpece de ence. Non-feulement les Soldats, mais e les Fermiers, leurs garçons & leurs ıs, fe font mis fur le champ à leur fuite : les fugitifs ont évité le grand in, & après avoir traverfé deux ou plaines, ils ont été pris comme des es dans un taillis. On les a cernés de fi , que vingt & un d'entre eux ont été s & ramenés à Forton. *La chaffe dans is étoit fort curieufe à voir.* Plufieurs re eux ont monté dans les arbres & n'en defcendus qu'après qu'on a eu fait feu

ſur eux. Les chiens en ont arrêté pluſieu
Vous ſaurez qu'il y a dans ces environs
chiens dreſſés à cette chaſſe, parce que ce
qui ſaiſiſſent des Américains priſonniers
5 liv. pour chaque homme. Quoique je n'ai
point ces Américains & que je ſois outré
les voir battre, comme ils le font, les anci
Anglois; je trouve néanmoins qu'il y a
la cruauté à les chaſſer avec des chie
J'apprens que pluſieurs d'entre les Fermi
ſe plaignent de ce qu'on ne leur a pas don
leur part de l'argent pour les priſes, & qu
ſont déterminés à ne plus ſortir de chez e
pour pareille expédition, quoiqu'on
compté 105 liv. à ceux qui ont arrêté
de ces priſonniers, tout déguenillés; tr
d'entre eux ſont griévement bleſſés
on les a tous jettés dans un cachot ».

Je ne pourrois jamais vous décrire, Mo
ſieur, l'état de mon ame, après la lectu
de cette étrange lettre, où la pitié &
férocité ſont confondus dans un mélange
bizarre. Il faut eſpérer pour l'honneur
notre ſiecle que l'opprobre en ſera effa
par la ſouſcription charitable que Mylo
Shelburne a entrepris d'établir pour le ſo
lagement de tous les malheureux priſonni
tant Américains qu'Etrangers. — Je ſ
fâché d'apprendre que ce ne ſera point
Général Vaughan qui le premier, aura lie
après M. Burgoyne, de reconnoître que
Américains ont des ſentimens & un ſyſtê

ıt opposé à ceux de ses barbares maîtres. i vu des lettres particulieres qui assurent e cet incendiaire s'est retiré avec précipiion à New-York, aussi-tôt qu'il a sû venture de M. Burgoyne, & sans doute si la résolution que M. Gates avoit maestée de marcher droit à lui pour le châtier nme il le méritoit.

Puisque je suis revenu à M. Gates, vous ez peut-être bien aise de savoir qui est brave Homme, dont le nom honorera fastes de l'Amérique & sur-tout ceux de ımanité. Il avoit servi en qualité d'Aide-Camp auprès du Général Monckton en érique, dans la derniere guerre. A la x, il s'est marié & fixé à New-York. est né en Angleterre dans le Comté de by, de parens aisés & honnêtes, qui t fait élever pour les armes.

M. Burgoyne, dont la lettre au Ministre datée d'Albany le 20 Octobre, étoit 7 à Northampton, qui n'est éloigné que 115 milles (environ 40 lieues) de Bos- On l'attendoit, le 20 Novembre, à nbridge, ville voisine, où le Conseil Massachusets a ordonné que seroient cannées ses troupes, en séparant les Alleds des Anglois, & interdisant aux uns ux autres toute communication avec les toniens. Vous savez qu'il est arrêté dans Conseil que M. Burgoyne sera remplacé le Lord Amherst, & que ce nouveau

Commandant, qui a déja fait la guerre Amérique, partira inceſſament pour Q bec avec le Général Haldimand. Celu ne tardera pas à revenir de ſon voyage Suiſſe, où il a tenté inutilement, ſuiv ce qui a été dit dans le Parlement par p ſieurs Membres de l'Oppoſition, d'obte des treize cantons, des ſecours qu'on n pere plus de trouver chez les Princes d'A magne, & qui ſe feroient trop long-tems tendre de Ruſſie, en ſuppoſant qu'il fût p ſible à cette Puiſſance, dans ſa poſition tuelle, d'en prêter à ſon alliée. Voici en g ce qui ſe débite ſur l'armée angloiſe de Pl ladelphie, d'après diverſes lettres arriv le 15 de ce mois, par des bâtimens de renv On reprochoit à M. le Chevalier How dans ſon armée même, d'avoir fait march les Heſſois à l'attaque du Fort de *Mud-Iſlan* (l'Iſle du margouillis) ſans s'être informé la force des ouvrages intérieurs, contre l quels ont échoué les efforts du Colonel D nop, qui eſt reſté mourant ſur la place, av ſix cent de ſes compatriotes.

L'armée étoit conſternée de la cataſtrop du Général Burgoyne, & elle murmur hautement contre M. le Chevalier How comme étant l'auteur de ce déſaſtre, po n'avoir point envoyé des forces ſuffiſantes ſa rencontre. On fait remonter la cauſe tout le mal, à un principe de jalouſie, do on n'a eu que trop ſouvent de funeſt

emples, & seulement dans ce siècle, entre
Comte de Peterborough & Milord Galway
Espagne, ainsi qu'entre Marlborough &
Généraux Hollandois en Flandres, dans
guerres de la Reine Anne.

On montre ici une lettre écrite par un
ficier d'un vaisseau de la flotte du Lord
owe, & datée du 29 Octobre, quatre
urs après les dernieres dépêches du Gé-
ral. Cet Officier désespere que les vais-
ux puissent s'approcher de l'armée, dont
sont encore à sept lieues, si on ne vient
int à bout de prendre l'Isle de *Mud*, parce
e ce Fort commande absolument le pas-
e de la riviere, & que ses batteries
ivent couler bas tous les bâtimens qui
teroient de la remonter. On avoit com-
ncé à sentir des froids très-vifs le 25
tobre, & dont paroissoient beaucoup souf-
les Soldats Anglois employés aux tra-
ix des lignes, à un quart de lieue des
tes avancés des Américains. La flotte
communiquoit encore avec la Ville que
des bateaux plats & non sans de grands
gers, parce qu'on étoit obligé de ran-
de très-près les vaisseaux Américains.
saison des glaces qui approchoit, & le
ger où seroit la flotte d'être prise dans
iviere Delavare, faisoient croire géné-
ment que si on échouoit dans une nou-
e tentative sur l'Isle de *Mud*, l'armée
oit obligée d'évacuer Philadelphie & de

faire les sept lieues de marche pour ve
se rembarquer & aller passer l'Hyver à
Nouvelle-York. Les troupes étoient pro
gieusement fatiguées & diminuées. Le lend
main de l'affaire de *German-Town* il ét
entré dans Philadelphie six cents chario
remplis de Soldats blessés. Le quatrieme r
giment avoit si prodigieusement souffert da
les deux actions du 11 Septembre & du
Octobre, que le 24 de ce dernier moi
il se trouvoit n'avoir plus que 113 homm
en état de servir.

Il est vraisemblable que les premieres no
velles qui arriveront des Freres Howe, s
ront apportées par le Lord Petersham, q
est chargé du *duplicata* de la dépêche de M
Burgoyne, & que ce Général a expédié p
la route de Philadelphie avec les passepor
de M. Gates. Le Capitaine Craig est ven
bien plus promptement par Quebec, quo
que la route soit beaucoup plus longue. L
mauvais plaisans prétendent que les Frer
Howe auront attendu le plus qu'il leur au
été possible pour donner d'agréable étrenne
à Milord Germaine. Je sais quelqu'un q
n'en seroit pas moins satisfait, si elles étoie
en effet plus réjouissantes que les dernieres
& qu'elles pûssent arriver avant le renou
vellement de l'année. C'est le Poëte *Laurea*
de la Cour, le *Scalde*, le *Troubadour* Mi
nistériel, payé pour faire sur le Parnasse
en l'honneur des Ministres, les vaines far

onades du champion au couronnement. Il
oit composé, depuis quelques semaines,
de d'étiquette qu'il doit faire chanter au
er du Roi le premier jour de l'année; &
ır celle-ci sa lyre avoit été montée au ton
plus élevé, quoiqu'il ne le fût point en-
e trop au gré de ses Mécènes. Mais il
té obligé d'y faire de si grands change-
ns, d'ôter tant de Césars, tant de lauriers,
t de triomphes, que son Ode n'a plus
r que d'un Élégie, & qu'on ne sait plus
quelle espece de musique en faire ac-
npagner le chant lugubre. Il sera réelle-
nt à plaindre si on ne reçoit pas au plutôt
ouvelle de quelque succès de la premiere
ortance, pour qu'il puisse rassembler les dé-
épars de l'édifice de sa joie. C'est ce que
ont, de leur côté, les Habitans de Taun-
, Ville du Comté de Somerset, qui ap-
nant le désastre de l'armée de Burgoyne,
remporté, chacun chez eux, les fagots
ls avoient amassés sur la place publique
r célébrer la prise de Philadelphie, dont
avoient reçu le matin l'agréable nou-
e.

Quoique ce *Poscriptnm* soit déja très-long,
e le terminerai point sans vous dire un mot
Congrès; vous avez vu avec quelle irré-
ence Mylord Suffolk s'est permis d'en
er dans la derniere séance de la Chambre
Pairs. Il l'a qualifié d'assemblée errante
n désordre, qui s'étoit enfuie ou ne savoit

où, & qui probablement n'exiſtoit pl
C'eſt avec la même légéreté qu'il a traité
Lords du parti contraire, en leur déclara
que le Roi n'avoit nul beſoin de leurs av
& ne les prendroit point, quoiqu'il n'y
rien de plus oppoſé à la conſtitution qu'
tel langage. Mais puiſqu'il s'agit ici du Co
grès, cette reſpectable aſſemblée lui a prou
ſon exiſtence par un arrêté du 14 Octob
daté (a) d'*York-Town*, pays où n'atteindro
jamais les armes Britanniques. Je vous
tranſcrirai tout au long, c'eſt un morce
curieux.

En Congrès le 14 Octobre 1777.

» D'autant que la nation Britannique
reçu dans ſes Ports, & déclaré de bonne priſ
pluſieurs bâtimens & leurs cargaiſons, appa
tenans aux Etats-Unis, que les Maîtres
Equipages, infideles à la confiance miſe
eux, ont menés par trahiſon dans les Po
Anglois »,

» A ces cauſes, arrêté, que tous vaiſſea
ou cargaiſons appartenans à des Sujets Br
tanniques, non habitans des Iſles Bermud
ou Lucayes, qui ſeront amenés dans l
Ports des Etats Unis, par les Maîtres
Equipages, ſeront jugés de bonne priſe
partagés entre les capteurs, ſuivant les mêm

(a) Au Nord de la Penſylvanie.

ortions, que s'ils avoient été pris par
vaiſſeaux de guerre du Continent ».

Extraits des minutes.

Signé Charles THOMPSON, *Secrétaire.*

e même Congrès a élevé au grade de
r-Général M. Conway, & à celui de Bri-
er-Général le Chevalier de Borré,
& l'autre Officiers étrangers & décorés.
donné auſſi les plus grands éloges à la
r, à l'activité & au talent du Général
ld, dont heureuſement la bleſſure n'étoit
mortelle, & qui, ſuivant quelques avis
culiers, pourroit bien s'être chargé de
une nouvelle tentative ſur le Canada,
l'abandon où il eſt reſté & avant qu'il
poſſible à l'Angleterre d'y faire parvenir
renforts.

e viens de lire un récit du dîner que
énéral Gates a donné au Général Bur-
e après la capitulation ſignée. Tout s'y
ès-bien paſſé. Les Officiers Anglois ont
ſeulement ſurpris de la frugalité du
, d'autant plus remarquable que les
ſions abondoient dans l'armée Améri-
. La table conſiſtant en deux planches,
eſſée ſur des tonneaux : point de nappe :
de buffet. Tout le ſervice s'eſt borné
re plats, ſavoir un jambon, une oye,
euf & du mouton bouilli. Pour boiſſon,
um de la nouvelle Angleterre, mêlé

avec de l'eau & sans sucre, le pot alloit
ronde: il n'y avoit de gobelets que pou
deux Généraux. Avec une telle sobriét
n'iroit-on pas, & que ne feroit-on pas?
devoit en effet paroître bien étrange
Général Anglois & à son armée, qui avo
fait une partie de la campagne au m
d'un luxe asiatique, & avec laquelle
choient un immense bagage & quantité
femmes & d'enfans.

Après le dîner, lorsque l'on servit *le*
M. Gates pria le Général Burgoyne, de po
la santé qu'il jugeroit à propos. Celu
hésita quelque temps, se trouvant fort
barrassé. Enfin s'étant levé, il porta d
voix entrecoupée & foible, la santé
Général Washington. M. Gates y répo
en portant d'une voix haute & assuré
santé de *George III.*

Parmi les troupes, on se félicitoit de
& d'autre de la cessation d'armes, ave
plus grande cordialité. Les Anglois ex
moient le déplaisir qu'ils avoient ressent
combattant les Américains, disant q
eussent voulu avoir *tout autre* ennemi à c
battre. Les Américains répondoient à
compliment; que leurs plus vrais enne
étoient les Ministres & les Ecossois le
créatures. Ils étoient bien vêtus, ils avo
de bons havresacs, & des armes en bon é
Ils firent divers manœuvres qui furent
mirées des Officiers Anglois, sur-tout p

ordre & le ſilence. Ceux-ci donnerent de
rands éloges aux Généraux Whipple &
ilover. — J'oublioïs une choſe intéreſſante.
I. Gates ne put pas s'empêcher de parler
e l'affreux dégât que les troupes Angloiſes
voient fait dans leur marche rétrogade à
aratoga & ſans aucune utilité, puiſque c'étoit
n pays qu'ils quittoient. Il ajouta que ſure-
ent ce n'étoit point M. Burgoyne qui en
voit donné l'ordre. » C'eſt moi qui l'ai or-
onné, répondit le Général Anglois, mais
eſt que mes inſtructions y étoient préciſes ».
Les papiers publics vous apprendront en-
re divers autres détails de ce genre. Je
'en rappelle un qu'il ſeroit fâcheux qu'on
ubliât. C'eſt que le Général Fraſer fut tué
plus de cent pas en avant du corps d'*Alle-*
ands qu'il commandoit, & dont il n'avoit
nais pu ſe faire ſuivre.

Le bruit ſe répandoit hier que le fort de
ſle *Mud* avoit été pris par les troupes du
oi le 5 Novembre; mais il n'y en a aucun
is autentique, & il n'a point produit d'effet
nſible à la bourſe.

F I N.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 6 Janvier 1778.

D'APRES les dispositions, Monsieur, où derniers débats parlementaires vous ont voir les esprits des deux partis, vous avez uger des efforts que chacun feroit pour le plus grand avantage de la suspension mes. Tandis qu'ils sont occupés de & d'autre de leurs préparatifs d'attaque le défense, je me suis attaché à deviner quel point particulier de la grande affaire elle se réuniroient les principales discus-s. Or, je crois que la premiere motion l'on doive attendre de Milord North, pour objet un plan de réconciliation l'Amérique, & que le *Statu quo* de 3 pourra être proposé pour la base de angement. Plein de cette persuasion & ésir de vous rendre pleinement sensible ce qui peut être dit sur cette matiere, e suis hâté de mettre sous vos yeux un dans lequel vous la trouverez parfaite- & clairement détaillée, & de la ma- la plus favorable pour que vous puissiez en pénétrer. C'est l'interrogatoire que Docteur Benjamin Franklin eut à subir,

dans la session de 1765-6, devant la Chamb
des Communes, lorsqu'il fut question de
voquer l'acte du Timbre & d'y substituer l'a
déclaratoire à l'appui duquel fut mis ensuite
malheureux impôt sur le thé porté d'Angleter
en Amérique, premiere cause de tout le m

En lisant cette piéce, vous vous tran
porterez le plus près qu'il soit possible
moment auquel les discussions parlementai
vont remonter; & vous jugerez avec bi
plus de sûreté le mérite de la cause & ce
des Combattans.

Lorsque le Comité de la Chambre d
Communes prit en considération le Bill po
révoquer l'acte du timbre, le Docteur Be
jamin Franklin fut interrogé à la Barre
la Chambre sur les affaires de l'Amériqu

Voici une copie de cet interrogat:

Demande. Quel est votre nom, & de q
lieu êtes vous?

Réponse. Franklin: (*a*) de Philadelphi

D. Les Américains payent-ils des ta
considérables entr'eux?

R. Beaucoup assurément, & de très-fort

D. Quelles sont actuellement, en Pensy
vanie, les taxes mises par les loix de la Coloni

R. Il y a des taxes sur tous les bie
meubles & immeubles, une capitation, u
taxe sur tous les offices, professions & m

(*a*) Philadelphie est le lieu du domicile du Doct
Franklin; il est né à Boston le 17 Janvier 1706.

ers, ſelon qu'ils ſont plus ou moins lucra-
s: il y a une acciſe ſur toutes les ſortes
vins, ſur le rum & les autres liqueurs:
droit de dix livres par tête ſur tous
Negres qu'on fait venir; & encore di-
rs autres droits.

D. Quel eſt l'objet de ces taxes?

R. C'eſt de ſoutenir les établiſſemens civils
militaires du pays, & d'acquitter les dettes
éreuſes contractées dans la derniere guerre.

D. Combien de tems dureront ces taxes?

R. Celles dont l'objet eſt de liquider la
olonie, ſubſiſteront juſqu'en 1772, & plus
ng-tems, ſi, à cette époque les dettes
étoient pas acquittées entierement. Les
tres ſont perpétuelles.

D. Ne ſe flattoit-on point que les dettes
urroient être acquittées plutôt?

R. On l'eſpéroit lorſque la paix fut faite
ec la France & l'Eſpagne. — Mais la guerre
i éclata bientôt après contre les Sauvages,
accroître les dettes; & en conſéquence
e nouvelle loi fut paſſée pour prolonger
durée des taxes.

D. Eſt-ce que tous les Habitans ne ſont
s en état de payer ces taxes?

R. Non. Les derrieres des Colonies, dans
ute l'étendue de l'Amérique Septentrionale,
ant été ſouvent déſolés par les incurſions
Sauvages, ne peuvent payer que des
es très-modiques. En conſidération de leur
treſſe, nos dernieres loix de taxation ont

ménagé ces Comtés, en exemptant de ce
taxes ceux qui avoient souffert le plus de dom-
mages ; j'imagine que les autres Province
ont fait de même.

D. N'êtes-vous pas intéressé dans l
régie du Bureau des postes en Amérique

R. Oui. Je suis second Maître général de
postes de l'Amérique Septentrionale.

D. Ne pensez vous pas qu'il est possibl
d'envoyer par la poste le papier timbré
tous les habitans, si d'ailleurs il n'y avoi
pas d'opposition ?

R. La poste ne va que le long des côtes
elle ne pénetre dans le pays que dans cer
taines occasions ; & supposé qu'elle y entrât
les frais de port du papier timbré par l
poste, se monteroient souvent plus haut qu
ceux du timbre même.

D. Savez-vous en quel état est l'Isle d
Terreneuve ?

R. Je n'y ai jamais été.

D. Savez-vous s'il y a des routes de post
dans cette Isle ?

R. J'ai oui dire qu'il n'y avoit aucune
routes, & qu'une habitation ne pouvoi
communiquer avec l'autre que par la mer

D. Pourriez-vous, par la poste, envoye
dans le Canada, le papier timbré ?

R. Il n'y a qu'une maison de poste entre
Montréal & Quebec. Les habitans de ce vast
pays, sont si épars & si éloignés le
uns des autres, qu'il n'est pas possible d'y

établir une poste. Il n'est point possible non plus d'y distribuer par cette voie le papier timbré. Les habitations des Colonies Angloises, sur les derrieres, sont aussi très-médiocrement peuplées.

D. L'acte du timbre seroit donc très-à charge aux habitans, s'il étoit mis à exécution?

R. Certainement, parce que plusieurs habitans ne pourroient, au besoin, avoir du papier timbré, sans être obligés de faire un long voyage, & de dépenser peut être trois ou quatre livres sterling pour procurer six deniers sterling à la Couronne.

D. Dans leur position actuelle, les Colonies ne sont-elles pas en état de payer le droit du timbre?

R. Je crois qu'il n'y a pas assez d'or & d'argent dans les Colonies pour payer le droit du timbre pendant une année seulement.

D. Ignorez-vous que les sommes qui seroient levées par le droit du timbre, sont destinées à être employées en leur totalité dans l'Amérique?

R. Je sais qu'elles sont destinées par l'acte au service de l'Amérique; mais elles seroient dépensées dans les Colonies conquises où sont les soldats, & non pas dans les Colonies sur lesquelles elles auroient été levées.

D. La balance que payent pour leur commerce les Colonies où les troupes sont employées, ne feroit-elle pas retourner ces sommes aux anciennes Colonies?

R. Je ne le crois pas. Je penſe qu'il e
retourneroit fort peu ; je ne ſache aucu
commerce qui les faſſe remonter à leur ſourc
Je crois que des Colonies où cet argen
auroit été employé, il iroit directement e
Angleterre ; car j'ai toujours obſervé qu
plus une Colonie a de moyens de faire d
remiſes à l'Angleterre, plus elle fait ven
de ſes marchandiſes & plus ſon commerc
avec l'Angleterre fleurit.

D. A combien portez-vous le nombr
des Blancs dans la Penſylvanie ?

R. Je crois qu'il peut y en avoir 160,00

D. Combien de Quakres ?

R. Environ un tiers.

D. D'Allemands ?

R. Un autre tiers. Mais je ne puis poin
en parler avec certitude.

D. Parmi les Allemands, y en a-t-il qu
ayent porté les armes en Europe ?

R. Oui. La plupart ont ſervi en Europ
& en Amérique.

D. Sont-ils auſſi mécontens de l'acte d
Timbre que les Anglois ?

R. Tout autant, & même davantage. I
y a une bonne raiſon pour cela : c'eſt qu
leur papier timbré couteroit, en pluſieur
occaſions, le double.

D. Combien croyez-vous qu'il y ait de
Blancs dans l'Amérique Septentrionale ?

R. Environ 300,000, depuis ſeize ans
juſqu'à ſoixante.

D. A quoi peut se monter annuellement produit des marchandises transportées de Grande-Bretagne en Pensylvanie?

R. J'ai entendu dire à nos Négocians qu'il montoit à plus de 500,000 liv. sterl.

D. Et l'exportation des productions de otre Province dans la Grande-Bretagne?

R. Elle ne peut pas être considérable, arce qu'il y a peu de nos productions dont Grande-Bretagne ait besoin. Je ne crois as que cela passe 40,000 liv. sterling.

D. Comment payez-vous donc la balance ui est contre vous?

R. Elle se paye par les productions que ous envoyons dans les Indes Occidentales, qui sont vendues soit dans nos propres les, soit aux François, aux Espagnols, ıx Danois & aux Hollandois: par nos nvois dans les autres Colonies de l'Améri-ue Septentrionale, comme la Nouvelle An-leterre, la Nouvelle Ecosse, l'Isle de Terre-euve, la Caroline & la Géorgie; enfin par nos xportations pour différentes parties de l'Eu-ope, comme l'Espagne, le Portugal & l'Ita-e. On nous donne dans tous ces endroits oit de l'argent, soit des lettres de change ù des marchandises, qui nous mettent en tat de faire des remises à la Grande-Bre-gne; tout cela joint aux profits que font os Marchands & nos Matelots dans ces ampagnes, & au frêt de leurs vaisseaux, aide payer notre balance à la Grande-Bretagne,

ainsi que les marchandises Angloises do
on se sert continuellement dans n
Provinces, ou qui sont vendues aux Etra
gers par nos Négocians.

D. A-t-il été mis depuis peu des entr
ves au commerce Anglois avec les Esp
gnols?

R. Oui, j'ai eu connoissance de quelqu
reglemens qui lui ont prodigieusement nui;
j'ai sû que les vaisseaux de guerre Anglois ain
que les chaloupes qui croisent le long de
côtes en Amérique, le gênoient infinimen

D. Vous paroît-il juste que l'Amérique so
sous la protection de l'Angleterre & qu'ell
n'entre dans aucun des frais d'administration

R. L'Amérique n'a point été protégée pa
l'Angleterre. Les Colonies ont levé, habill
& payé près de 25,000 hommes dans l
derniere guerre, & elles ont dépensé plu
sieurs millions.

D. N'avez-vous pas été remboursé pa
le Parlement?

R. Nous ne fûmes remboursés que des
sommes, que, suivant vous-mêmes, nous
avions fournies au-de là de notre contingent
ou au-delà de ce qu'on pouvoit raisonnable-
ment attendre de nous; & ce n'étoit qu'une
très-petite partie de celles que nous avions
dépensées. La Pensylvanie en particulier
avoit contribué pour environ 500,000 liv.
sterl.; & les remboursemens ne passerent pas
60,000 liv. sterl.

D. Vous payez, dites vous, des taxes éreufes dans la Penfylvanie. A quoi fe ontent-elles par livre ?

R. La taxe fur tous les biens meubles & meubles, eft de dix-huit deniers fterl. livre; & la taxe fur le profit des mé- rs & profeffions, ainfi que les autres taxes, vent, je crois, s'évaluer à trente deniers ling par livre.

D. Savez-vous quel eft approchant le l du change en Penfylvanie, & s'il a ffé depuis peu ?

R. Il eft communément de 170 à 175 oui-dire qu'il a baiffé depuis peu de à 162 & demi. Cela eft venu, je crois, ce que l'on a fait venir moins de mar- ndifes. Lorfque la Province aura acquitté dettes envers l'Angleterre, je crois que hange pourra être au (*a*) pair.

. Croyez-vous que le peuple de l'Amé- e fe foumettroit au droit du Timbre fi e diminuoit ?

. Il ne s'y foumettra jamais, à moins n'y foit forcé par les armes.

Les taxes en Penfylvanie ne font-elles éparties inégalement, dans la vue d'écra-

---

Il fut fait une loi en 1750 qui fixa le pair du e entre Bofton & l'Angleterre à 133 l. $\frac{1}{3}$ monnoye s, pour 100 livres fterling. Mais il varie fuivant onies : celui de la Penfylvanie étoit en 1765 de Cette différence provient de celle de la balance nmerce de chacune.

ser le commerce Anglois, particulierem
la taxe sur les professions & l'industrie ?

R. Elle n'est pas, en proportion,
onéreuse que la taxe sur les terres. Elle
reglée sur le profit.

D. Comment l'Assemblée est-elle c
posée ? Quels sortes de gens sont les Dépu
sont-ce des Cultivateurs ou des Négocia

R. Elle est composée de Cultivateurs,
Marchands & d'Artisans.

D. Les Cultivateurs ne forment-ils pas
majorité ?

R. Je le crois.

D. Ne détournent-ils pas la taxe, au
qu'il leur est possible, de dessus les ter
pour diminuer leurs charges & augme
celles du commerce ?

R. Je ne l'ai jamais remarqué. Jamais
de semblable n'est venu à ma connoissa
& en effet, quel pourroit être l'objet
pareil calcul ? Le Marchand ou Négoc
sait très-bien compter. Met-on des cha
inégales sur son commerce, il hausse le
de ses marchandises ; & les Consommate
qui pour la plupart sont des Cultivate
finissent par en payer la plus grande par
si même ils ne les payent pas en entier

D. Quelles étoient les dispositions de
mérique à l'égard de la Grande-Bretag
avant l'année 1763 ?

R. Les meilleures du monde. Nos peu
se soumettoient volontairement à l'admi
tration, & obéissoient dans toutes leurs C

uſtice aux actes du Parlement. Quelque
ıbreuſe que ſoit la population dans les
ennes Provinces, elles ne coutent rien
forts, citadelles, garniſons ou armées
: les contenir. La ſeule dépenſe qu'elles
aſionnâſſent à l'Angleterre, étoit un peu
cre & de papier & quelques plumes :
s les meniez avec un fil. Elles avoient
ſeulement du reſpect, mais de l'atta-
nent pour la Grande-Bretagne, pour ſes
, ſes coutumes & uſages, & une folle
on pour vos modes, dont votre com-
ce tiroit un grand avantage : les naturels
la Grande-Bretagne étoient toujours
és avec des égards particuliers chez
; le caractère de citoyen de l'ancienne
leterre étoit un porte reſpect, & don-
en quelque ſorte un rang diſtingué
i nous.

. Et quelles ſont les diſpoſitions actuelles
Américains ?

Oh ! elles ſont bien changées.

. Aviez-vous auparavant entendu mettre
oute le pouvoir du Parlement de faire
oix pour l'Amérique?

On reconnoiſſoit ce pouvoir du Par-
nt relativement à toutes ſortes de loix,
oté celles qui tendoient à mettre des
intérieures. Jamais il n'avoit été diſ-
à l'Angleterre qu'elle eût le droit de
e des impôts pour regler le commerce.

Comment peut-on juger des progrès
population en Amérique?

R. Je crois que le nombre des Hab
de toutes les Provinces, prises ensem
se double dans l'espace de vingt-cinq
Mais le débit que trouve chez eux les
chandises Angloises augmente bien plu
pidement ; la consommation qui s'en
n'étant pas en raison seulement de leur n
bre, mais s'accroissant en proportion
facultés pour les payer. En 1723 tou
produit des importations de la Grande-
tagne en Pensylvanie fut d'environ 15,
liv. sterl. : il est maintenant de près
demi-million.

D. De quel œil les peuples de l'Amér
avoient ils coutume de regarder le Parler
de la Grande-Bretagne ?

R. Ils regardoient le Parlement comn
rempart & la sûreté de leurs libertés &
leurs privileges. Ils parloient toujours d
avec le plus profond respect & la plus gr
vénération. Ils pensoient que des Minist
guidés par des principes arbitraires, p
voient bien, de tems à autres, concevo
projet téméraire de les opprimer, mais i
croioient assurés qu'en s'adressant au Pa
ment, il ne manqueroit jamais de ven
leur secours. Ils se rappelloient, avec
connoissance, qu'on avoit présenté un
au Parlement avec une clause, par laqu
les ordres du Roi devoient avoir force
loi dans les Colonies ; & que la Cham
des Communes refusant d'y acquiescer
Bill avoit été rejetté.

. N'ont-ils pas toujours le même ref-
pour le Parlement ?
. Non; il s'en faut bien.
. A quoi doit-on attribuer cela ?
. Au concours de différentes caufes;
entraves mifes récemment à leur com-
e, par lefquelles on a empêché l'or &
ent étranger d'entrer dans les Colonies :
défenfe de fe payer entr'eux en papier
oye : enfuite à la taxe nouvelle & oné-
des papiers timbrés : à l'abolition des
mens par Jurés ; & enfin au refus d'ad-
re & d'entendre leurs humbles péti-
.
. Croyez-vous qu'ils fe foumiffent à
du timbre, s'il étoit modifié, fi on
etranchoit ce qui les bleffe, & que le
fût réduit à quelques points de peu
portance ?
Non; ils ne s'y foumettront jamais.
Comment fe fait-il que la population
lus rapide en Amérique qu'en Angle-
?
Parce qu'on s'y marie plus jeune, &
généralement.
Pourquoi cela ?
C'eft que les jeunes-gens qui ont de
iftrie peuvent facilement obtenir des
s en propre ; & que par-là ils font en
d'élever une famille.
Les gens du commun, ne vivent-ils
plus à leur aife en Amérique qu'en
eterre ?

R. Cela doit être s'ils ſont ſobres &
borieux, parce qu'ils ſont mieux payés
leurs peines.

D. Quel ſeroit votre avis relativemen
une autre taxe appuyée ſur les même pr
cipes que l'acte du timbre ? Comment
Américains l'accueilleroient-ils ?

R. Tout comme celle-ci. Ils ne la pa
roient pas.

D. N'avez-vous rien oui dire des réſo
tions de cette Chambre & de la Cham
des Seigneurs, pour confirmer le droit
Parlement par rapport à l'Amérique, en y r
fermant le pouvoir de taxer le Peuple ?

R. J'ai entendu parler de ces réſolutio

D. Comment prendront-elles auprès
Américains ?

R. Ils les regarderont comme injuſtes
oppoſées à la conſtitution.

D. Imaginoit-on en Amérique, av
1763, que le Parlement n'eût pas le dr
d'y mettre des taxes & des impôts ?

R. Je n'ai jamais entendu conteſter
droit de mettre des taxes pour régler
commerce ; mais on n'a jamais ſuppoſé n
plus que le Parlement eût celui de met
des taxes intérieures, puiſque nous n'av
point de repréſentans au Parlement.

D. Qu'eſt-ce qui vous fonde à cro
que les Habitans de l'Amérique ont fait u
telle diſtinction ?

R. Je ſais que toutes les fois qu'il en a
queſtion dans les ſociétés, il m'a ſemblé q

pinion de chacun étoit que nous ne pou-
ous pas être taxés dans un Parlement ou
us n'avions point de représentans. On
jamais contesté le payement des droits
par un acte du Parlement comme régle-
ns de commerce.

D. Pouvez vous citer quelque acte d'as-
blée ou quelque acte public d'une des
vinces qui ait fait une semblable distinc-
1 ?

R. Je n'en puis citer aucun, je crois qu'il
jamais été nécessaire de faire un tel
jusqu'à ce moment ci où vous avez
repris de nous taxer. Depuis que nous
avons, nos assemblées ont pris des arrêtés
lesquels elles déclarent cette distinction,
laquelle je crois que chaque assemblée du
ntinent Américain, & chaque Membre
ces assemblées n'ont qu'un sentiment &
une voix.

D. Qu'est-ce qui pouvoit donc faire naître
entretiens à ce sujet avant ce tems ?

R. Il fut fait en 1754 une proposition
crois que c'est là l'origine) que dans le
où la guerre dont on se voyoit menacé
ndroit à éclater, les Gouverneurs des
onies s'assembleroient pour ordonner de
er des troupes, de bâtir des forts, & de
ndre toutes les autres mesures nécessaires
r une défense générale, & qu'ils tireroient
le trésor d'Angleterre pour les sommes
ployées, qui devoient ensuite être levées

ſur les Colonies au moyen d'une taxe géné-
rale, qui leur ſeroit impoſée par acte d
Parlement. On en raiſonna beaucoup, & c'éto
l'opinion de tout le monde que le Parleme
ne pourroit impoſer ni n'impoſeroit aucu
taxe, tant que nous n'aurions pas de répr
ſentans, parce que cela n'étoit ni juſte,
conforme à la nature de la conſtitutio
Angloiſe.

D. Ignorez-vous qu'il fut autrefois que
tion dans la Nouvelle-York de s'adreſſer a
Parlement, pour taxer cette Colonie, ſ
ce que l'aſſemblée avoit refuſé ou néglig
de lever les ſommes néceſſaires pour le ſou
tien du Gouvernement Civil?

R. Je n'en ai jamais oui parler.

D. Il fut queſtion dans la Nouvelle-Yo
d'uſer de ce moyen; or, croyez-vous qu'o
s'imaginât que le droit du Parlement fû
borné à une ſeule Province, & au cas ſe
lement d'un déficit de fonds provenant d
refus fait par l'aſſemblée de lever les ſubſid
néceſſaires?

R. On ne pouvoit pas ſuppoſer un ca
ſemblable: une aſſemblée n'auroit jama
refuſé de lever les ſommes néceſſaires pou
le ſoutien de ſa propre adminiſtration. L
ſens commun lui auroit manqué. Je cro
qu'il n'eſt jamais arrivé rien de ſemblable
la Nouvelle-York. Je vois là dedans ou u
faux expoſé, ou un mal-entendu. Je ſa
qu'on a eſſayé, par des inſtructions mini
térielle

rielles émanées d'Angleterre, d'obliger les
emblées à fixer un traitement permanent
ur les Gouverneurs, & qu'elles ont pru-
mment refusé d'y consentir, J'ai peine à
oire qu'aucune assemblée de la Nouvelle-
rk, ou de toute autre Colonie ait jamais
nqué de soutenir convenablement l'admi-
tration en accordant de tems à autres des
ointemens aux Officiers publics.

D. Mais si un Gouverneur, ayant des
lres à cet effet exigeoit d'une assemblée
lever les subsides nécessaires, & que l'as-
nblée refusât d'y acquiescer, ne croyez-
is pas qu'alors il seroit avantageux aux
bitans de la Colonie autant que nécessaire
intérêts du Gouvernement, que le Par-
ent les taxât ?

R. Je ne crois pas que cela fût nécessaire:
pouvoit y avoir une assemblée assez extra-
ante pour refuser de lever les sommes
uises pour le maintien de son admi-
ration, elle ne resteroit pas long-tems
s une telle position; les désordres & le
ble qui en résulteroient lui dessilleroient
tôt les yeux.

D. Si elle persistoit dans son aveuglement,
i appartient-il d'y remédier, si ce n'est à
rande-Bretagne ?

. Je n'aurois aucune objection à faire
re un droit dont on ne se serviroit que
une telle circonstance, n'y voyant que
us grand bien des Habitans de la Colonie.

D. En ce cas quel feroit le Juge, Grande-Bretagne, ou la Colonie ?

R. Certainement le meilleur Juge d être la partie fouffrante.

D. Vous dites que les Colonies font to jours foumifes aux taxes extérieures, & qu'el nient feulement que le Parlement ait le dr de mettre des taxes intérieures. Pouvez-vo prouver qu'il y ait quelque différence en ces deux taxes à l'égard de la Colonie laquelle on les impoferoit ?

R. Je crois que la différence eft très-granc Une taxe extérieure eft un droit mis fur denrées d'importation : ce droit eft ajo à leur premiere valeur, & aux frais qu'el ont occafionnés ; & lorfqu'elles font expof en vente il fait partie de leur prix. Si les C fommateurs ne s'en foucient pas à ce pri ils s'en paffent. On ne les force pas de payer. Une taxe intérieure au contraire arrachée aux Habitans fans leur confen ment, fi elle n'eft pas mife par leurs prop repréfentans. L'acte du timbre porte que n n'exercerons point de commerce : que n n'échangerons point nos biens les uns a les autres : que nous ne pourrons acquérin concéder : que ne recouvrerons point dettes : que nous ne nous marierons poi ni ne ferons de teftament fans payer te & telles fommes ; il a donc pour objet nous extorquer notre argent, ou de n

ruiner par les ſuites qui accompagneroient les refus de payer ce droit.

D. Mais ſuppoſons que la taxe ou droit intérieur ſoit mis ſur les choſes de premier beſoin tranſportées dans votre Colonie, n'en réſultera-t-il pas les mêmes effets que d'une taxe intérieure ?

R. Je ne ſache aucun article importé d'Angleterre en Amérique dont les Colonies ne puiſſent ſe paſſer, ou qu'elles ne ſoient en état de fabriquer elles-mêmes.

D. Eſt-ce que le drap d'Angleterre ne leur eſt pas abſolument néceſſaire ?

R. Non, en vérité : avec de l'induſtrie & de l'économie, ils peuvent ſe fournir de tout ce dont ils ont beſoin.

D. L'établiſſement d'une telle manufacture ne demanderoit-elle par beaucoup de tems, & ne ſouffriroient-ils pas énormement dans cet intervalle ?

R. Je ne le crois pas. Ils ont déja fait des progrès étonnans ; & je penſe qu'avant que leurs habits actuels fûſſent uſés, il pourroient en avoir de neufs de leurs propres fabriques ?

D. L'Amérique Septentrionale leur fourniroit-elle aſſez de laine pour cela ?

R. Ils ont pris des meſures pour augmenter la laine. Ils ont fait un accord général entr'eux pour ne plus manger d'agneaux ; & il n'y en eut l'année derniere que très-peu de tués. S'ils continuent d'uſer de cette précaution,

ils auront bientôt une immenſe quantité de laine. Ils n'ont pas beſoin d'établir de grandes manufactures comme celles que l'on voit dans les villes où ſe fabrique le drap, ici & partout où on travaille pour le commerce. Tous les Habitans fileront & travailleront pour eux-mêmes dans leurs propres maiſons.

D. Croyez-vous qu'ils ayent aſſez de laines & de fabriques dans un ou deux ans ?

R. Je ſuis perſuadé que trois ans leur ſuffiront,

D. La rigueur de l'Hyver dans les Colonies Septentrionales ne nuit-elle pas aux laines pour la qualité ?

R. Chez nous la laine eſt très-belle & très-bonne.

D. Eſt-ce que dans les Provinces plus Méridionales, comme en Virginie, la laine n'y eſt pas très-rude & comme une eſpèce de bourre.

R. Je n'en ſais rien, je ne l'ai jamais entendu dire. J'ai cependant été quelquefois en Virginie. Je ne puis pas dire que j'aie donné une attention particuliere à la laine de ce pays ; mais je crois qu'elle eſt bonne, quoique je ne prétende pas en parler avec certitude ; la Virginie & les autres Colonies, au Midi de cette Province, ont moins beſoin de laine. Leurs Hyvers ſont courts & peu rigoureux ; ils peuvent s'habiller très-bien des étoffes de lin & de coton de leur propre crû, pour le reſte de l'année.

D. Les Habitans des Colonies Septen-
trionales ne ſont-ils pas obligés de donner
du fourage à leurs moutons, pendant
l'hyver ?

R. Dans quelques unes de ces Colonies,
ils y ſont peut-être obligés pendant une
partie de l'hyver.

D. Vû les réſolutions du Parlement, quant
au droit, penſez-vous que les Habitans de
l'Amérique Septentrionale ſoient ſatisfaits ſi
l'acte du Timbre eſt révoqué ?

R. Je crois qu'ils le feront.

D. Pourquoi le penſez vous ?

R. Je penſe que les réſolutions, quant
au droit, feront à peu-près indifférentes, tant
qu'on n'eſſayera pas de les mettre en exé-
cution. Les Colonies ſe croiront probable-
ment dans la même ſituation, à cet égard,
que l'Irlande : elles ſavent que vous préten-
dez aux mêmes droits par rapport à l'Irlande,
mais que vous ne l'exercez jamais : elles s'ima-
gineront peut-être que vous ne l'exercerez
jamais dans les Colonies, non plus qu'en Ir-
lande, ſi ce n'eſt dans quelque circonſtance
extraordinaire.

D. Mais qui ſera juge de cette circonſ-
tance extraordinaire : ne doit-ce pas être
le Parlement ?

R. Quant même ce feroit le Parlement,
le peuple ne croira jamais qu'il puiſſe légi-
timement exercer un ſemblable droit, tant
que les Repréſentans des Colonies ne ſont

pas admis dans le Parlement, & il se persuader
que si l'occasion s'en offroit, il seroit aussitô
ordonné aux Colonies d'envoyer des Repré-
sentans.

D. Avez-vous sû que le Maryland a re-
fusé, dans la derniere guerre, de fournir s
quote-part pour la défense commune ?

R. L'affaire du Maryland a été fort mal ex-
posée. Cette Province n'a jamais refusé de
contribuer ou d'octroyer des secours à la
Couronne. Ses assemblées ont voté chaque
année, pendant la guerre, des sommes con-
sidérables, & formé des Bills pour les lever
Les Bills, conformément à la constitution de
cette Province, furent envoyés au Consei
ou Chambre supérieure, pour obtenir son
concours & être présentés au Gouverneur
afin d'être passés en loix. De malheureuses
contestations qui s'éleverent entre les deux
Chambres, & qui naissoient principalement
des défauts de cette constitution, firent avor-
ter tous les Bills, à l'exception d'un ou
deux. Le Conseil des Seigneurs propriétaires
les rejetta. Le Maryland, il est vrai, ne
donna point sa quote-part; mais ce fut,
suivant moi, la faute du Gouvernement &
non celle de la Colonie.

D. Ne fut-il pas dit dans les autres Pro-
vinces, que c'étoit le cas de s'adresser au
Parlement pour lui demander d'exercer la
contrainte envers le Maryland ?

R. J'ai entendu raisonner de la sorte; mais
comme on savoit que cette Colonie ne mé-

oit aucun blâme, on ne se servit point
n tel recours, & on ne fit même aucune
narche à cet égard.
D. N'en fit-on pas la motion dans une
mblée publique ?
R. Je n'en ai jamais oui parler.
D. Vous souvenez-vous que le cours du
ier monoye ait été arrêté dans la Nouvelle
gleterre par acte d'assemblée ?
R. Je me rappelle qu'il fut suprimé dans
Province de Massachusets Bay.
D. Le Sieur Hutchinson, Lieutenant du
uverneur, n'y étoit-il pas pour beau-
up ?
R. On me l'a dit ainsi.
D. Cette loi ne fut-elle pas alors mal
ueillie du peuple?
R. Cela peut bien avoir été ; mais je suis
en état d'en parler. J'habitois alors loin
cette Province.
D. La disette d'or & d'argent ne fut-elle
une raison dont on se servit contre la
pression du papier?
R. Je me l'imagine.
D. Que pense-t-on actuellement de cette
: est elle toujours aussi peu goutée du
uple ?
R. Je ne le crois pas,
D. N'a-t-il pas été envoyé quelquefois
ngleterre aux Gouverneurs, des ordres
tendoient fort à l'oppression, & qui
ient peu conformes à la bonne politique ?

R. Oui, il en a été envoyé de semblable

D. Quelques Gouverneurs n'ont-ils pa pris sur eux d'y désobéir par cette raison

R. Oui, on me l'a dit.

D. Les Américains ont-ils jamais contest le pouvoir qu'a le Parlement de regler leu commerce ?

R. Non.

D. Peut-on, à moins d'employer les armes mettre en exécution l'acte du Timbre ?

R. Je ne conçois pas que les armes e puissent favoriser la réussite.

D. Pourquoi pas ?

R. Quand même on enverroit des troupe armées en Amérique, elles ne trouveron personne en état de défense : que feront elles ? Elles ne pourront pas forcer les Ha bitans à prendre du papier timbré s'ils n veulent pas en avoir. Elles n'y trouveron point de rébellion ; mais elles pourront bien en faire naître une.

D. Si l'acte n'est point révoqué, quelle en seront les conséquences ?

R. La perte entiere du respect & de l'at tachement du peuple d'Amérique pour l'An gleterre, & de tout le commerce qui a pour base ce respect & cet attachement.

D. Comment le commerce s'en ressen tiroit il ?

R. Vous verrez que si l'acte n'est point révoqué, le débit de vos marchandises bais sera en très-peu de tems.

D. Peuvent-ils s'en paſſer ?

R. Oui, aſſurément.

D. Eſt-il de leur intérêt de n'en point
endre ?

R. Les marchandiſes qu'ils tirent de la
ande-Bretagne, ſont ou des choſes de né-
ſſité, ou de pure commodité ou de luxe.
ıant aux premieres, telles que du drap,
. avec un peu d'induſtrie ils peuvent les
riquer chez eux: à l'égard des ſecondes,
peuvent s'en paſſer, juſqu'à ce qu'ils
ent en état de s'en fournir eux-mêmes;
quand aux dernieres, qui ſont la plus
nde partie, ils y renonceront ſur le champ.
ſont des articles purement de mode, que
achete parce que la mode vient d'un
s que l'on aime, mais qu'on rejettera
c d'autant plus d'humeur. Le peuple a
, d'un commun accord, ſupprimé l'uſage
toutes les marchandiſes qui ſervent pour
deuils; & on en a renvoyé pour la va-
de pluſieurs mille livres ſterl. parce
lles ne trouvoient point d'acheteurs.

). Eſt-il de l'intérêt des Américains de
iquer des draps chez eux ?

. Peut-être gagnent-ils à préſent à les
de la Grande-Bretagne, j'entends s'ils
loient les avoir au même degré de per-
on. Mais ſi l'on fait attention aux autres
nvéniens, aux entraves miſes à leur
merce, & à la difficulté de faire des
ſes, il eſt de leur intérêt de fabriquer
eux-mêmes.

D. Comment recevroient-ils un acte
reglemens intérieurs joints à une taxe?

R. Fort mal.

D. Ils ne se soumettroient donc à auc
reglement auquel une taxe seroit jointe?

R. Ils pensent que si la Couronne a beso
de secours, elle doit, selon l'usage étab
anciennement, les demander aux divers
assemblées, qui les octroyeront, comme ell
ont toujours fait de plein gré; & que le
argent ne doit pas être accordé sans le
consentement, par des gens qui, vu le
éloignement, ne peuvent pas juger de le
position & de leurs facultés. Ils n'ont q
le moyen d'octroyer à la Couronne des secou
pour se rendre agréables à leur Souverai
& ils pensent qu'il est excessivement dur
injuste qu'un corps dans lequel ils n'ont poi
de représentans, se fasse un mérite de do
ner & d'octroyer ce qui ne lui apparti
pas, mais à eux, & de les priver d'un dr
qu'ils regardent comme du plus grand p
& de la plus grande importance, d'auta
qu'il leur assure tous leurs autres droits.

D. Le bureau des postes qu'ils ont adr
depuis long-tems, n'est-il pas une taxe a
bien qu'un reglement?

R. Non, l'argent payé pour le port d'u
lettre, est d'une nature différente de ce
d'une taxe. C'est purement un *quantùm m
ruit* pour un service rendu; personne n'
forcé de payer s'il ne veut pas accepter

ice. On peut, tout comme auparavant, oyer sa lettre par un domestique, un ex- ou un ami, si on croit le faire à meil- compte & plus surement.

). Mais ne regardent-ils pas les regle- s du bureau des postes, statués par l'acte l'année derniere, comme une taxe?

. Par le reglement de l'année derniere, ux du port a baissé généralement jus- près de trente pour cent dans toute nérique ; ils ne regarderont certainement cette diminution comme une taxe.

). Si le Parlement mettoit une accise, s pourroient également éviter de payer ne consommant point les articles qui en ent chargés, y feroient-ils des objec- s?

. Ils s'y opposeroient sans doute, parce ne accise n'a point de connexion avec service rendu, que c'est purement un urs qu'ils s'imaginent qu'on leur doit ander, qui doit être octroyé par eux, s'il qu'ils payent, & qui ne peut être octroyé qui que ce soit, qu'ils n'ont pas commis ouvoirs à cet effet.

. Vous dites qu'ils ne contredisent pas oit qu'a le Parlement de mettre des sur les marchandises, pour être payées r importation. Y a-t il donc quelque ence entre un droit sur l'importation archandises & une accise sur leur con- nation?

R. Oui, il y en a une très-essentiel
les Américains pensent, par les raisons
j'ai déja alléguées, que vous n'avez po
le droit de mettre une accise dans l
pays. Mais la mer est à vous. Vous ma
tenez, par vos flottes, la sureté de vaisse
qui y naviguent, & vous la purgez des
rates; vous pouvez donc prétendre, av
raison & équité, à retirer quelques doua
ou droit des marchandises transportées
cette partie de vos domaines, pour vous
demniser des frais que vous occasionnent
vaisseaux qui servent à assurer le transpo

D. Ce raisonnement auroit-il lieu par ra
port à un droit qu'on mettroit sur les pr
ductions exportées de l'Amérique? Et
s'opposeroit-il pas à un tel droit?

R. S'il tendoit à en diminuer le déb
en les rendant plus cheres pour l'étrange
ils s'opposeroient sans doute à un tel impô
sans nier cependant le droit que vous av
de le mettre; ils s'en plaindroient comm
d'une charge excessive, & vous supplieroie
de l'alléger.

D. Le droit sur le tabac exporté n'es
il pas un impôt de cette espece?

R. Cet impôt ne s'étend, je crois, q
sur le tabac, dont le commerce se fait p
cabotage d'une Colonie à l'autre, & qui
appliqué à l'entretien du College de W
liamsbourg dans la Virginie.

D. Les Assemblées, dans les Indes O

entales, n'ont-elles pas les mêmes droits
urels que celles de l'Amérique Septen-
nale ?
R. Sans contredit.
D. N'y a-t-il pas une taxe mise sur leurs
res exportés ?
R. Je ne connois pas beaucoup les Indes
cidentales ; mais le droit de quatre &
ni pour cent sur les sucres exportés, fut,
crois, octroyé par leurs propres assem-
es.
D. A combien se monte dans votre Pro-
ce la capitation sur les Célibataires ?
R. Elle est, je crois, de quinze shelings,
doit payer chaque Célibataire au-dessus
vingt & un ans.
D. Quel est le montant annuel de toutes
taxes dans la Pensylvanie ?
R. Environ vingt mille livres sterl.
D. Si l'acte du timbre étoit maintenu &
oduit par force, pensez-vous que les
éricains, dans leur dépit, donnâssent
ant pour des marchandises de leur cru,
qu'ils les preferâssent aux nôtres qui leur
t supérieures.
R. Oui, je le crois. C'est dans la nature de
omme : une passion nous est aussi chere
une autre : soit notre vanité, soit notre
entiment ; celle que nous trouvons à
sfaire, est celle qui nous coute toujours
moins & nous donne le plus de plaisir.
D. Les Habitans de Boston interrom-
ient-ils leur commerce ?

R. Les Marchands forment le plus p
nombre. Ils feront forcés d'interrompre l
commerce, lorfque perfonne ne fe préf
tera pour acheter leurs marchandifes.

D. De quoi eft compofé le gros du p
ple dans les Colonies ?

R. De Fermiers & de Cultivateurs.

D. Laifferoient-ils leurs productions
gâter ?

R. Non : mais ils cultiveroient moins.
fabriqueroient davantage, & ne laboureroi
plus que pour leurs befoins.

D. Pourroient-ils fe paffer de jurifdict
dans les affaires civiles, & fouffrir pend
long-tems les défagrémens d'une telle pofiti
plutôt que de prendre le papier timb
en fuppofant que ce papier fût appu
d'une force fuffifante pour que tout le mo
pût s'en procurer ?

R. Je crois que c'eft fuppofer l'impoffi
que de dire que le papier timbré feroit a
protegé pour que chacun pût en av
L'acte exige qu'on nomme des fous-Dif
buteurs, dans chaque ville de Com
dans chaque Diftrict & Village, où ils
roient néceffaires. Mais les principaux d
tributeurs, qui doivent tirer un gain i
menfe du tout, n'ont pas jugé à propos
conferver leur emploi ; & je crois qu'il
impoffible de trouver des fous-Diftribute
dignes de confiance, qui, pour le ch
profit qu'ils auroient, s'expofaffent à la ha

aux dangers qui en résultent ; & si on
a trouvoit, je crois qu'il seroit impossible
e proteger les papiers timbrés dans tant
endroits éloignés & séparés.

D. Mais dans les endroits où ils pourroient
re protégés, les Habitans n'aimeront-ils
s mieux s'en servir, que de rester hors
état de faire valoir leurs droits juridique-
ent, ou de poursuivre leurs débiteurs ?

R. Il est difficile de dire ce qu'ils feroient
n pareil cas. Je ne puis juger de ce que
s autres penseront & comment ils agiront,
ue parce que je sens moi-même. J'ai beau-
oup de créances en Amérique, mais j'ai-
erois mieux renoncer à toute poursuite
ridique contre mes débiteurs, que de me
umetrre à l'acte du timbre. Leurs dettes
e seront plus à mes yeux que des dettes
honneur. Je pense que le peuple restera
ns cet état, ou qu'il trouvera quelque
oyen de se tirer d'embarras, peut-être par
n accord général de procéder dans les
ours de justice sans papier timbré.

D. Quelles forces pourroient suffire pour
otéger la distribution du papier timbré
ns chaque partie de l'Amérique ?

R. Il en faudroit de considérables, je ne
is point les estimer au juste, si l'Améri-
ue étoit disposée à une résistance générale.

D. Combien y a-t-il en Amérique d'hom-
es en état de porter les armes, ou de mi-
ces disciplinées ?

R. Il y en a, je crois, au moins .....
(ici on fit une objection contre cette quef
tion : le répondant fe retira pour laiffer l
liberté du débat .... Lui rappellé.)

D. Le droit du Timbre, en Amérique, eft
il une taxe diftribuée avec égalité ?

R. Je ne le crois pas.

D. Pourquoi donc?

R. La plus grande partie du profit vien
droit des procès fuivis contre des débiteur
& qui feroient payés par les gens du com-
mun, trop pauvres pour acquitter facile-
ment leurs dettes. C'eft donc une taxe oné-
reufe pour les pauvres, & une taxe fur eux
parce qu'ils font pauvres.

D. Mais cette augmentation de frais ne
diminuera-t-elle pas le nombre des procès ?

R. Je ne le crois pas. Les dépens re-
gardent le Débiteur & ils doivent être payés
par lui : le Créancier n'en feroit pas moins
ardent à l'attaquer en juftice.

D. Ne produiroit-elle pas le même effet
qu'une ufure outrée ?

R. Sans doute; puifqu'elle tendroit à op-
primer le Débiteur.

D. Combien de vaiffeaux partent annuel-
lement de l'Amérique Septentrionale chargés
de graine de lin, pour l'Irlande ?

R. Je ne puis pas en dire le nombre; mais
je fais qu'en 1752, dix mille barils de graine
de lin, contenant chacun fept boiffeaux,
furent exportés de Philadelphie pour l'Ir-
lande.

de. Je préſume que la quantité en eſt aucoup accrue depuis ce tems, & l'on : que l'exportation de la Nouvelle-York égale à celle de Philadelphie.

D. Que fait-on du lin que produit cette ine?

R. On en fabrique de groſſes étoffes de & quelques-unes de moyenne eſpece.

D. Y a-t-il des moulins pour le fer, en nérique?

R. Je crois qu'on en compte trois; mais je ıſe qu'il n'y en a qu'un ſeul d'employé uellement : je préſume qu'ils le feront s, ſi le commerce ne reprend pas ſon ırs.

D. Y a-t-il des moulins à fouler?

R. Beaucoup.

D. N'avez-vous pas oui dire que, dans la niere guerre, on fabriqua dans Philadel- e beaucoup de bas pour l'armée?

R. Je l'ai oui dire.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, les néricains ne s'imagineroient-ils pas pouvoir cer le Parlement de révoquer toutes les x de taxation maintenant en vigueur?

R. Il eſt difficile de dire, à un tel éloi- ement, ce qu'un peuple peut penſer.

D. Mais à quoi, ſelon vous, attribueroient- la révocation de l'acte?

R. Ils croiroient qu'on l'a révoqué, parce on eſt convaincu qu'il étoit mal vû : & eſpéreront que tant qu'il y aura les mêmes

inconvéniens à appréhender, vous n'entr
prendrez point d'en faire de semblables.

D. Quels inconvéniens pourroient dor
en résulter?

R. Des inconvéniens de diverses espece
La pauvreté & l'incapacité de ceux qui d
voient payer la taxe: le mécontentemer
général qu'elle a fait naître, & l'impoff
bilité de forcer les Habitans à s'y soumettr

D. Si l'acte étoit revoqué, & que le Par
lement fît éclater son ressentiment contr
ceux qui se sont opposés à l'acte du timbre
les Colonies reconnoitroient-elles l'autorit
du Parlement?

R. Je ne doute nullement que, si le Par
lement révoquoit l'acte du timbre, les Co
lonies ne reconnussent son autorité.

D. Mais si le pouvoir législatif vouloi
assurer son droit de taxer, par un acte qu
imposeroit une taxe (*a*) modique, mais qu
les Colonies regarderoient comme injuste
se soumettroient-elles à cette taxe?

R. On ne s'est point fait ici une idée dis-
tincte des procédés du peuple Américain
La conduite des assemblées a été très-diffé-

(*a*) Le Ministere avoit alors en vue l'impôt su
le thé, à l'occasion duquel la Ville de Boston s'es
soulevée & fut mise en interdit, &c. &c. Il fut en-
visagé en Amérique comme taxe intérieure de la na-
ture de celles auxquelles les Anglois n'entendent se sou-
mettre qu'autant qu'ils y ont donné leur consentement
par leurs Représentans.

nte de celle de la populace. Il eſt eſſentiel
en faire la diſtinction. Les aſſemblées ſe
nt contentées de prendre des arrêtés con-
rmes à ce qu'elles eſtiment être leurs droits :
es n'ont pris aucunes meſures pour réſiſter
: les armes. Elles n'ont bâti aucun fort,
é aucun homme, ni ne ſe ſont pourvues
ucunes munitions, pour réaliſer leur oppo-
on. Elles penſent qu'il faut punir les Chefs
ſédition ; elles les puniroient elles-mêmes
elles le pouvoient. Chaque homme ſage
judicieux ſouhaiteroit que les mutins fûſ-
nt punis, puiſqu'autrement il n'y auroit point
ſûreté pour la perſonne ni pour les biens
gens tranquilles. Mais je crois qu'une
e intérieure, quelque modique qu'elle fût,
i ſeroit miſe par le pouvoir légiſlatif d'An-
terre ſur le peuple d'Amérique, ſeroit
ettée, vû qu'il n'y a point de repréſentans
rmi les Membres qui forment ce pouvoir
iſlatif. Ils ne ceſſeront jamais de s'y
poſer. Ils ne croyent pas que vous ayez
oin de lever de l'argent ſur eux par vos
es, parce qu'ils ſont & ont toujours été
poſés à le faire en ſe taxant eux-mêmes,
à octroyer des ſommes conſidérables en
portion de leurs facultés, ſur la ſimple
nande de la Couronne. Ils en ont non-
lement octroyé d'égales à leurs moyens,
is pendant toute la derniere guerre, ſelon
ugement que vous en portâtes vous mêmes,
allerent beaucoup au-delà, & leur quote-

part fut même sans proportion avec ce qu
fournissoit l'Angleterre ; elle se montoit
plusieurs centaines de mille livres qu'ell
donnerent de bon cœur & sur le champ
simplement sur une espèce de promesse qu
leur fit le Sécrétaire d'Etat, que le Parl
ment seroit prié de les indemniser ; &
Parlement fut exhorté à cet effet par le Ro
& de la maniere la plus honorable pou
eux..

L'Amérique a été fort maltraitée & fo
injuriée en Angleterre dans les feuilles péri
diques & dans les discours publics; on l
a reproché d'être ingrate, déraisonnable
injuste, parce que, disoit-on, elle avo
occasionné à cette nation des frais énorm
pour sa défense, & parce qu'elle résisto
d'y participer. Les Colonies leverent
payerent & habillerent près de vingt-cin
mille hommes pendant la derniere guerre
nombre égal à celui des troupes qu'envoy
la Grande-Bretagne, & bien au-delà de leu
quote-part. Elles contracterent de grosse
dettes, & toutes leurs taxes & biens y son
hypothéqués pour plusieurs années encor
L'administration le sentit alors très-bien : le
Colonies furent recommandées au Parlemen
Le Roi envoyoit chaque année un messag
à cet effet à la Chambre des Communes
ce message portoit que Sa Majesté touché
du zèle & de l'ardeur avec laquelle ses fide
les Sujets dans l'Amérique Septentroinal

toient portés à défendre les droits & les
ſeſſions de Sa Majeſté, prioit la Chambre
 avoir égard, & de lui fournir les moyens
 les indemniſer convenablement. Vous
uverez ce meſſage ſur vos propres Jour-
ux à chaque année de guerre. Vous accor-
es en conſéquence 200,000 livres ſterl.
ur être diſtribuées annuellement aux Co-
ies à titre d'indemnité. C'eſt bien la preuve
plus forte, que les Colonies, loin de refuſer
 participer aux charges, donnerent au-
à de leur quote-part, car ſi elles euſſent
ins fait, ou qu'elles euſſent ſimplement
rni leur contingent, il n'y auroit pas
 lieu à les indemniſer. Les ſommes qu'on
r rembourſa n'étoient aucunement propor-
nnées aux frais qu'elles avoient faits au-
à de leur quote-part, mais elles ne s'en
ignirent point; l'indemnité la plus pré-
uſe pour elles, ſe trouvoit dans les louanges
 leur Souverain & cette Chambre don-
ent à leur zèle & à leur fidelité. Il n'étoit
c pas beſoin d'un acte, tel que celui du
bre, pour arracher de l'argent à un peuple
oſé à en accorder. Les Colonies n'avoient
nt refuſé de donner les ſommes néceſſaires
r remplir l'objet de l'acte. On ne leur en
it fait aucune demande; elles étoient
jours prêtes à faire ce qu'on pouvoit rai-
nablement attendre d'elles, & c'eſt ſous
point de vue qu'elles ſouhaitent qu'on
 enviſage.

D. Supposé que la Grande-Bretagne engagée dans une guerre en Europe, est que l'Amérique Septentrionale ne contrib roit pas à la soutenir ?

R. Je crois qu'elle y contribueroit aut que le lui permettroit sa position. Les C lonies se regardent comme faisant partie l'Empire Britannique, & comme ayant mêmes intérêts : peut-être en Angleterr veut-on les regarder comme un peuple étr ger, mais ce n'est pas ainsi qu'elles l'ente dent. Elles sont remplies du plus vérita zèle pour la gloire & les succès de la nati Angloise, & tant qu'elles seront bien tr tées, on les verra toujours prêtes à la so tenir autant que leurs moyens bornés le le permettent. En 1739 on leur demanda secours pour l'expédition contre Carthagên & elles envoyerent 3000 hommes à vo armée. Carthagêne, il est vrai, est en An rique, mais elle est aussi éloignée des C lonies Septentrionales que si elle étoit Europe. Elles ne restreignent le devoir qu'el se font de secourir l'Angleterre dans guerres, par aucune distinction de pays. sais qu'on prétend communément ici que derniere guerre fut entreprise pour la d fense ou pour les intérêts de l'Amériqu Mais c'est une erreur. La guerre commen pour les limites entre le Canada & la No velle Ecosse, au sujet de territoires sur le quels la Couronne formoit à la vérité d

rétentions, mais qui n'étoient reclamés ar aucune Colonie Angloise : aucune des rres contestées n'avoit été concédée à des olons ; cette dispute ne nous regardoit donc as. Quant à l'Ohio, le différend s'éleva au jet du droit que vous disiez avoir, de ire la traite chez les Sauvages, droit que ous avez acquis par le traité d'Utrecht, & ie les François avoient violé. Ils se saisirent es Traiteurs & de leurs marchandises tirées vos manufactures : ils prirent un fort, 'une Compagnie de vos Marchands & leurs acteurs & Correspondans avoient construits ur assurer ce commerce. Braddock fut voyé à la tête d'une armée pour reprendre fort & pour protéger votre commerce. ous regardiez la possession de ce fort, comme nouvel empiétement des François sur le ritoire du Roi. Ce ne fut qu'après la défaite Braddock que les Colonies furent attaquées. sques-là elles avoient joui d'une paix pro- nde avec les François & les Sauvages. Ce fut donc point pour leur défense, que us envoyâtes des troupes en Amérique. oique le commerce avec les Sauvages se e en Amérique, ce ne sont pas les Amé- ains qui en recueillent les fruits. Les Fer- ers & les Cultivateurs font la majeure partie Habitans de l'Amérique. Il est très peu leurs productions qui soient un article de nmerce avec les Sauvages. Les Anglois tout l'avantage de ce commerce. Il se fait

avec des marchandises Angloises au pro[fit] des marchands & des fabriquans Anglo[is]. Ainsi la guerre ayant commencé pour d[é]fendre des territoires de la Couronne, q[ui] n'étoient la propriété d'aucun Américain, [&] pour le maintien d'un commerce purem[ent] Anglois, c'étoit réellement une guerre A[n]gloise, cependant les Habitans de l'Amér[i]que ne balancerent pas un moment à co[n]tribuer de tout leur pouvoir à la soutenir & à lui procurer une issue heureuse.

D. Est-ce que vous ne regardez pas l[es] Américains, comme partie intéressée, lor[s]qu'il s'agit de prendre possession des droi[ts] territoriaux du Roi, & de fortifier les fron[tieres]?

R. Ils ne sont pas intéressés particuliére[ment], mais conjointement avec les Anglois.

D. Vous ne nierez pas que la guerre anté[rieure], celle avec l'Espagne, n'ait été entre[prise] à cause de l'Amérique. Des prises faite[s] dans les parages de l'Amérique n'y donne[rent]-elles pas lieu?

R. Oui; mais c'étoient des prises de vai[s]seaux qui y faisoient le commerce Anglo[is] avec des marchandises Angloises.

D. La derniere guerre avec les Sauvages depuis la paix avec la France, n'étoit-ell[e] pas une guerre pour l'Amérique seulement?

R. Il est vrai qu'elle regardoit l'Amériqu[e] plus particuliérement que la précédente; mai[s] elle n'en étoit qu'une suite: les Sauvage[s]

n'avoient pas été entiérement pacifiés, & les Américains essuyerent la plus grande partie des frais. L'armée du Général Bouquet termina cette guerre. Il n'y avoit pas plus de 300 Soldats de troupes Angloises, & plus de 1000 Pensilvains.

D. Est-ce qu'il ne faut pas envoyer des troupes en Amérique pour défendre les Américains contre les Sauvages ?

R. Nullement; cela ne fut jamais nécessaires. Ils ont sû se défendre, quand ils n'étoient qu'une poignée d'hommes, contre les Sauvages qui étoient en beaucoup plus grand nombre : ils ont gagné continuellement du terrein, & ils ont repoussé les Sauvages au-delà des montagnes, sans qu'on envoyât aucunes troupes à leur secours. Comment peut-il être nécessaire d'envoyer aujourd'hui des troupes pour les défendre contre ces tribus de Sauvages dont le nombre est si diminué, les Colonies étant devenues depuis ce tems-là si peuplées & si fortes ? Elles sont plusque jamais en état de se défendre elles-mêmes.

D. N'avez vous pas dit qu'il n'y avoit pas plus de trois cent Soldats de troupes réglées Angloises, employés dans la derniere guerre contre les Sauvages ?

R. Il n'y en eut pas davantage sur l'Ohio ou sur les frontieres de Pensilvanie, où étoit le principal foyer de la guerre qui regardoit les Colonies. Il y avoit des garnisons à Niagara, au fort détroit & dans les postes

éloignés gardés pour l'intérêt de votre com merce. Je ne les ai pas comptés, mais je croi qu'en tout, le nombre des Américains ou de troupes Provinciales employées dans la guerre surpassoit celui des troupes. Je n'en suis pas sûr, mais je le pense ainsi.

D. Croyez-vous que les assemblées Amé ricaines ayent le droit de lever de l'argen sur les Sujets pour l'octroyer à la couronne ?

R. Je le crois assurément. Elles l'ont tou-jours fait.

D. Connoissent-elles la *déclaration des droits*; & savent-elles, qu'en vertu de ce statut, il ne doit être levé d'argent sur les Sujets qu'avec le consentement du Parlement?

R. Elles la connoissent très-bien.

D. Comment peuvent-elles donc prétendre avoir le droit de lever de l'argent pour la Couronne, ou pour d'autres objets qui ne seroient pas limités au lieu?

R. Les Américains entendent que cette clause ne regarde que les Sujets en dedans du Royaume: savoir qu'aucune somme d'ar-gent ne peut être levée sur eux pour la Cou-ronne qu'avec le consentement du Parlement. On ne regarde pas les Colonies comme étant en dedans du Royaume: elles ont des assem-blées qui sont leur Parlement: & elles sont à cet égard dans la même position que l'Irlande. Lorsqu'il faut lever de l'argent pour la Cou-ronne sur les Sujets en Irlande, ou dans les Colonies, le consentement du Parlement

d'Irlande ou des aſſemblées des Colonies eſt néceſſaire. Elles croyent que le Parlement de la Grande-Bretagne, ne peut convenablement donner ce conſentement, tant qu'il n'admettra point de repréſentans de l'Amérique parmi ſes Membres; car la *déclaration des droits* porte expreſſément, que le conſentement général du Parlement eſt requis à cet effet; & les Habitans de l'Amérique, n'ont point de repréſentans dans le Parlement, qui faſſent une partie de ce conſentement général.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & qu'on paſſât un acte qui ordonnât aux aſſemblées des Colonies d'indemniſer ceux qui ont ſouffert des dommages par la ſédition, y obeiroient-elles?

R. C'eſt une queſtion à laquelle je ne puis pas répondre.

D. Suppoſé que le Roi exigeât que les Colonies octroyaſſent un revenu, & que le Parlement s'y oppoſât, croyez-vous qu'elles pûſſent octroyer un revenu au Roi, ſans le conſentement du Parlement de la Grande-Bretagne?

R. C'eſt une queſtion fort délicate.—Pour moi je croirois être libre de le faire, & je le ferois, ſi j'en approuvois le motif.

D. Lorſqu'on a levé de l'argent dans les Colonies ſur les demandes qui en ont été faites, cet argent n'a-t il pas été octroyé au Roi?

R. Oui, il l'a toujours été; mais les demandes étoient fondées ſur quelque ſervice énoncé,

comme pour lever, habiller & payer des troupes, & non pas pour avoir de l'argent ſeulement.

D. Si l'acte qui exigeroit que les aſſemblées de l'Amérique, indemniſaſſent ceux qui ont ſouffert par les ſéditions, venoit à paſſer, & qu'elles ne s'y ſoumiſſent pas, & qu'enſuite le Parlement mît par un autre acte, une taxe intérieure, s'y ſoumettroient-elles?

R. Les Habitans ne payeront aucune taxe intérieure, & je penſe qu'un acte pour forcer les aſſemblées à indemniſer eſt inutile, car je préſume, qu'auſſi-tôt que la fermentation actuelle aura ceſſé; elles examineront la choſe, & ſi la juſtice veut qu'on la faſſe, elles le feront d'elles-mêmes.

D. Ne vient-il pas ſouvent des lettres aux bureaux de poſte en Amérique, pour quelque ville intérieure où il ne va pas de poſte?

R. Oui, il en vient.

D. Le premier venu peut-il lever ces lettres en ſe chargeant de les porter à leur adreſſe?

R. Oui. Tout ami de la perſonne le peut faire en payant le port.

D. Mais ne faut-il pas qu'il paye une augmentation de poſte, à cauſe de l'éloignement de cette ville?

R. Non.

D. Le Maître de Poſte eſt-il en droit de livrer la lettre ſans qu'on lui ait payé ce port?

R. Assurément; on ne peut rien demander orsqu'il ne rend point de service.

D. Si une personne qui seroit loin de chez elle, trouvoit dans un bureau de poste, une ettre à son adresse: qu'elle habitât dans un ndroit où la poste va communément: que a lettre fût adressée pour cet endroit, le Maître de Poste lui livreroit-il cette lettre, ans qu'elle lui payât le port dû à l'endroit our lequel la lettre est adressée?

R. Oui. Le bureau ne peut point exiger de ort, pour une lettre qu'il ne porte pas, ni our une distance où il ne la porte pas.

D. Les Passeurs de Bacq en Amérique ne ont-ils pas obligés par acte du Parlement, e passer les postes gratis.

R. Oui, il le sont.

D. Cela n'est-il pas une taxe sur les Passeurs e Bacq?

R. Cela ne leur paroît pas ainsi, parce 'ils retirent du profit des personnes qui oyagent avec la poste.

D. Si l'acte du timbre étoit révoqué, & que Couronne exigeât des Colonies une somme argent; l'octroyeroient-elles?

R. Je le crois.

D. Sur quoi fondez-vous cette opinion?

R. Je puis répondre de la Colonie dans quelle j'habite. L'assemblée m'avoit donné commission d'assurer le Ministere, qu'elle garderoit toujours comme son devoir ainsi 'elle l'avoit fait jusqu'à présent, d'octroyer

des secours proportionnés à ses facultés ; toutes les fois qu'il seroit nécessaire, & qu'ils seroient demandés de la maniere requise par la constitution. J'ai eu l'honneur de m'acquitter de cette commission auprès du Ministre d'alors.

D. Les Colonies seroient-elles aussi bien disposées dans une occasion, où l'Angleterre seroit seule intéressée, s'il s'agissoit d'une guerre dans quelque partie de l'Europe, qui ne les regardât pas ?

R. Elles seront toujours prêtes à accorder des secours, toutes les fois que l'intérêt commun l'exigera, elles se regardent comme faisant partie du tout.

D. Quelle est la maniere constitutionelle de demander des secours d'argent aux Colonies ?

R. C'est par une lettre du Secrétaire d'Etat.

D. Ne faut-il qu'une lettre du Sécrétaire d'Etat ?

R. J'entends que la voie ordinaire pour demander des secours, est une lettre circulaire du Sécrétaire d'Etat, envoyée par l'ordre de Sa Majesté: dans cette lettre le motif est exposé, & on y exhorte les Colonies à octroyer des secours tels qu'on peut les attendre des Sujets loyaux, & qui soyent proportionnés à leurs facultés.

D. Le Sécrétaire d'Etat à-t-il jamais écrit pour lever de l'argent pour la Couronne?

R. Lorsque ces demandes ont eu lieu,

étoit pour lever, habiller & payer des
oupes ; ce que l'on ne peut faire sans argent.
D. Octroyeroient-elles de l'argent seule-
ent, si on leur en demandoit, sans objet
éterminé ?
R. Je pense qu'elles donneroient de l'ar-
ent aussi bien que des troupes, si elles
oient ou qu'elles pûssent faire du papier
onnoye.
D. Si le Parlement révoquoit l'acte du
nbre, l'Assemblée de Pensylvanie annulle-
it-elle ses arrêtés ?
R. Je ne le crois pas.
D. Avant qu'il fût question de l'acte du
nbre, les Colonies desiroient-elles d'avoir
s représentans dans le Parlement ?
R. Non.
D. Ignorez-vous que dans la Chartre de
nsylvanie, le Parlement s'est réservé ex-
essément le droit de mettre des taxes en
nérique ?
R. Je sais qu'il y a une clause dans la
artre, en vertu de laquelle le Roi promet
il ne levera aucunes taxes sur les Habitans,
rement qu'avec le consentement de l'as-
nblée ou par acte du Parlement.
D. Comment l'assemblée de Pensylvanie
ivoit-elle donc prétendre que de mettre
 taxe sur l'Amérique par l'acte du timbre,
it une atteinte à leurs droits ?
R. Voici comme elle l'entend : par la même
artre, & d'ailleurs les Américains ont droit

à tous les priviléges libertés & franchiſes des Anglois ; les aſſemblées voyent dans les grandes Chartres ainſi que dans *la petition & dans la déclaration des droits*, que l'un des priviléges des Sujets Anglois, eſt de ne pouvoir être taxés que de leur conſentement : en conſéquence elles ont toujours compté depuis le premier établiſſement de cette Province, que le Parlement ne s'arrogeroit, ni ne pourroit s'arroger, ſous prétexte de cette clauſe de la Chartre, le droit de les taxer, juſqu'à ce qu'il en eût acquis la faculté en admettant des repréſentans du peuple à taxer, qui doivent participer à ce conſentement général.

D. Y a-t-il quelques termes dans la Chartre qui juſtifient cette interprétation ?

R. Les droits communs à tous les Anglois tels qu'ils ſont énoncés par la grande Chartre, & la petition de droit, tout la juſtifie

D. Y a-t-il quelque diſtinction entre taxes intérieures & extérieures dans les termes de la Chartre ?

R. Je ne le crois pas.

D. Ne ſeroit-il donc pas poſſible par la même interprétation de réfuter le droit de taxation extérieure du Parlement ?

R. On ne l'a jamais fait juſqu'à préſent l'Angleterre a eſſayé depuis peu de nou prouver qu'il n'y a pas de différence, & que ſi elle n'avoit aucun droit de nous taxe intérieurement, elle n'en a de même aucun de nous taxer extérieurement ou de faire d'autre

loi

ix pour les aſtreindre. Nos Américains ne
iſonnent pas maintenant de la ſorte, mais
ec le tems peut-être ſentiront-ils la force de
raiſonnement.

D. Les arrêtés de l'aſſemblée de Penſyl-
nie ne portent-ils pas ſur toutes les taxes?

R. Ils portent ſeulement ſur les taxes in-
ieures; les mêmes expreſſions ne ſont
s toujours entendues de même ici & dans les
lonies. Par le mot *taxes*, nous entendons
s taxes intérieures; par celui de *duties* droits,
us entendons les douanes.

D. N'avez-vous pas vu les arrêtés de
ſemblée de Maſſachuſett'sbay?

R. Je les ai vus.

D. Ne diſent-ils pas que le Parlement ne
t impoſer des taxes ni extérieures ni in-
eures?

R. Je ne ſache pas qu'ils aient dit rien de
blable; je ne le crois pas.

D. Si la même Colonie affirmoit qu'on
peut mettre ni taxe, ni *impoſition*, ne
it-ce pas déclarer que le Parlement n'eſt
riſé à mettre aucun des deux?

R. Je préſume que par le mot *impoſition*
Américains n'entendent point les droits
les marchandiſes importées, comme ré-
ens de commerce.

. Que peuvent donc entendre les Colo-
par *impoſition* ſi ce n'eſt des taxes?

. Elles peuvent entendre pluſieurs choſes:
me les enrôlemens forcés, les corvées

pour voitures ou chevaux, les logemens d
gens de guerre & autres choses semblables
il peut y avoir dans ce sens de lourdes *im
positions* qui proprement ne soient pas de
taxes.

D. L'argent levé par le Bureau des Poste
n'est il pas une taxe intérieure mise par act
du Parlement ?

R. J'ai répondu à cette question.

D. Toutes les parties des Colonies sont
elles également en état de payer des taxes

R. Non assurément. Les parties des der
rieres qui ont été ravagées par l'ennemi
ont beaucoup souffert ; c'est pourquoi dar
de semblable occasions, nos loix de taxatio
y ont ordinairement égard.

D. Pouvons - nous, étant aussi éloigne
juger de l'égard qu'il convient d'y avoir

R. Le Parlement l'a présumé, lorsqu'il
voulu s'arroger le droit de faire des loi
de taxation pour l'Amérique. Pour moi
pense que cela est impossible.

D. La révocation de l'acte du timbre fer
t-elle rallentir vos manufactures ? Ceux q
ont commencé à fabriquer cesseront-ils c
le faire ?

R. Oui, je le crois, sur-tout si en même
tems le commerce reprend son cours, c
sorte que les remises puissent se faire aise
ment. Je suis fondé à penser ainsi d'apr
plusieurs exemples. Dans l'avant dernie
guerre le tabac ayant baissé, & donnant lie

peu de remiſes, les Habitans de la Virgi-
e ſe mirent à manufacturer. Lorſqu'enſuite
tabac eut repris faveur & qu'on leur en
mandoit davantage en Angleterre, ils
vinrent à l'uſage des manufactures Angloi-
. On ſe ſervoit très peu de moulins à
ıler dans la derniere guerre en Penſylvanie,
rce que le papier monnoye d'Angleterre y
ondoit, & que les remiſes pour tirer des
ips & autres marchandiſes Angloiſes pou-
ient ſe faire aiſément à la Grande-Bretagne.
D. Si l'acte du timbre étoit révoqué,
a porteroit il les aſſemblées de l'Améri-
e à reconnoître le droit qu'à le Parle-
nt de les taxer, & caſſeroient-elles leurs
êtés?
R. Non, jamais.
D. N'y a-t-il pas de moyens de les y con-
ndre?
R. Je n'en ſache aucun, elles n'y con-
ıtiront jamais à moins qu'elles n'y ſoient
cées par les armes.
D. Y a-t-il une puiſſance ſur terre qui
ſe les y forcer?
R. Les opinions ſont libres : aucune Puiſ-
ce, quelque grande qu'elle ſoit ne peut
cer les hommes à en changer.
D. Les Colonies regardent-elles le Bureau
Poſtes comme une taxe ou comme un
ement?
R. Elles le regardent, non comme une
, mais comme un réglement & une choſe

de convenance. Chaque aſſemblée a favori
& ſoutenu cet établiſſement dès ſa naiſſanc
par des octrois d'argent, ce qu'elles n'euſſe
pas fait autrement; & les Habitans ont to
jours payé le port de leurs lettres.

D. Quand reçutes-vous les ordres do
vous avez parlé?

R. Je les ai apportés avec moi, il y
environ quinze mois.

D. Quand en avez-vous fait part
Miniſtre?

R. Auſſi-tôt après mon arrivée, penda
qu'on délibéroit ſur l'acte du timbre,
avant le que Bill ne fut propoſé.

D. Ne ſeroit-il pas plus avantageux à
Grande-Bretagne que l'on cultivât le tab
en Virginie, au lieu d'y établir des man
factures?

R. La culture du tabac eſt ſans dou
plus avantageuſe.

D. En quoi les Américains faiſoient-
conſiſter leur principale gloire?

R. A pouvoir ſatisfaire leur goût, par
moyen des modes & des manufactures de
Grande-Bretagne.

D. Et aujourd'hui qu'eſt-ce qui les flatter
le plus?

R. Ce ſeroit de reprendre leurs vieux hab
& de les porter juſqu'à ce qu'ils pûſſent s'
faire eux-mêmes de neufs.

Fin de l'interrogat.

Peut-etre bien, Monſieur, avez vous
éja vu ce morceau intéreſſant dans d'autres
ecueils François; mais il étoit eſſentiel de
offrir de nouveau à votre conſidération, vû
s circonſtances actuelles; & j'aurois pû d'au-
nt moins m'en diſpenſer, que j'en ai un
n autre à vous faire connoître dont il eſt
prélude néceſſaire. Je renvoye à ma pro-
aine lettre ce dernier, qui, je crois, n'a
oint encore eu de publicité, au moins hors
e l'Angleterre. Ce ſont diverſes queſtions
ites de la part des Miniſtres Anglois, en
769, à M. le Docteur Franklin & ſes ré-
ponſes. L'affaire des taxes y eſt diſcutée
après les changemens apportés au fonds de
querelle, par la révocation de l'Acte du
nbre, par l'acte déclaratoire & par la créa-
on d'une autre eſpèce d'impôts intérieurs,
etirés enſuite & n'exiſtant plus que dans le
ul article du thé. Avec le ſecours de ces
eux écrits, il n'y aura aucun point des pro-
oſitions d'arrangement attendus de la part
e Milord North, que vous ne ſoyez en
at d'apprécier à ſa juſte valeur.

Ces commentaires de paix ne me font
oint oublier que vous en déſirez auſſi ſur
guerre, & que le 7 Janvier il eſt arrivé
es nouvelles de l'armée des Freres Howe,
ont le Miniſtère a cru avoir grand ſujet
e ſe réjouir, quoiqu'à les bien examiner,
les n'ayent point rendu l'état de ſes affaires
eaucoup meilleur. Vous avez pu juger, par

le peu de ſenſation qu'elles ont produit à
Bourſe pour relever le crédit, prodigieuſ
ment baiſſé depuis le premier de ce moi
que le public éclairé n'a point regardé c
ſuccès comme un gage aſſûré de la prochai
fin de cette guerre exécrable. Vous verre
par les obſervations ſuivantes, s'ils pr
mettent ſeulement que l'armée du Génér
Howe paſſe un hyver bien tranquille da
Philadelphie. Je vous ferai lire enſuite de
écrits qui vous expliqueront les vraies cauſ
de la ſecouſſe que le crédit Anglois a reçue
& d'après leſquels vous conclurez que l'A
gleterre touche réellement à ſa dernie
ruine, c'eſt-à-dire, qu'il lui faudra renonc
à toute ſa conſiſtance politique parmi l
Nations de l'Europe, ſi dans le court eſpac
de cet hyver elle n'a pas regagné, par ſ
négociations, ce que lui ont fait perdre tro
malheureuſes campagnes & quinze années c
mauvaiſe adminiſtration.

A NOS GUIDES.

MYLORDS ET MESSIEURS,

» Vous nous donnez enfin une gazette ex
traordinaire pour nous annoncer, avec l
plus grand appareil, la réduction de deu
ou trois forts en (*a*) terre qui auroient empêch

(*a*) On avoit eu toutes les peines poſſibles à établi
du canon ſur l'Iſle de *Mud*, qui eſt une Iſle de vaſe.

otre armée de changer de poſition, c'eſt-
-dire de s'enfuir comme elle a fait de
oſton & des Jerſeys«.

» Que nous apprenez-vous de plus ? Les
fficiers de la Marine, ainſi que les Mate-
ts, ſe ſont comportés avec la plus grande
ravoure dans le ſervice pour lequel ils étoient
ommandés. A cela nous nous écrierons,
'eſt-il pas bien douloureux que d'auſſi braves
ens ne ſoient pas employés à des opéra-
ons plus propres à terminer promptement
guerre ! Quoiqu'il en ſoit, les deux Freres
congratulent avec la plus grande cordialité
r leurs exploits reſpectifs, ſans ſe donner
ulement la peine de faire préſſentir l'avan-
ge que la nation tirera de leurs opérations,
ns nous dire comment notre flotte & notre
mée feront garanties de toutes les entre-
riſes que l'ennemi pourra tenter pendant
n long & rigoureux hyver, ſéparées comme
les le ſont l'une de l'autre, & continuel-
ment environnées d'une foule d'ennemis
tifs & infatigables, dont les forces ſe groſ-
ſent journellement. Il y a ici des gens qui
e ſont pas ſans inquiétude ſur le ſort du
hevalier Howe. Selon eux, il pourroit bien
i arriver la même choſe qu'à Burgoyne.
t alors que deviendra la flotte, ſa naviga-
on étant toujours obſtruée *par ces vilains
evaux de friſe* ? Quand *cette occaſion favorable
les enlever* ſe préſentera-t-elle ? Ce ne ſera
oint dans le fort de la gelée ou des neiges,

ou pendant les ouragans de l'hyver? qu
feront donc alors les vaiſſeaux Anglois dan
les ports ou ſur les rivieres de l'ennemi? «

» Vos Généraux ne nous diſent pas u
mot du Général Washington, ni de l'armé
qui eſt ſous ſes ordres, ni des opération
d'aucune des deux grandes armées qui ſon
preſqu'en préſence l'une de l'autre. Nous n
ſavons rien de la poſition, de la force &
de l'état de l'armée Rebelle, ni de ce qu'o
a fait pour mettre la nôtre à l'abri de tou
danger ou ſurpriſe de ſa part «.

» Il n'eſt nullement queſtion du Généra
Clinton & de ſa garniſon à New-York; &
on nous laiſſe ignorer ſi nos troupes y éprou-
vent toutes les horreurs d'un ſiege ou ſi elle
n'y ſont que bloquées: ou bien ſi elles y
vivent dans les plaiſirs & dans l'abondance.
Nous ſommes auſſi peu inſtruits ſur le ſort
du Général Vaughan & de ſon détachement.
Eſt-il revenu triomphant de ſa périlleuſe
excurſion, ou ſera-t-il tombé comme Bur-
goyne dans les filets de l'ennemi? «

» Il y avoit dans la flotte des Officiers tels que l'Amiral Chevalier Peter Parker & le Commodore Hotham. Sont-ils vivans ou morts? C'eſt ce qu'on laiſſe à deviner à leurs amis & au public. On ne trouve ſeulement pas leurs noms dans les dépêches du Lord Howe, ni du Général ſon frere, à moins que, par l'Amiral à *Rhode-Iſland*, le Lord Howe ne déſigne le Chevalier Parker. Là

leſſus permis à tout le monde de penſer ce que bon lui ſemblera «

Mais, ce qu'il y a de plus remarquable lans cette gazette, c'eſt que le Général Howe a totalement oublié de reprendre le l de ſon hiſtoire de l'armée, depuis ſa ettre datée du 25 Octobre (inſérée dans la azette extraordinaire du 2 Décembre) juſu'au 18 de Novembre; ce qui fait une laine de vingt-quatre jours dans ſa narration. ette omiſſion vient-elle du Général, ou e ce que vous auriez mutilé ſa dépêche? evons nous enfin l'attribuer à la négligence e l'Auteur, ou à la circonſpection des Ediurs?

Signé, *Philo patriæ.*

DES LETTRES arrivées de la Flotte Anoiſe ont rapporté divers détails qui ne ſe ouvent point dans les dépêches des deux eres. Dans l'intervale du 25 Octobre au Novembre, il y avoit eu une affaire des is vives à *Province-Iſland*, & les troupes Roi en avoient été repouſſées avec une te très-conſidérable, laiſſant en outre x Américains 50 priſonniers & pluſieurs ficiers du dixieme régiment. — Le Cheier Howe fait regarder la navigation comme faitement libre ſur le Delavare, au moins ir les Frégates & les Bâtimens de tranſport, cependant on a des nouvelles certaines, que *Craford* & la *Julienne*, deux bâtimens de

tranſport ſe ſont perdus ſur les *Chevaux d*
friſe. Ces mêmes nouvelles ajoutent que c
n'eſt qu'avec les plus grandes difficultés qu
les ſubſiſtances néceſſaires arrivent à Philadel
phie, parce que le Lord Howe n'a pu avoi
que ſept hommes du pays, en état de conduir
les bâtimens au milieu de cette multitud
d'Ecueils. Le Delavare, au-deſſus de Phila
delphie, ne fournit pas des vivres avec plu
d'abondance à la ville & à l'armée, parc
que quelques galeres Américaines ont remon
té très haut dans cette riviere, & qu'elle
empêchent toutes les ſubſiſtances d'y arrive
par eau, tandis que les troupes légeres d
Washington écartent ou enlevent ceux qu
l'armée Angloiſe réuſſiroit à ſe procure
par terre. L'état de l'armée navale n'eſt pa
plus heureux. Tous les vaiſſeaux que le
glaces ſurprendront dans la riviere Delavare
ſeront infailliblement brûlés. L'eau douc
de cette riviere a ſéché & déjoint tous le
Bordages; ils ont ſouffert ce préjudice aprè
une navigation des plus laborieuſes de l
Nouvelle-York à la Baye de Chéſapeak, &
ſi on ne leur donne pas très-inceſſammen
un nouveau doublage, c'eſt une flotte entier
perdue pour toujours. Vingt-cinq million
tournois ne ſuffiroient pas pour en conſtruir
une ſemblable, ſeulement en frégates d
guerre & vaiſſeaux de force : je ne parl
point des bâtimens de tranſport. Le ſurplu
de cette armée navale croiſoit depuis l
Floride juſqu'à l'embouchure du Delavare

nais on ſait que c'eſt peine perdue dans 'hiver & dans les brumes. Tout cela n'offre as une perſpective bien riante pour l'hiver-age.

Vous avez vu dans la lettre du Général Howe qu'il comptoit marcher inceſſamment Washington. On prétend, mais je ne vous 'aſſure point, qu'il a tenté de réaliſer ce rojet le 5 Décembre ; mais qu'il a trouvé Washington trop fort dans ſes retranchemens *White-Marsh*, bourgade éloignée de cinq ieues de Philadelphie. On ajoute que le 15 M. le Chevalier Howe étoit encore dans Philadelphie. Ce Général jugeoit très bien a poſition, & n'avoit point attaché une grande nportance à la priſe des forts, puiſqu'il ne 'eſt ſervi que du paquebot ordinaire & de occaſion d'un Officier qui revenoit par congé our en donner la nouvelle à la Cour. On roit que Mylord Germaine, ſon ennemi, affecté de publier ſa dépêche par une Gaette extraordinaire pour groſſir les torts & les ridicules qu'il s'attache à lui donner. l paſſe pour certain que ce Lord a reçu ce ſujet, une viſite qui lui a cauſé les mêmes gitations que Mylord Suffolk a reſſenties la lecture de certaines lettres qui lui ſont rivées de Paris. Mylady Howe, Douaiere, s'eſt rendue chez ce Miniſtre, elle lui dit nettement, *qu'au retour de ſes fils il ouveroit à qui parler : que les outrages qu'on ceſſoit de leur faire dans les papiers publics*

partoient de ses Bureaux, & que jamais de s[a] vie, elle n'avoit autant regretté d'être femme. C'est ce qui a fait dire assez plaisamment qu[e] c'étoit le cas de prendre pour second l[a] Chevaliere d'Eon. Il est heureux pour ces deu[x] Lords que cette héroïne se trouve absente d[e] l'Angleterre. La Pallas de Tonnerre verroi[t] en eux des ennemis dignes d'elle, & su[r] qui il lui seroit doux de venger à la foi[s] sa nation & son sexe.

Mylord Germaine n'est pas plus à son ais[e] avec le Lord Barrington, Secrétaire de l[a] guerre: il s'est élevé de vives querelles entr[e] eux pour des nominations d'emplois dan[s] les nouveaux régimens; & en général l[e] Conseil est divisé. Les uns insistent pou[r] une guerre littorale seulement: Mylord Ger[-]maine est de cet avis: d'autres conseillen[t] une guerre sur terre: d'autres la paix; ce son[t] les plus sages, aussi est-ce le petit nombre. Comme leur avis ne prévaut point, les Frere[s] Howe seront rappellés, & on croit que l[e] Lord Amherst & le Général Murray, qu'o[n] fait revenir de Minorque, partageront entr[e] eux le commandement des armées.

Comme les Freres Howe n'ont point parl[é] de l'armée de Clinton, vous serez bien aise san[s] doute de savoir ce que quelques lettres m'e[n] ont appris. — Il subsiste toujours de la mésin[-]telligence entre ce Général & le Chevalie[r] Howe, à qui il a été contraint d'envoye[r] quatre régimens, quoiqu'il n'eût pas à beau[-]

oup près les forces néceſſaires pour ſe main-
enir dans la Nouvelle - York & dans les
oſtes voiſins qu'il lui a fallu évacuer. Il
craint le ſort du Lord Percy, qui avoit
efuſé les ſecours que le Général Howe lui
voit demandés, & à qui cette réſiſtance a fait
erdre le fruit de tous ſes travaux précédents.
l eſt certain que pluſieurs corps Américains
ommandés par le Général Putnam, âgé de
2 ans, environnoient l'Iſle de New-York
e 16 Novembre, & que la Ville ſe croyoit
proche du moment où elle repaſſeroit ſous
domination des Etats - Unies, que le
apier du Congrès y avoit cours ſur le pied
e quatre shillings du pays pour un shilling
erling. (Le pair eſt de 175 pour 100) ce
ui eſt une valeur conſidérable, quoiqu'en-
ore éloignée du pair. — Les marchandiſes
'Angleterre y foiſonnoient au point, que
algré les primes d'aſſurance, le fret &c.
lles ſe donnoient à meilleur marché qu'à
ondres. — On prétendoit y compter dix-
ept mille hommes de garniſon; mais les
uatre cinquiemes étoient des provinciaux en-
ôllés de force, & dont la fidélité eſt très-
uſpecte ainſi que l'expérience l'a démontré.
es vaiſſeaux étoient diſtribués dans les ſta-
ions les plus favorables pour couvrir la ville;
ais s'ils y étoient pris par les glaces on
'attendoit à voir les Américains en faire des
eux de joie, comme ils l'ont fait de l'*Au-
uſte* de 64 canons, de la frégate le *Merlin*,

du *Crawford* & du *Juliana* ſur le Delavarre
& de la frégate la *Syrene* de 32 canons
Rhode-Iſland, ainſi que de deux autres bâti
mens qui l'accompagnoient. Les Miniſtre
n'ont point publié dans la Gazette la dépêch
que le Général Pigot leur a écrite à cett
occaſion, & dans laquelle il leur appren
que la force des Américains qu'il avoit e
préſence, étant trop conſidérable, il n'
pas oſé ſortir de ſes retranchemens pou
aller à eux, ces détails ſont venus avec celu
de la perte totale de la *Syrene*, qu'un cou
de vent avoit jetté ſur la côte, où il n'
pas pu empêcher les Américains de la brûler

Je vous ai promis, Monſieur, de vous fair
voir deux écrits que je regarde comme le
indices des vraies cauſes qui ont fai
baiſſer de neuf pour cent en cinq ou ſix
jours les fonds les plus accrédités; & notam
ment les quatre pour cent de l'année der-
niere, qui de 94 ſont retombés à 85.

Suivant moi, il y en a deux principales
leſquelles ſe ſont manifeſtées enſemble: l'une
eſt la perte de l'honneur national de l'An-
gleterre, l'autre eſt le ſentiment de ſa foibleſſe.
Mon affaire n'eſt point de diſcuter s'il eſt vrai
que l'honneur Anglois ſoit perdu, ou ſi réelle-
ment cette nation eſt dénuée de toutes forces
réelles: il me ſuffit que ce ſoit l'opinion
générale du peuple & c'eſt ce que je ne crains
point d'avancer, en faiſant marcher ſur la
premiere ligne le découragement où la perte

viſible de l'honneur national a jetté tout ce qu'il y a de gens éclairés dans ce Royaume. Il a éclaté auſſi-tôt qu'on a ſû que Mylord Suffolk avoit nié un outrage qu'il s'étoit permis de faire en Parlement au Militaire François, & auquel aucun Anglois n'avoit fait attention, tant ils attachent peu d'importance aux bavardages de la plupart de ces débats parlementaires. Dès qu'il eut percé que ce mauvais propos, faux ou vrai, c'eſt ce que je n'examine point, avoit fait ſenſation à la Cour de Verſailles: dès qu'on eût vu que Mylord Suffolk vouloit paroître le nier publiquement, non dans les Gazettes Angloiſes, mais ſeulement dans un papier François, la conſéquence a été bientôt tirée; » nous craignons la guerre, donc nous » l'aurons », & auſſi tôt les fonds ont baiſſé. Voilà qu'elle a été la premiere cauſe de cette révolution, qui pourroit bien engager Mylord North à reculer ſon opération de finances juſqu'à ce que le crédit ſe ſoit aſſez relevé pour qu'il puiſſe la faire ſous de meilleurs auſpices.—La ſeconde eſt arrivée au moment ou l'on venoit de recevoir d'Amérique l'aſſurance que la grande armée Angloiſe s'étoit ouvert une porte pour ſe ſauver de Philadelphie. Celle-ci a porté un ſecond coup ſi furieux au crédit, qu'au lieu de recevoir quelque vigueur de ce qu'il pouvoit y avoir de favorable dans les nouvelles d'Amérique, les fonds ont baiſſé encore de quelques crans de plus. Je parle de la copie qui s'eſt répan-

due d'un traité pour le tabac de la Virginie entre les Fermes générales de France & les Députés Américains à Paris. Je ne vous garantis pas plus l'exiſtance de ce traité que je ne prétens ſavoir que Mylord Suffolk a tenu ou n'a pas tenu, les propos qu'on lui impute : j'obſerve ici les fluctuations des eſprits : je vous les peins de mon mieux, pour que vous appreniez de plus en plus à connoître cette nation ; & dans le cas préſent ce ne ſont point mes raiſonnemens & mes combinaiſons que je mets ſous vos yeux, ce ſont des traductions littérales des papiers Anglois.

N.° I. *Obſervations ſur la conduite du Miniſtère Anglois avec la France.*

» Quoique nos Miniſtres affectent de parler ſur un ton très-haut d'une guerre avec la France, & qu'ils ayent l'air de vouloir en impoſer à cette Puiſſance, en mettant un plus grand nombre de vaiſſeaux en commiſſion, &c. comme ſi on pouvoit ignorer que c'eſt pour avoir l'air d'employer les ſoixante mille hommes de mer obtenus du Parlement, & même un nombre extraordinaire en ſus, tandis que nous n'en avons d'effectifs que 48,000 en tout ; ce n'en eſt pas moins un fait *qu'ils implorent en ſecret, l'indulgence de la France.* Dès qu'on a ſu en France que le Lord Suffolk, dans ſon diſcours ſi étrangement amphatique, avoit fait uſage

ıſage de quelques expreſſions de mépris en
parlant des François, toute la Cour de France
: pris feu : la fureur & l'indignation s'y ſont
nanifeſtées de toutes parts. Le Lord Suffolk
voudroit-il avoir la bonté de communiquer
u public la copie d'une lettre qui lui a
té adreſſée à cette occaſion par un cer-
ain Comte, Maréchal de Camp ? Le Lord
North a eté alarmé de cette lettre qui
narquoit un vif reſſentiment de la part de
ı Cour de France. Ce Lord a mis auſſitôt
e côté ſon indolence ordinaire, & il s'eſt
onné des mouvemens ſurprenans pour
touffer le feu qui étoit ſur le point d'é-
ater. On voudroit ſavoir s'il n'a pas écrit
ıe longue lettre à un particulier de ſes amis à
ris, dans laquelle il proteſtoit que le lord Suf-
lk ne s'étoit point ſervi des expreſſions qu'on
i avoit imputées : que ce Lord & lui Lord
orth avoient au contraire le plus profond
ſpect & la plus véritable eſtime pour toute
Nation Françoiſe ; mais que le Lord Chat-
m avoit parlé fortement contre cette même
ation & s'étoit beaucoup étendu ſur ſon
et ? Le Lord North n'a-t-il pas ajouté
ns la même lettre, que malgré le mal-
ur arrivé au Général Burgoyne, il ne
oit point fait de changements dans le Mi-
ſtère Britannique : que ceux qui le com-
ſoient étoient déterminés à s'appuyer mu-
ellement de toutes leurs forces ; & qu'ils

avoient réſolu unanimement de continuer la guerre d'Amérique ? Cette lettre a été lue en France de ceux par qui l'Auteur avoit déſiré qu'elle le fût ; mais elle a produit un effet tout oppoſé à celui qu'il en avoit attendu. Les miſérables & puſillanimes craintes du Lord North étoient trop frappantes pour n'être point remarquées. Cette démarche n'a ſervi qu'à confirmer & à augmenter le mépris que les François avoient déja pour ce Miniſtre «.

N.° II. *Traité entre les Fermes générales d France & les Américains.*

On préſume qu'il a été négocié un Trait entre l'Amérique & la Cour de France. Nou laiſſons aux Miniſtres à deviner de quelle nature il peut être. Ce n'eſt pas pour leur information, car ils ne valent pas la pein qu'on leur donnent des avis ſalutaires, mai pour l'inſtruction des Peuples abuſés, qu l'on publie le fait ſuivant. Que l'Ambaſſadeu de France le nie s'il l'oſe.

» MM. Rollin & Bouret ont été député par les Fermiers Généraux de France pou négocier un Traité de commerce avec MM Franklin & Deane, Agens du Congrès à Paris Ce Traité, qui a été ou qui ſera ratifié par l Roi de France, porte : — *Que l'Etat de l Virginie fournira annuellement aux Fermier Généraux vingt mille boucauts de tabac au pri*

de six deniers & un quart sterl. la livre. Jusqu'à ce que ces vingt mille boucauts soient rendus dans les ports de France, l'État de la Virginie ne fournira pas un seul boucaut de tabac à aucune autre Puissance Européenne «.

Ce Traité est conclu pour sept, quatorze ou vingt & un ans, avec l'option pour les parties contractantes, de l'annuller ou de le continuer à l'expiration des sept ou quatorze premieres années. Les Agents du Congrès sont convenus pour l'Amérique de prendre des marchandises en échange pour le tabac qui sera ainsi envoyé de la Virginie en France; & lesdites marchandises seront portées en Amérique sur des bâtimens François, qui rapporteront la quantité de tabac convenue par le traité.

Ce traité est certifié par:

Messieurs { De Beaumarchais. / Rey de Chaumont.

» Tel est le fait. Quelle en sera la conséquence ? Ce sera certainement l'accroissement des revenus de la France. Les Fermiers Généraux y relevent du Gouvernement, ainsi que les différens Officiers de nos Douanes relèvent du nôtre. Plus la recette des Fermiers Généraux est considérable, plus ils sont en état d'augmenter le prix de leurs baux. Un marché exclusif avec l'Amérique pour avoir du tabac de la

premiere main, ne peut qu'être extrêmement avantageux dans un pays où il se fait une si grande consommation de tabac. Il s'en suit que ce marché qui vient d'être conclu sera aussi utile à la France que préjudiciable à la Grande-Bretagne. Le commerce du tabac va être exclusivement entre les mains de la France, qui est, sans contredit, la plus puissante rivale de l'Angleterre. Mais ce n'est pas là tout. Comme la France s'est emparée du commerce du tabac par le traité le plus solide avec l'Amérique, l'Espagne ne peut-elle pas en faire autant pour le commerce exclusif du riz? L'Etat de la Virginie est actuellement engagé pour remettre son tabac à la France. Pourquoi l'Etat de la Caroline Méridionale ne prendroit-il pas les mêmes engagemens pour fournir exclusivement son riz à l'Espagne? Tant que les Américains se sont soumis à l'acte de navigation, la France n'a été approvisionnée de tabac que par la voie de l'Angleterre. Dorénavant elle le tirera en droiture de l'Amérique à moitié meilleur marché. Un revenu si avantageux aux intérêts de la France sera certainement protégé par cette Cour. Ce seroit s'abuser que de supposer le contraire. Quelque sinceres que puissent être les dispositions de la France pour le maintien de la paix, on ne doit point s'attendre à la voir sacrifier ses intérêts aux nôtres. Sans doute la France ne pourroit faire ac-

tuellement une plus haute ſottiſe que de commencer les hoſtilités. Pour cela il faudroit qu'elle fût en tous points préparée à la guerre, parce qu'il peut arriver que le commerce d'Amérique, dont elle prive la Grande-Bretagne, occaſionne une rupture. Elle ſe contentera de protéger les Fermiers Généraux pour les faire jouir du traité qu'ils ont fait. Le Gouvernement leur doit cette protection. Des vaiſſeaux de guerre François ſeront placés en différents lieux pour eſcorter les bâtimens chargés de tabac qui ſe rendront de la Virginie aux ports de France. Le moindre ſigne d'humeur de la part de l'Angleterre occaſionnera une réſiſtance qui donnera lieu à des plaintes. Malgré cela, la France ne commencera point les hoſtilités. Elle continuera de protéger ſon commerce excluſif avec l'Amérique, aſſez ouvertement pour forcer, s'il eſt poſſible, l'Angleterre à frapper le premier coup; & alors il s'agira de ſavoir lequel de nos alliés nous prêtera du ſecours. Or, nos Traités ſont rédigés d'une maniere ſi abſurde, que les Alliés de l'Angleterre ne ſe ſont engagés à la ſecourir que dans le cas où elle ſeroit *attaquée la premiere.* Par conſéquent aucun d'eux n'eſt obligé d'embraſſer notre querelle, ſi nous croyons ne pouvoir nous diſpenſer d'être les *aggreſſeurs.*

P. S. du 14 Janvier.

Je ne fermerai point ce paquet ſans vous

parler des bons effets de la souscription charitable pour les prisonniers Américains & étrangers, qui est due aux sentimens & à l'humanité de Milord Shelburne. Comme spéculateur politique je ferai marcher le premier celui qui est proprement de mon ressort. C'est le louable désaveu donné en cette occasion par le ministere Anglois à ses ordres antérieurs. Vous n'avez point douté que ce ne fût en conséquence d'instructions bien positives, bien absolues, que Milord Stormont avoit pu rejetter l'année derniere, avec une dureté qui a dû couter infiniment à son cœur, les propositions que les Agens Américains lui avoient faites pour obtenir un échange dont il ne voulut pas même entendre parler. Eh bien, Milord Germaine vient de faire l'accueil le plus gracieux aux députés du Comitté; il les a renvoyés à Milord Sandwich, dans le département duquel se trouvent aujourd'hui les prisonniers, & non sans avoir donné les plus grands éloges au motif d'humanité qui les faisoit agir. Milord Sandwich s'est empressé de les entendre, & les ordres ont parti aussi-tôt de ses bureaux, pour faire construire des salles où les prisonniers seront chauffés en commun. M. Boddington, un des Députés, a été instamment prié de faire savoir au public par les Gazettes, tous les détails de la gracieuse audience qu'ils avoient obtenue, & il l'a fait par un avis daté du 5 Janvier. Milord Sandwich n'est point con-

venu que jusque-là le soin de ces prisonniers eût été négligé; il n'a pas consenti non plus qu'un Commissaire Américain pût venir en Angleterre pour veiller à leurs intérêts ; mais il a promis d'avoir égard à toutes les plaintes qui lui seroient portées ; & qu'on n'empêcheroit personne de leur procurer des soulagemens ; enfin, il a ajouté que le Gouvernement étoit disposé à l'échange, proposé, je crois, en Mars dernier, par le Docteur Franklin. Je suis persuadé que Milord Stormont fera agir tout le crédit de son oncle, Milord Mansfield, pour être chargé de cette négociation, afin de pouvoir donner un libre cours aux sentimens dont il est rempli, comme homme, comme chrétien, & j'oserois ajouter comme homme lettré. Les souscriptions ont abondé de toutes parts. La première après celle du Directeur du Comité, est d'un pauvre Marinier qui a donné deux petits écus, & que par délibération on a placé en tête de la liste où figurent une multitude de noms de la première distinction. J'ai remarqué un passage de l'avis publié à Doncaster, qui me paroît être dans le bon style de l'humanité & de la Religion. Comme c'est une phrase qu'on peut dire *cosmopolite*, vous me permettrez de vous la rapporter. » On espere que tous les Habitans de cette Ville, de quelque parti qu'ils soient, considereront que soit que ces malheureux aient été réduits à cette affreuse situation par leurs

crimes, par leur erreur ou par leurs vertus, ils ont des droits inconteſtables à la compaſſion & aux ſecours de tous ceux qu s'honorent du nom de Chrétiens. «

Les noms du Docteur Franklin, ainſi que ceux de M. Dean & de M. Lée, Députés des Etats-Unis en France, ne ſont point ſur la liſte, parce qu'ils ont envoyé directement aux priſonniers leur contribution qui a été de mille livres ſterling. Enfin à la clôture du regiſtre, le 12 Janvier, la ſouſcription s'eſt trouvée monter à 3700 liv. ſterling, qui, joints aux mille livres de Paris, ont formé un dividende d'environ cinq liv. ſterl. (120 liv. de France) pour chacun des priſonniers qui ſont au nombre de mille. — Ces contributions n'ont point nui aux charités d'uſage dans les fêtes de Noel : au contraire, celles-ci ont été plus fortes que les années précédentes de la part des deux partis, par vanité de celui qui venoit d'aider les Américains, & de celui des Miniſtres par pique. Comme la providence fait tout ſervir à ſes fins !

Mais il eſt une autre eſpèce de ſouſcriptions qui n'a pas eu, a beaucoup près, des ſuccès auſſi brillans : c'eſt celle que les amis de la cauſe miniſtérielle ont établie pour lever dans la Grande-Bretagne les 32,000 hommes avec leſquels ce parti eſpere réduire enfin l'Amérique. Les dix mille Paroiſſes du ſeul royaume d'Angleterre mirent

ır pied, du tems de Richard Ier. 350,000
ommes pour l'expédition en Terre Sainte.
lais celle de l'Amérique eſt bien éloi-
née de produire les mêmes merveilles. A
eine compte-t-on ſur ſix ou ſept mille
ommes, & ſur douze mille en tout y com-
ris l'Ecoſſe. Nous en ferons le dénombrement
la fin de Mars qui eſt le tems marqué pour
ur embarquement.

M. le Docteur Franklin ſera faché que
ette idée ait eu un ſi mince ſuccès. On m'a
ſuré qu'il avoit déja annoncé au Congrès
ırrivée de trente mille Artiſans & Manufac-
riers pris dans ce qui reſte de mieux en ce
enre en Angleterre, & dont l'induſtrie, en
eu d'années porteroit l'Amérique au plus
ut degré de ſplendeur, & nous feroit
eut-être voir dans notre ſiecle la Grande-
retagne ſa tributaire. Ses eſpérances ne
ront pas tout-à-fait remplies; car les levées
queſtion ſe font avec une lenteur ſcan-
leuſe. La ville de Mancheſter, qui a donné
xemple, fournira à peine la moitié du con-
ngent de mille hommes qu'elle s'eſt elle-
ême impoſé : on ne les trouveroit point
ns tout le Comté de Lancaſtre. Celles de
orwich & de Newcaſtle, & quantité d'autres
ſont refuſées hautement. Les bras man-
ent preſque par-tout pour le ſoutien des
verſes exploitations ou cultures. Les villes
manufactures avoient déja vu depuis long-
ms leurs meilleures maiſons réduire le

nombre de leurs métiers : les principal
avoient fermé leurs salles de spectacle & re
voyé leurs Comédiens : & c'est au milieu de c
circonstances qu'on prétend recruter 32,00
hommes dans un pays déja épuisé & ruin
Mais tout le monde sait ici que ceux q
ont imaginé ce beau projet & qui montre
le plus d'ardeur pour sa réussite sont d
gens affamés des graces de la Cour, & q
ne cherchent que leur propre avanceme
aux dépens de qui il appartiendra. Au rest
moins ces levées auront produit d'homme
moins il en coutera au Gouvernement po
les transporter en Amérique. La dépense d
transports pour chaque homme est de
livres sterling. C'est payer cher le plaisir
peupler l'Amérique de bras utiles &
défenseurs.

P. S. du 16 Janvier.

On vient de me communiquer une lett
de Boston du 3 Décembre, où on assu
que les Torys de la Nouvelle-York sont s
le point d'abandonner la Ville, & que to
y est dans une affreuse confusion. Les Tor
retiennent tous les bâtimens en état d'app
reiller, & ils en achetent d'autres pour
sauver avec leurs effets aussitôt que les tro
pes du Continent paroîtront. La maladie s'
mise dans les troupes de Clinton, & la ga
nison manque de subsistances fraiches, quo
que les marchandises séches y abonden

ſque journellement les partis Américains
event quelques-uns des poſtes extérieurs.
y eut le 16 Novembre dix-neuf ſoldats
glois tués à coups de bayonnette dans un
me corps de garde. La nouvelle de la pro-
ine arrivée du Général Gates, avoit jetté
s une égale conſternation les troupes An-
iſes & Provinciales. Le Brigadier général
nold, guéri de ſa bleſſure, eſt parti d'Al-
y pour l'armée de Washington. Ces nou-
es ſont arrivées ſur le vaiſſeau *le Succès*,
a débarqué le Courier à Douvres.
Le bruit qui avoit couru d'une tentative
e le 5 Décembre, pour engager une af-
e avec le Général Washington, n'étoit
nt hazardé. Il y a ſeulement cette diffé-
ce, que ce fut le 6 qu'un parti du Gé-
al Howe attaqua un piquet de Washington,
t le Commandant fut tué. Mais les retran-
mens des Américains parurent ſi forts, que
Général Howe ſe retira, ne jugeant pas
moment convenable pour les attaquer.
On ne peut former que des conjectures ſur
t actuel de défenſe où eſt le Canada. Un
rchand de Londres a reçu des ordres
ditionels, relativement auxquels il a cru
oir demander des éclairciſſemens à Milord
rth. On lui commandoit des envois pour
omme de cinq mille livres ſterling, ſi le
nbre des troupes deſtinées pour le Canada
t de cinq mille hommes, moitié moins
n'étoit que de trois mille, & aucun en-

voi ſi on n'y faiſoit point paſſer de trou
La plupart des ordres reçus de Qu
étoient de la même nature. Le Lord N
a répondu qu'il n'y avoit rien encore d'ar
à cet égard. On voit clairement qu'au j
ment des peuples de cette Province, ell
en danger d'être enlevée au Roi d'An
terre par les Américains dans la campa
prochaine, s'il n'eſt pas dans le plan d
Cour d'y faire paſſer une nouvelle arr
Le crédit public eſt toujours dans le m
état de ſouffrance: la Banque ne pourra
difficilement ſeconder les efforts du Min
pour le prochain emprunt. Celui de l'an
derniere n'a pû ſe remplir que par les ſec
de cette Compagnie. Sans elle des Sc
cripteurs pour la ſomme de cinq cents m
livres ſterling auroient manqué à leurs
gagemens. Elle s'eſt obligée pour eux
qu'au 12 Janvier 1778; mais à cette épo
il a fallu qu'elle eût la complaiſance de
couvrir encore, en leur procurant un n
veau délai d'un mois au moyen de ſes
lets. Sans le crédit de la Banque, où
feroient les Miniſtres, & ce crédit eſt-il ca
ble de faire face à tout? L'opération de
lord North pour l'année 1778 n
fera juger du terme juſqu'où il pourra ſe
zarder avec des reſſources, dont le vent
plus léger diſſiperoit l'immenſité.

La nouvelle de la retraite du Lord Hov
au moment où il comptoit attaquer W

gton, porte le plus grand préjudice aux
velles levées. On assure que la ville de
dres s'y refuse, & que la Banque ral-
it ses payemens ; sous le prétexte qu'on
présente fréquemment de faux billets.

P. S. du 17 Janvier.

e bruit a couru ici ce matin que Phi-
lphie avoit été évacuée par le Général
we, & qu'il s'étoit embarqué avec son
ée sur la flotte du Lord son frere pour
agner la Nouvelle-York. J'ai voulu m'as-
r si cette nouvelle étoit vraie ; & je me
convaincu que c'étoit un mal-entendu.
a voulu parler seulement de la marche
ograde du Général Howe le 6 Décem-
, lorsqu'il a abandonné son projet d'at-
e, trouvant M. Washington trop bien
nché. Il n'est donc point parti de Phi-
lphie ; mais apprenant que les Américains
ançoient de toutes parts sur l'Isle de New-
k, il a détaché trois mille hommes de son
ée pour aller renforcer le Général Clinton.
a apparence que c'est de la Nouvelle-
k que nous devons attendre les pre-
res nouvelles.

FIN.

AVERTISSEMENT.

*Q*UOIQUE *ce Recueil ſoit composé
e deux parties très-diſtinctes, dont on
eſt attaché juſqu'ici à bien marquer la
paration, l'Editeur craint cependant de
'avoir point parfaitement réuſſi à donner
intelligence de ſon plan & à faciliter
s recherches des faits & des piéces. Le
in qu'il a pris de numéroter de chiffres
e différentes natures les pages de chaque
artie, ne lui paroiſſant point encore
ffiſant pour mettre toute la clarté poſ-
ble dans l'ordre des matieres, il s'eſt
écidé à former d'un alphabet entier cha-
un des volumes dont les cahiers ſe dé-
tent conjointement. Par ce moyen, on
ourra faire relier de ſuite tout un volume
ı journal, & pareillement tout un vo-
me de Lettres du Banquier. Il faudra
onc déſormais que le Relieur attende
ıe la feuille Z du journal ait paru ainſi*

que la Table des Matieres relative, pou former le Tome VII. des Affaires d l'Angleterre & de l'Amérique, & a même la feuille Z des Lettres du Ban quier, aussi avec sa Table, pour forme le Tome VIII. Il n'y aura dans cett distribution qu'un très-leger inconvénient c'est que les volumes du journal des piéce & mémoires, & celui des Lettres du Ban quier sur les évenemens du jour alterneron entr'eux. Mais on le supportera plu aisément que l'embarras qui peut résulte du mêlange des deux parties dans chaqu volume.

On est obligé de renvoyer à un de prochains numéros, la Table des Ma- tieres du Tome VI, qui sera la dernier où les deux espèces seront mêlées: chaque partie à l'avenir devant avoir sa Table.

*Lettre d'un Banquier de Londres, à M *** à Anvers.*

De Londres le 8 Février 1778.

JE m'acquitte de ma promeſſe, Monſieur,
e plutôt qu'il m'eſt poſſible. Voici les ré-
onſes données par le Docteur Franklin en
769, à un Agent du Gouvernement chargé
e ſavoir ſon ſentiment ſur les diſpoſitions
e ſes compatriotes. Vous verrez à la ſuite
e cette piece un autre écrit du même Doc-
eur, & pareillement ſur l'objet de la taxa-
on des Colonies. Celui-ci eſt remarquable
ar ſa date, qui eſt de l'année 1754. On
voit les mêmes raiſonnemens & les mêmes
rédictions que dans ceux des années 1766
1769. De loin comme de près, M.
ranklin préſſentoit tous les maux que l'Angle-
rre attireroit ſur elle par la réſolution de
xer ſes Colonies; & en vertueux & hon-
ête citoyen, il a fait invariablement tous
s efforts pour diſſiper ſon erreur. Il y avoit
uſſi ſous le règne du feu Roi, puiſque ce
ojet n'eut pas ſon exécution : ſoit que la
rce des raiſons de M. Franklin l'eût fait
andonner, ſoit qu'il ne fût que remis à
autre tems, la guerre avec la France
ant alors ſur le point d'éclater; mais il

a été repris à la paix & par de nouveau
Miniſtres, qui apparamment jugerent que le
circonſtances y étoient plus favorables o
qui en ſentirent plus fortement le beſoin qu
n'avoient fait leurs prédéceſſeurs.

N.° I. OBSERVATIONS *ſur l'origine*
la guerre civile des Colonies Américaines.

L'Angleterre, courbée ſous le poids d
ſes lauriers & d'une dette nationale de 14
millions ſterling, s'apperçut dès l'année 176
qu'elle ne pouvoit ſatisfaire aux payeme
des intérêts & aux rembourſemens des c
pitaux de cette énorme dette par les ſeul
impoſitions dont étoit ſuſceptible la pop
lation de ſix à ſept millions d'habitans
l'Angleterre proprement dite. On ſait q
l'Irlande ne contribue en rien à la char
de la dette nationale, & que l'Ecoſſe
ſupporte qu'une très-petite portion des tax
dont tout le fardeau peſe ſur le ſeul pe
ple d'Angleterre.

George Grenville, premier Lord de
Tréſorerie, Miniſtre très-éclairé ſur la
tuation des Finances de la Grande-Bretagn
mais mal inſtruit de celle des peuples
l'Amérique & de leurs diſpoſitions, ten
en 1764 de rejetter ſur les Américains u
partie du fardeau qui accabloit la cultu
& les manufactures de la Métropole. Il e
trevoyoit, dans une population qui do

loit tous les vingt-cinq ans, des moyens
e libération & de soulagement pour la
ation Angloise. L'acte du Timbre, qui ne
ortoit qu'une imposition de cent soixante
ille livres sterling à lever sur toutes les
olonies, ne lui parut pas devoir les allar-
er. Les Américains plus éclairés sur leur
osition que le Ministre Anglois, dont ils
énétrèrent les vues, ne virent, dans cette
emiere tentative, que les conséquences
oignées qui les menaçoient. Ils se refusèrent
une taxe interne & directe, comme illé-
le. Ils reclamèrent les principes de la Cons-
ution Britannique & les droits dont ils
oient toujours joui en vertu de leurs Char-
es. La convocation d'un Congrès général,
nt l'assemblée fut indiquée à New-York,
ta l'allarme & la division dans le Conseil
itannique. Le Ministère du parti Rocking-
m, qui, au milieu de ces troubles nais-
ns, avoit remplacé celui du parti Bedford,
détermina, pour les appaiser, à faire
voquer en 1766 l'acte du timbre qui les
oit occasionnés : mais l'acte de cette révo-
tion fut accompagné en même tems de
Acte déclaratoire par lequel le Parlement
réservoit, ou plûtôt s'arrogeoit le droit
*taxer directement les Colonies, & de les lier
ns tous les cas quelconques par les loix éma-
s du Corps Législatif de la Métropole.* Le
nversement du Ministère passager du parti
ockingham laissa aux Ministères qui lui

fuccédèrent, les moyens de reprendre l
projet de taxer l'Amérique en vertu d
l'acte déclaratoire toujours fubfiftant.

Le Parti Ecoffois, dont le Lord Bu
étoit le chef invifible & le Lord Mansfiel
le Chef déclaré, entretint le Roi dan
ce fyftême, & le flatta de la poffibili
d'affujettir l'Amérique à une taxe parlemen
taire. On a vu ce fyftême adopté & repr
fucceffivement par tous les Miniftères q
ont gouverné l'Angleterre depuis 1766.

Le célebre Agent des Colonies, M. Fran
klin, réfidant à Londres, avoit acquis, pa
fes liaifons avec les différens Partis, la con
noiffance certaine de l'exiftence de ce proje
déterminé & arrêté dans le Cabinet du Ro
depuis 1762. Son exécution fufpendue e
apparence par la révocation de l'acte d
timbre en 1766, ne tarda pas à éclate
Charles Townshend, premier Lord de l
Tréforerie, tenta de nouveau, dès l'an 1767
de taxer directement l'Amérique par les acte
du Parlement, qui établiffoient des impôt
fur fix différens articles de confommatio
intérieure, dans le nombre defquels fe trou
voit compris l'acte de l'impôt fur le thé.

Les Colonies ne fongèrent encore qu'à
oppofer une réfiftance paffive aux impruden-
tes démarches du Miniftère & de la Nation
Angloife. On vit fe former l'affociation gé-
nérale des Colonies qui produifit la réfolu-
tion unanime de n'admettre aucunes manu

ictures de la Métropole, jusqu'à l'entiere
évocation de tous les actes, & jusqu'au re-
ressement de tous les griefs dont elles avoient
se plaindre. Le Ministre, qui succéda à
Charles Townshend, tâcha vainement de
etter la division parmi les différentes pro-
inces de l'Amérique. Il parvint cependant
n 1769 à détacher la Nouvelle-York de
association générale; mais ce ne fut que
ur l'assurance formelle que le Gouvernement
évoqueroit tous les actes, hors celui de
impôt sur le thé, qu'on ne laisseroit sub-
ster que nominalement, sans jamais le mettre
exécution. Les Colonies se prêtèrent, ou
ignirent de se prêter à cet arrangement,
ui ne pouvoit inspirer aucune confiance dans
s engagemens du Gouvernement. Les Co-
nies n'ont jamais voulu admettre ni re-
onnoître l'acte déclaratoire par lequel l'or-
ueil de la Nation, la juridiction du Par-
ment & l'autorité du Roi se croyoient à
ouvert.

C'est dans ces circonstances, dont on vient
rapprocher les faits par un exposé exact,
ue le Gouvernement fit écrire en 1769,
ar un Ecossois nommé *Strahan*, au Docteur
ranklin la lettre suivante, dont la traduc-
on n'avoit encore paru dans aucun écrit
ublic. Les sept questions qu'elle renferme,
netteté, la vérité des réponses de cet
gent éclairé des Colonies, la profondeur
es réflexions qui terminent sa lettre, font

autant d'honneur à sa prévoyance, qu'elle laissent d'étonnement sur l'inconcevable aveuglement du Gouvernement Britannique.

On a vu s'accomplir successivement le prédictions renfermées dans cette lettre écrite en 1769. On a vu le Ministère Anglois reprendre en 1774, après quatre années d'une tranquilité apparente, un proje absurde dans le principe, & que l'accroissement de population des Colonies rendoi chaque jour plus inexécutable. Les Ministre Anglois n'ont évité aucune des fautes annoncées & prévues : les dissolutions des assemblées provinciales, la révocation & l'annullement des Chartres ont été suivies des mesures violentes & hostiles qu'elles devoien nécessairement amener. On verra bientô la fin de cette grande & imprudente contestation, qui ne peut plus se terminer que par l'indépendance de l'Amérique.

Extrait d'une lettre au Docteur Franklin, en date du 21 Novembre 1769.

Je pense que les Serviteurs de Sa Majesté sont actuellement occupés de deux objets : le premier de soulager les Colonies des taxes dont elles se plaignent, & à l'imposition desquelles ils n'ont point eu de part. Le second, de conserver l'honneur, la dignité & la suprématie de la législature Britannique sur tous les domaines de Sa Majesté.

Sachant que vous avez une parfaite con-

noissance du sujet en question, & pleinement convaincu. comme je le suis, de votre fidele attachement à Sa Majesté, & du désir sincere qui vous anime pour le bien de tous ses sujets également & sans distinction, je vous prie de m'envoyer une réponse aux questions suivantes, conçue dans votre maniere accoutumée, claire, courte & franche: je vous fais cette priere actuellement, parce que la matiere est de la plus grande importance, & qu'elle sera bientôt & très-vivement discutée; & je vous la fais d'autant plus librement, que vous me connoissez trop bien & mes motifs aussi, pour avoir le moindre soupçon que je voulusse faire un usage peu convenable de ce que votre réponse pourra m'apprendre.

1.° Les Colonies ne seront-elles pas pleinement satisfaites par une révocation de tous les droits, à l'exception de celui sur le thé qui se payant auparavant ici à l'exportation de cette denrée, ne peut pas être considéré comme une imposition nouvelle? Si vous me répondez négativement, je vous demanderai:

2.° Les raisons de votre avis?

3.° Pensez-vous que le seul moyen efficace de concilier les différends actuels, soit de remettre les Américains précisément dans la situation où ils étoient avant que l'on eût passé l'acte du timbre? Si c'est là votre avis, je vous demanderai:

4.° Les raiſons ſur leſquelles vous fondez cet avis ?

5.° Dans le cas où la légiſlature Britannique & les Miniſtres de Sa Majeſté regarderoient la méthode de conciliation expoſée ci-deſſus, comme incompatible avec les devoirs que leur impoſe leur qualité de Gardiens des juſtes droits de la Couronne & de ſes Sujets leurs concitoyens, pourriez-vous ſuggérer quelqu'autre moyen de terminer ces querelles, qui s'accordât avec les idées de juſtice & de convenance que ſe ſont formées les Sujets du Roi des deux côtés de la Mer Atlantique ?

6.° Et ſi l'on ſuivoit actuellement la méthode de conciliation, expoſée ci-deſſus, ne penſez-vous pas que ſur le champ cette conduite enhardiroit le parti violent & factieux dans les Colonies à prétendre à des conceſſions encore plus étendues de la part de la Mere Patrie ?

7.° Si on ne fait droit qu'en partie aux griefs des Colonies, quelles conſéquences probables imaginez-vous devoir en réſulter, en conſidérant la choſe en homme raiſonnable, exempt de paſſion, & également ami des deux Partis ?

RÉPONSE.

Craven-Street, 29 Novembre 1769.

Mon cher Monſieur.

Au retour d'un petit voyage, je trouve

en rentrant à la Ville votre lettre du 21 ; elle contient un nombre de queſtions auxquelles un petit volume ne répondroit qu'incomplettement. Cependant, vous ne voulez que des réponſes courtes, & je vais tâcher de vous ſatisfaire.

Avant de me propoſer vos queſtions, vous penſez, me dites-vous, que les Serviteurs de Sa Majeſté ſont actuellement occupés de deux objets : 1.° de ſoulager les Colonies des taxes dont elles ſe plaignent : 2.° de conſerver l'honneur, la dignité & la ſuprématie de la légiſlature Britannique ſur tous les domaines de Sa Majeſté. J'aime à croire que vous êtes bien inſtruit, & que ce que vous ſuppoſez être en conſidération ſera mis à exécution, en révoquant toutes les loix qui ont été faites pour lever en Amérique un revenu établi de l'autorité du Parlement, ſans le conſentement du peuple de ce pays. Un tel acte de juſtice & de ſageſſe ne portera pas la plus légere atteinte à l'honneur & à la dignité de la légiſlature Britannique. Les corps les plus ſages ſont ſujets à ſe tromper, ſur des objets principalement qui ſont éloignés de leurs yeux. C'eſt de perſiſter dans l'erreur, & non de s'en corriger, qui fait tort à l'honneur d'un homme ou d'un corps d'hommes. La ſuprématie de cette Légiſlature ſera, je crois, mieux conſervée lorſqu'elle en uſera très-modérément, & lorſqu'elle n'en uſera que pour l'avantage évident des Colonies

elles-mêmes, ou de tout l'Empire Britan-
nique, & jamais pour l'avantage particulie
de la Grande-Bretagne, au préjudice de
Colonies. J'imagine qu'au moyen d'une con-
duite aussi prudente, la suprématie pourr
se fortifier par degrés & même avec le tem
s'établir tout-à-fait; mais autrement je conço
qu'elle sera disputée & perdue dans la di
pute. Dans le moment présent, les Colo
nies y consentent & s'y soumettent pou
les reglemens du commerce général; mai
la soumission aux actes du Parlement n'
jamais fait partie de leurs Constitutions pr
mitives. Nos premiers Rois gouvernoient leu
Colonies, comme ils avoient auparavan
gouverné leurs domaines situés en France
sans la participation des Parlemens Britan
niques. Jamais le Parlement d'Angleterr
n'avoit entrepris d'avoir part à cette pré
rogative jusqu'au tems de la grande rébel
lion, lorsqu'il usurpa le Gouvernement d
tous les autres domaines du Roi, de l'Ir
lande, de l'Ecosse, &c. Il conquit par l
force des armes les Colonies qui tenoient pou
le Roi, & les gouverna ensuite comme de
pays conquis; mais la Nouvelle-Angleterr
n'ayant point résisté au Parlement, fut re
gardée & traitée en sœur, & comme un
puissance amie de l'Angleterre, ainsi qu'on
le voit dans les journaux sous la date d
10 Mars 1742.

Voici maintenant votre premiere question

1.° Les Colonies ne feront-elles pas pleinement fatisfaites par une révocation de tous les droits, à l'exception de celui fur le thé, qui, fe payant autrefois ici fur l'exportation de cette denrée, ne peut pas être confidéré comme une impofition nouvelle.

Réponfe. Je penfe que non.

2°. Vos raifons pour être de cet avis.

R. Parce que ce n'eft pas la fomme à payer pour ce droit fur le thé qui excite les plaintes, c'eft le principe même de l'acte exprimé dans le préambule, favoir : *que ces droits ont été impofés pour le maintien du gouvernement & pour l'adminiftration de la juftice dans les Colonies.* C'eft ce principe que les habitans des Colonies regardent comme inutile, injufte & dangereux pour leurs droits les plus importans. *Inutile*, parce que dans toutes les Colonies, à l'exception des deux ou trois plus nouvelles, le gouvernement & l'adminiftration de la juftice ont été maintenus fur un bon pied, fans qu'il en coutât rien à la Grande-Bretagne. *Injufte*, parce qu'en conféquence de ce principe, telle Colonie pourroit être obligée de payer certains droits pour d'autres, fans qu'il fût queftion de fes befoins ou de fes intérêts propres. *Dangereux*, enfin, parce qu'une pareille maniere de lever de l'argent pour ces objets tendroit à rendre leurs affemblées inutiles. En effet, fi l'on pouvoit tirer un revenu pour les befoins du gouvernement

par un acte du Parlement, ſans la conceſſio du peuple des Colonies, les Gouverneur qui en général n'aiment pas les aſſemblées ne les convoqueroient jamais : elles ſeroient pour ainſi dire, miſes de côté ; & lorſque l gouvernement n'auroit plus beſoin, pour rien de la bonne volonté des peuples, leurs droit ſeroient foulés aux pieds, ils ſeroient traité avec mépris. Une autre raiſon pour laquelle j penſe que les Colonies ne ſeroient poin ſatisfaites par une révocation partielle, c'eſ que leur réſolution de ne rien importer juſ qu'à la révocation des actes, les compren tous, preuve qu'elles reclament contre tous & ces réſolutions demeureront en vigueur & continueront d'être obligatoires juſqu'à ce que tous les actes ſoient révoqués.

3°. Penſez-vous que le ſeul moyen effi cace de concilier les différends actuels, ſoi de remettre les Américains préciſément dan la ſituation où ils étoient avant que l'o eût paſſé l'acte du timbre ?

R. Oui, je le penſe.

4°. Sur quelles raiſons fondez-vous cet avis

R. On a eſſayé d'autres moyens : on a écrit aux Colonies des lettres pleines de reproches & d'indignation. Le Parlement a refuſé d'entendre, ou a rejetté leurs *péti- tions* (*a*). Elles ont été menacées par des

(*a*) On a cru devoir employer ici *Pétitions*, qu eſt le mot propre Anglois, au lieu de *Requêtes* qu auroit peut-être donné l'idée d'une forme trop ſem- blable aux nôtres.

éſolutions des deux Chambres d'être punies
:omme coupables de trahiſon. Leurs aſſemblées
ɔnt été diſſoutes, & des troupes ont été en-
voyées au milieu d'elles. Mais tous ces moyens
n'ont fait qu'irriter les eſprits & aggrandir
a plaie. Les réſolutions de ne plus uſer des
nanufactures Britanniques ont pris une nou-
velle force; & toutes les meſures employées
uſqu'à préſent, au lieu de concilier les dif-
érends & de procurer le rétabliſſement de la
onne intelligence, ont preſque anéanti votre
ommerce avec ces pays & mis en grand
éril la paix nationale & le bonheur général.

5°. Dans le cas où la légiſlature & les
Miniſtres de Sa Majeſté regarderoient la mé-
hode de conciliation expoſée ci-deſſus comme
ncompatible avec les devoirs que leur impoſe
eur qualité de Gardiens des droits de la
Couronne & de ſes Sujets leurs concitoyens,
ourriez-vous ſuggérer quelqu'autre moyen
e terminer ces querelles qui s'accordât avec
es idées de juſtice & de convenance que ſe
ont formées les Sujets du Roi des deux
ôtes de la mer Atlantique ?

R. — Je ne vois pas comment cette mé-
hode de conciliation feroit incompatible
vec les droits de la Couronne. Si les Amé-
icains ſont remis dans leur première ſitua-
on, ce devra être par un acte du Parle-
ent; & en donnant à cet acte le ſceau de
on conſentement, le Roi exercera les droits
e la Couronne, ſans qu'ils reçoivent la

moindre atteinte. Il eſt indifférent à la Couronne que les ſubſides reçus de l'Amériqu ſoient accordés par le Parlement d'ici, o par les aſſemblées de l'autre côté de la mer pourvu que la quotité ſoit la même ; & j ſuis d'ailleurs bien perſuadé qu'en généra on accordera volontairement en Amériqu beaucoup plus qu'ici on ne pourroit exiger ou y faire lever par l'autorité du Parlement Quant aux droits des autres ſujets de l Couronne (je ſuppoſe que c'eſt le peuple d la Grande-Bretagne que vous entendez) i m'eſt impoſſible de concevoir comment leur droits pourroient ſouffrir de cette méthod de conciliation. Ils jouiront toujours d droit d'accorder leur propre argent, & mêm ils pourront encore, ſi cela leur plaît, con ſerver leur prétention au droit d'accorde le nôtre ; droit qu'ils ne pourroient jamai exercer convenablement, faute d'avoir un connoiſſance ſuffiſante des circonſtances dan leſquelles nous ſommes de nos facultés, en u mot de nous mêmes (pour ne rien dire ici d peu de vraiſemblance que nous nous y ſoumiſſions jamais) droit qui par conſéquent ne peu jamais leur être d'aucune utilité. Et nous continuerons, nous, de jouir par le fait d droit d'accorder notre propre argent, avec la perſuaſion univerſellement répandue à préſent parmi nous que nous ſommes ſujets libres du Roi, & que ſes ſujets, dans une partie de ſes domaines, ne ſont pas les Sou-

erains d'autres sujets comme ceux qui en ha-
itent une autre partie. Si les sujets des deux
ôtés de la mer Atlantique ont des idées diffé-
entes ou opposées de justice & de convenance,
se pourroit bien qu'une seule méthode ne
'accordât pas aux deux manieres. Le mieux
era de laisser les uns & les autres jouir,
hacun, de sa propre opinion, sans les
troubler, à moins qu'elles n'influent sur
bien commun.

6°. Et si l'on suivoit actuellement la mé-
hode de conciliation exposée ci-dessus,
e pensez-vous pas que sur le champ cette
onduite encourageroit le parti violent &
actieux dans les Colonies à prétendre à des
oncessions encore plus étendues de la part
e la Mere-Patrie?

R. — Je ne crois pas que cette conduite
roduisît un pareil effet. Il peut y avoir dans
es Colonies, comme dans tout pays,
uelques gens qui méritent d'être appellés
iolens & factieux; mais ils sont en petit
ombre, & n'auroient que bien peu d'in-
uence, si la grande pluralité des gens sages
raisonnables étoit satisfaite. S'il arrivoit
ue quelqu'une des Colonies trouvât quel-
u'un de vos réglemens de commerce nui-
ble à l'intérêt général de l'Empire, ou
réjudiciable pour elle sans être avantageux
our vous, elle exposeroit la matiere au
'arlement dans des pétitions comme ci-de-
ant; mais elle ne prendroit, je pense, aucun

parti violent pour obtenir ce qu'elle pourro
espérer avec le tems de la sagesse de votr
gouvernement. Je ne leur connois pas d'autre
objets en vue; l'opinion qui s'établit ici qu
les Colonies desirent d'élever un Royaum
ou une République à part, est de ma certain
science, dénuée de tout fondement. Je pen
donc que sur l'entiere révocation de tous le
droits expressément imposés dans le dessei
de lever un revenu sur le peuple d'Amér
que sans son consentement, les troubles ac
tuels s'appaiseroient, que les résolutions d
ne point importer seroient annullées, &
que le commerce fleuriroit comme aupa
ravant; & je suis confirmé dans ce sentimen
par toutes les lettres que j'ai reçues d'Amé
rique, & par l'opinion de tous les gens sens
qui sont arrivés depuis peu de ce pays, except
les Officiers de la Couronne. A la vérité
je sais que le peuple de Boston est profondé
ment offensé de ce que l'on y a mis des troupe
en quartier, parce qu'il croit que c'est un
chose contraire à la loi. Je sais aussi qu'
est fort irrité contre le Bureau des Com
missaires qui l'ont calomnié auprès du gouver
nement ; mais comme je suppose que l
rappel des troupes sera la conséquence im
médiate des mesures de conciliation; & qu
la commission sera aussi ou dissoute, si o
la trouve inutile, ou formée d'hommes mo
dérés & prudens, si on l'estime utile & néces
saire, je n'imagine pas que ces points par
ticulier

ticuliers empêchent le retour de l'harmonie qui eſt ſi fort à deſirer.

7°. Si l'on ne fait droit qu'en partie ſur les griefs des Colonies, quelles conſéquences probables imaginez-vous devoir en réſulter, en conſidérant la choſe en homme raiſonnable, exempt de paſſions, & également ami des deux parties?

R. — J'imagine que la révocation partielle des droits qui ont excité les plaintes des Colonies, ne répondra en aucune maniere à leurs vues : que le commerce demeurera interrompu, & que les Américains perſiſteront, à leur grand avantage, dans leurs plans d'économie, d'induſtrie & de manufactures. Je ne ſaurois dire juſqu'à quel point cela pourra être préjudiciable à la Grande-Bretagne ; peut-être pas autant que quelques gens le croyent, puiſqu'elle peut avec le tems trouver de nouveaux débouchés pour ſon commerce. Mais je penſe que, ſi malgré cela, l'union des deux pays ſubſiſte, l'intérêt général n'en ſouffrira point; car tout ce que la Grande-Bretagne pourra perdre par la diminution de ſon commerce, l'Amérique le gagnera par l'accroiſſement du ſien, & la couronne recevra une ſomme égale de ſecours de la totalité de ſes ſujets, ſi même elle n'en reçoit pas une plus conſidérable.

Après avoir répondu à vos queſtions ſur les conſéquences qui pourront, à mon avis, réſulter de telles ou telles meſures, je vais

maintenant aller un peu plus loin & vou
dire qu'elles ſont d'après les apparences m
craintes ſur ce qui doit réellement arrive
Je préſume que le miniſtere, ou du moin
ceux des Miniſtres qui ont le départemen
de l'Amérique, étant pleinement perſuad
du droit du Parlement, ils penſent qu'il fa
le ſoutenir par la force, quelles que puiſſe
en être les conſéquences, & qu'en même
tems ils ne croyent pas que ces querell
ayent encore cauſé aucune diminution dans
commerce entre les deux pays, o u qu'ils s'im
ginent que cette diminution, ſi elle a lieu
eſt très-peu de choſe, & ne peut pas dur
long-tems. Vos Miniſtres ſe tiennent aſſu
rés, d'après les Officiers de la couronne e
Amérique, que l'établiſſement des manufac
tures y eſt impoſſible; que les mécontens
ſont en petit nombre & peu importans; q
preſque tous les gens riches & conſidérabl
ſont contens & diſpoſés à ſe ſoumettre pa
ſiblement au pouvoir de taxer que le Parl
ment veut exercer; & que ſi l'on maintie
les actes faits pour tirer un revenu, en rév
quant ſeulement ces droits que l'on appel
anti-commerciaux (deſtructifs du commerce
& peut-être même en mettant d'autres droi
à leur place, les Colonies ſe ſoumettro
avant qu'il ſoit long-tems à l'autorité parl
mentaire, & bientôt anéantiront leurs ré
lutions de ne plus importer, lorſqu'ell
verront que ces réſolutions ne produiſe

ucun changement de la part de l'Angleterre.
D'après ces fausses informations & d'autres semblables auxquelles il me paroît que l'on ajoute foi, je regarde comme vraisemblable qu'il ne sera point accordé à l'Amérique de redressement total de ses griefs dans la présente session (1769), ce qui peut allumer encore plus l'incendie commencé. Des mesures plus vives de ce côté là peuvent causer plus de ressentiment de celui-ci ; & il peut en résulter, non pas seulement comme l'année derniere, la dissolution des assemblées Américaines, opération bien mal conçue, mais une tentative de dissoudre les constitutions elles-mêmes : peut être enverra-t-on plus de troupes; ce qui augmentera l'inquiétude. Cependant, pour justifier les mesures du Gouvernement, vos Ecrivains décrieront les Américains dans vos gazettes, comme ils ont déja commencé à le faire : ils les traiteront de misérables, de coquins, de lâches, de rebelles, &c. dans la vue d'aliéner contr'eux l'esprit de votre peuple, & cela contribuera encore à diminuer l'affection des Américains pour l'Angleterre. Peut-être aussi quelques-uns de leurs patriotes ardens se laisseront-ils emporter jusqu'à s'exposer par quelque action violente à être mandés ici, & peut-être le Gouvernement d'ici sera-t-il assez imprudent pour vouloir les faire pendre d'après l'acte d'Henri VIII. A force de se provoquer ainsi de part & d'autre, la séparation s'achevera ; & au lieu

de cette affection cordiale qui a regné autre-
fois & si long-tems, & de cette harmoni
si convenable au bonheur, à la force, à l
sûreté & à l'avantage des deux pays, i
s'établira une mal-veillance mutuelle, un
haine implacable, telles que nous les voyon
subsister à présent entre les Espagnols & le
Portugais, entre les Génois & les Corses
produites par la même mauvaise conduit
de la part des Gouvernemens supérieurs
& l'identité de nation, la ressemblance d
Religion, de mœurs & de langage, ne feron
pas plus un obstacle à ces effets dans notr
cas que dans celui de ces peuples.

Signé, Benjamin FRANKLIN

RAISONS pour ne point taxer les Colonies communiquées par le Docteur Franklin au Gou verneur Shirley, dans l'année 1754.

Les peuples supportent toujours plus vo-
lontiers les charges, lorsqu'ils ont ou qu'il
peuvent avoir quelque part dans leur impo
sition.

Quand un systême d'administration est dé-
sagréable aux peuples, les ressorts du Gou
vernement se meuvent avec beaucoup plu
de lenteur.

Exclure les peuples d'Amérique de tout
part dans le choix d'un grand Conseil pou
leur propre défense, & les taxer dans le Par-
lement où ils ne sont point représentés, c

feroit leur caufer le plus fenfible déplaifir.
Il n'y a point de raifon pour douter de l'empreffement avec lequel les Coloniftes contribueroient à leur propre défenfe.
Des peuples, dont la propriété & la liberté feroient en danger, jugeroient mieux des forces néceffaires pour leur défence & des moyens de lever de l'argent pour cet objet, qu'un Parlement Britannique à un fi grand éloignement.
Les Américains fauroient prendre d'auffi fages mefures au moins pour la fureté de leurs pays, que des Gouverneurs envoyés de la Grande-Bretagne, dont l'objet en général eft de s'enrichir avant de retourner en Angleterre, & qui par cette raifon doivent être difpofés à faire la guerre à la France plutôt pour leur intérêt que pour celui de la caufe commune.
Forcer les Colonies à donner de l'argent pour leur propre défenfe, fans leur confentement, ce feroit montrer du foupçon fur leur loyauté, leur patriotifme & même leur raifon, & les traiter comme des ennemis conquis & non comme des Bretons libres qui croient avoir le droit inaliénable de n'être taxés que de leur propre confentement donné par leurs Repréfentans.
Les taxes parlementaires, une fois impofées, font fouvent continuées après la ceffation du motif qui les a occafionnées. Mais fi les Coloniftes étoient autorifés à fe taxer eux-mêmes, ils retireroient le fardeau de def-

ſus les peuples, auſſitôt qu'ils jugeroien
qu'il ſeroit inutile de le leur faire ſupporte
plus long tems.

Si le Parlement doit taxer les Colonies
leurs Aſſemblées de repréſentans doivent êtr
ſupprimées comme inutiles.

Il n'eſt pas plus juſte de taxer les Colonies pour leur propre défenſe, qu'il ne l
ſeroit d'obliger les cinq Ports & les autre
côtes de la Grande-Bretagne à entreteni
une armée contre la France, & de les taxe
pour cet effet ſans leur accorder des Repré-
ſentans dans le Parlement.

Les Colonies ont toujours été indirecte-
ment taxées par la Métropole (outre qu'elle
payent les taxes miſes par leurs Aſſemblées
puiſqu'en effet elles ſont forcées d'achete
les manufactures de la Grande-Bretagne
chargées d'une infinité de droits très-lourds
tandis que les Colonies pourroient fabriquer
elles-mêmes quelques-unes de ces manufac-
tures, ou les acheter ailleurs à bien meilleur
marché.

Les Colonies ſont en outre taxées par la
Métropole, en ce qu'elles ſont obligées de
porter dans la Grande-Bretagne une grande
partie de leurs productions, & de les ven-
dre à plus bas prix qu'elles ne les vendroient
par-tout ailleurs. Cette différence fait l'équi-
valent d'une taxe payée à la Grande-Bre-
tagne.

Les Coloniſtes, au riſque de leurs vies

& de leurs fortunes, ont étendu la domination & augmenté le commerce & les richesses de la Métropole, & ce n'est sûrement pas une raison pour que les Colonistes soient privés du droit que tout Anglois apporte en naissant, qui consiste à ne pouvoir être taxé que par les représentans choisis par lui-même.

Les raisons du Docteur Franklin produisirent leur effet, il y a environ 23 ans, auprès du Gouvernement. La fausse opération de taxer l'Amérique, étoit réservée à l'administration la plus corrompue, la plus foible & la plus perverse que l'Angleterre ait jamais eue.

Le Docteur Franklin a constament prêché des sourds. Aucune attention n'a été donnée à ses conseils ni à ses prédictions. M. David Hartley, Député de la ville de Kingston, en faisoit l'observation dans la Chambre des Communes le 5 Décembre dernier. Il a lu devant cette assemblée une lettre que ce vertueux Américain lui écrivoit il y a deux ans, & où vous reconnoîtrez, Monsieur, tout ces mêmes sentimens vraiment patriotiques dont vous voyez que son cœur a été toujours rempli, dès les tems même où on imaginoit le moins l'abyme où l'Angleterre devoit se précipiter.

Lettre écrite par M. le Docteur Franklin à M. David Hartley, de Philadelphie le 3 Octobre 1775.

» Je brule pour le moins autant que vous du désir de la paix, & ce seroit pour moi une satisfaction extrême de concourir avec vous à la faire obtenir, mais chaque vaisseau qui arrive de la Grande-Bretagne apporte quelque nouvelle qui tend à nous aigrir davantage, & il me semble que jusqu'à ce que vous ayez éprouvé, à vos dépens, qu'il est impossible de nous réduire par la force, vous ne penserez à rien de juste ou de raisonnable. Jusqu'ici nous n'avons pris d'autre parti que de rester sur la défensive. Si vous vouliez rappeller vos troupes & rester chez vous, nous ne ferions aucune entreprise qui pût vous allarmer. Un moment de relâche de part & d'autre pourroit produire d'excellens effets. Mais vous ne cherchez qu'à nous ulcerer & à nous provoquer. Vous nous méprisez trop. Cependant vous devriez penser, comme dit l'Italien, qu'il n'y a point de petit ennemi. Je suis persuadé qu'en général le peuple Anglois nous aime, mais il est changeant, & les mensonges que vous répandez dans vos gazettes peuvent nous en faire bientôt un ennemi. Nos égards pour lui diminueront en proportion, & je vois clairement que nous prenons le chemin de

nous haïr, de nous détester, de nous abhorrer éternellement. Il s'ensuivra nécessairement une séparation. Ce seroit bien dommage qu'un plan aussi beau que celui que nous avons adopté pour augmenter la force de l'Empire Américain & le rendre plus heureux, fût renversé par des Ministres extravagans & destructeurs. Non cet Empire ne sera point détruit. Dieu le protégera & le fera prospérer. Tout ce que vous ferez ne servira qu'à vous priver d'y avoir aucune part. Nous apprenons que vous envoyez contre nous un plus grand nombre de troupes & de vaisseaux. Nous n'ignorons pas que vous pouvez nous faire beaucoup de mal; mais nous avons résolu de le supporter, & si vous esperez de parvenir à nous soumettre, c'est que vous ne connoissez ni notre peuple ni notre pays. Le Congrès continue ses séances, & il attend le résultat de sa derniere pétition «.

En attendant, Monsieur, qu'on reçoive quelques nouvelles des opérations de la campagne d'hiver, soit de Philadelphie, soit de la Nouvelle-York, je vais mettre sous vos yeux le précis de quelques lettres d'un Officier de distinction, Membre du Parlement d'Angleterre, qui sert dans l'armée du Général Howe.

Les lettres d'un Membre du Parlement d'Angleterre, actuellement servant en Amé-

rique, à son frere, un des Comtes d'Irlande, respirent la sagesse d'un ancien Sénateur & le noble courage d'un Officier Anglois qui sacrifie ses sentimens particuliers au devoir d'un soldat, & marche audevant d'un ennemi qu'il voudroit pouvoir serrer affectueusement dans ses bras. Ces lettres sont pleines de traits remarquables. » Je sais, dit il, que nous courons après une ombre; mais ce n'est point à moi qu'il convient de raisonner sur l'impossibilité du succès. Dans la situation où je suis, mon premier devoir est d'obéir, si j'étois dans le Parlement, je pourrois alors dire ce que je pense de *notre folle expédition.* Nous combattons avec tous les désavantages possibles, tandis que les Américains reçoivent de tous les côtés des subsistances & des secours. Je conviens que leurs habits ne sont pas des habits de gala; mais au moins ils sont couverts, & leurs corps sont plus robustes & plus propres à supporter les rigueurs du climat, que ceux de nos malheureux soldats, parmi lesquels la fievre, le scorbut & la dyssenterie, ont fait un ravage affreux «. Dans une autre lettre il s'exprime ainsi: » Il n'y a pas plus de possibilité de conquérir l'Amérique que la Lune. Il est clair que nous jouons un jeu à nous ruiner, & cependant nous ne quittons point la partie. Si le Général Howe eût été un étourdi, *nous aurions été taillés en pieces jusqu'au dernier homme.* Jusqu'à présent l'armée n'a dû son salut

qu'aux talens & à la prudence du Chevalier Howe. Mais si la Schuilkill & le Delavare sont pris de glaces, les Américains auront du tems de reste pour nous détruire *par le froid & par la famine.* Tel est leur plan, selon toutes les apparences. Leur conduite, pendant cette campagne, a été un chef-d'œuvre de sagesse! «

On trouve dans un autre endroit cette observation : » Je suis arrivé ici dans la confiance que nous allions voler de conquêtes en conquêtes, & que nous n'aurions à faire qu'à la plus vile canaille. Combien je suis revenu de mon erreur! lorsque j'ai vu le plan de campagne le mieux conçu, exécuté dans toutes ses parties par les Généraux Américains. Il y a quelques divisions dans le Congrès, mais elles ne portent sur aucun objet de conséquence, & nous ne devons nous en promettre aucun avantage «.

La derniere lettre finit par les reflexions suivantes : » Il est si essentiel que Sa Majesté ainsi que les Ministres, reçoivent des informations exactes, que le Lord Cornwallis doit partir sous peu de jours pour mettre sous les yeux du Conseil un état au vrai des affaires d'Amérique. Le Lord Cornwallis est, sans contredit, un des Généraux Britanniques le plus à portée de connoître les forces & les dispositions réelles des Américains, & de donner une idée des moyens qu'on peut avoir de les soumettre «.

CES lettres, dit l'observateur Anglois, nous offrent un tableau fidele des affaires, mais elles nous font regretter qu'un si digne Officier ne s'élève pas au dessus des préjugés de son état, & ne donne pas sa démission pour retourner à son premier poste, *celui de Sénateur*, & informer la Chambre d'une infinité de circonstances qui, si elles eûssent été plutôt connues, auroient sauvé l'honneur de l'armée Britannique, & épargné aux deux parties un argent immense qu'on auroit pu employer à la gloire & à la prospérité des deux Nations «.

SI tel est en effet, Monsieur, l'état actuel des choses en Amérique, ne vous paroît-il pas fort incertain que la rentrée de Milord Chatham dans le Ministere, (on l'avoit dite très-prochaine) puisse remettre l'Angleterre en possession de ses anciens droits sur ses Colonies révoltées ? Vous serez sûrement de l'avis d'un Ecrivain Anglois, dont vous allez lire les judicieuses reflexions à ce sujet, & il vous paroîtra, comme à lui, que l'Angleterre ne peut plus gueres compter sur un arrangement que l'Amérique se seroit fait gloire, il y a trois ans, de tenir de sa condescendance, mais qu'elle dédaignera aujourd'hui d'accorder à sa pusillanimité.

» L'OBJET du Bill conciliatoire du Lord North est de révoquer toutes les taxes qui, depuis 1763, ont donné lieu aux plaintes

des Américains, pour peu qu'ils consentent à reconnoître la suprématie de l'Angleterre. Un pareil Bill auroit pu produire quelque sensation il y a deux ans; mais actuellement il n'est propre qu'à exciter le mépris. Tous ces actes ne sont-ils pas révoqués par le fait? Nous avons voulu les faire exécuter de force, & nous avons échoué dans notre entreprise. C'est une extravagance de proposer à titre de *grace* ce que nous ne pouvons exécuter comme un *droit*. A force de sophismes & de scrupules, les Ecrivains Ministériels ont fait illusion pendant quelques tems à un grand nombre de citoyens bien intentionnés; mais aujourd'hui ceux-ci ouvrent les yeux. Tout le monde commence à sentir l'*impossibilité* de continuer cette guerre ruineuse. Il faut attribuer ses mauvais succès à des plans vicieux. Tout le tort doit être imputé aux Ministres & non aux Généraux, car ils ont fait leur devoir. Mais il étoit impossible que les idées incohérentes d'un tas d'ignorans & d'étourdis produisissent un autre effet. Il est vrai que ces Ministres ne sont que les très-humbles serviteurs des Lords Bute & Mansfield, & qu'ils n'ont que de bricole la faveur & la confiance de Sa Majesté.

» L'état des choses, relativement au retour du Lord Chatham dans le Ministére, peut se réduire aux deux questions suivantes: «

Premiere question.

» Si le Lord Chatham étoit remis au timon des affaires, pourroit-il persuader aux Américains d'abandonner leurs prétentions à l'indépendance, & de se soumettre à la législation Britannique ?

Réponse.

Le Lord Chatham y auroit certainement réussi au commencement de la querelle, ou pour mieux dire, il n'y auroit pas eu lieu à une négociation sur cet objet, puisqu'alors les Américains n'avoient point établi de prétentions à l'indépendance, & qu'ils ne s'étoient point détachés de leur soumission à la Législation Britannique. On peut dire plus encore, c'est qu'après que la querelle eut éclaté & que le sang eut coulé de part & d'autre, ils ont offert de nous contenter sur ces deux points. Mais le Lord Chatham pourra-t-il, dans les circonstances présentes, décider les Américains à nous faire les mêmes sacrifices ? c'est une question que personne ne pourroit résoudre. Si ce Lord ne réussit point dans cette entreprise, tout ce qu'il sera possible de dire pour son excuse, c'est qu'il est aisé à certaines gens de faire beaucoup plus de mal que l'homme le plus habile ne peut en réparer. Quoiqu'il en soit, le Lord Chatham est peut être l'homme du Royaume qui obtiendra le plus des Amé-

ricains, & qui fera le plus pour faciliter un accommodement; & par cette considération seule, on ne peut pas se dispenser de remettre entre ses mains la conduite des affaires «.

Seconde question.

» Le Lord Chatham pourra-t-il persuader aux Américains de continuer de commercer, ou plutôt de rétablir leur commerce avec nous, à l'exclusion de toute autre nation?

Réponse.

Au commencement des troubles, après les affaires de Concord & de Lexingston, &, même après celle de Bunker's-kill, les Américains nous donnèrent l'option, ou de jouir de tout leur commerce, ou de lever sur eux une taxe qui seroit imposée par la Grande-Bretagne. » Taxez-nous, disoient-ils, (car nous consentons même à être taxés par vous,) mais laissez-nous un commerce libre & illimité; ou si vous voulez restreindre notre commerce, permettez-nous de nous taxer nous mêmes comme autrefois. Mais nous taxer & en même tems restreindre notre commerce, c'est comme si vous bruliez la chandelle par les deux bouts; & vous nous jetterez bientôt dans un état de pauvreté qui réduiroit à rien & notre commerce & nos contributions «.

» Tels étoient le langage & les offres des Américains, dans les premiers moments de

la guerre. A moins d'être Membre du Congrès, on ne peut point dire s'il sera possible ou non de les porter à tenir le même langage ou à faire les mêmes offres. Mais il est très-vraisemblable qu'ils se montreroient disposés à nous offrir quelque chose d'équivalent à l'une de ces deux alternatives, s'ils pouvoient traiter avec un Ministre dans lequel ils eûssent une entiere confiance, & quoiqu'en puissent dire les ennemis du Lord Chatham, il est le seul ici qui ait des droits certains à la confiance la plus entiere de la part des Américains «.

Je terminerai cette lettre par une esquisse des pertes de l'Angleterre dans diverses branches de son commerce & de sa navigation, seulement dans les deux années dernieres. J'ai comparé ensemble quatre éditions de l'interrogat que trois Marchands de Londres ont subi le 6 de ce mois dans la Chambre des Pairs, où ils avoient été amenés par Milord Duc de Richmond. En attendant que ces Marchands remettent les états que la Chambre leur a demandés, où leurs assertions doivent s'offrir en tableau, j'en ai composé un qui pourra suffire pour vous faire entrevoir qu'elle a été l'erreur de ceux qui ont osé soutenir que la querelle Américaine ne causeroit aucune diminution sensible dans le commerce entre les deux pays, ou que cette diminution ne seroit pas de longue durée.

Précis

Précis des réponses de trois Marchands de Londres, mandés le 6 Février 1778 à la Chambre des Pairs, aux questions qui leur ont été faites par plusieurs Lords sur l'état actuel de diverses branches de commerce & de navigation.

Corsaires Américains.

Les Corsaires Américains peuvent se monter au nombre de 173, & celui des matelots employés sur ces vaisseaux est de quinze à vingt mille. L'équipage de chacun est de 80 hommes l'un dans l'autre: il y en a de 150, d'autres de 100, d'autres de 60.

Les vaisseaux de guerre Anglois & les vaisseaux ayant des lettres de marque, ont pris 34 de ces Corsaires. Le nombre des prisonniers faits à leur bord est d'environ 3,000

Vaisseaux pris par les Américains dans les années 1776 - 1777.

[*N. B.* Les Américains n'avoient point fait de prise avant 1775.]

Vaisseaux pris	743
Repris	127
Perdus pour l'Angleterre	616
Vaisseaux pillés & rendus aux propriétaires	49

Le montant des vaisseaux perdus pour l'Angleterre est d'environ deux millions sterl. y compris le vaisseau & la cargaison, sur le pied de 3 à 4,000 liv. par vaisseau.

Le nombre d'hommes pris de cette maniere par les Américains est évalué à 15,000 hommes environ, sur le pied de 25 hom. par chacun des 616 vaisseaux, l'un dans l'autre.

Vaisseaux Marchands & Assurances.

Au nouveau Café de Lloyds à Londres, il y a une Société de Marchands qui a des Correspondans dans tous les ports de l'Europe. Ceux-ci lui envoyent les nouvelles les plus récentes de ces ports, & lui donnent aussi connoissance des sorties & entrées des vaisseaux, de leur âge, de leurs qualités, de leurs équipages & tonnage, ainsi que des armemens de guerre. Sur tout cela les Marchands Anglois de Londres reglent le prix des assurances.

Prix des assurances.

Le prix des assurances pour la traite d'Afrique, avant la guerre, étoit de trois pour cent, pied moyen.

Pour la Jamaïque & les autres Isles, avant la guerre, il étoit de deux & de deux & demi. Actuellement, avec convoi, il est le double. Sans convoi, on ne trouve point d'Assureurs, ou du moins très-peu.

Pour quelques autres places il eſt de 15 pour cent.

Le prix pour la Hollande n'a point monté depuis que le Corſaire le Cunningham a quitté le Canal.

Pour le Détroit de Gibraltar, le Portugal & l'Eſpagne, il eſt de deux à trois pour cent ſous convoi.

Manufacture de Fer.

Cette Manufacture eſt très conſidérable ; mais ce n'eſt point la Manufacture principale du Royaume d'Angleterre.

Les demandes, pour le fer d'Angleterre, ont augmenté pendant la guerre d'Amérique. Cependant cet accroiſſement n'a point compenſé les pertes occaſionnées par la ceſſation de l'importation du fer de l'Amérique, parce qu'il étoit d'abord importé en gueuſes ; & après avoir été manufacturé en Angleterre, l'Amérique en reprenoit des quantités immenſes.

Dette de l'Amérique à l'Angleterre.

Lorſqu'on paſſa l'Acte prohibitif, cette dette ſe montoit à environ deux millions. Dans la premiere année de la guerre les Américains rembourſerent 500,000 livres de cette ſomme. — Si les Américains eûſſent gardé les marchandiſes qu'ils donnèrent alors en payement, elles ſuffiroient actuellement

pour payer toute la dette, le prix des marchandiſes étant augmenté des trois quarts.

Ces 500,000 livres ont été payées pendant les troubles ; & avant qu'on fût informé en Amérique que tout commerce avoit été prohibé entre les deux pays. Depuis ce tems-là les Américains ont continué de payer leurs dettes par la voie de la France & de la Hollande. Cependant le papier des Provinces du centre où eſt la guerre, perd dans le commerce 90 pour cent : celui de la Caroline Méridionale auroit un cours bien moins déſavantageux.

Gages des Matelots.

Les gages des matelots ſont montés depuis la guerre d'Amérique de 25 à 30 shillings par mois, à 55 shillings, & il faut toujours payer d'avance un mois.

Le fret des vaiſſeaux n'eſt pas augmenté dans la même proportion.

Commerce de l'Amérique & des Iſles Angloiſes.

Avant la guerre actuelle on évaluoit ce commerce à environ douze millions, c'eſt-à-dire, trois millions en exportations des Royaumes Britanniques, & neuf millions en exportations de l'Amérique ou des Iſles, pour l'Europe (*a*).

[*a*] D'après un relevé fait ſur les tableaux de Whitworth pour l'année 1773, les importations dans la

Isles du Vent.

Les vaisseaux destinés pour ces Isles sont évalués à 6,000 liv. & ceux pour l'Angleterre à 8,000.

Le nombre des vaisseaux pris entre la Jamaïque, les Isles sous le Vent, Terreneuve & l'Afrique, a été d'environ 580, d'où il reste à déduire ceux qui ont été repris. La Barbade & Tabago sont les Isles qui ont essuyé les plus grandes pertes. Cette partie est absolument sans défense. Il n'y a pas une chaloupe de guerre employée à en écarter les Corsaires. Ils y font des descentes & enlevent les Negres de dessus les habitations. Un Planteur en a perdu 150 dans une nuit à Tabago.

Jamaïque.

Les vaisseaux destinés pour la Jamaïque sont évalués sur un pied moyen à 8,000 liv. ceux pour l'Angleterre à 10,000 liv. Les vaisseaux pris au commerce de la Jamaïque

---

Grande-Bretagne montoient à 3,402,677 l. 7 s. 5 d.
Et les exportations à ...... 2,976,665 8 6.
Il faut qu'il y ait pour..... 5,597,323 l. de denrées des Colonies en général qui se portoient directement chez l'Etranger, en vertu des modifications faites successivement à l'acte de navigation. — Celà fait toujours neuf millions d'importations, puisque les produits des 5,597,323 liv. y rentroit, soit en lettres de change ou en marchés d'Europe.

ſont évalués à 500,000 liv ſterl. La quantité de ſucre, priſe en 1776 par les Américains, a été de 25,000 bariques.

Commerce de Terreneuve.

Les Américains ont pris quarante vaiſſeaux de ce commerce. Cependant, la pêche eſt plutôt augmentée que diminuée, par la raiſon que les troubles de l'Amérique & le nouvel acte ſur les pêcheries, reſtreignent à l'Angleterre ſeulement ce commerce, qui étoit auparavant partagé entre l'Angleterre & l'Amérique.

Cette pêcherie, qui doit occuper chaque année vingt-mille hommes, eſt conſidérablement diminuée faute de matelots. La derniere campagne a produit la moitié moins de poiſſon. Les Iſles en manquent, ainſi que les marchés d'Europe, & le prix en eſt doublé en nombre d'endroits.

Commerce d'Afrique.

Le nombre des vaiſſeaux employés à ce commerce, avant la guerre d'Amérique, étoit de 200 à 250. Actuellement il ne ſe monte pas au quart. Les vaiſſeaux que l'Angleterre a perdus à ce commerce ont été pris par les Corſaires Américains, principalement dans la latitude des Barbades, parce qu'il n'y avoit aucun vaiſſeau de guerre ſtationé au Vent pour protéger ce commerce;

& toutes les prises ont été faites au vent de cette Isle.

Les vaisseaux & les cargaisons de ce commerce sont estimés 7 à 9,000 livres, & c'est leur vraie valeur. Le premier vaisseau de ce commerce a été pris en Avril 1777; & depuis ce tems-là tout vaisseau qui a fait *le voyage moyen*, c'est-à-dire, des Isles à l'Afrique, a été pris.

Les Américains ont pris quinze vaisseaux faisant la traite des Negres. Chacun de ces vaisseaux, sur un pied moyen, contient 250 esclaves, coûtant, par une évaluation moyenne, 25 livres st. Desorte que la perte du premier coût, pour l'Angleterre, en esclaves seulement, doit être de 93,750 livres, sans compter les vaisseaux & les hommes. Cependant, ce commerce s'est plutôt accru que diminué, parce que les troubles de l'Amérique ont restreint à l'Angleterre seulement cette branche de commerce, qui, avant cette époque, étoit partagée entre l'Angleterre & l'Amérique.

Depuis l'acte prohibitif l'Angleterre fait entre les côtes d'Afrique & la mer du Sud, un nouveau commerce (c'est-à-dire une nouvelle pêcherie). Cependant ce commerce n'équivaut pas à celui que l'Angleterre a perdu à Terreneuve. Il employeroit le même nombre de vaisseaux que les Américains, sans la difficulté qu'on trouve à les équiper. Cette nouvelle pêcherie s'étend jusqu'aux Isles de

Falkland ou Malouines, & le nombre de vaisseaux Anglois qui la font, est de 15, au lieu que les Américains en employoient 60.

Elle consiste à chasser la baleine, dont le blanc fait un luminaire assez semblable à la bougie. Les Américains étoient les seuls qui s'en occupassent autrefois. Elle se partage aujourd'hui entre les ports de Londres & de Bristol. Mais comme il faudroit sur chaque vaisseau au moins quatre Harponeurs Américains (que les Anglois ne peuvent point remplacer) & que ce secours manque absolument; le prix de l'huile dite *Spermaceti* est doublé depuis le commencement de la guerre. Quinze ou seize vaisseaux qui y ont été employés n'en ont rapporté que des demi cargaisons, & la pêcherie entiere n'a pas produit, dans tout ce tems, plus de soixante mille livres sterling. — Deux vaisseaux seulement sont employés à la partie de cette pêcherie qui se fait sur la côte d'Afrique. Le prix de l'assurance est de 15 pour cent pour la pêcherie entiere.

Prix des marchandises.

Depuis la guerre, le fer & plusieurs autres articles ont augmenté du triple, & les autres du quintuple de leur valeur ordinaire.

Le prix du goudron & de la thérébentine ont monté de 6 à 8 schillings, à 30 shillings le barril.

Le Sucre de 30 shillings, à 3 livres le quintal.

L'huile de poiſſon, dans la même proportion.

Les cendres perlées & les potaſſes, de même.

L'indigo a augmenté conſidérablement.

Le tabac eſt monté de 7 ½. deniers la livre, à 2 shillings (48 ſous tournois).

Il ſe fait journellement de petites banqueroutes, & trop ſouvent de très-conſidérables.

P. S. du 18 Février.

VOICI une ſcène toute nouvelle : l'horizon politique eſt entiérement changé : l'eſprit de paix y regne comme s'il n'eût jamais été troublé par une folle ardeur pour la guerre. Les ordres de piller, de ſaccager, de brûler font place aux offres d'une aimable conciliation. O! Burgoyne, de quel étonnement vous ferez ſaiſi, à votre retour dans votre patrie, ſi quelque enchantement ne vous retient pas chez les Américains! C'eſt pour le coup que vous ferez pétrifié. O! vous tous, Généraux & autres, qui avez traité avec une hauteur & une dureté ſi barbares, les Américains qui croyoient avoir de juſtes repréſentations à vous faire, concevrez-vous qu'il ait pu y avoir tant de miel dans les cœurs où vous avez puiſé tant de fiel?

Précis de ce qui s'est passé le 17 Février dans la Chambre des Communes.

» On n'avoit vu encore dans aucune session l'assemblée aussi nombreuse. La Chambre Haute, presque entiere, étoit mêlée dans la galerie avec la multitude qui la remplissoit, pour entendre de la bouche de Mylord North, l'ouverture d'un avis tout opposé au plan qu'il a invariablement suivi depuis quatre ans ».

» Voici la substance de son discours ».

» Après avoir prié la Chambre de l'écouter avec patience, quoiqu'il la prévînt qu'il seroit un peu long. — Il débuta en l'assurant qu'il avoit toujours été animé du desir de la paix : que les actes coercitifs du Parlement avoient été passés dans la vue de la paix : qu'il n'eut pas plutôt apperçu leur inefficacité, qu'il avoit fait une proposition conciliatoire avant que l'épée fût tirée : que c'étoient les discussions par lesquelles on avoit fait passer cette proposition dans la Chambre qui avoient porté le Congrès à la rejetter comme imaginée uniquement pour semer la division en Amérique, & y introduire un plan de taxation pire que le premier ».

» Il protesta que jamais il n'avoit compté augmenter considérablement le revenu public par les taxes Américaines, & il fit voir que même celle du timbre, dont il n'étoit point l'auteur, & qui lui paroissoit la plus judicieuse de toutes n'auroit pas été un objet de consé-

quence. Il rappella à la Chambre, qu'aucune taxe n'avoit été établie par lui en Amérique; qu'il l'avoit trouvée *taxée* lorſque mal-heureuſement (& il n'expliqua point ſi c'étoit pour lui ou pour l'Etat) il étoit entré dans l'adminiſtration : que n'étant point l'auteur de l'impôt ſur le thé, il ne l'avoit point fait révoquer non plus; mais qu'il n'avoit employé aucun moyen coercitif pour le faire percevoir. Il entra dans quelques détails ſur ce dernier impôt contre lequel il prétendit que les Américains s'étoient injuſtement ſoulevés, & même à leur préjudice, faiſant voir qu'il avoit déplû aux ſeuls contrebandiers, qui le regardoient comme un monopole. Il conclut de tout cela que n'ayant jamais eu la taxation de l'Amérique pour objet principal, on devoit le trouver uniforme & conſéquent dans ce qu'il alloit propoſer ».

» L'avis qu'il ouvrit porte ſur trois points. Premiérement, que la Chambre ſe formeroit en grand Comité le 19 ou pendant la ſéance tenante, pour préparer un (*a*) Bill aux fins d'une renonciation totale aux taxations Américaines, ſous la condition que les Colonies s'obligeroient à une contribution

---

[*a*] On trouvera ci-après un précis exact des Bills, avec leſquels ces propoſitions de Milord North ne ſont point parfaitement conformes. C'eſt qu'apparamment ce qui n'eſt pas exprimé dans les Bills annonce ſeulement les diſpoſitions que le Miniſtère apporte à la négociation.

raisonnable pour entrer dans les dépense
d'administration du gouvernement d'Angle
terre, à la protection duquel elles auroien
droit par cette contribution ».

» 2°. Que cinq Commissaires seroient nom
més & envoyés en Amérique avec les pou-
voirs les plus étendus, à l'effet de traiter avec
tous corps ou particuliers pour le rétablisse-
ment de la paix entre la Grande-Bretagne
& les Colonies, aux conditions ci-dessus.
ladite commission devant durer jusqu'au mois
de Juin 1779 ».

» 3°. Qu'il y auroit une cessation d'armes
aussi-tôt que ces Commissaires arriveroient
en Amérique s'ils le jugoient nécessaire, &
qu'elle pourroit durer jusqu'à l'expiration de
ladite commission, pour que leurs négocia-
tions eussent l'effet desiré ».

» Dans l'explication qu'il donna de chacun
de ces points, il annonça que tous les actes
coercitifs seroient retirés. — Que la Chartre
de la Baye de Massachusets lui seroit ren-
due. — Que les Commissaires pouvant traiter
avec tous corps quelconques, le Congrès
seroit compris nommément dans leur com-
mission, ainsi que les assemblées provincia-
les, & même les particuliers en leurs qualités
civiles ou militaires, tels que le Général
Washington, ou d'autres Officiers. — Que
les pouvoirs des Commissaires s'étendroient
jusqu'à la suspension de toutes loix quelcon-
ques, & enfin, que dans les Colonies où la

nomination du Gouverneur, &c. appartenoit au Roi les Commiſſaires pourroient en nommer ainſi que d'autres Officiers, juſqu'à ce que le Roi les eût confirmés ».

» Il alla juſqu'à dire qu'on traiteroit avec l'Amérique comme avec un état indépendant, & que l'article de l'indépendance ſeroit le point qui ſeroit diſcuté le dernier; faiſant entendre qu'on pourroit ſtipuler entre les deux Etats une union ſemblable à celle de l'Ecoſſe avec l'Angleterre (bonheur auquel ne participe point l'Irlande, traitée comme pays conquis, & dont l'Irlande n'eſt point fort jalouſe) & à ce ſujet il obſerva qu'il ne pouvoit pas donner une plus forte preuve de la ſincérité de ſes ſentimens pour la paix ».

» Il prévint l'objection à laquelle il s'attendoit, ſavoir, qu'il eût pu faire plutôt cette propoſition, & il pria la Chambre de ſe ſouvenir qu'à l'ouverture de la ſeſſion, il l'avoit annoncée pour le moment où les armes Britanniques auroient été couronnées de quelque ſuccès éclatant : quoiqu'il avoit compté ſur des avantages plus réels que ceux que les Généraux Anglois avoient obtenus; & que la défaite du Général Burgoyne avoit trompée ſes calculs; mais que les généreux efforts que la Nation venoit de faire par les cottiſations volontaires pour lever quinze mille hommes de troupes, & le bon état où étoient encore les armées du Roi en Amérique, forte de plus de 36 mille hommes, lui paroiſſoient être

des circonſtances auſſi favorables qu'une victoire, & qu'il ne voyoit point de raiſon de pouſſer plus loin une guerre ſi meurtriere & ſi diſpendieuſe. — En parlant de ce qu'il avoit attendu des armées du Roi, il parut donner quelques torts au Général Howe & au Général Burgoyne. — Il finit en aſſurant la Chambre que la Nation étoit encore puiſſante, qu'elle avoit beaucoup plus de troupes à envoyer qu'on ne l'imaginoit, & des forces ainſi que des facultés pour plus d'une campagne ; que les revenus publics n'avoient ſouffert que fort peu de diminution, & qu'il comptoit ſur un ſubſide ſuffiſant pour le ſervice de l'année courante, ainſi qu'il eſpéroit le faire bientôt voir à la Chambre ».

» M. Fox qui prit auſſi-tôt la parole, déclara qu'il ne pouvoit point refuſer ſon ſuffrage à une propoſition, qui en général, lui paroiſſoit ſi raiſonnable, & qu'il ne doutoit point qu'elle ne réunît ceux de tout ſon parti. Il ſe permit ſeulement d'obſerver qu'il étoit fâcheux qu'on n'eût pas adopté il y a trois ans, le projet de M. Edmond Burke, qui portoit exactement ſur les mêmes points. Il obſerva qu'il convenoit de donner aux Colonies la même ſureté parlementaire pour leurs Chartres que relativement à la taxation. Enfin, après avoir paſſé en revue les divers points ſur leſquels Milord North venoit d'avouer qu'il avoit été trompé par l'événement; il déclara qu'une ſeule inquiétude lui

eſtoit ſur les bruits qui s'étoient répandus, & qu'il ne croyoit que trop certains d'un traité d'alliance & de garantie conclu très-récemment entre la France & les Etats-Unis d'Amérique. Il ſomma Milord North de dire ce qu'il pouvoit en ſavoir, & s'il n'avoit pas eu connoiſſance de ce traité avant d'avoir fait a propoſition qu'un traité ſemblable rendroit auſſi infructueuſe pour la paix, que honteuſe pour la Grande-Bretagne.

Pluſieurs Députés qui juſqu'ici ont donné eur voix pour le Miniſtere, ſe plaignirent d'avoir été trompés par Milord North, qui nioit aujourd'hui que jamais il eût ſongé à irer un revenu d'Amérique, tandis qu'il es avoit aſſurés très-poſitivement que c'étoit pour le ſoulagement des propriétaires de fonds en Angleterre, qu'il vouloit aſſujettir l'Amérique aux taxations; & ils proteſterent qu'au ieu de s'appuyer comme ils l'avoient fait pour la pourſuite de la guerre, ils lui auroient oppoſé tous leurs efforts s'ils euſſent pu croire que les Américains ne partageroient pas leurs charges d'une maniere ſérieuſe & efficace».

» M. Grenville ſe plaignit que Milord North n'avoit pas aſſez développé la nature de la commiſſion, & qu'en conſéquence, ne pouvant ſe hazarder à commenter les dires trop vagues de ce Lord, il ſe bornoit à joindre ſon vœu pour la paix à celui de toute la Chambre. — Il ajouta à ce que M. Fox avoit dit de la France, qu'il étoit bien informé

que depuis quinze jours, divers corps considérables de troupes étoient partis de l'intérieur du royaume de France pour les côtes, & que les Miniſtres François avoient pris un ton beaucoup plus ferme & même des plus offenſans pour la Grande-Bretagne. Il ſe permit une ſortie véhemente contre Milord North qu'il accuſa d'avoir trompé ſur tous les points la Nation & le Parlement; & il finit en aſſurant que, comme tout le reſte de la Chambre, il ſouhaitoit la paix ».

» Le Lord North répondit ſur ce qui concernoit le traité des Américains avec la France, qu'il ne pouvoit pas nier que la nouvelle ne lui en fût venue auſſi, mais que ce n'étoit point par une voie autentique: qu'il convenoit que la choſe étoit poſſible & même probable, mais qu'il ne pourroit y ajouter foi que quand il en ſeroit informé par l'Ambaſſadeur ».

» On n'entendit point, ſans ſurpriſe, le premier Miniſtre s'exprimer ainſi, avec une ſorte de friſſonnement qui fut remarqué de toute la Chambre, & qu'on prit pour l'effet de la peur dont il étoit ſaiſi, en faiſant cet aveu tacite de l'événemnnt le plus redoutable pour l'Angleterre, & le plus terrible pour les Miniſtres qui l'ont ſi mal conduite «.

» Il fut arrêté unanimement qu'on travailleroit au Bill propoſé par Milord North. La ſéance finie chacun ſe retira conſterné; &

& les fonds publics baisserent aussitôt de quelques crans, ce qui ne promet point à Milord North qu'il puisse lever le subside avec autant d'aisance qu'il sera octroyé «.

Je n'ai qu'une courte observation à faire, Monsieur, sur ce projet de Milord North. Animé du désir le plus sincere, comme je vous l'ai toujours protesté, de voir cesser cette guerre monstrueuse, je suis aussi affligé de l'inutilité visible de cette tentative, que j'aurois ressenti de joie si elle eût été faite avant l'envoi des Auxiliaires Allemands en Amérique. Malgré tout ce que vous voyés de séduisant, & j'oserois dire d'incroyable dans cette proposition, le Ministre nourrit dans son cœur l'espoir de conquérir l'Amérique; & ce n'est que du tems qu'il cherche à gagner. Ce tems lui est cher; aussi en offre-t-il un gros prix. Mais il est encore plus cher pour les Américains, & ils rejetteront son marché. S'il eût eû vraiment l'intention de faire un si beau sort à l'Amérique, il falloit débuter par le rappel de toutes les troupes quelconques, déduire ensuite le contenu de sa proposition qui se réduit à ce seul point : *Si vous voulez de notre protection, vous la payerez par une contribution raisonnable qui n'altérera gueres l'ombre de l'indépendance qu'on pourra vous laisser.* Mais il se contente de leur offrir une suspension d'armes, en laissant chez eux trente-six mille hommes,

qui insensiblement pourront être portés à soixante mille, tant par les recrues d'Angleterre & d'Allemagne que par les enrôlemens du pays. Qui est-ce qui ne voit point que son intérêt est de diviser les Américains & de leur faire perdre le moment le plus favorable qu'ils ayent eu dans cette guerre, ainsi que le fruit de trois campagnes qui ont discipliné & aguerri leurs troupes, de les empêcher enfin de mettre à profit l'embarras où la Cour se trouve pour de nouveaux renforts de troupes Allemandes, ainsi que l'affreux désordre où sont les finances de l'Angleterre & même ses affaires dans l'Inde, son unique ressource. Mais les Américains ne seront point si dupes. Ils diront aux nouveaux Plénipotentiaires : qu'entendez-vous par une suspension d'armes ? Vous allez rester au milieu de nous, dans nos Villes, sur nos côtes ! Avons nous des armées dans vos Villes en Angleterre ? Ce n'est que dans ce cas là qu'une suspension d'armes ne nous seroit point désavantageuse. Vuidez notre pays, retirez vos troupes, sans quoi votre suspension d'armes n'est qu'un mal de plus que vous cherchez à nous faire. Le parti de Milord North ne manquera pas de s'écrier que sûrement il existe un Traité secret entre quelque Nation Européenne & les Américains, puisqu'ils rejettent de si belles propositions ; & Milord North profitera de la fermentation excitée dans les esprits par la

ouvelle de ce refus qui pourra encore venir vant la séparation du Parlement, pour ob-enir un vote de crédit plus considérable, ont il trouvera les fonds s'il peut; mais il 'en perdra pas moins l'Amérique, & il 'en sera pas moins vrai qu'il l'a perdue uni-uement par sa faute, & pour s'être flatté isqu'au dernier moment du fol espoir *de ettre sous ses pieds l'Amérique & l'Univers.*

J'ajouterai une seule idée, d'après une ttre que le Général Gates, vainqueur de urgoyne, a fait passer à Milord Thanet, dont le Marquis de Rockingham a fait cture dans la Chambre des Pairs le Lundi 5 Février. Voici en quels termes s'exprime et Américain, dont le suffrage est de poids. Une administration méchante, scélérate, dé-stable, a fait tout ce mal. N'y auroit-il s quelque main habile qui pût le guérir? n Chatham, un Cambden, un Thanet, roient rentrer l'Angleterre dans ses droits r l'affection des Américains. — Rien au onde ne les détachera de leur indépen-nce. Ils seront volontiers les amis & les iés de l'Angleterre, mais jamais ses es-aves «.

Les Américains ne peuvent point avoir blié que Milord Chatham a protesté contre nvoi des troupes en Amérique; qu'il a claré que tout honnête Anglois devoit itter ce service: qu'il en a retiré son fils: 'il a proposé le rappel de l'armée entiere.

Or il me paroît que toute propofition qui leur viendra du Miniftère, qui avoit juré leur perte, fera d'autant plus mal accueillie, qu'ils favent par quel préliminaire auroit débuté avec eux celui qui a été conftamment leur zelé défenfeur, & que ce préliminaire eft le feul moyen d'obtenir leur confiance. Je ne crois point, dans l'état où font les chofes, que Milord Chatham, même, les ramenât fous le joug de l'Angleterre; mais fûrement il en feroit à fa nation des amis & des alliés très-utiles, au moins tant que fon Miniftère dureroit.

Je croirois encore que ces projets d'arrangement fe préfentant au nom du Parlement, dont les Colonies ont déclaré tant de fois qu'elles ne vouloient point dépendre, ils feront rejettés, comme on dit, fur l'étiquette du fac. Il n'y aura d'ailleurs aucune des Affemblées américaines qui veuille les recevoir autrement que par la voie du Congrès général, qui certainement exigera ces trois conditions préliminaires — Que toutes les armées & efcadres foient retirés; qu'il foit formé un nouveau Parlement, & que le Miniftère foit changé dans fa totalité, pour voir enfuite, s'il peut y avoir lieu, à un Traité de commerce & d'amitié entre deux fœurs parfaitement indépendantes l'une de l'autre, & partagées de maniere entr'elles que toutes les efpérances foient du côté de

la cadette, tandis qu'il ne reste à l'ainée que sa décrépitude.

Je joins ici les Bills, traduits littérallement. Je n'ai retranché du premier que les choses de forme.

Bills présentés sur la motion de Milord North, du 17 Février.

Bill pour la nomination des Plénipotentiaires.

[Ce Bill a été extrait, mais en retranchant seulement les choses de forme.]

Préambule.

Pour faire cesser & anéantir toutes les défiances & appréhensions mal fondées qui ont fait craindre mal-à-propos à un grand nombre des sujets de Sa Majesté dans ses Colonies, Provinces & Plantations (ici les Treize Colonies sont nommées) que leurs libertés & leurs droits légitimes ne fussent en danger, & pour d'autant plus manifester les intentions justes & gracieuses, suivant lesquelles Sa Majesté & son Parlement désirent de maintenir & d'assurer tous les sujets dans la jouissance claire & parfaite desdits droits & libertés,

Section premiere.

Les personnes qui seront nommées sous

le grand ſceau de la Grande - Bretagne, auront un plein pouvoir, commiſſion & autorité pour négocier, traiter & convenir, ſoit avec les corps politiques ou aſſemblées, ſoit avec les particuliers, ainſi qu'elles le jugeront convenable, ſur tous griefs, ou ſujets de plaintes exiſtans ou ſuppoſés exiſter dans le gouvernement deſdites Colonies, ou dans les loix & ſtatuts du royaume y relatifs, & ſur l'objet d'aucune aide ou contribution à fournir par toutes ou telle d'entre leſdites Colonies, &c. reſpectivement pour la défenſe commune du royaume & ſes dépendances, ainſi que ſur aucuns réglemens, & choſes, que leſdits Commiſſaires jugeront néceſſaires pour l'honneur de Sa Majeſté & le bien général de ſes Sujets.

Section deuxieme.

Aucun réglement, &c. ainſi propoſé & convenu, n'aura de valeur ou effet, & ne ſera exécuté qu'ainſi qu'il eſt dit ci-après juſqu'à ce qu'il ait été approuvé par le Parlement.

Section troiſieme.

Les Commiſſaires pourront ordonner & publier, dès qu'il le jugeront à propos, une ceſſation d'hoſtilités de la part des troupes du Roi, pour telle des Colonies, & pour tel tems, & auſſi ſous les conditions qu'ils

jugeront néceſſaires, & la révoquer & annuller de la même maniere.

Section quatrieme.

Ils pourront ſuſpendre, par une proclamation ſignée & ſcellée d'eux, l'effet de l'acte du Parlement, de la ſeiziéme année du règne de Sa Majeſté, pour défendre tout commerce & correſpondance avec les Colonies y nommées, ou de partie dudit acte, pour le tems qu'ils jugeront néceſſaire, en ſpécifiant le tems, le lieu, & les exceptions & reſtrictions, avec faculté de révoquer ladite ſuſpenſion.

Section cinquieme.

Ils pourront ſuſpendre en tels lieux ou pour tel tems qu'ii jugeront à propos, pendant la durée du préſent acte, l'effet de tous ou de tel d'entre les actes du Parlement, paſſés depuis le 10 Février 1763, relativement auxdites Colonies, ou de telle partie ou clauſe y contenue, en tant que regardant leſdites Colonies.

Section ſixieme.

Ils pourront accorder le pardon à toute eſpece & à tout nombre de perſonnes dans leſdites Colonies.

Section septieme.

Pour qu'il ne résulte aucun inconvénient de la vacance de l'Office de Gouverneur ou Commandant, ou de son absence dans les Colonies, dont ci-devant Sa Majesté nommoit le Gouverneur, ils pourront faire cette nommination par un Acte signé & scellé d'eux, pour durer suivant le bon plaisir de Sa Majesté, & avec les mêmes pouvoirs, &c. que si le pourvu eût été nommé par le Roi, & a cet effet ils pourront révoquer & annuller toutes nominations antérieures.

Section huitieme.

Le présent acte sera en vigueur, jusqu'... (les dates restent en blanc sur les Bills: on remplit ces blancs à la passation de l'acte.)

Bill relatif à la taxation.

(*N. B.* Ce Bill est traduit en entier & littérallement.)

Préambule.

D'autant que l'expérience a fait voir que l'exercice du droit de taxation par le Parlement de la Grande-Bretagne, pour l'objet de lever un revenu sur les Colonies, Provinces & Plantations de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale, avoit occasionné de

de grands troubles & désordres ; & que par diverses fausses interprétations il avoit servi à tromper un grand nombre des sujets fideles de Sa Majesté, qui reconnoissent toujours qu'il est juste qu'ils contribuent à la défense commune du Royaume, pourvû que cette contribution soit levée sous l'autorité de la Cour générale ou de l'Assemblée générale de chaque Colonie, Province ou Plantation respective.

Et d'autant, que pour faire cesser lesdits troubles & remettre le calme dans les esprits de ceux des Sujets de Sa Majesté qui peuvent être disposés à revenir à leur allégeance, ainsi que pour rendre la paix & la prospérité à tous les Etats de Sa Majesté, il est à propos de déclarer que le Roi & le Parlement de la Grande Bretagne n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt pour l'objet de lever un revenu dans aucune desdites Colonies, provinces ou plantations.

Plaise à votre Majesté,

Qu'il soit déclaré & statué comme il est déclaré & statué par sa Très-excellente Majesté le Roi & de l'avis & consentement des Lords spirituels & temporels & des Communes, assemblés en ce présent Parlement & de l'autorité d'icelui ; que le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne, à compter de........n'imposeront aucun droit, taxe ou impôt quelconque payable dans aucune

des Colonies, provinces & plantations de Sa Majesté dans l'Amérique Septentrionale, excepté seulement les droits qu'il peut être nécessaire d'imposer pour réglement de commerce, le produit réel desquels sera toujours payé & employé pour la Colonie, province ou plantation dans laquel ledit droit aura été levé de la même maniere que les autres droits levés par l'autorité des Cours générales ou assemblées générales de ces Colonies, provinces ou plantations sont ordinairement payés & employés.

FIN.

TABLE
DES MATIERES.

Des ſix Lettres du Banquier de Londres formant le Tome VII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(*N. B. Ces Lettres ſe trouvent dans les* N.° *XXXI, XXXII, XXXIII XXXIV, XXXV & XXXVI.*)

A

I

M

O

INDEX.

A

B

C

E

F

G

H

J

L

M

N

P

R

S

FIN.





